

par Aliou Dionge

Triomphe social-démocrate en Rhénanie-Westphalie

Douche froide pour M. Kohl

Le parti de M. Helmut Kohl a donc subi un échec cuisant dans le Land le plus peuplé de la République fédérale. Les électeurs ont-ils voulu ainsi rendre hommage à un homme, M. Johannes Rau, qui semble aujourd'hui s'imposer comme le futur chef de la social-démocratie et comme un candidat possible dans la course à la chancellerie en 1987 ? Ou s'agit-il tout contre un changement dont ils voudraient sanctionner les critiques que la République fédérale s'est attirées ces dernières semaines à propos de l'anniversaire du 8 mai 1945 et de la visite de M. Reagan au cimetière de Bitburg ?

Toutes ces raisons sont probablement mêlées. M. Kohl, qui, il y a deux semaines encore, était la moitié de la législature avec un optimisme que l'on croyait inébranlable, a dû en tout cas déchanter dimanche soir. On a peine à croire que la façon dont s'est déroulé le sommet de Bonn et la tempête déclenchée autour de la visite du président des États-Unis n'y soient absolument pour rien. Plus que tel ou tel grief précis, c'est probablement l'impression d'un certain manque de maîtrise dans la façon d'aborder l'histoire allemande et de traiter avec Washington qui a entraîné la CDU à l'échec. M. Franz Josef Strauss, qui ne désespère toujours pas de « monter » à Bonn, parle de « déconjonction ». Il mettra sans doute la défaite des chrétiens-démocrates à profit pour redoubler ses pressions sur le gouvernement fédéral.

Mais ces élections régionales sont surtout une victoire pour le Parti social-démocrate. Elle pourrait bien mettre un terme à trois années de « dérive » écolo-pacifiste du SPD ; elle infirme en tout cas la conclusion qu'on avait pu hâtivement tirer des deux dernières consultations régionales, le 10 mars. Ce jour-là, le Parti social-démocrate, guidé en Sarre par le favori de son aile gauche, M. Oskar Lafontaine, remportait dans ce Land une victoire marquée, tandis que sa section berlinoise, restée plus proche de la social-démocratie traditionnelle et modérée, essayait un échec. Le « gauchisme » était-il donc le seul moyen pour le SPD de retenter un électoral tenté de faire défection au profit du jeune parti Vert ? M. Johannes Rau, qui incarne la tradition modérée, classique et gestionnaire du parti, vient de prouver le contraire.

Les Verts, il est vrai, ont travaillé eux-mêmes à leur échec. La persistance de leurs querelles internes, leur façon de mettre à l'écart les plus fortes personnalités parviennent eux au nom de principes assez puerils comme celui de la rotation des cadres et des mandats, leurs prises de position extrêmes sur des sujets aussi divers que la politique de l'État d'Israël, le terrorisme ou la pédophilie, ont contribué à accroître le doute sur leur capacité à exercer des responsabilités politiques.

D'autre part, le Parti libéral (FDP), fût-ce avec un score modeste (6 % des voix), reprend progressivement sa place de troisième parti sur l'échiquier politique ouest-allemand. La République fédérale semble ainsi sortir d'une période de turbulence qui avait commencé il y a trois ans avec la montée des mouvements écologistes et pacifistes. Elle avait été marquée par les déchirements internes du Parti social-démocrate, la chute du chancelier Schmidt et l'arrivée au Bundestag de ces « troubles » verts dont l'irruption a été à bien des égards salubre mais qui n'ont décidément pas su gérer leur succès. Reste au SPD à clarifier sans ambiguïté sa position à leur égard, ce à quoi la victoire de M. Johannes Rau, en redonnant espoir à la gauche ouest-allemande pour les élections de 1987, va probablement contribuer.

Le Parti chrétien-démocrate a enregistré, le dimanche 12 mai, son plus mauvais score en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, avec 36,5 % des suffrages contre 52,1 % au Parti social-démocrate, qui bat, lui, son record dans cet État où réside un tiers de l'électorat ouest-allemand. Les libéraux ont obtenu 6 % des voix. Les verts (4,6 %) ne seront pas représentés au parlement régional.

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Helmut Kohl, a dû concéder, le dimanche 12 mai, une sévère défaite de son parti aux élections régionales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Avec 52,1 % des voix, le ministre-président sortant du Land, M. Johannes Rau, vice-président du Parti social-démocrate, réalise un résultat inespéré. Améliorant de 3,7 % le très bon score qu'il avait déjà réalisé en 1980, il s'affirme comme un redoutable prétendant à la chancellerie pour 1987.

Ce triomphe de M. Rau a été acquis au détriment d'un candidat démocrate-chrétien, M. Bernhard Worms, qui avait été imposé par le chancelier à la présidence du Land, mais également au détriment des Verts, qui, avec 4,6 % des voix, confirment leur déclin.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Marge

Les catholiques néerlandais sont, à l'évidence, des gens généreux mais frondeurs. Minoritaires eux-mêmes dans leur pays, ils ont pris en charge avec ferveur la défense de toutes les minorités et le font savoir à Jean-Paul II sur tous les tons.

Défense des divorcés, compréhension pour les homosexuels, soutien aux prêtres qui aspirent au mariage, tolérance pour l'avortement, promotion des femmes dans l'Eglise : ils ont un faible pour les marges.

Il y a, apparemment, une seule catégorie de marginaux qui échappe à leur bienveillance : celle des catholiques fidèles à Rome, tendance « touche pas à mon pape ».

BRUNO FRAPPAT.

Le pape ouvertement critiqué par des catholiques hollandais

Poursuivant sa visite aux Pays-Bas, Jean-Paul II devait rencontrer lundi 13 mai le gouvernement et la reine Beatrix, puis visiter la Cour internationale de justice, avant de retourner à Utrecht pour une rencontre ecclésiastique.

Le voyage pontifical a été marqué dans la journée de dimanche par plusieurs manifestations de violence. Une bombe a été démolie à La Haye. Plusieurs milliers de manifestants — se réclamant d'un « Front rouge anti-papiste », d'un « Comité national contre la visite du pape » de l'organisation homosexuelle « COC » et des autonomes — se sont rassemblés vers midi au centre de la ville d'Utrecht et ont tenté de se diriger vers le Palais des expositions où se trouvait Jean-Paul II. Des heurts ont eu lieu avec les policiers et l'un d'eux a dû faire usage de son arme. Huit personnes — dont trois policiers — ont été blessées sans gravité.

De notre envoyé spécial

Utrecht. — « Nous voulons un pape avec des grandes oreilles ». Ce slogan imprimé sur des ballons lâchés dans le ciel incertain d'Utrecht dit avec humour l'attente des catholiques néerlandais. Mieux que d'autres messages plus vengeurs tels « Pape go Rome » ou encore « Le pape : au ciel ! », il exprime l'inquiétude d'une Eglise qui se sent incomprise et mal aimée à Rome.

De peur que le pape n'écoute pas avant de parler et ne se renseigne pas sur la vérité du catholicisme néerlandais avant de condamner, ce voyage avait été organisé de façon sensiblement différente des précédents tournées de Jean-Paul II à travers le monde. Pas de grand rassemblement — sauf la messe prévue mardi sur le parvis de la cathédrale de Maastricht — et à chaque rencontre on a demandé au pape de limiter son intervention pour permettre à ses bêtes de s'exprimer sous forme, soit d'allocutions, soit de montages vidéo.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 1.)

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE

La logique du repli

Devant le comité directeur du Parti socialiste réuni samedi 11 mai à Paris, M. Michel Rocard a relevé les contradictions des socialistes sur leurs perspectives d'exercice du pouvoir après les élections législatives de 1986. M. Lionel Jospin a réaffirmé qu'il n'est pas question pour le PS de passer alliance à droite.

Intarpié par M. Michel Rocard et beaucoup d'autres sur la manière dont les socialistes envisagent encore, malgré tout, d'exercer le pouvoir après les élections législatives de 1986, M. Lionel Jospin a déclaré samedi 11 mai, devant le comité directeur du PS : « Quand on n'a pas de bonne réponse, on n'en donne pas ». M. Jospin répondait, en effet, à une assurance : les socialistes ne passeront pas d'alliance avec la droite ; en conséquence, ils seraient dans l'opposition si le président de la République, conformément au vœu exprimé par une majorité de Français, nommait un premier ministre de droite.

M. Jospin raisonne apparemment comme si les élections législatives de 1986 — qu'implicitement il admet perdues pour le PS — devaient être organisées selon le scrutin majoritaire à deux tours, en vigueur depuis 1958, et qui conduit à une nette bipolarisation (droite-gauche) de la vie politique française. L'un ou l'autre camp, à la suite d'alliances politiques ou strictement électorales, dispose en principe d'une majorité à l'Assemblée nationale, et gouverne. C'est clair.

Puisque les élections de 1986 vont être organisées à la proportionnelle, la réponse du premier secrétaire du PS est incomplète.

Mais M. Jospin « oublie » une hypothèse dont les socialistes font pourtant leurs choux gras depuis qu'ils ont limité leurs ambitions à un objectif institutionnel : permettre à M. Mitterrand de rester à l'Elysée. Que se passerait-il si l'UDF et le RPR ne rassemblaient pas suffisamment de députés à eux seuls pour former une majorité du gouvernement ? Que se passerait-il si, dans ce cas, les socialistes étaient — sans avoir eux non plus la majorité, même avec l'appui hypothétique des communistes — les plus nombreux à l'Assemblée nationale ?

Qui gouvernerait, et avec qui ? Cette question-là sera posée sans cesse aux socialistes, et l'honnêteté commande qu'on y réponde avant les élections. Elle est d'autant plus pressante que, seul retour à l'improbable, tout accord de gouvernement PC-PS est exclu et qu'il n'en irait, en tout cas, plus le moindre crédit.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 11.)

La décentralisation trois ans après

Réformer les textes et les mœurs

Bien partie, mal partie ? En tout cas, la décentralisation, mise en route — et à quel rythme ! — s'est l'arrivée de la gauche au pouvoir il y a quatre ans, est irréversible. L'opposition, qui en avait critiqué les modalités plus que le principe, non seulement s'est accommodée mais, majoritaire dans les départements et les régions, en est satisfaite.

Transformer la France habitée à des siècles de centralisme en un État presque fédéral n'est pas une mince réforme institutionnelle qu'on boucle en quelques années, ni même en une législature. Pourtant, d'ici au printemps 1986, la quasi-totalité de ce qui avait été annoncé en mai 1981 sur cette « grande affaire du septennat » aura été réalisée : transfert du pouvoir exécutif du préfet aux présidents du conseil général et du conseil régional, suppression de la tutelle de l'État sur les maires, champs de liberté, notamment éco-

nomique, ouverts aux collectivités locales, mise en place des chambres régionales des comptes, création d'une fonction publique territoriale intéressante huit cent mille agents, nouvelle répartition des compétences entre l'État, les régions, les départements et les communes.

Une leçon de taille tout de même : les élus et les citoyens attendent toujours la réforme de la fiscalité locale et la clarification des rapports financiers entre l'État et les collectivités de la République.

Malgré quelque vingt lois et cent quatre-vingt décrets publiés, depuis la grande charte du 2 mars 1982 qui marque l'an 1 de cette révolution tranquille, la décentralisation, toutefois, n'a pas encore pris corps chez les élus de base, parmi les citoyens ou à travers les milieux économiques. Dans une formule à l'emporte-pièce, un ministre remarque : « Il

faudra que trois ou quatre élections locales lui soient passées dessus pour que la décentralisation ait vraiment une consistance ».

Les Français ne discernent pas encore si les circuits de décision se sont raccourcis, si l'administration s'est « débureaucratée », si le labyrinthe des ministères s'est simplifié, si l'argent public est mieux géré. Des élus se plaignent que l'État leur ait transféré plus de charges et d'ennuis que de ressources et qu'il conserve pour lui les meilleurs fonctionnaires. Ici ou là, dans l'éducation nationale, en Rue de Rivoli, les démons d'une recentralisation sournoise apparaissent, au nom de la raison d'État ou des nécessaires contrôles et arbitrages, qui débouche, si l'on n'y prend garde, sur un marché de dupes.

La décentralisation ne doit pas seulement être le fruit d'une profonde réforme constitutionnelle.

Pour ne pas rester un thème de discours ou un enjeu électoral fugace, elle devrait progressivement devenir une pratique quotidienne et un état d'esprit.

« Diminuer sans la détruire la vie locale, particulière, au profit de la vie générale et commune, c'est le problème de la sociabilité humaine », notait Michelet il y a plus de cent ans dans son *Histoire de France*. On pourrait aujourd'hui renverser la formule et écrire : « Diminuer sans la détruire le rôle d'un État devenu omnipotent au profit de la vie plus active et plus responsable des villes, des départements et des régions : c'est l'enjeu de la décentralisation ». Un enjeu qui intéresse plusieurs générations.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire page 12 le début de notre enquête à Briare et à Bordeaux.)

Troyat. Pathétique. Bouleversant.



Henri Troyat

Le bruit solitaire du cœur

Flammarion Roman - 70 F.

Cannes trente-huitième

Page 22

WEEK-END DU SOUVENIR

« Chers disparus » par Philippe Boggio

« Good night Mister Losey » la chronique de Daniel Toscani du Plantier

COMPÉTITION OFFICIELLE

« Les rêves de petit garçon battent de l'aile » par Claire Devarieux

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

« Sourires à la japonaise » par Colette Godard

LIRE

8. INDE
Un millier de jeunes sikhs arrêtés.

9. PROCHE-ORIENT
La tournée de M. Shultz.

15. MÉDECINE
Deux avis du Comité d'éthique sur le SIDA et le diagnostic prénatal.

42. SOCIAL
Les négociations syndicat-patronat sont-elles encore possibles ?

48. NOUMÉA
Explosion dans un lycée : plusieurs blessés.

Le Monde

ÉCONOMIE

Dix ans de retraites : primes à l'ancienneté

La chronique de PAUL FABRA

(Pages 17 à 21)

débats

PRISONS

L'agitation des détenus a reposé durement la question du surpeuplement des prisons. Diminuer le nombre de peines d'incarcération paraît une réponse de bon sens, note Denis Perier-Daville, mais l'application est peu commode si l'on veut préserver la notion de sanction. Quant à Daniel Charrier, il trouve facile d'invoquer la modicité du budget de la justice, alors que des travaux de prestige sont entrepris en France.

Des cellules ou des palais ?

La France veut éblouir, mais condamne les détenus au désespoir

L'INCAPACITÉ du pouvoir d'imaginer et de réaliser une politique pénitentiaire efficace et humaine est donc une fatalité française. La rage des condamnés et des prévenus se nourrit du sentiment d'être plus maltraités que le délit dont ils se savent coupables ou accusés ne le justifierait. Ils accumulent un crédit sur la société que les plus rancuniers ne cessent ensuite de lui faire payer. Le simple instinct de conservatisme devrait inciter ceux dont la liberté se moque des enfermés à ne pas laisser fructifier ce capital de haine.

Si le garde des sceaux se vante avec raison d'avoir obtenu l'abolition de la peine de mort et de beaucoup travaillé à la modernisation de l'ordre judiciaire, il n'a pas le mauvais goût de relever que la prison n'a jamais été autant homicide et avec si peu de raison, puisque ce ne sont

par DANIEL CHARRIER (*)

plus les coupables mais seulement les plus fragiles qu'elle tue. Les cinquante et encore plus chaque année qui s'y perdent, s'y égorgent, s'y empoisonnent, s'y défendent parce qu'ils ne supportent pas le supplice de l'enfermement ou la bonte d'une accusation qui mettra des mois ou des années pour s'instruire jugent une société et ses malheurs autant qu'une guillotine.

Le ministre se justifie en invoquant la modicité d'un budget qui le rend incapable de recruter des juges et de construire quinze mille cellules. La plainte serait recevable et l'excuse acceptable si le même Etat dans le même temps ne trouvait l'argent destiné à « griffer son siècle » sans aucune difficulté : les

palais, musées, opéra, pyramide, regroupés dans ce que le *Nouvel Observateur* appelle les « pyramides du président » coûteront 15 milliards en France 1984. Cette gloire scellée, pense-t-on, dans le béton, serait peut-être plus assurée auprès des Français et des pays que l'on veut éblouir si le procédé ne copiait celui de Louis XIV construisant Versailles sur une France exténuée.

Ce plagiat grotesque, dont le monde entier ricane et qui accessoirement condamne prisonniers et prévenus à la promiscuité et au désespoir, renvoie à l'un de ces moments de vérité où la nature profonde d'un homme, d'un Etat, d'un pays se concrétise. Notre histoire est pleine de ces choix malheureux. Les mimiques, les protestations, les inaugurations acquiescent une dimension à la mesure de leur valeur. Le constat, aujourd'hui comme hier, est amer.

(*) Cardiologue.

Remplacer l'incarcération ? Mais par quoi ?

Sur le chemin difficile des peines de substitution

Dans une circulaire en date du 21 octobre 1981, adressée aux procureurs, M. Robert Badinter brosse les grandes lignes de sa politique pénale en écrivant : « La période antérieure a connu un développement déraisonnable du nombre et de la durée des incarcérations. »

Il en est résulté un surpeuplement des prisons que l'effet combiné de l'amnistie et de la grâce collective a permis de ramener dans des limites plus raisonnables, proches de la capacité normale des établissements pénitentiaires.

Tout doit être mis en œuvre pour éviter le retour à la situation antérieure. Aussi le ministre invitait-il les magistrats du parquet à ce requérir l'emprisonnement « que dans les affaires les plus graves. »

Entre le 1^{er} juin et le 1^{er} septembre 1981, du fait de l'amnistie et de la grâce du 14 juillet, le nombre des détenus dans la métropole a diminué de 10 829 personnes ; mais dès le début de l'année suivante, il a repris une marche ascendante pour atteindre au 1^{er} avril dernier le chiffre record de 44 654.

Après avoir, en 1981, déclaré qu'il était déraisonnable de maintenir en prison tant de détenus, le gouvernement, pour justifier sa politique, souligne en 1985 que le nombre de détenus n'a jamais été aussi élevé et que les tribunaux n'ont jamais été aussi sévères.

Cette situation déroute l'explication-telle par le fait que M. Badinter n'a pu obtenir l'adhésion des magistrats sur sa politique pénale parce que celle-ci était irréaliste ?

Chacun est bien persuadé que la prison est loin de constituer une sanction dépourvue de dangers, mais le problème est de savoir par quoi la remplacer. Pour certaines organisations affirmant que « la seule réponse des tribunaux à la délinquance est un recours massif à la prison », le remède est facile et consiste à éviter de condamner à l'incarcération.

13 % des condamnations

Or, en réalité, la prison est loin de constituer un recours massivement utilisé. L'emprisonnement ferme représente 13 % des condamnations contradictoires prononcées en correctionnelle (ou 17 % en comptant les condamnations avec sursis sur une partie de la peine). Le sursis total représente 29 % des condamnations et l'amende, 44 %.

Ao dix-neuvième et au début du vingtième siècle, un substitut à la prison était facile à imaginer. C'était le paiement en argent remplaçant une incarcération, c'est-à-dire l'amende.

C'était l'incitation à se tenir tranquille, la menace d'avoir à exécuter sa peine en cas de récidive, c'est-

par DENIS PERIER-DAVILLE (*)

à-dire la prison avec sursis. Peut-on désormais recourir encore plus largement au sursis ou à l'amende ? Le délinquant a déjà, très souvent, bénéficié du sursis.

L'amende ? Son taux de recouvrement n'excède pas 24 % des condamnations prononcées. De l'avis général, la vertu dissuasive de ces deux sanctions est désormais bien relative. Aller encore plus loin dans cette voie serait déboucher sur une impunité de fait.

Sur un terrain vierge

Le problème du substitut à la prison n, de ce fait, changé de nature et consiste à s'engager sur un terrain vierge.

On peut effectivement penser à d'autres sanctions, mais cette démarche aboutit à un impératif : il est essentiel que cette peine de substitution soit perçue comme une véritable sanction, et cela aussi bien par le coupable que par la société. Sinon, elle serait un alibi hypocrite, un « manteau de Noé » jeté sur le déclin de l'idée de sanction. Le reproche de laxisme, ou de résignation à l'impunité des coupables, serait alors justifié.

Que faut-il cotoyer par « courtes peines de prison » ? Jamais le gouvernement n'a donné d'indications à cet égard, ce qui fait perdre beaucoup de portée à ce débat. Remplacer les peines de prison ferme de moins de six mois par un projet fort ambitieux, et même révolutionnaire, car une telle mesure intéresserait plus des deux tiers des délinquants condamnés à la prison ferme annuellement par les tribunaux correctionnels (1).

Une suspension du permis de conduire peut être prononcée à titre de peine principale et constitue aux yeux des justiciables une sanction redoutée. Près de dix mille ont été prononcées en 1983, ce qui n'est pas négligeable. Mais les tribunaux hésitent souvent à décider d'une mesure dont il est difficile de surveiller l'exécution. D'où le projet, mis en forme par la loi du 10 juin 1983, de l'immobilisation du véhicule.

L'idée est séduisante en théorie mais difficile à mettre en pratique car elle nécessite la création et la surveillance de parkings importants.

De grands espoirs ont été mis dans le « travail d'intérêt général », en vigueur depuis près d'un an et demi. Cette réforme présente le grand mérite de mettre des jeunes délinquants oisifs dans une ambiance de travail normal à laquelle ils pourraient prendre goût en constatant que le travail n'est pas forcément une malédiction mais un cadre de vie et de camaraderie. Or, curieusement, les personnels de

(*) Journaliste.

l'éducation surveillée se sont refusés à appliquer cette réforme marquée, selon eux, du sceau de la répression.

Il est difficile d'imaginer qu'une tâche pouvant aller jusqu'à trois ou quatre semaines de travail puisse remplacer une condamnation à un mois ou plus de prison, car une telle évolution pénale risquerait d'être considérée comme un encouragement à la délinquance.

Le « travail d'intérêt général » continuera vraisemblablement un substitut au sursis ou à la rigueur à une peine de prison inférieure à dix jours, que d'ailleurs les tribunaux hésitent désormais à prononcer. Mais il paraît illusoire d'imaginer qu'il pourra contribuer à diminuer sensiblement le nombre des détenus.

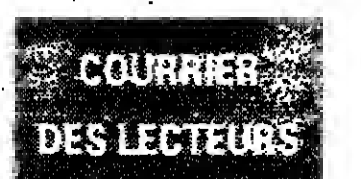
Pour parvenir à ce but, le gouvernement a mis ses derniers espoirs dans une réforme de la détention provisoire permettant de réduire la proportion des prévenus détenus dans l'attente de leur jugement.

Or sont comptés parmi les prévenus divers types de détenus qui, en réalité, sont tous des condamnés considérés comme n'étant pas encore définitivement jugés (condamnés ayant fait un appel ou un pourvoi, condamnés se trouvant dans un délai d'appel ou de pourvoi, délinquants jugés en comparution immédiate, etc.).

Si l'administration pénitentiaire s'en tenait à une définition normale et comptait uniquement comme prévenus les détenus n'ayant pas encore été jugés, la proportion de 50 % tomberait aux environs de 30 à 35 % et serait ainsi analogue à celle qui existe dans des pays comparables au nôtre.

En définitive, diminuer le nombre de peines de prison ferme est une idée humaine et de bon sens mais d'une application difficile si l'on attache de l'importance à la notion de sanction.

(1) 4 % des peines d'emprisonnement sans sursis ont de moins de dix jours ; 10 % de dix jours à un mois ; 30 % de plus d'un mois et de moins de deux ans ; 42 % entre deux ans et six ans ; 12 % entre six ans et dix ans ; 2 % sont de plus de dix ans.



A propos des Croix-de-Feu

Votre collaborateur Henri de Bresson a cité les Croix-de-Feu, que dirigeait mon père, le colonel de La Rocque, aux côtés du nazisme, du fascisme et du stalinisme. (Le Monde du 3 mai). Amalgame stupéfiant.

Un « fasciste » aurait-il stigmatisé — comme le fit mon père en 1934 — « les atrocités d'outrage-Rhin » ? Le mythe de l'Allemagne assagie, écrit-il, s'écroule sur la vague hystérique dont le nazisme nous donne l'effrayant spectacle. (Le Flambeau, 1^{er} août 1934). Réitérant ses avertissements contre le danger nazi, La Rocque réagit en ces termes au lendemain de la Nuit de cristal en Allemagne : « Le Dr Goebbels s'efforce de faire croire que la France admettrait une sorte de totalitarisme intellectuel, culturel, raciste, dont le demi-dieu serait M. Hitler ? Que son pays divinise un homme, un régime, une race dans le sens purement physique du mot : c'est son affaire. L'histoire se chargera sans doute de montrer une fois de plus que de tels excès de mégalomanie conduisent à la décadence et de la décadence aux pires épreuves. Mais la France réprouve le racisme et ses excès, les persécutions et leurs ravages. » (Le Petit Journal, 13 novembre 1938).

Le sort réservé enfin à mon père et aux principaux dirigeants Croix-de-Feu, emprisonnés ou déportés en Allemagne, constitue un fait incontestable qui confirmerait — s'il était nécessaire — la constance de leur conviction patriotique et antinazie.

GILLES DE LA ROCQUE (Paris)

« UNE ÉPIDÉMIE D'AMOUR », d'A. Rojo et G. Nahas

Itinéraire d'un drogué

MEILLEUX qu'une histoire exemplaire, c'est un témoignage sur soi, d'une simplicité nue, sans aucune « littérature », avec parfois la gaucherie d'une parole spontanée. Il y a trente ans, et déjà à ces confins de Lyon et de Venissieux qui feront parler d'eux, c'était une « enfance ordinaire » : bons parents, bonne entente, bonne scolarité avec de la fantaisie ; adolescence non moins ordinaire : pop, Beatles, mai 68 : « J'avais l'impression que certains enseignants cherchaient à se justifier d'erreurs que nous ne songions pas à leur reprocher. » Puis, rencontres de délinquants — le quartier, — expérience de LSD. Va bientôt suivre la hasch. C'est parti.

Le voyage aussi : ce voyage sans fin d'Amsterdam à Bangkok et retour, par tous les pays possibles, coupés de longs retours vers l'Europe « aux anciens parapets ». Non, ce n'est pas Rimbaud. Pas Baudelaire non plus, ni Michaux. Mais dépossédée de la poésie, de la séduction, de l'incantation, il y a plus de réel enseignement dans cette expérience égarée dans toute la gamme moderne des stupéfiants, dans cette appréhension, cette analyse, à la fois lucides et naïves.

La drogue, rien que la drogue et toute la drogue : des « douces » aux plus dures, jusqu'à l'héroïne enfin, après qu'il n'ait surmonté la longue répugnance à la piqûre qui signifiait pour lui maladie et déchéance ; à travers les extrêmes : de l'overdose qui par chance n'a pas tué au calvaire déirant du

manque. Nous ne pouvons ici que passer trop vite sur une aventure où le lecteur voudra entrer : elle en vaut la peine.

« Mon nouvel idéal, comme celui de millions de jeunes, ne consistait plus qu'à revendiquer le plaisir sans avoir d'autre effort à fournir que de la consommation. »

Et pour gagner non plus sa vie mais ce plaisir, le moyen s'offrait de lui-même : fournir d'autres consommateurs. Ainsi la profit et le plaisir se nourrissent l'un l'autre.

André s'est attaché à une jeune femme qui, dit-il, « n'avait jamais pris de drogue, jamais bu d'alcool, jamais fumé une cigarette. Je l'aimais... » Pourtant elle résistera mieux, avec des retours de sang-froid quand il s'agit de la soigner, de le ramener. Ainsi, il fait une autre expérience, nouvelle : celle d'un couple. Un jour, elle lui dira qu'elle attend un enfant : « Elle m'a demandé si je souhaitais la garder. » Ainsi formulée par la femme, la question à quelque chose de poignant. Il répond que c'est à elle de décider. « J'ai une honte de mon insensibilité quand je vis deux larmes couler le long de ses joues. C'était le meilleur d'elle-même qu'elle m'offrait. » On revient au prologue où on les voyait entrer chez Lucien Engelmaier, la « patriarcale », qui s'est voué à la guérison des drogués. Les deux héros y sont encore, avec leur enfant, mais pour soigner les autres.

Il est à craindre qu'on fasse la fine bouche devant une histoire

aussi platement morale et même sentimentale. Aggravée par son titre qui est là, par antithèse à un autre : *Une épidémie d'amour*. D'autant que l'édification est complète. C'est le Pr Nahas, de l'université Columbia, qui a engagé André Rojo à écrire ce récit. Il est suivi d'un appendice scientifique. Le Pr Nahas s'est attiré beaucoup d'ennemis parmi les amis de la liberté. Certains veulent ignorer superbement les résultats accablants de la recherche menée notamment par les professeurs Bejerot, Heath, Nahas. Les drogues dites « douces », outre qu'elles conduisent aux autres, présentent à terme des dangers semblables : altération irréversible du cerveau, de la fonction de reproduction, conséquences génétiques peut-être désastreuses. Enfin, contribution à la nouvelle épidémie de SIDA presque toujours mortelle.

Sans doute la liberté du suicide ne saurait être contestée. A condition de ne pas suicider les autres. Beaucoup d'autres, quand c'est l'aspasme même qui est concerné. On peut penser aussi que la toxicomania sociale, au-delà d'une liberté est une entrave à la liberté. Qui peut mener loin. Les Big Brothers pourront fort bien se servir méthodiquement de ces « drogues de plaisance » pour mener leurs sujets selon leur propre bon plaisir.

YVES FLORENNE.

★ Éditions France-Empire, 216 p., 68 F.

2 SUPER CAGNOTTES

des Beaux Jours
15 et 18 Mai

NATIONAL LOTO

c'est facile, c'est pas cher et ça peut rapporter gros

150 من الأمل

étranger

EUROPE

RFA

Triomphe social-démocrate en Rhénanie-Westphalie

(Suite de la première page.)

Seul le Parti libéral, qui, avec 6 % des voix, revient au parlement régional, a pu se tirer d'affaire. Il s'affirme désormais face à la CDU comme représentant d'une droite modérée qui souhaite débarrasser l'économie de ses pesanteurs et n'a que faire des États d'âme de la droite traditionnelle.

Les Verts vont devoir s'interroger sérieusement sur leur avenir. La sévère défaite qu'ils avaient subie il y a deux mois face à M. Oskar Lafontaine, en Sarre, avait été imputée à la personnalité du nouveau ministre-président sarrois, qui représente l'aile gauche de son parti. M. Johannes Rau incarne davantage la tradition du SPD. Malgré de multiples erreurs au cours de leur campagne, les Verts avaient espéré jusqu'au dernier moment franchir la barre des 5 % de voix qui leur aurait permis d'entrer pour la première fois au Landtag de Düsseldorf. Lors des élections communales de septembre dernier, ils avaient obtenu 8,6 % des voix. Ils payent leur refus de s'intégrer vraiment au jeu parlementaire et leurs dissensions à propos d'éventuels compromis avec le SPD qui ont lassé leurs sympathisants.

Les raisons de ce que le quotidien conservateur *Die Welt* qualifie de « raz de marée » social-démocrate sont multiples et trop diffusées pour pouvoir être précisément analysées. La personnalité du ministre-président sortant a indéniablement joué un rôle important. Proche des électeurs, il a su, dans cette région empreinte de traditions social-démocrates et chrétiennes, se créer une image de « père de la patrie », un peu à la

façon de M. Franz Josef Strauss en Bavière. S'il est jugé trop conservateur par les jeunes lous, il rassure, en revanche, un patronat traditionnel en perte de vitesse, certes, mais qui garde le haut du pavé. Il a également su s'entourer d'hommes de valeur, comme son ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, M. Klaus Matthies, attaché à la tâche et à son Schleswig-Holstein natal, pour montrer qu'il sait prendre en compte les nouvelles aspirations de la population.

Tradition et modernisme

Ce mélange de tradition et de modernisme rassure un électeur qui, quoique durement frappé par la restructuration des industries régionales traditionnelles, comme le charbon, l'acier ou la chimie, n'en reste pas moins fermement convaincu de sa capacité à surmonter les problèmes. La responsabilité du chômage et de ses conséquences sociales est en grande partie attribuée à la politique du gouvernement de Bonn, qui a donné la priorité à l'assainissement des finances publiques au détriment des programmes sociaux.

Cherchant à expliquer leur défaite, les dirigeants du Parti démocrate-chrétien l'ont essentiellement imputée aux sacrifices exigés de la population, tout en continuant de défendre une politique, qui, affirmant-ils est juste sur le fond, le chancelier Kohl lui-même a réaffirmé que le changement ne se justifiait pas en deux ans et impute l'essentiel du revers subi par la CDU au mécontentement des ouvriers, des retraités et des agriculteurs. M. Heiner Geissler, le secré-

taire général de la démocratie chrétienne, a souligné qu'il faudrait bien en tirer les conséquences notamment au niveau du travail d'information, mais la politique gouvernementale ne sera pas modifiée, a-t-il affirmé. Il a également appelé le patronat à faire davantage d'efforts pour créer des emplois.

Pour sensible qu'il soit, le problème du chômage ne saurait pour autant à lui seul expliquer l'ampleur de la défaite de M. Worms. Même si celle-ci était prévue, même si les divisions du parti au niveau régional ont nui au candidat, la démocratie chrétienne doit aller chercher ailleurs les raisons de ses 36,6 %, une défaite « historique » dans un Land qui, jusque dans les années soixante, avait été un des fiefs et où elle avait encore réussi à tenir la dragée haute au SPD en 1975. Elle a perdu dimanche 6,6 points par rapport à son score de 1980, année où la candidature de M. Strauss à la chancellerie, contre M. Helmut Schmidt, servait d'épouvantail. Le ministre-président de Bavière ne s'est pas fait faute de rappeler les critiques dont il avait été alors l'objet pour reporter le poids de la défaite sur la manière dont le chancelier Kohl tient les rênes du gouvernement à Bonn.

Il faut donc s'attendre à de nouvelles tensions au sein de la majorité au pouvoir dans la capitale fédérale.

Savourant une victoire qui arrive deux mois après celle de M. Lafontaine en Sarre, le Parti social-démocrate est resté discret. Son président, M. Willy Brandt, s'est d'ores et déjà fixé pour objectif les élections régionales de Basse-Saxe, qui auront lieu l'année prochaine. Une victoire du SPD dans le Land renverserait la majorité au Bundestag à la chambre des États du Parlement ouest-allemand.

Interrogé sur les répercussions de l'affaire de Bitburg, M. Johannes Rau s'est contenté de critiquer une fois de plus le « dilettantisme » du gouvernement dans les préparatifs de la visite du président Reagan. Celle-ci a donné lieu à une vive altercation entre le chancelier et M. Willy Brandt au cours d'une table ronde qui réunissait dimanche soir les chefs des quatre partis. Accusé d'« anti-américanisme » par M. Kohl, le président du SPD s'est élevé violemment contre cette « insulte au peuple allemand », traitant au passage M. Geissler, le secrétaire général du CDU de « pire agitateur depuis Goebbels ».

HENRI DE BRESSON.

Yougoslavie

Liturgie solennelle à Belgrade pour la reprise des travaux de la cathédrale Saint-Sava

De notre correspondant

Belgrade. — Le dimanche 12 mai aura marqué une date mémorable dans l'histoire de l'Eglise orthodoxe serbe. Ce jour-là, en effet, le patriarche German a célébré, dans les murs de la cathédrale de Saint-Sava en construction, une liturgie solennelle à laquelle ont assisté tous les évêques de l'Eglise orthodoxe de Yougoslavie, de nombreux hôtes étrangers et une foule très nombreuse — plus de cent mille personnes selon les milieux ecclésiastiques, quelques milliers d'après la presse officielle.

Cette cérémonie, la plus importante organisée par l'Eglise orthodoxe depuis la guerre et qui s'est déroulée selon les traditions de Byzance, était organisée à l'occasion de la reprise des travaux, après quatre décennies d'interruption, pour la construction de la cathédrale. L'édifice aura une superficie intérieure de 6 400 mètres carrés, pourra recevoir vingt-cinq mille personnes et sera le plus grand temple chrétien des Balkans.

Né en 1174, saint Sava est le personnage dominant de l'histoire nationale serbe. En 1219, il avait obtenu

du patriarche œcuménique de Constantinople l'autorisation de former une Eglise autocephale serbe dont il fut le premier archevêque. Il fut également le premier évêque de la Serbie, son grand éducateur et un fio diplomate. Il est mort en 1235, au retour d'un pèlerinage en Palestine, et fut enterré au monastère Mileseva en Serbie du Sud. En 1594, les Turcs transportèrent sa dépouille mortelle à Belgrade, à Vračar, quartier sud-est de la capitale, la brûlèrent et en dispersèrent les cendres, dans l'espoir de mettre fin au culte national qui entourait son souvenir. Le résultat fut exactement l'inverse. Les Serbes continuèrent à célébrer la mémoire de saint Sava et l'Eglise décida, au début de 1930, de construire une cathédrale à l'endroit même où son corps fut brûlé.

Les dons des fidèles

Les travaux commencèrent en 1935, mais furent interrompus pendant la guerre, ils ne purent être poursuivis après 1945, le régime communiste, en dépit des protestations du patriarcat, ayant décidé de nationaliser le terrain et de transformer ce qui existait déjà de l'édifice en débris et garages.

Il y a quelques années, la ville de Belgrade accepta de quitter les lieux, à condition que l'Eglise fasse du bâtiment non un temple, mais un musée ecclésiastique. Le patriarche German refusa catégoriquement et ne cessa d'intervenir auprès des autorités pour obtenir l'autorisation de reprendre les travaux. Celle-ci ne fut accordée qu'à la fin de 1984.

A l'issue de la liturgie célébrée dimanche à ciel ouvert, sur un autel improvisé, le patriarche a remercié le gouvernement de la République fédérée de Serbie et prononcé un vibrant hommage à saint Sava. La construction de la cathédrale sera financée exclusivement par les dons des fidèles en Yougoslavie et par les Serbes à l'étranger, qui ont déjà fait parvenir à la patriarcat des sommes substantielles.

PAUL YANKOVITCH.

Irlande du Nord

● *Attentat manqué.* — L'armée britannique a fait exploser partiellement, le dimanche 13 mai, une bombe de 320 kilos mise en place par l'IRA dans un quartier de la banlieue de Belfast. L'IRA avait prévu de la présence de cette bombe et de son explosion immédiate, mais elle n'a pas réussi à faire fonctionner le détonateur. La police avait fait évacuer une soixantaine de foyers. — (AFP.)

Suède

Le syndicat des fonctionnaires tente d'atténuer les effets impopulaires de la grève

De notre correspondant

Stockholm. — Beau désordre, ce lundi 13 mai, dans les écoles suédoises. Qui travaille parmi les enseignants ? Qui fait grève ? Qui est lock-outé ? Pour le savoir, il faut consulter la section syndicale ou la direction du collège local, qui, en principe, possède des « listes » de grévistes ou de personnel lock-outé, envoyées par le secrétariat des organisations à Stockholm. L'instituteur ou le professeur syndiqué ne peuvent pas décider eux-mêmes de suivre ou non le mouvement. S'ils figurent sur les fameuses listes, ils l'ont qu'à obéir.

Jusqu'à présent, personne n'a broché, mais certaines enquêtes indiquent que les débrayages et les lock-out en cours se sont guère popularisés. Les Suédois estiment, dans leur majorité, que les revendications des fonctionnaires sont justifiées, puisque les employés du secteur privé ont reçu en 1984 des augmentations de salaire supérieures d'environ 3 %. Mais ils considèrent que ce n'est pas une raison pour déclencher un conflit — le plus important que la Suède ait jamais connu dans l'administration publique — qui dérange la vie quotidienne du citoyen. Les partisans sociaux auraient dû se mettre d'accord « comme d'habitude » sur un compromis. N'est-ce pas le résultat normal des négociations patronales en Suède ?

ALAIN DEBOVE.

Grèce

INCIDENTS ENTRE LA POLICE ET DES ÉTUDIANTS ANARCHISTES

Athènes (AFP). — Une centaine d'anarchistes retranchés depuis le jeudi 9 mai dans la faculté de chimie de l'université d'Athènes, dans le centre de la capitale, occupent toujours les locaux ce lundi en début de matinée.

Dans la nuit de samedi à dimanche, des dizaines de jeunes se sont une nouvelle fois opposés aux forces de l'ordre dans le quartier de la faculté qui est bloqué par la police. Deux policiers ont été légèrement blessés lors de ces incidents, et deux jeunes ont été défilés devant un procureur qui les a inculpés, notamment d'actes de rébellion contre les forces de l'ordre et de trouble de l'ordre civil.

Quatorze anarchistes avaient déjà été arrêtés et inculpés dans la nuit de jeudi à vendredi, à la suite de bagarres qui ont fait plusieurs dizaines de blessés, dont une quarantaine de policiers.

Ces incidents ont éclaté à la suite du refus de la police d'autoriser une centaine d'anarchistes à manifester dans le centre d'Athènes contre le comportement des forces de l'ordre à leur égard. Plusieurs dizaines d'étudiants qui avaient occupé vendredi le bâtiment de l'école de droit, par solidarité, l'ont évacué samedi sans incidents.

ECHAUFFOURÉES

AUTOUR D'UNE RÉUNION D'ANCIENS SS

Nesselwang (AFP). — Des incidents violents entre manifestants antinazis et policiers ont fait plusieurs blessés, le samedi 11 mai à Nesselwang (Bavière), à l'occasion d'une réunion d'anciens Waffen-SS dans un hôtel de cette ville.

Les manifestants ont commencé par bombarder l'hôtel Krone, où se tenait cette réunion, avec des pavés et des pots de peinture. Ils s'en sont ensuite pris aux forces de l'ordre qui protégeaient l'hôtel, en lançant notamment des cocktails Molotov. Les causes à ce sont alors entrées en action et cette intervention a été suivie de violents échauffourées entre les policiers et de petits groupes de manifestants, parfois masqués. Plusieurs d'entre eux ont été blessés et un certain nombre d'autres appréhendés.

Quelques jeunes néo-nazis aux cheveux ras, qui se trouvaient dans la foule, ont été repérés par des manifestants et violemment pris à partie avant de pouvoir se réfugier auprès des policiers.

D'autre part, les quelque quatre mille manifestants qui répondaient à l'appel de la Confédération des syndicats ouest-allemands (DGB) ont pu défilé dans la ville. Ils ont été bloqués par les groupes autonomes et sont restés aux abords de la ville où ils ont entendu les témoignages de victimes du nazisme.

La réunion à l'hôtel Krone regroupait plusieurs centaines d'anciens membres des divisions Waffen-SS « Leibstandarte Adolf Hitler » et « Hitlerjugend », accompagnés de leurs épouses. Dimanche dernier, les anciens de la division « Totenkopf » (Tête de mort) s'étaient déjà réunis à l'hôtel Krone, dont le patron, M. Rolf Buchholz, lui-même un ancien de la division Waffen-SS « Das Reich ». Ces associations d'anciens combattants sont autorisées en RFA.

Italie

● *Les élections locales.* — Le scrutin des élections administratives italiennes, visant à renouveler pour cinq ans les conseils municipaux, provinciaux et régionaux, s'est ouvert le dimanche 12 mai et devait reprendre dans la matinée de lundi 13 mai. D'après les premiers communiqués du ministère de l'Intérieur, le pourcentage de votants est plus important dans la plupart des régions que lors de la précédente consultation de 1980. Les premières estimations significatives étaient attendues dans l'après-midi du lundi 13 mai et les premiers résultats en soirée. — (AFP.)

Pologne

● *Messe en faveur de « Solidarité rurale ».* — Quelques milliers de paysans venus de toute la Pologne se sont réunis, le dimanche 12 mai, en l'église Saint-Stanislas de Varsovie, la paroisse du Père Jerzy Popiełuszko, à l'occasion du quinquantième anniversaire de la création de Solidarité rurale. Venu témoigner de la survie de leur syndicat interdit, il ont vivement applaudi au sermon du Père Bogusław Białak prônant « le droit d'avoir des syndicats indépendants ». — (AP, AFP.)

M. Johannes Rau : le « père de la patrie »

Johannes Rau, qui vient de remporter un triomphe en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), passait jusqu'à présent pour un successeur possible de M. Willy Brandt à la présidence du Parti social-démocrate. Face aux « jeunes lous » de l'aile gauche du parti, comme Oskar Lafontaine, le nouveau président de Sarre, il s'impose à cinquante-quatre ans comme un candidat très sérieux à l'investiture du SPD pour la prochaine course à la chancellerie, en 1987.

Entré dans la politique sous le patronage de l'ancien président de la République fédérale, Gustav Heinemann, il suit ce dernier dans le SPD en 1957, avant de rentrer un an plus tard au Parlement régional de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. En 1977, ce protestant convaincu, qui appartient au Conseil de l'Eglise évangélique ouest-allemande, devient ministre des affaires régionales dans le gouvernement de coalition social-démocrate-libérale du Land. En 1978, il remplace le ministre-président Heinz Kühn, qui prend sa retraite. Deux ans plus tard, il permet à son parti de remporter pour la première fois la majorité

absolue des sièges au Parlement régional avec un score considérable à l'époque comme tout à fait exceptionnel de 48,4 % des voix.

Populiste bon teint, il ne s'embarrasse pas dans des discours de thèmes trop compliqués. Il a, en revanche, toujours une anecdote en réserve pour déridier son auditoire, et il est toujours disponible, le samedi, dans son district favori de Wuppertal, où se trouve son domicile privé, pour une partie de son équivalent de notre belote. Attaché aux petits problèmes du quotidien, il a su s'entourer à Düsseldorf, sa capitale, d'hommes capables, et il conduit une politique pragmatique qui l'a amené, ces dernières années, à reconnaître l'importance des mutations technologiques en cours, ainsi que des problèmes d'environnement. Marié depuis trois ans à une jeune femme de vingt-cinq ans sa cadette, qui lui a donné deux enfants, il a réussi à imposer une image de force tranquille, de « père de la patrie », qui a fortement influencé sa campagne électorale.

H. de B.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontana, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sala.

Impression : S. de Indes

PARIS-IX (1984)

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par messagerie)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisoire (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 90 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$;

G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 F. ; Libye,

0,250 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège,

9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal,

100 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 5 kr. ;

Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 ad.

Régis DEBRAY



Les Empires contre l'Europe

Par son goût des faits, sa volonté de refuser le manichéisme et le terrorisme verbal malgré de vives polémiques, son essai sur le principe étonnamment du monde intellectuel plus tolérant et plus savant d'Outre-Atlantique.

Alexandre Adler Libération

Une réflexion que le doute, la colère, les

nostalgies et la rigueur ne cessent de hanter.

Jean-Paul Enthoven Le Nouvel Observateur

GALLIMARD nif

DIPLOMATIE

LE PRÉSIDENT NICARAGUAYEN REÇU À L'ÉLYSÉE PAR M. MITTERRAND

La France est opposée à toute forme de pression économique ou militaire en Amérique centrale

M. Daniel Ortega, président du Nicaragua, devait, venant de Madrid, être reçu ce lundi 13 mai, à 15 h 30, à l'Élysée par M. Mitterrand. Brève visite, qui devrait coïncider avec la signature d'un accord de coopération entre la France et le Nicaragua de réaffirmer leur identité de vue, sur la nécessité d'une solution politique et pacifique aux conflits d'Amérique centrale. L'embargo commercial total contre le Nicaragua décrété par les États-Unis a été condamné par le gouvernement français, et M. Roland Dumas a rappelé à cette occasion l'opposition de la France à toute forme de pression économique ou militaire dans la recherche d'une solution en Amérique centrale.

Ce n'est pas la première visite officielle de M. Daniel Ortega en France. En juillet 1982, alors « numéro un » de la junte du gouvernement de Managua, l'actuel chef d'État nicaraguayen avait été reçu avec des égards particuliers. Il avait assisté, aux côtés de M. Mitterrand à la tribune officielle, au défilé militaire du 14 juillet. Dès décembre 1981, le gouvernement français avait accordé une aide financière et militaire au régime de Managua, qui avait ainsi pu se procurer, en particulier, des hélicoptères et des vedettes destinées à la surveillance des côtes. Il n'est plus question aujourd'hui pour Paris de renouveler cette assistance militaire en dépit des requêtes formulées à plusieurs reprises par les dirigeants sandinistes.

En revanche, l'aide économique continue. Des protocoles financiers ont été signés dans le cadre de la commission mixte franco-nicaraguayenne. Le dernier, en mars 1985, prévoit des crédits de l'ordre de 15 millions de dollars pour l'année en cours. En 1984, la France a fourni au Nicaragua une aide relativement modeste dans les domaines de la coopération scientifique et technique, l'énergie, les transports et les télécommunications. Elle a également fourni des céréales à un pays

nu la situation économique ne cesse de se détériorer. L'embargo américain risque naturellement d'aggraver encore les difficultés éprouvées par les sandinistes.

C'est d'ailleurs pour rechercher une aide internationale aussi large que possible que M. Daniel Ortega a décidé de poursuivre une tournée dans les pays de l'Est par des escales dans plusieurs capitales européennes. Après Madrid et Paris, M. Daniel Ortega doit encore se rendre en Italie, en Grèce, en Finlande et en Suède. A Moscou, le dirigeant nicaraguayen a été reçu par M. Gorbatchev et il a reçu des assurances précises d'aide économique, mais aucune référence n'a été faite à une éventuelle assistance militaire. A Madrid, à l'occasion d'un entretien avec la presse, M. Ortega a laissé entendre que la solution des graves problèmes économiques de son pays ne pouvait pas venir des seules redevances du bloc soviétique. Il a aussi renouvelé une déclaration qu'il avait faite lors de son passage en Pologne, comparant la politique de M. Reagan

an Nicaragua à celle des nazis pendant la seconde guerre mondiale. Une « observation » qui a évidemment choqué le Congrès américain, qui a refusé les 14 millions de dollars d'aide aux organisations armées antisandinistes réclamées par M. Reagan. Le voyage à Moscou de M. Daniel Ortega — et ses déclarations polonaises — pourraient inciter le Congrès à réviser sa position et à donner finalement satisfaction à M. Reagan.

M. Daniel Ortega a insisté — à chacune des escales de son périple européen — sur la volonté du gouvernement de Managua de reprendre les entretiens directs avec les États-Unis. Ces entretiens secrets ont en lieu déjà à huit reprises à Managua, au Mexique, mais ont été suspendus unilatéralement par Washington au janvier dernier. A Madrid, M. Felipe Gonzalez a fait savoir, à l'issue de ses entretiens avec M. Ortega, qu'il souhaitait aussi une reprise de ce dialogue direct. Mais il refuse de jouer un rôle de médiateur entre les sandinistes et les États-Unis.

Madrid souhaite une reprise du dialogue direct entre Managua et Washington

De notre correspondant

Madrid. — Bien qu'ayant reçu à Madrid, à quatre jours d'intervalle, les présidents des États-Unis et du Nicaragua, le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez n'a pas pour autant joué un rôle de médiateur entre ces deux pays. C'est ce qu'il a réaffirmé le samedi 11 mai, à l'issue de ses entretiens avec M. Daniel Ortega.

« Je veux seulement aider à une reprise du dialogue entre le Nicaragua et les États-Unis », a précisé M. Gonzalez. La solution doit être régionale, c'est-à-dire qu'elle doit provenir du groupe de Conadara, auquel nous apportons tout notre appui ».

M. Gonzalez a rappelé que son gouvernement n'approuvait pas la décision d'embargo commercial

prise par Washington. L'Espagne maintiendra ses relations commerciales bilatérales avec le Nicaragua, sans pour autant les accorder « de manière agressive », a-t-il précisé. « J'ai de bonnes relations à la fois avec les États-Unis et avec le Nicaragua, et j'entends les conserver », a-t-il ajouté.

M. Gonzalez ne met pas pour autant sur le même plan les thèses américaines et nicaraguayennes. M. Reagan avait affirmé à Madrid que l'ouverture de négociations entre le gouvernement de Managua et les « contras » était prioritaire. M. Gonzalez partage, en revanche, l'opinion de M. Ortega : c'est entre Washington et Managua que doit se rétablir le dialogue direct. Le président nicaraguayen l'a redit avec force à Madrid : « Négocier avec les « contras ». Ou se discute très officiellement le budget de la contre-révolution au Nicaragua, sinon on ne peut pas discuter avec nous des relations diplomatiques ».

M. Ortega a affirmé que son gouvernement maintenait son projet de « révolution pluraliste, avec un système d'économie mixte ». Il a souligné que le secteur privé de son pays serait l'un des plus affectés par l'embargo américain. « Si la guerre d'agression doit nous sommer de cesser nos activités, les mesures d'exception cesseraient-elles aussi ? », a-t-il ajouté. Il a, par ailleurs, affirmé que le danger d'une intervention américaine directe dans son pays n'était pas écarté, car, « quelques instants après l'envahir la Grenade, le président Reagan démentait encore toute intention de le faire ».

Le voyage de M. Ortega à Madrid a renforcé la position de M. Gonzalez au plan intérieur. A ceux qui l'accusaient de pencher de plus en plus en faveur des thèses américaines, le chef du gouvernement espagnol peut répondre que le voyage de M. Reagan à Madrid ne l'a pas empêché de maintenir son indépendance de vue sur l'Amérique centrale. Sans doute était-il utile de le rappeler dans ce pays où l'opinion publique, dans sa très grande majorité, se sent bien plus proche de Managua que de Washington dans le contentieux centre-américain.

THERRY MALINAK.

● Retrait du candidat gabonais au secrétariat général de l'OUA. — Le Gabon a décidé de retirer son candidat au poste de secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le président Bongo a annoncé samedi 11 mai qu'il n'assisterait pas au prochain sommet annuel de l'organisation panafricaine. Le candidat gabonais, M. Paul Okumba d'Okwatseque, conseiller diplomatique du président Bongo, et M. Aïssoune Blondin Beye, ministre malien des affaires étrangères et de la coopération, n'avaient pu se départager, en novembre 1984, lors du précédent sommet de l'OUA à Addis-Abeba, qui avait conduit le Nigérien Peter Ono comme secrétaire général par intérim pour une année. — (Reuters).

La propagande de l'apartheid

Un message du président d'Israël à M. Gorbatchev est publié par les « Izvestia »

Moscou. — Un nom et un titre inhabituels sont apparus dimanche 12 mai dans les « Izvestia ». Le journal du gouvernement soviétique a, en effet, publié un télégramme envoyé à M. Gorbatchev par M. Haim Herzog, président de l'État d'Israël, « à l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire en Europe ». M. Herzog adresse « ses vœux les meilleurs au peuple soviétique et à ses dirigeants (...). Les juifs n'oublieront jamais l'immense contribution que l'armée rouge a apportée à l'écrasement de tous les fanatismes nazis en Europe et son aide dans la libération des juifs survivants des camps de concentration », écrit le chef de l'État israélien.

Ce n'est ni le message ni son contenu, mais sa publication par la presse soviétique qui attire l'attention, d'autant que le « Pravda » de ce lundi 13 mai fait paraître à son tour sous un titre volontairement imprécis, un article consacré à la création en Israël d'un « comité public pour la libération des juifs ». La « plate-forme » constitutive de ce comité, formulée dans les mêmes termes que ceux du président Herzog, souligne le rôle de l'armée soviétique dans la libération des juifs européens. Le document affirme en outre que la victoire de l'URSS a

De notre correspondant

permis à de nombreux peuples du monde, y compris ceux du Proche-Orient, d'accéder à l'indépendance nationale. Cela concerne notamment la formation de l'État d'Israël ».

Comme la presse soviétique ne publie que ce qu'elle approuve, cet article de la « Pravda » constitue la réaffirmation discrète d'un principe jamais officiellement contesté ici, mais très rarement proclamé : celui du droit de l'État d'Israël à l'existence. M. Gromyko, participant à la session des Nations unies qui a vu la naissance d'Israël, rappelle volontiers, en privé, l'attitude favorable alors adoptée par les Soviétiques. A l'automne dernier, il s'est entretenu à New-York avec son homologue israélien, M. Shamir. Mais le ministre des affaires étrangères et les autres responsables soviétiques, évitent d'énoncer tout haut la position de Moscou : ils tiennent même, à l'occasion, un tout autre langage lorsqu'ils ont affaire à des interlocuteurs arabes.

Cette « apparition » inhabituelle d'Israël dans la presse soviétique préfigure-t-elle une quelconque évolution dans les relations entre l'URSS et l'État hébreu, entièrement gelées depuis 1967 ? Le « grand dessein » de Moscou au

Proche-Orient reste la convocation d'une conférence internationale comprenant « toutes les parties concernées ». Cela implique peut-être un minimum de contacts avec Jérusalem.

Le bruit a couru, d'autre part, dans la communauté juive soviétique que le nombre des visas délivrés aux candidats à l'émigration vers Israël avait augmenté ces derniers mois. Ce progrès est en réalité infime. Quelques dizaines seulement de « refuzniks », supplémentaires ont été autorisés à quitter le pays depuis le début de l'année. Ils s'élevaient à 500 en 1979, à 1984, contre 51 500 en 1979, l'année des plus nombreux départs.

La répression n'a pas cessé contre tous ceux qui proclament leur judaïsme en dehors du cadre soviétique. L'émigration des juifs soviétiques, qui veulent faire revivre la langue hébraïque et refusent le yiddish, seul mode d'expression jugé acceptable par le pouvoir. Récemment, les « refuzniks » ont percuté parce qu'ils donnaient des leçons d'hébreu à leur domicile après avoir été chassés de leur travail. Le dépit d'une demande de visa pour Israël entraîne toujours immédiatement, en effet, la perte de l'emploi.

DOMINIQUE DHOMÈRES.

AFRIQUE

République sud-africaine

Dix-neuf morts à la suite d'une rixe dans une mine

Johannesburg (AFP). — Dix-neuf mineurs noirs ont été tués lors de rixes « tribales » qui ont éclaté, samedi soir, dans la mine d'or President-Brand à Welkom (État libre d'Orange), à 200 kilomètres au sud de Johannesburg, et trente-six blessés ont été hospitalisés, a annoncé, dimanche 12 mai, un porte-parole de la Compagnie Anglo-American, propriétaire de la mine. La compagnie avait annoncé, samedi soir, la mort de seize mineurs lors de la brève mais très violente bagarre qui s'était déroulée, dans la soirée, dans la mine. Depuis, trois autres mineurs sont décédés des suites de leurs blessures.

Le calme est revenu après l'intervention des services de sécurité de la mine, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes. Selon le porte-parole, aucun autre incident n'a eu lieu depuis. La compagnie a fourni peu de précisions sur les circonstances de la tuerie, sinon pour dire que les bagarres avaient opposé des Xhosa, originaires du sud du pays, à des Basothos venus du royaume de Lesotho. Cependant, il pourrait s'agir non d'affrontements tribaux, mais de confrontations entre des travailleurs généralement considérés comme conservateurs, ayant un faible niveau d'éducation et étant à la merci de leur employeur pour leur

travail et leur logement, et une communauté animée par des éléments politiques jeunes et extrémistes qui tendent à considérer avec arrogance cette main-d'œuvre migrante.

D'autre part, un Noir a été tué samedi soir, à Kirkwood, près de Port-Elizabeth (province du Cap), au cours d'une des nombreuses émeutes qui, ce week-end, ont fait au total six morts, selon le porte-parole de la police à Pretoria.

L'homme a été abattu par un policier qui a ouvert le feu à deux reprises sur une quinzaine de personnes qui lapidaient une voiture, a précisé le porte-parole.

Dans la cité noire de Kwatema, près de Johannesburg, samedi, un Noir de vingt-cinq ans a été tué par la police. Également samedi, à New-Brighton, près de Port-Elizabeth, un bébé de dix-huit mois a été tué et trois autres personnes blessées par un autobus qui avait percuté leur maison, après avoir reçu un cocktail Molotov. Quelques heures plus tôt, toujours à New-Brighton, la police avait tué un gargon âgé de quinze ans. Une jeune Noire et un Métis ont également été tués dimanche dans la province de Cap par un policier qui a tiré sur des manifestants qui lançaient des pierres sur son domicile.

Tunisie

L'opposition a boycotté les élections municipales

De notre correspondant

Tunis. — Trois millions de Tunisiens ont été appelés, dimanche 12 mai, à élire une mille cinq cent quarante conseillers municipaux dans les deux cent cinquante communes du pays. Au cours de cette consultation, qui a lieu tous les cinq ans, les électeurs n'ont eu à se prononcer, sans panache, que pour les listes du Renouveau économique et social, présentées par le Parti socialiste destourien (PSD) au pouvoir depuis vingt-neuf ans, listes qui ne sont cependant pas composées de candidats exclusivement affiliés au PSD.

Selon l'Agence Tunis-Afrique Presse, le vote a pris l'allure d'un véritable « plébiscite » pour les listes du PSD. Le déroulement de la campagne électorale s'est caractérisé par une « contre-campagne » menée par les mouvements d'opposition appelant au boycott des élections. Cette action a valu à certains militants de ces partis, notamment à ceux du Mouvement des démocrates socialistes, d'être appréhendés. Un appel à la non-participation avait été lancé par quatre partis d'opposition le 9 avril dernier. Au cours d'une conférence de presse, les dirigeants du PSD, du Parti communiste tunisien, du Parti de l'unité populaire (tous reconnus), ainsi que du Mouvement de la tendance islamique (non reconnu) avaient exposé les raisons de leur boycottage. Ils avaient alors évoqué les difficultés du libre exercice du pluralisme dans le pays, rappelant les mesures de séquestration et de suspension qui ont frappé la presse

d'opposition, l'absence de garanties concernant le déroulement de la campagne électorale, l'accès aux médias et le mode de scrutin majoritaire à tout qui défavorise, selon eux, les formations d'opposition.

De son côté, et pour la première fois, la centrale syndicale ouvrière, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), qui affronte actuellement le gouvernement dans de difficiles négociations sociales, n'a pas participé à ces élections, en justifiant sa décision par « la conjonction syndicale et sociale » qui prévaut dans le pays.

(Intérim.)

● Mort de M. Tahar Ben Ammar. — Le chef du gouvernement tunisien lors de l'autonomie interne, à la veille de l'indépendance est mort, vendredi 10 mai, à l'âge de cent ans à son domicile de Kerkira (banlieue de Tunis). Il avait signé, le 3 juin 1955 à Paris, en sa qualité de président du conseil, les conventions franco-tunisiennes sur l'octroi de l'autonomie interne à la Tunisie, alors sous protectorat français. M. Ben Ammar avait également signé, le 20 mars 1956 à Paris, le protocole d'accord franco-tunisien sur l'accession de son pays à l'indépendance. Né en novembre 1885 à Tunis dans une famille de la bourgeoisie, il avait commencé sa carrière politique en 1922 en tant que membre du Grand Conseil. — (AFP).

Nigéria

L'expulsion des étrangers

GRAVES INCIDENTS DANS UN CAMP DE TRANSIT

Quelques dizaines de milliers de « sans-papiers », étrangers officiellement expulsés du Nigéria, mais bloqués par la fermeture des frontières, vendredi, se sont révoltés le dimanche 12 mai dans le camp de transit d'Ikeja, près de l'aéroport international de Lagos, où les autorités les ont regroupés en attendant de les renvoyer par bateau vers le Ghana. La situation s'était toutefois calmée au fin d'après-midi.

Dimanche dans la matinée, les forces de police nigériennes avaient, en effet, refoulé vers Lagos tous les étrangers en situation irrégulière qui attendaient au poste frontalier de Seme, au sud-ouest du pays, et le Bénin, fermé vendredi. Les convois de retour de la frontière se sont ainsi succédés en direction du camp de transit d'Ikeja. Les scènes de désespoir et de violence qui s'étaient produites à Seme se sont répétées au terminal Hajji de l'aéroport de Lagos, réservé d'habitude aux vols militaires en partance pour La Mecque.

Entre-temps, une dizaine de milliers de Nigériens seulement ont pu profiter de la réouverture temporaire des frontières du Nigéria pour regagner leur pays, avant que celles-ci ne soient de nouveau fermées vendredi soir, à 4 heures dimanche à Niamey. Le nombre réel des retours doit cependant être plus élevé en raison des nombreux passages en brousse, impossibles à évaluer, estimant-on de mêmes sources.

Enfin, quelque dix-huit mille Ghanéens, expulsés du Nigéria, ont franchi, vendredi, la frontière entre le Togo et le Ghana, selon les services togolais de l'immigration. Depuis le début des opérations, le 2 mai, vingt-cinq mille Ghanéens ont franchi cette frontière. Selon le Comité ghanéen de mobilisation, cité par Radio Accra, soixante-dix mille Ghanéens ont été, à ce jour, rapatriés, dont une partie par bateau. — (AFP, Reuters).

Gabon

M. BONGO DÉCIDE D'EXPLUSER LES « SANS-PAPIERS »

Le président Bongo a décidé d'expulser à brève échéance tous les ressortissants étrangers en situation irrégulière et de fermer les frontières du Gabon aux « sans-papiers ». Lors d'une conférence de presse, samedi 11 mai à Libreville, M. Bongo a précisé qu'il ferait procéder en juin au recensement des immigrés et qu'il avait ordonné aux forces de sécurité de multiplier les contrôles d'identité afin d'arrêter et d'expulser les « sans-papiers ».

« Dans certaines provinces du Gabon », a affirmé M. Bongo, le nombre des étrangers est supérieur à celui des nationaux. Il a appelé ses compatriotes à dénoncer les « clandestins » et mis en garde ceux qui cachaient des étrangers ainsi que les entreprises qui les employaient « sans les déclarer ».

Il a, d'autre part, annoncé que d'ici avril 1986, les étrangers résidant au Gabon devront être munis d'une nouvelle carte de séjour et d'un nouveau contrat de travail. Enfin, il a estimé que l'afflux d'étrangers au Gabon créait des problèmes, car « ils apportent le pillage, le crime, la maladie ». — (AFP).

En Finlande

DÉCOUVREZ LA LAPONIE ET LA MAGIE DU SOLEIL DE MINUIT

Un jour, un seul jour, qui dure 73 jours. Voilà la magie du soleil de minuit au pays des Lapons. Un paysage sauvage peuplé de bouleaux, traversé de torrents, parsemé de lacs. Un peuple : les Lapons qui vivent toujours de l'élevage du renne, de la pêche et de l'artisanat.

Et si la tentation se fait forte de connaître des étendues sauvages, si vous voulez rencontrer un peuple qui vit à l'écart du monde, retournez-nous le coupon réponse ci-dessous.

Vous verrez alors dans nos brochures, les mille et une manières de vivre pendant l'été, chez l'habitant à la ferme, à l'hôtel ou en gîte de randonnée, la fantastique aventure du Grand Nord.

Office National du Tourisme de Finlande

13, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : 266.40.13.



University Studies in America Inc. Cette importante organisation américaine favorise l'entrée dans les grandes universités U.S. Études tous niveaux (de la licence à la maîtrise) et vos diplômes terminés à l'étranger, stages linguistiques : d'été, semestriel, annuel. Simplification des formalités et prise en charge. Documentation contre 5 timbres. U.S.A.-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722-94-84.

La propagande de l'apartheid

Les cingl...

INFORMA...
L'ÉTAT DE L'...
EST RACHAV...
LES MÉDAILLES...
LES MÉDAILLES...

310 logicie

Chacun ses logici...

سكنا عن الامم

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Les cinglés de la « suprématie blanche »

Correspondance

Washington. — Une armée de super-patriotes renverse un gouvernement américain tyrannique. Les guerriers attaquent les banques, battent de la fausse monnaie, tuent des juifs, des non-Aryens, des Hispaniques, font sauter l'immeuble du FBI à Washington et, avec des bombes nucléaires, détruisent la ville. Ainsi est établi un paradis « chrétien ». Tel est le thème de *The Turner Diaries*, une épopée sortie du cerveau fertile et malade d'un des champions de la « suprématie blanche ».

Bazookas et antisémitisme

Malheureusement, cette fiction démente n'a pas seulement nourri les rêves et les phantasmes de ce qu'on appelle la « lunatique fringe » (la frange des cinglés). Une poignée de fanatiques groupés dans une organisation appelée l'Ordre, mais aussi la Fraternité silencieuse ou le Bastion américain blanc, ont lancé, l'hiver dernier, une sorte de déclaration de guerre à la société multiraciale américaine. Menaçant ceux qui « cherchent à détruire notre foi et notre race », invitant à exécuter les policiers, les parlementaires, les juges, l'appel de l'Ordre se terminait par un cri de guerre : « *Commençons la bataille* ».

Peu nombreux mais disciplinés, les fidèles se sont lancés dans une série d'actions criminelles : attaques à main armée contre des fourgons bancaires en Californie (leur butin a été d'environ 5 millions de dollars), tentative d'incendie d'une synagogue dans l'Idaho, batailles rangées dans plusieurs Etats avec les agents du FBI, qui tuèrent un de leurs leaders.

Deux « anciens dragons » du Ku Klux Klan (KKK) inspirent la stratégie. L'un d'eux a établi un système de points permettant de classer par ordre de prestige les membres selon l'importance de ceux qu'ils ont tués. L'autre est un barbouilleur. Il aurait combattu avec les Français libres pendant la dernière guerre et aurait entraîné des groupes d'Europe de l'Est à des opérations de guérilla au-delà du rideau de fer. Tous deux ont organisé un réseau d'ordinateurs permettant de rechercher de nouveaux adhérents, de diffuser des pamphlets antisémites à leurs membres ainsi qu'une liste des organisations « ennemies ». Ils publient également un bulletin d'information où leurs objectifs sont clairement définis : « *Nous voulons participer à la purification physique, spirituelle et raciale dans tous les pays traditionnellement considérés comme blancs* (...) *Nous voulons débarrasser ce pays de toutes les personnes non blanches, de leurs idées, de leurs gênes, de leur influence*... ».

et de l'Arkansas des armes diverses, y compris un bazooka, des véhicules blindés, des cibles de tir représentées par un officier juif portant l'étoile jaune, les autorités fédérales ont pris au sérieux les groupuscules de l'extrême droite. Ces éléments ont le soutien « idéologique » de petites sectes comme Identity Church, qui prétendent que les Aryens sont les vrais Israélites et que les juifs sont les enfants du diable, ou, encore, comme l'Eglise chrétienne de Jésus-Christ, laquelle affirme que les Anglo-Saxons blancs sont le peuple élu et non les juifs.

Cette augmentation des violences a obligé vingt-neuf Etats à voter des lois pour réprimer le vandalisme racial. En 1984, des poursuites judiciaires pour violences raciales ont été engagées contre 36 personnes, le chiffre le plus fort depuis 1979, même s'il reste relativement minime. Il est vrai qu'un certain nombre d'incidents d'origine raciale ne sont pas rapportés et que la discrimination subtile mais sans violence persiste.

Néanmoins, il faut bien reconnaître que, jusqu'à nouvel ordre, la société multiraciale américaine se développe sans heurts majeurs, en dépit des conditions économiques difficiles et du chômage. Mais plusieurs sociologues estiment que l'afflux des immigrants et leur intégration rapide dans la communauté nationale encourageront les tendances raciales parmi les chômeurs blancs et les ouvriers non qualifiés.

Dans l'immédiat, cependant, on en connaît peu qui soient disposés à suivre les fanatiques de l'extrême droite qui, dans l'attente de la lutte définitive entre les forces du bien et celles du mal, songent à s'installer dans des zones de « survie », entassant dans des caves des provisions d'eau et de nourriture pour le jour où les chars soviétiques rouleront vers le Mexique.

HENRI PIERRE.

Violences raciales

Les autorités sont surtout préoccupées des sympathies que ces éléments trouvent auprès de certains groupes de non-violents qui s'opposent au gouvernement fédéral. Ainsi, certains, estimant que l'impôt sur le revenu est illégal, ont menacé et même tué des agents du fisc. A ceux-là, le FBI recommande de se tenir à l'écart de l'Ordre.

Apparemment, une collusion s'est établie entre divers éléments du KKK (le nombre de ses membres a décliné et varie, selon les estima-

Plus vite, moins cher!

Avant la hausse importante de juillet

Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GTI, votre 305, votre 505 à des conditions «spéciales NEUBAUER»

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 8216021

227, bd. Anatole-France ST-DENIS - Métro : Mairie de St-Ouen

Micro-informatique : les occasions perdues. Où en est la micro en France ?

16 F. EN VENTE PARTOUT.

BIENVENUE A L'LAN FAIRPWLLGWYNGYLLGO GERYCHWYRNDROBWL LANTYSILIOGOGOGCH!

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

grande Bretagne

UN BORGIA A LA TÊTE DE L'ITALIE? C'EST MACHIAVELIQUE.

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

Italie du sud

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

310 logiciels scientifiques et techniques. Choisissez tranquille.



A chacun ses logiciels.

Parmi les 310 logiciels d'applications scientifiques, compatibles avec le matériel IBM, il y a certainement celui dont vous avez besoin. Et cela, que vous soyez ingénieurs, chercheurs ou concepteurs.

Ces logiciels s'appliquent à de nombreux secteurs d'activité dont : l'aéronautique, l'automobile, l'électronique, la chimie, le pétrole, l'ingénierie, l'électricité, l'architecture ainsi

que les centres de recherches et les universités.

Ces 310 logiciels développés par IBM ou par des tiers sont complétés par 455 logiciels (architecture 370) et 350 logiciels (compatibles PC) disponibles aux Etats-Unis.

Mais ces logiciels ne sont qu'une partie de l'offre complète IBM : logiciels + ordinateurs + terminaux intelligents.

Choisissez votre logiciel scientifique ou technique et mettez le cap sur la tranquillité.

IBM

CAP SUR LA TRANQUILLITÉ.

Pour en savoir plus sur l'offre scientifique et technique IBM appelez : **NUMERO VERT 800 527 877** ou demandez une documentation en retournant ce coupon-réponse à : Sylvie Dufresne - ACTEL, 40, rue des Vignobles 78400 Chateaufort, en indiquant :

Nom _____

Adresse _____

Société _____

Activité _____

Tel. _____

PUBLICITÉ



Pour contacter la Banque La Hénin, appelez le 065.53.15 ou écrivez: 16 rue de la Ville-L'Écluse 75008 Paris.

IL VOIT DES LA HENIN PARTOUT

Des La Hénin, on a le sentiment d'en voir partout.
Et pourtant, il n'y a que 135 points de vente dans toute la France.
Ce qui donne à la Banque La Hénin une présence aussi forte, c'est l'activité intense
qu'elle déploie dans le secteur immobilier.
Son dynamisme, son expérience du marché et son réseau de relations en font la partenaire
privilegiée de tous ceux qui participent au développement de l'immobilier
et du bâtiment: professionnels, particuliers, pouvoirs publics et collectivités locales.
Pas étonnant que la Banque La Hénin soit bien vue partout.



BANQUE LA HENIN
10 ans d'avance dans l'immobilier

هكذا من الأصل

10 ANS
SUA
MAI 85

ASIE

Indonésie

Des accès de fièvre, mais une gestion prudente et un régime solidement tenu en main par le président Suharto

De notre envoyé spécial

Djakarta. — A Java, l'île aux quarante volcans, qui abrite environ quatre-vingt-cinq millions d'Indonésiens, la violence des intempéries et, en règle plus générale, le poids de la nature marquent les mentalités. A Sumatra, entre grande île de la Sonde, où l'islam commence sa pénétration dès le troisième siècle, un dicton rappelle que, si la religion vient de la mer, la coutume descend de la montagne. L'Indonésie moderne, puissance pétrolière capable de produire également de quoi nourrir son monde, doit s'accommoder de son passé et d'une extraordinaire diversité qui fait à la fois sa richesse et ses faiblesses.

An pouvoir depuis près de deux décennies, le successeur de Sukarno, le président Suharto maintient un « ordre nouveau » fondé sur le besoin d'harmonie et le respect de l'autorité, conformément à des aspirations bien ancrées, notamment à Java.

Primum inter pares, au départ, d'une équipe de généraux, M. Suharto est parvenu à s'imposer assez rapidement comme le « père de la nation », faisant figure tout autant de monarque de droit divin que de président dont le mandat électoral est régulièrement renouvelé dans le cadre d'un système politique que le pouvoir tient fermement en laisse. Sans le charisme de son prédécesseur, il a su néanmoins se faire apprécier et respecter. L'Indonésie a gagné une longue période de tranquillité qui a coïncidé avec les premières retombées substantielles du pétrole — dont elle est le premier producteur asiatique, — ce qui a permis l'amorce d'un développement incontesté.

Montée de l'intégrisme

L'ère des défis aurait-elle, cependant, sombré ? Plusieurs graves incidents ont eu lieu ces derniers mois. A Bandung, six semaines avant les célébrations du trentième anniversaire de la conférence afro-asiatique, l'explosion « accidentelle » d'un dépôt de munitions a fait dix-huit morts. A la même époque, l'explosion d'une bombe à bord d'un autobus à Java-Est, a causé la mort de sept personnes. Dans le port de Djakarta, à la mi-février, une explosion dans un dépôt de produits chimiques a provoqué un gigantesque incendie qui a dévasté quatre-vingt-dix logements.

L'attentat le plus spectaculaire a détruit neuf des soixante-douze stupas (statues de divinités) de Borobudur, le 21 janvier. Ils ont été restaurés depuis. Le plus ouvert mouvement politique à sans doute été, le 4 octobre 1984, l'explosion de trois bombes dans le quartier chinois, visant deux banques appartenant à M. Liem Sioe Liong, un milliardaire d'origine chinoise et qu'on dit proche de la présidence. En effet, un ancien ministre de l'Industrie, M. Mohammad Sanusi, accusé d'avoir financé l'opération — qui fit deux victimes, — fait actuellement l'objet d'un procès, et le procureur a même réclamé contre lui la peine de mort.

Mais les incidents les plus meurtriers remontent à septembre 1984, quand, dans le quartier populaire de Tasjung-Friak, près du port de Djakarta, l'armée a dispersé, en tirant, une foule de jeunes musulmans rassemblés autour d'un commissariat où étaient détenus quatre de leurs coreligionnaires pour une affaire d'affiches jugées séditionnelles. Les heurts auraient fait de nombreuses victimes, neuf morts, selon les autorités.

Les investisseurs étrangers se sont inquiétés d'une éventuelle déstabilisation de l'Indonésie, ce qui, de l'avis général, semble bien prématuré et, pour certains, hors de propos. Les accès de fièvre dans l'archipel sont réguliers. Rien n'indique, pour l'instant, qu'une quelconque menace pèse sur le régime.

Assiste-t-on à une montée de l'intégrisme islamique ? Personne n'en doute ici. Selon différents témoignages, dans les *kampungs* — les villages — un islam habituellement très tolérant, qui s'accommodait volontiers des croyances et des traditions locales, notamment à Java, se fait plus rigoureux. Un effort d'orthodoxie est sensible, et les jeunes n'y sont pas indifférents. Cette évolution se

sent d'une année sur l'autre. Elle touche également le milieu universitaire.

Ce changement n'est pas le seul fruit d'influences extérieures, et les autorités ont sans doute une part de responsabilité. Elles se méfient d'un peu trop près au choix des chefs de kampung, prérogative villageoise à laquelle même les Hollandais n'avaient pas touché. L'autorité de la mosquée en sort renforcée. Depuis l'an dernier, pour préserver l'équilibre social du pays, le gouvernement s'efforce d'imposer l'idéologie officielle, le Pancasila dont les cinq principes sont la croyance en un seul dieu, la démocratie, la justice sociale, l'unité nationale et l'humanisme.

Le 11 février, le Pancasila est devenu la doctrine légale des trois formations politiques autorisées, le Golkar (pro-gouvernemental), le PDI (Parti démocratique indonésien) et le PPP (Parti unifié pour le développement). Ce dernier, qui se réclamait de l'islam, a été contraint d'abandonner les mollahs s'en sont retirés. A plus long terme, cet effort de laïcisation de l'Etat pose une question de fond : peut-on dépolitiser l'islam ? Mais, pour l'instant, les relations entre les religieux musulmans et le président Suharto semblent sereines. Le gouvernement continue de résister au mouvement en faveur de l'islamisation de l'Etat, qui ne date pas d'aujourd'hui puisque, dès 1945, les signataires influents d'une « charte de Djakarta » avaient préconisé l'introduction de l'islam dans la Constitution.

Plus préoccupant, dans l'immédiat, est le lot d'une jeunesse qui n'est pas marquée, comme la génération précédente, par la tragédie de 1965-1967, quand un demi-million d'Indonésiens furent tués dans une « chasse aux communistes » qui a sonné, apparemment définitivement, le glas pour le PC, devenu très puissant dans les dernières années de l'ère soviétique. Plus de deux millions de jeunes arrivent sur le marché du travail chaque année. Le régime, qui prêche l'harmonie et contrôle de près la vie publique, notamment par le biais du Golkar — parti majoritaire au Parlement et qui regroupe la plus grande partie de plus de deux millions de fonctionnaires, — ne leur laisse guère l'occasion de s'exprimer. « Ils ont besoin d'un exutoire », constate un diplomate.

L'autosuffisance alimentaire

On pourrait également, parmi les indices d'un « malaise » indonésien, citer la prééminence d'une classe politico-militaire-affairiste, que certains interprètent aujourd'hui comme le premier signe d'un rétrécissement de la base d'un régime essentiellement javanais. Les inégalités de revenus sont parfois consternantes. La corruption est rampante. Mais, à plus long terme, le développement de l'Indonésie demeure à la merci d'une expansion démographique — 2,3 % selon le taux officiel, mais peut-être jusqu'à 3 % selon d'autres sources — qui menace de réduire à néant une partie des succès enregistrés ces quinze dernières années, d'autant que, depuis 1982-1983, la chute des revenus pétroliers a contraint Djakarta à l'austérité.

Ces gestionnaires très prudents du pays ont réagi promptement. De grands projets de développement ont été aussitôt reportés. La rigueur introduite dans le budget de 1983 a été reconduite en 1984 et en 1985. La levée des impôts, jusqu'alors très modérée, a commencé à s'organiser, les premiers fruits étant récoltés l'an dernier. Les revenus du pétrole représentent, depuis plusieurs années, près des deux tiers des rentrées de devises. Ils ont eu beau baisser en valeur de 14 % en 1984, la dette extérieure est demeurée dans les limites, jugées raisonnables, d'un peu plus de 20 milliards de dollars, son service se situant aux alentours d'un taux de 23 %, estimé également acceptable. Le gouvernement s'est constitué un « matelas » financier puisque, au début de l'année, les réserves de devises se montaient à près de 2 milliards de dollars.

Ces efforts ont eu un impact certain sur le ralentissement des affaires. 8 milliards de dollars d'investissements avaient été prévus en 1984. Leur niveau s'est situé, en fait, à un peu plus de 2 milliards de dollars. Les investissements extérieurs, quant à eux, ont chuté de 2,5 milliards de dollars en 1983 à moins de 1 milliard de dollars l'année suivante. Depuis trois ans, le niveau de vie stagne, alors que les revenus avaient progressé de 7 % en moyenne par an dans les années 70. Parallèlement, des monopoles ont continué de se constituer, ce qui contribue à décourager pas mal d'investisseurs potentiels.

Centralisation des pouvoirs

Le taux de croissance économique, en 1984, a toutefois été proche de 5 %, un résultat non négligeable. Surmont, avec une production de quelque 25 millions de tonnes de riz, l'Indonésie a franchi le seuil de l'autosuffisance alimentaire, ce qui constitue presque un tour de force. Il y a une dizaine d'années encore, quand ce pays était l'un des premiers importateurs de riz du monde, personne n'aurait parié sur un tel succès. Les campagnes sont encore pauvres, mais l'amélioration des conditions de vie y est sensible. M. Suharto, lui-même d'origine rurale, n'a visiblement jamais négligé cet aspect essentiel de la stabilité sociale de l'archipel.

Dans les années 70, le régime s'est peu à peu organisé autour d'une élite javanaise — avec son goût pour l'intrigue et le protocole — de technocrates souvent compétents, qui ont fait sortir le pays de l'ornière, et d'une armée qui occupe toujours une

place privilégiée. Au fil des années, la centralisation des pouvoirs s'est opérée, ce qui n'a pas manqué de provoquer des critiques, notamment celles d'anciens compagnons de route de Suharto, civils comme militaires, qui lui ont adressé de sévères reproches dans une « pétition des cinquante ».

Mais si la lourdeur de l'appareil ainsi mis en place pose manifestement un problème, la stabilité du pays — à laquelle sont attachés les partenaires de l'Indonésie, (les Japonais, les Américains et probablement les Chinois) — dépend, à plus court terme, des ajustements économiques en cours. Le président Suharto, toujours conservateur, calcule que l'industrialisation d'une économie encore dépendante de sa production agricole et de l'exportation de ses matières premières se fera probablement au tournant du siècle. L'Indonésie comptera alors au moins quelque deux cents millions d'habitants.

Entre-temps, la prochaine échéance politique est fixée à 1988, avec la fin du mandat présidentiel actuel de M. Suharto. Se représentera-t-il ? Lui seul le sait. Il a mis en place, au fil des années, un carcan institutionnel sur lequel il compte visiblement pour faciliter une éventuelle transition. L'homme réservé, mais à la volonté trempée, qui a dirigé l'Indonésie depuis au moins dix-huit ans continue d'avoir des antennes un peu partout dans le pays. « Ici, quand on tombe sur un os, on ne tente pas de le briser mais plutôt de le ramollir », résume un diplomate occidental. Jusqu'à preuve du contraire, dans cet univers complexe de quelque treize mille îles et îlots, le successeur de Sukarno semble toujours tenir compte de cette donnée-là.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

W.L. Shirer

Les années
du cauchemar
1934-1945



par l'auteur du
III^e REICH

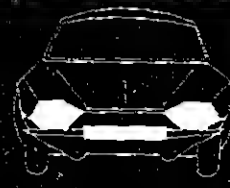
Le témoignage
d'un représentant de la
"Big generation"

Plon

VOTRE VOITURE
EN T.T.

Favex

3 - 7 quai de l'Orse 75019 PARIS
Tél. (1) 209.29.44 - Télex : FAVEX 211 504 F



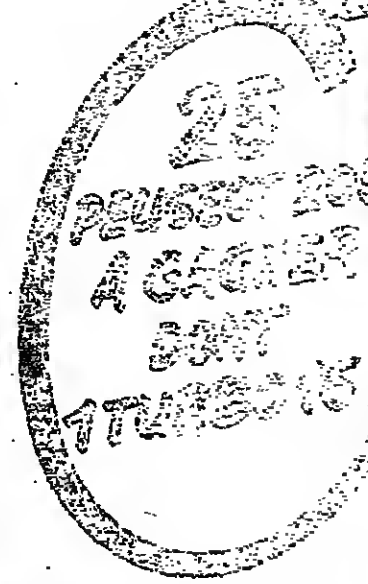
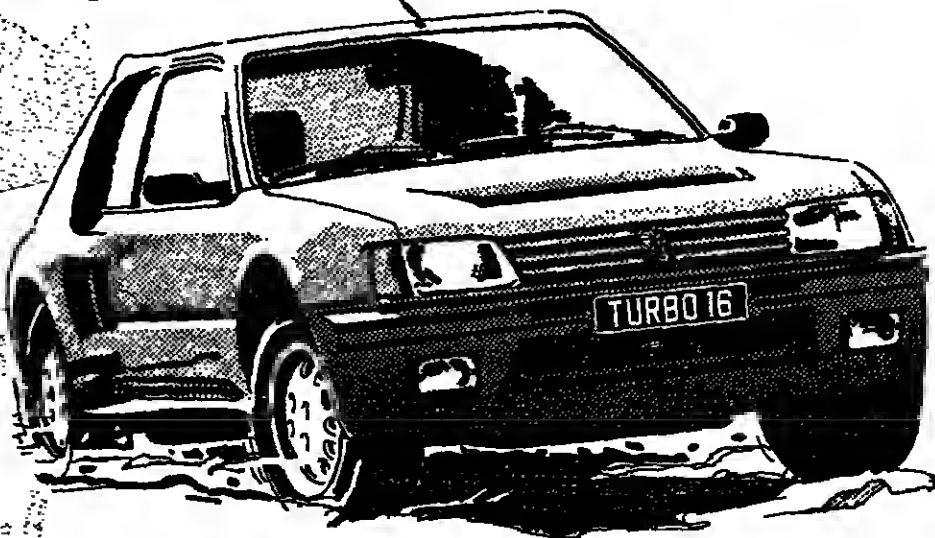
DU 10 AU 17 MAI 1985

CHOISISSEZ VOTRE 205

PARMI LES 20 MODELES
DE LA GAMME 205

ET GAGNEZ-LA!

PAR SIMPLE TIRAGE AU SORT



AUTOMOBILES
PEUGEOT

jeu gratuit sans obligation d'achat.



Tout sur l'Amstrad,
le chouchou des
familles,
et ses
périphériques.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

ASIE

Inde

LA FLAMBÉE DE TERRORISME SIKH

La communauté hindoue semble garder son sang-froid

New-Delhi. — Après celui de la terreur aveugle (le 12-13 mai), vient le temps de la répression, de la chasse aux coupables et des coups de filets qui ratissent large. Cet engouement dans lequel l'Inde Gandhi s'est elle-même laissée enfermer et qui devait lui coûter la vie, les terroristes sikhs sont finalement parvenus à entraîner à son tour M. Rajiv Gandhi.

En quarante-huit heures, à l'aide de trente bombes dont une vingtaine à Delhi, les « fous du Khalistan » n'ont pas seulement assassiné une centaine d'innocents. Ils ont aussi élargi le fossé ouvert depuis deux ans, à coups de meurtres et de représailles, entre la petite communauté sikh et l'immense hindoue. Fis, ils pourraient bien avoir tué pour longtemps l'infime espoir qui restait de

De notre correspondant

réglé pacifiquement la question du Pendjab dans un avenir prévisible.

Pour M. Rajiv Gandhi, en tout cas, le dialogue et les concessions ne sont plus de mise. L'opinion hindoue, dans sa majorité, n'avait pas approuvé les mesures conciliantes annoncées ces dernières semaines par le jeune premier ministre (libération de responsables et de militants sikhs, levée de l'interdiction de la Fédération des étudiants sikhs, ouverture d'une enquête judiciaire sur les responsabilités des pogroms anti-sikhs de Delhi en novembre).

D'une manière générale, l'opinion publique, relayée par certains politiciens hindous, préconise plutôt la fermeté à l'égard des sikhs et pré-

dit que les gestes d'apaisement de M. Gandhi seraient pris pour de la mollesse. En fait, la campagne de terreur déclenchée dans la capitale par les extrémistes a peut-être eu pour objectif immédiat d'empêcher les sikhs modérés de signer un compromis.

Un millier d'arrestations

Cependant, le ministre de l'intérieur, M. S.B. Chavan, qui s'est vu adjoint d'urgence un second secrétaire d'Etat dimanche (M. Aris Mohamed Khan, qui conserve en plus le portefeuille de l'industrie), n'a pas retenu cette explication. « Que personne ne se trompe, s'il menacé samedi soir à la télévision, les mesures de normalisation que nous avons prises récemment ne sont pas un signe de faiblesse (...). le gouvernement est déterminé à traiter la situation fermement. »

Dans les vingt-quatre heures qui ont suivi, plus d'un millier de jeunes sikhs, dont un quart dans la capitale et le reste au Pendjab, en Haryana, au Radjasthan et en Uttar-Pradesh, étaient arrêtés, portant à au moins quatre mille le nombre de sikhs actuellement sous les verrous. Parmi eux, un avocat de Delhi, arrêté dimanche avec deux complices et présenté comme un rouage important du terrorisme. Sa capture, selon le chef de la police, « a permis de mettre la main sur des indices d'importance vitale et pourrait rapidement conduire à l'appréhension des auteurs de bombes ». Le haut fonctionnaire a demandé à la presse de ne pas publier d'informations trop précises sur ce mystérieux individu et évoqué « sa responsabilité dans une conspiration aux larges ramifications ».

Une opération coordonnée

Une récompense de 100 000 roupies (environ 85 000 F) a été promise à toute personne susceptible de fournir des informations permettant l'arrestation des coupables. Samedi, un journaliste-écrivain célèbre,

M. Kusbwant Singh, député de confession sikh, a ouvertement mis en cause, pour la première fois, le Pakistan dans la campagne de terreur.

Contrairement à une habitude solidement établie sous le règne d'Indira Gandhi, le gouvernement s'est cependant abstenu jusqu'ici de donner un large écho à cette nouvelle dénonciation de « la main étrangère » dans les affaires indiennes. Le ministre de l'intérieur s'est contenté d'indiquer que l'ampleur des attentats prouvait qu'il s'agissait « d'une opération parfaitement coordonnée et planifiée, lancée pour créer la peur et détruire la paix et l'harmonie communautaires qui prévalaient jusqu'ici ».

Le pis, cependant, n'est jamais sûr. Et les représailles hindoues, que les sikhs de Delhi et les autorités redoutent encore après ce week-end sanglant, ne se sont pas produites. Il est vrai qu'à titre de précautions l'armée avait été invitée dès l'aube de samedi, alors que des bombes explosaient encore en divers points de la capitale, à sortir une nouvelle fois de ses casernes.

Apparemment, les appels au calme, à « l'harmonie communautaire et à l'union de tous contre le terrorisme », lancés par les autorités ont été entendus. Dimanche et lundi, nombre de sikhs, reconnaissables à leur barbe et turban, circulaient normalement dans les rues de la ville sans susciter d'animosité visible.

Comme si la situation n'était pas déjà assez tendue, le principal parti d'opposition de la droite hindouiste, le Bharatiya Janata Party (BJP), a appelé ce lundi les Delhiites à une grève générale de protestation contre la violence terroriste. La plupart des boutiques du centre-ville sont restées fermées, mais les administrations et les transports publics semblaient toutefois fonctionner normalement.

Le premier objectif des extrémistes sikhs — susciter un retour à la violence sectaire dans la capitale — semble donc, pour l'instant, avoir échoué. Des sikhs modérés, que l'on avait guère entendus jusqu'ici, sont même sortis pour la première fois de leur silence et ont condamné sans équivoque la campagne de terreur.

PATRICE CLAUDE.

Vietnam

Recrudescence des attaques de pirates contre les « réfugiés de la mer »

Les deux bâtiments français en mission humanitaire en mer de Chine depuis le 30 avril, le Jean-Charcot, affrété par Médecins du monde, et l'avis-escorte Victor-Schoelcher, qui l'accompagne, ont déjà recueilli cent trente-neuf « réfugiés de la mer » vietnamiens, qui seront débarqués, le mardi 14 mai, aux Philippines. Entre-temps, les attaques de pirates contre ces réfugiés ont augmenté, ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondant à Genève.

De notre correspondante

Genève. — Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), on constate une nette recrudescence de la piraterie en mer de Chine. Cinq cas, considérés comme irréfutables, illustrent l'écoulement du drame.

Le 18 février, une embarcation qui a quitté le Vietnam avec vingt-deux personnes à bord a subi, dès le lendemain, deux attaques au cours desquelles deux femmes ont été enlevées par les pirates et le bateau littéralement coupé en deux. Des réfugiés se sont noyés. Il reste quatre survivants : deux hommes qui ont pu être repêchés et les deux femmes enlevées, débarquées sur le rivage thaïlandais, toutes deux dans un état pitoyable, après avoir subi durant plusieurs semaines les sévices des pirates.

Le 18 mars, des pirates ont attaqué à deux reprises une embarcation plus importante transportant quatre-vingt-sept réfugiés : cinq jeunes femmes ont été enlevées. La marine thaïlandaise s'est mise à leur recherche, sachant que les pirates avaient pris l'habitude de se les « distribuer ». Deux bateaux ont été arraisonnés et les « pêcheurs » inculpés de viol et de séquestration. La tâche de la police n'est pas aisée, car les pirates détruisent les bateaux des réfugiés après pillage et s'efforcent de faire disparaître les témoins.

Le 30 mars, une embarcation de dix-sept réfugiés a été harponnée et coulée par des pirates, qui ont enlevé les femmes et jeté les hommes à la mer. Cinq parmi ces derniers ont pu être sauvés. Les assaillants avaient lancé par-dessus bord une mère et son enfant de deux ans ; son autre fils, âgé de huit ans, et une fille

de dix ans ont plongé pour tenter de les sauver. La mère et le petit ont péri, les deux autres enfants étant sauvés par des pêcheurs.

Le 6 avril, près des côtes de la Malaisie, dix-sept autres réfugiés vietnamiens ont été attaqués à bord de leur bateau : certains ont été noyés, d'autres tués sur place ; il y aurait dix survivants. Le 23 avril, deux départ clandestin sur une embarcation de fortune. Bilan : douze réfugiés attaqués, quatre noyés et un disparu ; sept survivants ont été recueillis. Cette énumération n'est pas exhaustive, mais le HCR ne cite que les cas qui font l'objet de plusieurs témoignages convergents.

ISABELLE VICHNIAC.

● **Condamnation d'opposants.** — Un tribunal a condamné un nombre non précisé de personnes à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison pour avoir constitué « une organisation réactionnaire tentant de renverser le pouvoir » dans l'ancien Sud-Vietnam, selon le journal de l'armée vietnamienne, le *Quan doi nhan dan*, qui a fait état, dimanche 12 mai, de ce procès tenu le 18 mars dernier à Wang-Tan (ex-Cap-Saint-Jacques). Un membre des anciennes forces sud-vietnamiennes, M. Nguyen Van Muoi, âgé de trente-cinq ans, a été condamné à vingt ans de prison en tant que meneur d'une « organisation armée » intitulée « deuxième régiment bach ho » (tigre blanc). Les autres membres de l'organisation, dont le nombre n'est pas précisé, ont été condamnés à des peines de cinq à dix ans de prison. — (AFP).

AL YOM ASSABEH
Hédomadaire politique et culturel
en langue arabe édité à Paris
Rédacteur en Chef:
Bakel AL HASSAN

■ اليوم السابع: يحتفل بعيد ميلادها الأول
■ مجلة متميزة بين المجلات العربية
■ صياح كل الذين اطيحوا من السلطة في كل عواصم الشرق العربي والمغرب العربي

AL YOM ASSABEH
■ Un an à peine après sa création,
AL YOM ASSABEH occupe une place privilégiée
parmi les périodiques de langue arabe.
■ En vente tous les lundis dans les kiosques des
pays du Proche-Orient et du Maghreb arabe.

Siège: 89 Rue de Tocqueville, 75017 Paris Tél: 766.04.23
Téléc: ANDOS 643546F

Des vérités cruelles

UNE CROIX SUR LE LIBAN

PRIX FRANCE-LIBAN 1985

« Un livre remarquablement bien documenté »
Antenne 2.
« Une information au-dessus de tout soupçon »
Le Monde.
« Une charge en règle contre les pouvoirs vénéralisés
sur le Liban » Le Quotidien de Paris.
« Une volée de bois vert bienvenue de la part d'un
journaliste qui connaît le sujet » Le Croix.
« Il donne à comprendre l'histoire des chrétiens
d'Orient » L'Express.

Lieu Commun

226 p. 75 F.

PROCHE-ORIENT

Israël

AUX ÉLECTIONS SYNDICALES

Les travaillistes espèrent confirmer leur poussée dans les sondages

De notre correspondant

Jérusalem. — Un million et demi d'Israéliens — dont 175 000 Arabes — devaient se rendre aux urnes ce lundi 13 mai pour élire leurs représentants à la Histadrout, le puissant centre syndical à laquelle appartiennent quatre travailleurs sur cinq. Ce scrutin met en présence sept listes affiliées aux principaux partis non religieux. C'est le premier test national entre les deux grands partenaires de la coalition au pouvoir depuis juste huit mois, le Parti travailliste et le Likoud.

Les électeurs désignent à la fois les 1501 membres du comité central de la Histadrout et leurs délégués aux 72 conseils ouvriers locaux. Depuis sa fondation en 1920, la Histadrout fut toujours au chef des travailleurs qui y disposèrent lors de chaque élection, tous les quatre ans, d'une nette majorité absolue. Son influence déborda largement le cadre purement syndical. Second employeur du pays après l'Etat (avec 260 000 salariés), la Histadrout possède ou contrôle 30% de l'économie. C'est un véritable « empire ».

Lors du dernier scrutin, en avril 1981, les travaillistes remportèrent 63% des sièges et le Likoud 26%, le reste allant aux petites formations. Cette fois, le parti de M. Shimon Pérès aimerait obtenir la majorité qualifiée des deux tiers qui lui donnerait les mains libres pour revitaliser une bureaucratie syndicale, amorphe et pléthorique. Il ne manque pas d'atouts pour consolider ses positions.

Son chef de file, M. Israël Kassar, secrétaire général de la Histadrout depuis moins d'un an, est un homme populaire et respecté. Face à lui, le prétendant du Likoud, M. Yaacov Shamal, un député néo-pyrote connu du grand public — « Yaacov qui ? », ironise la presse, — fait plutôt pâle figure. C'est un candidat de compromis devant sa bonne fortune au seul désistement du premier ministre adjoint, M. David Lévy, qui refusa de conduire, pour la troisième fois, la liste de son parti.

Une campagne sans passion

La campagne électorale fut terne et sans passion. Les deux grands partis l'avaient voulue ainsi. Désargentés depuis la coûteuse campagne législative de l'an dernier, ils ont renoncé à toute propagande radiotélévisée. Pour accroître ses chances, le Parti travailliste a préféré préserver la paix sociale en ajournant de nou-

velles mesures d'austérité forcément impopulaires.

Les syndicalistes du Likoud n'avaient guère intérêt, quant à eux, à lui chercher noise sur le terrain social. Comment auraient-ils pu faire oublier qu'ils avaient appuyé pendant sept ans une politique économique aux résultats désastreux ? Ils ont préféré faire diversion et brandir des thèmes plus payants en dénonçant, par exemple, les dangers que l'option « jordanienne » chère aux travaillistes ferait courir à « Grand Israël ».

En syndicaliste habile, M. Kassar s'est démarqué autant que possible du pouvoir en reprochant au ministre des finances, M. Modai — qui, soit dit en passant, appartient au Likoud, — de garantir insuffisamment l'emploi et de faire trop porter aux plus modestes salariés le fardeau de l'austérité. Mais il rappelle aussi qu'en tant que partenaire social « responsable », la Histadrout a tenté pour la conclusion de deux accords globaux instaurant un contrôle des prix et des salaires, dans l'ensemble favorable aux travailleurs.

M. Kassar espère que ceux-ci lui sauront gré d'avoir facilité l'entreprise d'assainissement de l'économie. Le danger, pour les travailleurs, tient peut-être surtout à l'indifférence que la population manifeste envers une machine syndicale pesante et de plus en plus coupée des réalités quotidiennes. M. Kassar a d'ailleurs mis en garde son électeur contre les risques de l'abstentionnisme. Il a besoin d'une victoire solide pour pouvoir prétendre secouer les lourdeurs de l'appareil et donner à la Histadrout une nouvelle jeunesse.

Certains ont décrit cette élection comme le « deuxième tour » des législatives de juillet 1984. Les résultats du scrutin permettront en effet de prendre le pouls du pays et confirmeront ou non la poussée travailliste dont font état tous les sondages. Mais cette extrapolation a des limites, qui tiennent à la spécificité du vote syndical. La répartition des suffrages, par exemple, y est d'emblée faussée en faveur des travaillistes. En fait, tout se passe surtout comme si le scrutin survénait trop tôt, à un moment où les deux partenaires de l'union nationale ne se sentent pas encore prêts à l'indivisible épreuve de force.

J.-P. L.

EXPOSITION INTERNATIONALE D'AFFICHES

LE MASSACRE DES PRISONNIERS DE GUERRE IRAKIENS PAR L'IRAN

Des artistes du monde entier ont participé à un concours d'affiches sur ce drame. Une exposition internationale expose leurs œuvres à Paris, Londres et New York

A PARIS
LE 14 MAI 1985 (10 h à 18 h), Salle de la Mutualité
(24, rue Saint-Victor, 75005 Paris)

Sous l'égide du COMITÉ POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT
CPO : 10, rue Saint-Marc, 75002 Paris. Tél : 233-86-61

LE MONDE
diplomatique

MAI 1985

SPÉCIAL TIERS-MONDE

UN GRAND DOSSIER DE 23 PAGES

Également au sommaire :

LA GUERRE DES ÉTOILES

En vente chez votre marchand de journaux.

3990F

POU

هكذا من الاصل

IENT
S SYNDICALES
spèrent confirmer
les sondages

PROCHE-ORIENT

Le voyage de M. Shultz

A l'issue de sa brève tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz quitte, ce lundi matin 13 mai, la Jordanie pour Vienne où il s'entretendra, mardi, avec M. Andrej Gromyko

et participera, mercredi, aux cérémonies commémoratives du trentième anniversaire du traité d'Etat qui a restauré l'indépendance de l'Autorité. Avant de rencontrer le roi Hussein de Jordanie à Agaba,

M. Shultz s'était entretenu, dimanche au Caire, avec le président Mubarak au sujet du processus de la paix, des nouveaux développements au Liban et de la situation au Soudan.

Jérusalem : un léger assouplissement ?

De notre correspondant

Jérusalem. — De la visite de M. Shultz en Israël, nul n'attendait de résultat spectaculaire et n'a donc lieu d'être déçu. Ceux qui s'occupaient, malgré tout, des entretiens du secrétaire d'Etat l'annonce d'une timide relance du processus de paix n'auront guère trouvé d'indices pour nourrir leurs espérances.

Les obstacles restent de taille. Ils tournent autour de trois questions-clés : quels Palestiniens feront partie d'une délégation conjointe jordanopalestinienne à d'éventuels pourparlers ? Comment s'articulera la négociation, autrement dit, mettra-t-on face à face dans un premier temps Arabes et Américains ou bien opposera-t-elle d'embellie Israéliens, d'une part, Jordaniens et Palestiniens, de l'autre ? Les discussions doivent-elles être — et à quel stade ? — prises en charge, comme on le souhaite au Caire et à Amman, par une conférence internationale patronnée par l'ONU et où Moscou ferait jeu égal avec Washington ?

Aux deux dernières questions, Israël et les Etats-Unis apportent des réponses proches ou convergentes. La conférence internationale ? Ni Washington ni Jérusalem n'en veulent, car elle consacrerait le retour du bloc soviétique dans la bergerie proche-orientale. Le type de négociations ? Jérusalem est catégorique : Israéliens et Arabes doivent se parler directement et n'ont besoin ni d'intermédiaires ni de médiation préliminaire. Sans être dans la forme aussi rigide que ses interlocuteurs israéliens, M. Shultz partage leur analyse sur le fond et il leur a répété que les efforts américains visaient un unique objectif : l'ouverture de négociations directes entre Jérusalem et les Arabes.

Reste le premier problème et le plus délicat : avec quels Palestiniens Israël est-il prêt à négocier ? Les entretiens de M. Shultz à Jérusalem n'ont pas permis de lever les ambiguïtés sur ce point. En 1975, les Américains ont pris l'engagement auprès d'Israël de ne pas reconnaître l'OLP, ni de traiter avec elle, tant que celle-ci n'aurait pas accepté les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et le droit à l'existence de l'Etat juif. L'an dernier, un vote du Congrès a donné à cette double exigence force de loi et imposé à l'OLP une troisième condition : la reconnaissance au terrorisme.

Telle est la toile de fond où s'inscrivent les démarches américaines. Pour débloquer la situation au Proche-Orient, l'administration Reagan, « interdite de négociation » avec l'OLP, ne peut, au stade actuel, que favoriser l'entrée en scène de responsables palestiniens n'appartenant pas à cette organisation et dotés de qualités apparemment difficiles à concilier. Ils doivent être suffisamment « modérés » pour qu'Israël accepte de leur parler.

Des « parlementaires » ?

Pour l'instant les Américains ne peuvent jouer qu'une seule carte, celle des personnalités qui appartiennent au Conseil national palestinien (CNP) — le « Parlement en exil » — mais pas à l'OLP. Encore leur faut-il persuader les Israéliens du bien-fondé de ce distinguo entre délégués du CNP et membres de l'OLP. A en juger par les petites phrases et les communiqués du week-end, M. Shultz n'y est pas parvenu : « Il est bien difficile, admettait-il dimanche avant de quitter Jérusalem, de trouver des Palestiniens acceptables par Israël. » Difficile en effet.

Israël a fait soigneusement connaître sa position à l'issue du conseil des ministres dominical : il se dit « prêt à des négociations directes avec une délégation jordanopalestinienne ne comprenant aucun membre d'une organisation liée par la charte palestinienne » (laquelle prône la destruction de l'Etat juif). Cette formulation diffère légèrement de celles utilisées naguère par le Likoud et qui excluaient explicitement « tout contact avec l'OLP ».

Ainsi, Israël a-t-il assoupli sa position ? C'est affaire d'interprétation. Certains assurent qu'un délégué du CNP non membre de l'OLP, et donc non signataire de sa charte, ne serait plus nécessairement « désqualifié » par Jérusalem. D'autres répondent, au contraire, en citant les propos tenus vendredi à M. Shultz par M. Shamir, ministre des affaires étrangères, que tout membre du CNP serait d'embellie inacceptable car Israël puisque c'est précisément cet organisme qui rédigea (et amenda) la charte.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Amman : trouver des interlocuteurs palestiniens « acceptables »

Correspondance

Aqaba. — C'est à Aqaba, cité touristique et unique débouché maritime de la Jordanie, que M. Shultz a achevé la tournée qui l'a conduit d'abord à Jérusalem, puis au Caire. Le secrétaire d'Etat américain et le roi Hussein se sont entretenus, dans la soirée du dimanche 12 mai, au casermet diplomatique qui a pris ces dernières semaines une place prépondérante dans les contacts entre Amman et Washington : la composition d'une délégation jordanopalestinienne susceptible d'engager le dialogue avec l'administration américaine.

Les Jordaniens, en accord avec M. Yasser Arafat, ont proposé que la délégation commune soit composée pour sa partie palestinienne de membres du Conseil national palestinien (le Parlement de la résistance) n'appartenant pas aux organisations combattantes de l'OLP. L'administration américaine n'a pas rejeté cette suggestion, ce qui est déjà un progrès compte tenu de la position traditionnelle de Washington. Mais, même si les Américains affectent actuellement de l'ignorer, tout membre du CNP, qu'il soit ou non « indépendant », est, dans la pratique, membre de l'OLP, comme le rappellent d'ailleurs, pour des raisons diamétralement opposées, cer-

tains dirigeants palestiniens et israéliens.

Cela étant, Washington entend étudier, cas par cas, les personnalités palestiniennes susceptibles de participer à des discussions et récusar celles qui lui paraissent trop marquées. Les Jordaniens ont suggéré plusieurs noms à M. Murphy, dont le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher Masri, et en dépit des démentis des dirigeants palestiniens, ces noms auraient été choisis par l'OLP après la réunion conjointe à Bagdad, en avril dernier, du comité exécutif de la centrale palestinienne et du comité central du Fath. Réunio où M. Yasser Arafat avait pourtant été mis en minorité par ses pairs après des débats bouleux.

Quoi qu'il en soit, en admettant que les trois parties se mettent d'accord, rien ne sera réglé pour autant. Car, s'il y a effectivement des discussions jordanopalestino-américaines, il ne s'agira que de pourparlers exploratoires, dont l'objectif serait de définir le site à donner au processus de paix au Proche-Orient. Or, sur cette étape ultérieure, les divergences sont considérables.

E. J.

Iran

L'explosion d'une voiture piégée fait 15 tués et 50 blessés dans le centre de Téhéran

Téhéran (AFP). — Quinze personnes ont été tuées et cinquante blessées par l'explosion d'une voiture piégée, dimanche matin 12 mai, dans un quartier très animé du centre de la capitale iranienne. Le véhicule, garé près d'un passage commerçant proche du bazar, cachait 25 kilos de TNT, selon le chef de la police de Téhéran.

L'explosion, qui s'est produite à 8 h 15 (4 h 45 GMT), a détruit plusieurs boutiques et provoqué un incendie qui a ravagé deux immeubles commerciaux pendant plus d'une heure. Plusieurs victimes ont été déshabillées, des débris humains restant collés sur les murs des immeubles environnants, alors que des passants et des vendeurs installés sur le trottoir du passage pour piétons ont été transformés en torches humaines, ont déclaré des témoins.

Les corps de plusieurs victimes ont été placés dans des sacs transparents brandis devant la foule par des sauveteurs bénévoles, aux cris de « Mort à l'Amérique ! » « Mort aux hypocrites armés ! »

Le terme « hypocrites » sert à désigner les Moudjahedins du peuple, généralement accusés par les dirigeants iraniens d'organiser ces attentats, ce que démentent ses responsables réfugiés à Paris. L'explosion de dimanche n'a pas été revendiquée, et les autorités n'ont pas pour le moment désigné expressément de coupables.

Radio-Téhéran, pour sa part, a mis en cause « les éléments de l'opposition mondiale » et souligné que cet attentat intervient au moment où s'exercent des pressions pour amener l'Iran à conclure la paix avec l'Irak.

LE PROCÈS DE L'ASSASSIN D'ISSAM SARTAOUI A LISBONNE

Trois ans de prison pour « usage de faux passeport »

De notre correspondant

Lisbonne. — Souriant, les doigts en signe de victoire, le Palestinien accusé d'avoir tué son compatriote, l'intellectuel modéré Issam Sartaoi, le 10 avril 1983, se tourne vers le public. Après un deuxième procès qui a duré un mois, le tribunal vient de prononcer son verdict. La majorité des jurés ont répondu négativement à la presque totalité des soixante et une accusations qui

avaient été formulées contre le prévenu. Seules accusations retenues : Youssef El-Aouad a utilisé pour entrer au Portugal un faux passeport ; il a, par ses déclarations, créé une fausse piste qui a empêché la police de trouver le véritable assassin. C'est finalement la version donnée par l'accusé lui-même qui a prévalu.

Résultat : trois ans de prison. Ayant été arrêté le lendemain de l'attentat, Y. El-Aouad a déjà accompli les deux tiers de la peine. Etant donné son bon comportement, il doit bénéficier, en outre, de plusieurs mesures de clémence. Aussi, tout l'indiquant, celui qui a été à l'origine d'un des procès les plus longs et les plus polémiques de l'histoire judiciaire portugaise sera très prochainement mis en liberté et aussitôt après expulsé du pays.

Etrange affaire. En 1984, lors du premier procès, les jurés avaient coché qu'aucune preuve matérielle ne permettait d'attribuer à l'accusé la responsabilité directe de l'assassinat. Toutefois pour usage de faux passeport, il avait été alors condamné à quatre ans de prison. L'accusation avait fait appel. Si Aouad n'a pas tiré sur M. Sartaoi, il a au moins participé à l'attentat. — Tel était l'argument avancé par le ministère public. On a sélectionné un deuxième jury. La veuve de l'ancien conseiller de M. Yasser Arafat s'est fait représenter par un des avocats les plus connus de Lisbonne.

Mais d'innombrables contradictions se sont accumulées le long du procès. Y compris de la part des policiers appelés à témoigner. Dans le doute, les jurés viennent de choisir la solution la plus simple. Et la peine a été allégée : « Après tout, il s'agit d'une question entre Arabes qui ne nous concerne point. »

Commentaire final des avocats de l'accusation : « La justice portugaise sort de cette affaire sans prestige et le crime restera impuni. »

JOSÉ REBELO.

SELON LE « WASHINGTON POST »

La CIA serait impliquée dans l'attentat du 8 mars qui fit 68 morts à Beyrouth contre un dirigeant chiite

De notre correspondant

Washington. — Sur cinq colonnes à la une, le Washington Post affirme dans sa dernière édition dominicale, qu'il a été découvert que la CIA, après avoir récemment mis sur pied trois unités chargées de lutter contre le terrorisme proche-oriental, la CIA aurait connu il y a un mois un sanglant dérapage qui l'aurait obligée à un retrait précipité.

L'une des unités en question — qui n'était pas composée d'Américains, mais d'agents étrangers et notamment libanais — aurait en effet pris sur elle de commander un attentat à la voiture piégée contre une personnalité religieuse chiite présumée liée au terrorisme. Comme le dit le Washington Post, la CIA ne fournit aucune preuve tangible à l'appui de ces révélations et les sources citées sont toutes anonymes. Aucun démenti n'a toutefois été opposé par les autorités américaines.

Tout en rappelant que Washington ne méprise aucune activité contraindre aux lois, le département d'Etat indiquait, dimanche 12 mai, que « toutes les mesures appro-

priées sont prises » par les Etats-Unis pour assurer leur sécurité.

Paradoxe : au moment où la CIA, à la fin de l'année dernière, s'employait à mettre en place ces unités anti-terroristes, le secrétaire d'Etat, M. Shultz était, quant à lui, engagé dans une active campagne publique en faveur d'une riposte au terrorisme qu'il accusait l'URSS de manipuler. M. Shultz avait notamment déclaré, le 25 octobre, à New-York, que les Etats-Unis devaient être prêts à utiliser « la force militaire » pour répondre à ce « moderne instrument de la guerre ». L'opinion publique, avait-il ajouté, doit être « prévenue » et doit comprendre que les soldats américains et des « innocents » peuvent être tués dans ce combat et que le gouvernement doit pouvoir agir avant que « chaque fait ne soit connu » et sans souler des sondages.

Des discours avait suscité le 28 novembre une réplique de M. Weinberger, le secrétaire à la défense. Ce dernier, avait posé des conditions infiniment plus strictes au recours à la force militaire américaine : la certitude préalable, en particulier, d'un soutien de l'opinion. Il est impossible, d'acquiescer par avance une telle certitude, rétorquait le 10 décembre M. Shultz, dans ce qui était devenu une polémique ouverte qu'aurait donc tranchée la décision d'agir par le biais de l'action clandestine.

Au
CREA
18, rue de l'Arrière, 75008 PARIS
Tél. : 265-42-43
ARABE LITTÉRAIRE MODERNE
— du 1^{er} au 26 juillet 1985 ;
— du 2^e au 27 septembre 1985 ;
Stage intensif 300 heures agréé par
l'Etat 10 semaines à compter du
6 mai, 3 juin 1985.
ANGLAIS : Stage intensif agréé par
l'Etat (très bonne base requise),
6 semaines à compter du
15 mai, 3 juin 1985.

3990 F. PARIS-MONTREAL-PARIS

UNE AUBAINE POUR LES FINES GUEULES!

Si vous ne connaissez pas encore le Service Hospitalité d'Air Canada, inventez-vous un bon prétexte pour aller à Montréal. Pour 3.990 F. aller et retour, vous goûterez à des raffinements que l'on vous prodigue avec bonne humeur, à des plats que l'on vous sert avec le sourire, à des vins et liqueurs que l'on vous verse à volonté et, les écouteurs sur les oreilles, vous regarderez un des derniers films à la mode (vo et vf). Si vous avez la prétention d'être une fine gueule, vous êtes servi.

Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

AIR CANADA
Les plus exigeants nous choisissent.



Paris - Service Tourisme 24, bd des Capucines, 75009. Tél (1) 742 21 21. Lyon 55, place de la République, 69002. Tél (7) 942 43 11. Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.

ATIONALE D AFFICHES
ISSACRE
BONNIERS
MERRE
PAR L'IRAN

ONDI
lomatique
IERS-MONDE
DES ETOUTES

politique



Dessin de PLANTU.

« Pas d'alliance à droite »

M. Bertrand Delanoë a évoqué les propos tenus par M. Rocard devant le « Grand Jury RTL-le Monde ». « Beaucoup de militants » et lui-même, a-t-il dit, ne voient pas bien la cohérence du discours qui critique la première partie de la politique menée sous le septennat de François Mitterrand en disant que cette première phase était mauvaise, alors qu'il était membre du gouvernement et qui, au moment où la politique du gouvernement lui convient, quitte le gouvernement. M. Delanoë a continué : « Nous sommes habitués à ce que la droite critique les partis (...) mais (...) lorsque cela vient d'un homme authentiquement de gauche, c'est beaucoup plus dangereux. Parce qu'il n'y a pas de démocratie sans partis politiques (...) ».

M. Michel Rocard, qui s'est dit optimiste pour 1986 et a estimé que des marges de manœuvre existent pour une attaque frontale du chômage, a répondu aux critiques qui lui ont été adressées depuis son départ du gouvernement. Il a estimé qu'on peut être d'accord avec l'ensemble de la politique d'un gouvernement mais le quitter après un désaccord sur un point précis jugé suffisamment important.

M. Rocard a déclaré que les socialistes doivent non seulement mettre de l'ordre dans leur discours politique, mais aussi revitaliser la démocratie interne dans leur parti. Pour lui le meilleur moyen de dynamiser le parti serait un congrès unanime. Mais tout est en place, estime-t-il, pour que les socialistes du PS puissent se compter, ce qui serait, juge-t-il, « destructeur et suicidaire au plan collectif ».

M. Rocard, qui s'est déclaré d'accord sur beaucoup de points avec la contribution de défense, pour les amis de M. Mauroy (le Monde daté 12-13 mai), par M. Delanoë, a affirmé qu'il a tenu à déposer une contribution à titre personnel, afin de ne pas donner l'impression d'un « bloc » derrière lui, ce qui serait facteur de division du parti. Il a regretté que le PS ne diffuse que les idées produites par le gouvernement, et non les idées propres.

M. Rocard demande que chacun soit équitablement représenté dans le parti. Il a estimé que le système (proportionnel) de représentation choisi en 1971 aboutit à une cooptation de type national. Selon lui, le choix n'appartient plus aux militants de base. Il a souligné que la démocratie interne soit respectée dans le choix des candidats pour les élections législatives, et souligné le risque d'une désignation des candidats à l'échelle nationale.

M. Rocard a remarqué que si le PC a bien « assassiné » l'union de la gauche, l'élection présidentielle à deux tours impose avec d'autres, il relève des contradictions dans le discours actuel : « On ne peut pas, à la fois, assurer que le PS sera dans l'opposition s'il ne parvient pas à réunir une majorité de rassemblement autour de ses propositions ; affirmer que la réforme du mode de scrutin a pour but de permettre au président de la République de terminer ce qu'il a entrepris et d'empêcher la droite d'avoir une majorité

absolue ; constater qu'une large fraction de la droite refuse d'envisager de former un gouvernement sous l'autorité du président. Sauf à jouer la politique du pire et la crise de régime, les trois raisonnements ne peuvent être tenus simultanément. » En conclusion, M. Rocard a estimé que, tout en restant fidèles à leurs principes, les socialistes doivent oser dire qu'ils ont changé d'objectif sous la pression des faits.

M. Louis Mermaz, qui pense que l'opinion n'a pas une claire conscience du bilan des socialistes, a appelé ses amis à défendre leurs valeurs et les a invités à « ne pas passer leur temps à se demander s'ils ont changé ». « Nous n'avons pas changé », a affirmé le président de l'Assemblée nationale.

M. Georges Sarre, qui a présenté la contribution du CERES (le Monde daté 12-13 mai), a souhaité que les socialistes ne se laissent pas enfermer dans l'« alternative (...) entre d'un côté, une sorte de repli sur l'avenue, et de l'autre, la stratégie de troisième force (...) qui ruinerait vingt de travail ». « S'attaquer à sortir de cette impasse », a-t-il

souligné, c'est d'abord bien analyser l'évolution de la société française et tirer les conséquences de ce que nous avons vécu depuis quatre ans. C'est aussi mettre en accord ses discours et ses actes. Non pas pour renoncer ou pour s'accommoder de l'air du temps. Mais pour mieux ajuster nos moyens à nos ambitions. « Si on ne veut pas être réduits, à avoir la politique de ses alliés », a ajouté M. Sarre, alors il faut arriver le contenu d'un projet susceptible de rassembler. »

M. Dominique Strauss-Kahn a réfuté les critiques de M. Rocard sur la relance des premiers temps du septennat et fait remarquer qu'à l'époque M. Rocard avait exprimé, dans la préface au plan intérimaire de 1982, son accord avec les orientations suivies.

M. Marie-Noëlle Lienemann a déclaré : « Le PS ne peut affirmer de façon crédible qu'il a vocation à être le moteur, le point central d'un rassemblement, s'il ne fait pas tout à la fois l'effort de prendre l'initiative d'ouvrir ses listes et de rénover sa pensée, son discours et ses propositions. »

Jospin - Rocard : du dialogue au duel ?

Les travaux du comité directeur ont été marqués par le dialogue Jospin-Rocard. Dans l'état actuel des choses, ce débat peut constituer l'un des axes du congrès de Toulouse.

Les dirigeants mitterrandistes avaient fait savoir qu'ils saisiraient l'occasion de ce comité directeur pour répondre à M. Michel Rocard, et notamment à sa dernière intervention, devant le « Grand Jury RTL-le Monde » (le Monde du 3 mai). Ils ont donc fait monter en ligne (dans un climat qui ne rappelle pas néanmoins les grands défilés anti-rocardiens du passé) toutes les générations de dirigeants — de M. Mermaz à M. Strauss-Kahn, — au point que certains mitterrandistes se sont irrités de voir M. Rocard valorisé à ce point. M. Jospin e, en effet, consacré la presque totalité de son intervention à répondre en détail, point par point, à l'ancien ministre de l'Agriculture.

Les éléments de ce dialogue sont complexes. M. Rocard se dit favorable à un congrès unanime. Mais, dans le même temps, il demande aux mitterrandistes ce qui est le plus difficile pour eux : reconnaître qu'ils sont venus sur les positions qu'ils défendaient hier contre les mitterrandistes. De son côté, M. Jospin, qui veut faire évoluer son parti, mais à petits pas, ne veut pas aller jusqu'à parler d'ajustement. Il faut discuter, dit-il, « des points sur lesquels nous avons changé ».

On ne voit pas les choses de la même façon lorsque l'on est dans l'opposition, a-t-il reconnu. Les rocardiens jugent positif ce langage et soulignent que la contribution du courant A (mitterrandiste) et appelle la synthèse. En fait, M. Jospin a déjà estimé, à plusieurs reprises, que les socialistes se sont adaptés aux réalités, sans changer sur le fond ; il a déjà fait savoir que, selon lui, ce débat est marqué par une double caricature : des positions anciennes des socialistes comme de leurs positions actuelles.

Privilège d'une démarche personnelle

Dans ces conditions, tout dépendra des points soumis à révision par M. Rocard, et aussi de la forme que prendra cette dernière. S'il s'agit d'une véritable exigence de reddition, les mitterrandistes peuvent difficilement l'accepter (ce qui les amènerait au surplus à prêter le flanc aux critiques du PCF), mais M. Rocard, de son côté, aurait du mal à soutenir qu'il s'agit d'une reddition. Il a réchappé à l'unité du parti. Les rocardiens semblent d'autant plus prêts à la bagarre qu'ils estiment se battre sur un thème porteur de l'opinion. M. Rocard lui-même n'a pas l'intention de faire

de cadeaux. Le texte de sa contribution, qui n'a pas encore été diffusé, a été rendu plus « sévère » dans la nuit de dimanche à lundi. L'intransigence que pourrait manifester M. Rocard dans les débats qui vont s'engager risque d'être aussi interprétée comme un signe de sa volonté de privilégier une démarche personnelle. Encore n'est-il pas certain que tous les mitterrandistes aient la même vision de l'attitude à avoir à l'égard de M. Rocard. Tout le monde a remarqué que M. Mermaz disait : « Nous n'avons pas changé » quand M. Jospin disait l'inverse. S'agit-il, dans le premier cas, des principes, dans l'autre, de leurs applications ? Est-ce une répartition des rôles, ou l'amorce d'un positionnement différent ?

L'apport aux débats des autres sensibilités du PS a été un peu éclipsé par ce dialogue de « chef », dont on se demande s'il ira, ou non, jusqu'au duel. Les néorocardiens — qui proclament aussi : « Nous avons changé, disons-le » — ont déposé une contribution au ton caustique pour la direction du parti. Les amis de M. Mauroy souhaitent toujours une synthèse avec M. Jospin, ce que le premier secrétaire voit d'un bon œil. M. Rocard, de son côté, s'est déjà déclaré d'accord avec beaucoup de points de la contribution des amis de l'ancien premier ministre.

Enfin, les membres du CERES (dans la droite ligne de leurs réflexions en cours le Monde des 1^{er} février et 2 avril) sur la lutte contre le « déclin » de la France et de l'Europe ont déposé un texte qui forme un tout cohérent, animé de sa logique propre, destiné au moyen terme plus qu'au court terme (c'est-à-dire le congrès) et qui est appelé à déconcerter plus d'un socialiste, y compris à l'intérieur de la tendance elle-même. Dans ces conditions, le CERES se fonderait volontiers dans une motion unique, si le texte en est acceptable pour lui. Faute de quoi, il risque d'être obligé de se contenter jusqu'au bout d'un texte dont la nature se prête mal aux négociations d'une commission des résolutions chargée de rechercher pendant le congrès la synthèse entre les motions en présence.

Dans une situation politique totalement inédite pour le PS, il est de toute façon trop tôt pour que les stratégies personnelles aient trouvé leur place dans des stratégies collectives : pour que le choix, éminemment lié à la conjoncture, ait été fait entre une logique de cohésion et une logique de dispersion. Il y a même fort à parier que les questions qui sont posées des maintenant n'aient pas toutes trouvé de réponse au terme du congrès de Toulouse.

de Jospin à « RTL-le Monde », comme tu as parlé en comité directeur. M. Jospin estime qu'il n'y a pas de crise au PS : « Peut-être pas assez de rayonnement, o-t-il reconnu, mais pas de vide, pas d'éclatement. » Le premier secrétaire du PS a estimé que « l'image d'un parti dogmatique face à un gouvernement pragmatique » est fautive. « C'est le contraire de ce que j'ai voulu faire », a-t-il ajouté.

A M. Rocard, qui s'était plaint de la sous-représentation de ses amis dans la direction du PS — par « décision administrative », de M. Jospin, avait-il dit au « Grand Jury RTL-le Monde », « le premier secrétaire du PS a répondu en remarquant implicitement que la solution la plus simple est de se compter, et donc de soumettre un texte au congrès. »

Sur les alliances, M. Jospin a encore répondu à M. Rocard, qui reproche aux socialistes de tenir plusieurs discours à la fois : « Une bonne question justifie-t-elle une mauvaise réponse ? Je ne le crois pas. Quand on n'a pas de bonne réponse, on n'en donne pas. »

S'adressant toujours à M. Rocard, M. Jospin a évoqué la question du « changement » des socialistes. « Oui, nous avons changé », a-t-il dit. Il a souligné que ce changement s'était produit d'abord dans le discours. Il a évoqué les deux congrès précédents du PS (Valence et Bourges-Breuss) : « Nous avons ces congrès avaient représenté des erreurs de communication ». Selon lui, tous les courants en portent la responsabilité, mais notamment le sien, le courant A (mitterrandiste). Il a ajouté qu'à ce propos on pensait le plus souvent « une idéologie mitterrandienne », mais qu'en réalité il s'agit d'une tonalité beaucoup plus générale. Il a déclaré : « Je m'en veux de n'avoir pas pris tout le monde à contre-pied, comme l'aurait fait Mitterrand, mais que voulez-vous, je ne suis pas Mitterrand ». M. Jospin a encore évoqué les deux premières années de la législature en cours pour affirmer, à propos de l'attitude du groupe socialiste à l'Assemblée : « Quelle arrogance ! »

Quant à la politique économique, il a rappelé avoir été le premier à reconnaître une « inflexion ». Il a réfuté les critiques de M. Rocard sur la politique économique de la première « phase », et a ajouté : « Est-ce que nous avons changé l'essentiel de nos conceptions ? Je ne le crois pas, à moins qu'il faille nationaliser tous les six mois pour prouver qu'on reste socialiste. La vérité, c'est que nous avons gardé nos principes mais adaptés notre politique à la réalité. Faut-il être réaliste pour prouver qu'on est fidèle ? Faut-il se renier pour prouver qu'on est réaliste ? Je ne le crois pas. »

(1) Le bulletin du groupe AGIRS a parlé de « direction-paillasse » du PS, et tra désordre des germes de « stalinisme » dans le parti.

LE COMITÉ DIRECTEUR

L'objectif des 30 %

La règle du jeu en vigueur au PS veut que les contributions préparatoires au congrès posent des questions, auxquelles répondront plus tard les — ou la — motions soumises aux votes des militants. Le comité directeur réuni le 11 mai s'est, globalement, déroulé conformément à cette règle. Si les débats, comme le contenu des principales contributions présentées ont permis de « débayer le terrain », il est impossible, à l'issue de cette réunion, de savoir si les socialistes vont au congrès unis sur une motion unique, ou sur des motions séparées avant une éventuelle synthèse finale.

L'un des sujets de débat privilégiés de ce congrès semblait être la question des alliances post-électorales. Largement évoquée au comité directeur, la question, au-delà d'un échange à ce propos entre M. Jospin et Rocard, n'a pas vraiment donné lieu à un débat de fond. Toutes les sensibilités du PS sont maintenant d'accord pour refuser tout engagement d'alliances. Néanmoins, ce refus n'est pas sans nuances.

M. Rocard a exposé le plus nettement un point de vue qui semble partager les néo-rocardiens, les

M. Jospin s'est donc contenté de fournir des « éléments de réponse » : « Pas d'alliance à droite, (...) pas de désignation à l'antidote du PC (...) [faire du] PS une force de rassemblement dans la gauche. » « Je ne peux pas vous dire, a-t-il ajouté, le PS et son ouverture feront 30%. Je peux vous dire : mettons le PS à 30% ».

A propos de l'articulation des positions socialistes avec celle de M. Mitterrand, M. Jospin a affirmé : « Le président n'a pas parlé d'alliances. Il a parlé d'attitudes. Il n'a pas parlé d'accord, il a rappelé son rôle. Nous n'allons tout de même pas aller au secours de la droite ou choisir une droite contre une autre. L'attitude du président est claire, la nôtre aussi (...) ». Dans le respect de nos principes, nous le contredirons. Esquavons les « contradictions » soulignées par M. Rocard, il a souligné : « Il y a des situations contradictoires. Elles s'expliquent par le fait que ce sont des acteurs différents qui donnent leur réponse. »

S'adressant toujours à M. Rocard, M. Jospin a évoqué la question du « changement » des socialistes. « Oui, nous avons changé », a-t-il dit. Il a souligné que ce changement s'était produit d'abord dans le discours. Il a évoqué les deux congrès précédents du PS (Valence et Bourges-Breuss) : « Nous avons ces congrès avaient représenté des erreurs de communication ». Selon lui, tous les courants en portent la responsabilité, mais notamment le sien, le courant A (mitterrandiste). Il a ajouté qu'à ce propos on pensait le plus souvent « une idéologie mitterrandienne », mais qu'en réalité il s'agit d'une tonalité beaucoup plus générale.

Il a déclaré : « Je m'en veux de n'avoir pas pris tout le monde à contre-pied, comme l'aurait fait Mitterrand, mais que voulez-vous, je ne suis pas Mitterrand ». M. Jospin a encore évoqué les deux premières années de la législature en cours pour affirmer, à propos de l'attitude du groupe socialiste à l'Assemblée : « Quelle arrogance ! »

Quant à la politique économique, il a rappelé avoir été le premier à reconnaître une « inflexion ». Il a réfuté les critiques de M. Rocard sur la politique économique de la première « phase », et a ajouté : « Est-ce que nous avons changé l'essentiel de nos conceptions ? Je ne le crois pas, à moins qu'il faille nationaliser tous les six mois pour prouver qu'on reste socialiste. La vérité, c'est que nous avons gardé nos principes mais adaptés notre politique à la réalité. Faut-il être réaliste pour prouver qu'on est fidèle ? Faut-il se renier pour prouver qu'on est réaliste ? Je ne le crois pas. »

(1) Le bulletin du groupe AGIRS a parlé de « direction-paillasse » du PS, et tra désordre des germes de « stalinisme » dans le parti.

Le n° 5 de
Gauche
est paru

- INVITE : Robert Merle
- DOSSIER : Qui a intérêt au socialisme
- Halls au racisme

130, rue de Valenciennes 75007 PARIS

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
SAN FRANCISCO

EA
M B A

PROGRAMME INTENSIF EN 14 MOIS
SPÉCIALISÉ EN MANAGEMENT INTERNATIONAL

AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

SESSIONS DE DEUX MOIS.
OUVERTES AUX PROFESSIONNELS ET DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
MARKETING • INFORMATION SYSTEMS • FINANCE • INTERNATIONAL BUSINESS

PROGRAMMES PROFESSIONNELS - ÉTÉ 1985
AMERICAN BUSINESS LAW • AMERICAN FINANCIAL MANAGEMENT

E.U.A. LONE MOUNTAIN CAMPUS • 2130 FULTON STREET • SAN FRANCISCO, CA 94117

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
E.U.A. • 31 GALERIE MONTPENSIER • 75001 PARIS, FRANCE • TEL. : (1) 296.45.11

la carte d'entrée dans
l'enseignement supérieur

ipesup
HEC - SCIENCES PO
MÉDECINE - PHARMACIE

PRÉPARATION HEC

- Classes préparatoires annuelles.
- Conditions d'admission.
- Bachelors bac C, mention assez bien.
- Classes préparatoires des 1500 premiers à HEC.
- ESSEC, ESCP

• Stages internes, pré-rentrée, Noël, Pâques
SCIENCES-PO (entrée en AP)
• Classes préparatoires annuelles
• Stage intensif d'été
• Cours du soir à partir de février

MÉDECINE ET PHARMACIE

- Stage de pré-rentrée en septembre
- Stages de soutien par matière, toute l'année

SUMMER SESSION

- Anglais intensif à l'université de Columbia à New York (3 semaines en août)

ipesup
Enseignement Supérieur Privé

16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - ☎ (1) 325.63.30

سنة من الامم

POLITIQUE

La préparation
des élections législativesM^{me} GARAUD
PRÉSENTERA
UNE LISTE A PARIS

M^{me} Marie-France Garaud a précisé, dimanche 12 mai à France-Inter, que la liste qu'elle comptait présenter à Paris pour les élections législatives « ne s'apposera pas » à celle du RPR.

L'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de M. Chirac avait annoncé par le *Journal du dimanche*, où elle écrivait : « Comment accorder encore crédit à des partis ou à des syndicats qui occupent la vie politique et sociale au nom de clientèles asservies, s'appuyant dans la surenchère et la jalousie (...). J'ai tenté depuis cinq ans par la parole et l'écrit de créer un palé de résistance à la démagogie. » M^{me} Garaud conclut : « J'ai parfaitement conscience de la ténacité du défi. »

M^{me} Garaud, qui avait quitté le RPR et rompu ses relations politiques avec M. Chirac en 1979, a récemment approuvé les positions de M. Barre contre la cohabitation. Elle avait critiqué « l'accord pour gouverner » conclu entre le RPR et l'UDF. M^{me} Garaud, qui a fondé en 1982 un Institut de géopolitique, a été reçue à diverses reprises par M. Mitterrand, tout en se défendant de se rallier à lui. Elle s'était présentée à l'élection présidentielle de 1981 et avait recueilli 1,33 % des suffrages exprimés. A Paris même elle avait obtenu 1,77 % des voix. Son meilleur score avait été réalisé dans le huitième arrondissement avec 3,5 % des suffrages. M^{me} Garaud ne possède aucun mandat électif.

RÉUNIS EN CONVENTION NATIONALE

Les adhérents directs de l'UDF engagent la bataille
contre la cohabitation en 1986

Les responsables départementaux et nationaux des adhérents directs de l'UDF, réunis le samedi 11 mai à Paris en convention nationale, ont adopté définitivement un document — leur « Projet pour l'avenir » — qui manifeste leur volonté d'apporter une contribution au projet politique de l'UDF. Ils ont, d'autre part, voté une motion de politique générale dans laquelle ils affirment leur hostilité à toute idée de cohabitation, et témoignent ainsi de leur soutien à la démarche de M. Barre, bien que le nom de l'ancien premier ministre ne soit pas mentionné.

Dans cette motion, ils soulignent que M. Mitterrand a été élu « sur un programme précis de rupture et de transformation de la société française, qu'il n'a jamais désavoué », et remarquent : « Ils proclament aujourd'hui qu'en cas d'alternance il ne resterait pas inerte, quel que soit le désaveu qui lui serait signifié par le peuple français à l'occasion des prochaines élections législatives. Il pose ainsi lui-même le problème de l'unité dans la conduite du pays. »

Les adhérents directs insistent sur leur volonté de « développer l'union de l'UDF et l'efficacité de l'opposition », et insistent cette dernière à « reconnaître deux objectifs essentiels de son combat : « gouverner ensemble et seulement ensemble », comme s'y sont engagés le RPR et l'UDF en signant un « accord pour gouverner », mais aussi « gouverner totalement et immédiatement », ce que ne précise pas cet accord.

Les adhérents directs de l'UDF poursuivent : « Ceci ne peut se réaliser que sous l'autorité d'un prési-

dent de la République qui partage notre choix de société et nos convictions sur l'avenir à mener pour redresser la France. La victoire de l'opposition devra être franche, nette et massive, afin de lui donner les moyens de gouverner pleinement. Les adhérents directs de l'UDF appellent donc les Français à prendre conscience de ces enjeux fondamentaux pour notre pays et nos institutions. »

Au terme de cette convention, M. Paul Girod, délégué général et sénateur de l'Aisne, a expliqué : « Nous ne voulons pas que le problème de la cohabitation soit traité par omission, mais que ce débat soit omniprésent dans la campagne des législatives. Nous voulons éclairer les Français sur les conditions dans lesquelles pourrait être mise en œuvre la politique qu'ils auront choisie, éliminant les pouvoirs incertains du président de la République. » « Je ne crois pas, a-t-il ajouté, que les adhérents directs de l'UDF acceptent de soutenir un gouvernement qui, si M. Mitterrand reste à l'Elysée, n'aurait pas les moyens de gouverner. »

M. Philippe Mestre, délégué général adjoint et député de la Vendée, a, pour sa part, insisté sur le caractère « dissuasif » de la position adoptée par les adhérents directs. Bien sûr, a-t-il dit, « la cohabitation n'est pas inconstitutionnelle, mais elle est à tout le moins inconfortable. La Constitution permet la cohabitation, mais elle permet aussi d'élire et de peupler de ne pas l'accepter. »

C. F.-M.

A L'EXTRÊME DROITE

Le Front national espère recueillir
au moins 15 % des suffrages en 1986

An terme d'une réunion du conseil national du Front national, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué, samedi après-midi 11 mai, que son parti se fixe pour objectif de « dépasser la barre moyenne de 15 % des suffrages exprimés » aux élections législatives et régionales de 1986.

Le Front national entend présenter ses propres listes partout. « Nos listes témoignent d'une large ouverture à des socio-professionnels », a précisé M. Le Pen.

Des amis de Jeanne d'Arc
aux « amis de Barbie »

Rituel bien réglé, le défilé de Jeanne d'Arc rassemble chaque année, depuis 1909, la droite nationale, monarchiste et intégriste. Mais cette année plus que jamais, les adhérents de la *Sainte de la patrie* étaient sur un terrain plus contesté : celui de la place de la Concorde à Paris. Et de la Concorde à la place des Pyramides, il n'y en eut que pour lui.

Entouré de ses trois filles, suivi de ses militants, de certaines de ses épouses portant le flamme de son parti et de plusieurs milliers de sympathisants, parmi lesquels un nouveau venu, A. Edouard Frédéric-Dupont, quatre-vingt-deux ans, député de Paris (apparenté au RPR), le président du Front national avait l'air satisfait, malgré le mauvais temps. « Merci pour ton courage, Jean-Marie ! », entendait-on sur son passage.

Le chef de file de l'extrême droite et ses lieutenants, assistés, au pied de la statue équestre de Jeanne d'Arc, au défilé des fédérations du Front. Le plus applaudi à cette école de la Seine-Saint-Denis, « un chef coco » souligne-t-on. L'assistance s'enflamme aux envolées lyriques de Jean-Marie Le Pen parlant de Jeanne comme du « symbole de l'éternité de notre peuple et sa jeunesse », et après une vibrante Marseillaise le président du Front national s'écroule rapidement, laissant la place à ceux qu'il ne tient plus à fréquenter mais qui s'acharnent à lui en botter la paille. C'est ainsi que l'ardeur de Jean-Marie Le Pen, animateur du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), et des jeunes gens — lycéens et étudiants — aux crânes rasés et aux blousons noirs qui l'accompagnent, n'ont pas l'heure du plaisir à une vieille dame qui avait décidé de les assister d'eau bénite : « pour pas qu'il y ait le diable ! », disait-

elle. Les 1 le diable la prit au mot et alors qu'elle invitait les crânes rasés à « prier et à joindre », ces jeunes gens lui répondirent sans ménagement : « le diable c'est nous ! ».

Le diable semblait aussi impatient d'an découdre. A 11 h 40, certains de ces militants échangeaient quelques horions avec le service d'ordre du Front national, puis, à l'annonce de l'arrivée du cortège traditionnel — celui de l'Action française et des catholiques intégristes, venus de Saint-Augustin, — ils lancèrent une charge violente contre les royalistes, sans gravité toutefois. On vit alors surgir parmi ces jeunes gens belliqueux une pancarte exprimant une sympathie particulière : « Les amis de Barbie ».

Mais cela après tout ne faisait-il pas partie du décor traditionnel ? Comme ce chert à la mémoire des Vendéens de 1793, entendu juste après la Marseillaise de Jean-Marie Le Pen, comme le défilé des « Nouveaux croisés » de Bernard Antony, dit Romaine Marie, député européen du Front national et chef des amitiés Chrétienté-Solidarité, comme la croix celtique et la mise impeccable des membres de l'Œuvre française, de Pierre Sidna, comme les entragas d'enfants blancs et noirs défilant à l'enseigne de la « Calédonie française » ou les chants à l'honneur du Christ-Roi des fidèles de l'abbé de Nantes...

Il eût fallu bien plus que quelques dizaines d'excités, souligne-t-on, pour gâcher cette belle cérémonie ! D'ailleurs, les pontes du Front national ne s'y sont pas trompés : « Non, ce ne sont pas les gens du MNR qui cherchaient le bagarre. On a vu les mêmes au Parc des princes ! Et vous savez d'où ils sortent ? Du métro Saint-Paul, de la rue des Rosiers !... »

R. D.

● M. Giscard d'Estaing s'oppose à la publication du livre de l'empereur Bokassa. — M. Valéry Giscard d'Estaing a chargé son avocat, M^{re} Hervé Cren, de saisir la justice pour obtenir le blocage de la pu-

blication du livre de souvenirs de l'empereur Bokassa, *Ma vérité*. Il souhaite la suppression de passages du livre, jugés par lui diffamatoires et portant atteinte à sa vie privée.

LA DÉCENTRALISATION TROIS ANS APRÈS

Briare : une mairie en toute maîtrise

Dans sa mairie, une élégante bâtisse du dix-huitième siècle, le socialiste Jean Poulain savoure sa réélection aux dernières canonnales. Victoire acquise dès le premier tour, à la surprise générale. La réputation de Briare, qui, dit-on, vote « comme la France », a été sérieusement égratignée à l'occasion de ce scrutin. Lors de sa campagne, Jean Poulain, la quarantaine, un enseignant qui n'a rien d'un dogmatique, a adopté le « profil bas » : aucun sigle socialiste sur ses affiches, une profession de foi rappelant les réalisations de son dernier mandat. La décentralisation ? Pas une seule fois citée.

A première vue, la « grande affaire du septennat » ne remue pas les six mille habitants de la commune. « En principe, l'Etat doit déléguer ses pouvoirs, constate un habitant un peu plus informé. On ne le voit guère. La décentralisation a dû s'arrêter en route entre Paris et Briare. » « Franchement, ce n'est pas la préoccupation », ajoute Claude Pouville, adjoint au maire, communiste et candidat malheureux au dernier scrutin. Briare en ce moment pense surtout à l'emploi, à ses deux jeunes au chômage et à ses immigrés — 17 % de la population — avec qui elle vit jusqu'ici sans problèmes.

Les principales dispositions de la décentralisation n'ont guère franchi le petit écheveau des élus municipaux. « Le président du conseil général est vraiment le patron du département maintenant, c'est lui qui a tiré le gros lot. Le maire, quant à lui, était déjà le patron dans sa commune. A présent, il est un peu plus, avec un Etat moins idyllique. C'est plus un changement d'état d'esprit qui nous est proposé », résume Jean Poulain.

Exemple : l'urbanisme. Dans une commune comme Briare, dotée d'un plan d'occupation des sols (POS), la maîtrise de l'urbanisme incombe directement au maire. Mais la direction départementale de l'équipement (DDE) prenait les décisions avec l'avis des élus. La démarche est inversée. « C'est ce que je souhaitais », précise le maire de Briare. Au lieu de faire un voyage à la DDE à Orléans (150 km aller-retour), ceux qui veulent construire (une trentaine de particuliers par an) déposent simplement leur demande à la mairie. Appréhensible pour l'usage.

Mais faute de pouvoir étoffer ses services techniques, la commune a signé une convention avec la DDE, qui continue d'instruire les permis de construire. Les délais d'obtention sont passés de deux mois à trois semaines. Mais pour être juste, les cinq semaines économisées ne sont pas liées à l'application de la décentralisation. C'est la conséquence d'une mesure de « déconcentration » des services de l'équipement du Loiret qui a permis de créer une subdivision à Briare où les dossiers sont désormais traités : une réforme qui date... d'avant 1981.

Dans le Loiret, 30 % des communes (soit environ 75 % de la population) sont dotées d'un POS. « Les élus ont une bonne sensibilité à l'urbanisme et à sa qualité », note M. Crépét, directeur départemental de l'équipement. La plupart des communes ont signé une convention avec la DDE pour les permis de construire, identique à celle de Briare. Mais un petit noyau de communes plus motivées (moins d'une dizaine encore), utilisant les larges possibilités de la loi, instruisent leurs permis elles-mêmes.

« On les a aidés à se former », ajoute M. Crépét, avant qu'elles ne coupent le cordon ombilical.

Permis de construire,
permis de se plaindre

Ces audaces d'ont pas encore cours à Briare. Sa signature au bas du permis et la DDE désormais utilisée comme simple prestataire de services satisfait pour l'instant M. le maire : « Je n'ai pas rencontré de problèmes avec un administrateur. Avant, c'est vrai, le maire pouvait se retourner derrière la DDE. A présent il s'abrite derrière le POS. Les candidats au permis savent qu'il y a un document qui fait force de loi. La révision du POS, mais c'était en 1980, a fait quelques mécontentements, qui s'en prennent maintenant au maire, alors qu'avant ils s'en prenaient à la DDE », remarque le conseiller. A l'inverse, le maire se plaint des Bâtiments de France, qui continuent selon lui « à exercer un droit régalien ». De la fenêtre de son bureau, il montre le transformateur Louis XV qu'on lui a imposé. « C'est remonté jusqu'à Paris », écrit-il.

Il faut le constater. L'application de la loi sur la décentralisation ne s'est pas accompagnée des tempêtes annoncées. Les élus qui veulent être maîtres chez eux le peuvent désormais. Ceux qui ont peur d'une responsabilité trop lourde peuvent toujours compter sur la DDE. « Beaucoup d'élus se sont fait une montagne de cette affaire du permis. Et puis ils se sont aperçus que dans la pratique le système n'avait pas changé, que la DDE était toujours là. En revanche la loi peut permettre à une nouvelle gé-

ration de maires convertis et bien formés d'assurer la gestion de l'urbanisme d'une façon autonome », explique un fonctionnaire à Orléans.

Voilà pour le côté le plus visible de cet iceberg qui est la décentralisation, dont les élus n'ont pas encore à bien saisir les contours. Au niveau du budget communal, la nouvelle DGE (dotation globale d'équipements) payée par l'Etat, dont les communes usent librement, laisse perplexe Jean Poulain : « Son principe est bon, mais quand on fait les comptes on trouve les mêmes choses qu'avant ». A Briare, la dotation a rapporté cette année 100 000 F, pour un budget de 25 millions dont 8 consacrés à l'investissement. « Notre capacité à investir a été sous-estimée », ajoute le maire. Avant d'attendre quatre ou cinq ans la subvention pour un projet, mais elle était substantielle.

A ses collègues qui réclament davantage de « pouvoirs spéciaux » pour lutter contre la crise, Jean Poulain répond : « C'est dévoyer le rôle des maires que de laisser penser qu'ils ont en charge l'activité économique de leur ville. On risque de créer des situations de concurrence sauvage entre les communes. Contentons-nous de créer de bonnes conditions d'accueil. » Exemple : la mairie est intervenue lors de la dernière fermeture d'une entreprise locale, la société Marzal-Saxby, qui fabriquait des charnières d'élevateurs et qui a fermé ses portes en 1984. Le municipalité a racheté les 6 000 mètres carrés de l'usine. Moyennant la promesse de créer quarante emplois, un industriel va s'en porter acquéreur à des conditions avantageuses. « Je lui ai fait un cadeau », estime Jean Poulain.

Mais le « négoce », ce n'est pas mon job, je ne veux pas municipaliser l'action économique. »

S'il est un domaine où la décentralisation ne changera guère les habitudes, c'est bien celui des interventions qui sont demandées au maire. Mais les bouleversements hiérarchiques à la tête du département ont modifié le « parcours du combattant » de Jean Poulain. Certes il « monte » toujours à Paris en cas d'urgence : c'est ce qu'il a fait « sans succès » lors de la fermeture de Marzal, mais presque tous ses chemins mènent à Orléans, à l'hôtel du conseil général, que préside d'une façon indiscutée le sénateur centriste Kléber Malécot. Jean Poulain trouve de moins en moins selon lui d'interlocuteurs à la préfecture. Quant à la sous-préfecture à Montargis, il en « grille », désormais carrément « l'étau ».

RÉGIS GUYOTAT.

Les mécomptes de Bordeaux

La décentralisation, on en parle beaucoup, mais on ne l'a pas encore vue.

C'est la constatation de la mairie de Bordeaux, c'est un mot qu'on a balancé pour dire aux maires qu'ils étaient des types bien. En fait, c'est toujours Marianne qui porte la culotte. (...) Autrefois, on présentait un projet. Si l'Etat était d'accord, il nous subventionnait finalement autour de 20 %.

Aujourd'hui, nous avons toute liberté théorique et une subvention de 2,2 % pour toutes les opérations non subventionnables par ailleurs. »

crise grave avec l'aide des collectivités locales.

« La décentralisation, dire un autre fonctionnaire de la mairie de Bordeaux, c'est un mot qu'on a balancé pour dire aux maires qu'ils étaient des types bien. En fait, c'est toujours Marianne qui porte la culotte. (...) Autrefois, on présentait un projet. Si l'Etat était d'accord, il nous subventionnait finalement autour de 20 %.

Aujourd'hui, nous avons toute liberté théorique et une subvention de 2,2 % pour toutes les opérations non subventionnables par ailleurs. »

Défaillance de la région

C'est ainsi que pour la rénovation du quartier Saint-Michel, dans le secteur sauvegardé de Bordeaux, la ville s'est trouvée confrontée à des partenaires qui, par le biais d'un contrat de plan, l'ont obligée à augmenter ses engagements. « On nous a donné une mission », explique Hugues Martin, vice-président de la communauté urbaine, chargé de l'urbanisme. « La région a été engagée pour 1,2 million sur cinq ans, alors que nous avions besoin de 5,6 millions. Finalement, j'ai eu mon argent grâce au département, mais la ville est passée d'un engagement de 11 millions à 18 millions par suite de la défaillance de la région et de l'Etat. »

Le grand inépuisable de l'agglomération bordelaise est de voir l'Etat se désengager des grands projets qu'il subventionnait. « Pour l'instant, dit M. Martin, nous n'avons pas pris de retard parce qu'il faut du temps pour arrêter les gros bateaux. Mais déjà le freinage est perceptible. » A preuve ce qui se passe

pour la sauvegarde du patrimoine : « Si nous avions la possibilité d'affecter les 18 millions de francs de notre préfinancement obligatoire à ce patrimoine, on sauverait beaucoup d'édifices en déshérence. Au contraire, nous avons les plus difficiles pour faire le strict minimum. On aurait dû nous donner cette liberté, en fin de compte les tout petits crédits qui nous permettent que trois mois de travaux et obligent, le reste du temps, à payer des échafaudages vides. »

La cathédrale Saint-André, en réfection depuis des années visible depuis les fenêtres de la mairie, illustre cette affirmation.

Dans la forme, les choses ont changé mais pas la réalité, dit en conclusion Hugues Martin.

« Transfert des compétences, d'accord, mais c'est l'Etat qui décide, fixe le cadre dans lequel nous pouvons évoluer en liberté surveillée. L'exemple le plus constantment avancé est celui de la fiscalité. La réforme de 1974 n'avait pas laissé aux élus locaux la liberté de moduler la fiscalité locale. Ils le peuvent depuis 1981, mais sont « encadrés » dans des règles extrêmement contraignantes. Autre motif de réclamation, l'encadrement des tarifs des transports urbains et des services. « On nous dit que nous ne devons pas en moyenne augmenter nos prix de plus de 3 %. Pour les cantines scolaires, nous avons eu droit à 4 %, quand les cantines alimentaires avaient augmenté de 8 %. La différence, il a bien fallu la prendre quelque part. »

Autant de faits qui font dire à Jacques Chaban-Delemas, quand il parle de la décentralisation devant les élus communistes, qu'il s'agit moins d'un transfert de pouvoir que d'un transfert d'impopularité.

PIERRE CHERRUAIL.

● M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, a regretté, dimanche 12 mai, que M. Chirac ait refusé d'être premier ministre en 1986 si le RPR était en tête dans l'éventuel succès de l'opposition (*Le Monde* du 7 mai). « Si l'on veut préparer la candidature de Jacques Chirac à la présidence de la République, je crois qu'il est nécessaire que Jacques Chirac assume les responsabilités gouvernementales après

1986. » An sujet de ses relations avec le président du RPR, M. Seguin a déclaré : « Je fais une différence entre l'ouvrage de Jacques Chirac, qui lui a souvent présenté des vues erronées, et Jacques Chirac lui-même, avec qui j'ai toujours eu de bonnes relations personnelles. Je constate que très souvent mes prises de position ont fait grand bruit au sein du RPR, et qu'elles sont passées dans le langage com-

mun. Par exemple, l'idée que les socialistes avaient changé après 1982. Aujourd'hui, tout le monde constate qu'il y a eu un revirement de la politique socialiste. » Il a ajouté : « Je souhaite le départ de François Mitterrand depuis le 10 mai 1981, mais je ne l'exige pas. Les Français ont voté pour lui, il est élu pour sept ans, il faut donc respecter les institutions de la République. »

Un sondage de l'IFOP

MM. FABIUS ET BARRE
PERDENT QUATRE POINTS

Le baromètre mensuel IFOP-*Journal du dimanche* enregistre, en mai, une baisse de l'indice de satisfaction du premier ministre. Cette baisse de quatre points est la plus forte depuis la nomination de M. Laurent Fabius à Matignon. D'après ce sondage, réalisé du 30 avril au 7 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1 804 personnes, 37 % des Français (au lieu de 41 % le mois dernier) se déclarent satisfaits de M. Fabius. Le nombre des mécontents passe, dans le même temps, de 31 % en avril à 33 %.

Le président de la République, pour sa part, satisfait autant de Français que le mois dernier (33 %) et en mécontente un peu moins (49 % au lieu de 50 %).

A l'indice de popularité des personnalités politiques de l'opposition, M. Barre, qui n'obtient 44 % d'opinions favorables, perd quatre points par rapport à la précédente enquête de l'IFOP. Il cède ainsi la première place à M^{me} Simone Veil (46 %), qui reste stable. M. Valéry Giscard d'Estaing (34 %) perd lui aussi quatre points tandis que M. Chirac (32 %) en gagne deux.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur le :

FORMATION
PROFESSIONNELLE

Envoyer 30 F (libres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE

Il y trouveront une sélection
des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien

50 من الاموال

ANS APRÈS
ute maîtrise

Lancé par le Groupe Expansion
en association avec
Ouest-France, le premier
numéro de
L'ENTREPRISE
vient de
paraître.

L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Voici un nouveau magazine qui se consacrera exclusivement aux 525.000 moteurs de notre économie, qui assurent sa croissance et ses emplois : les entreprises. A ceux qui entraînent ces moteurs, il faut un carburant qui se fait rare : l'esprit d'entreprise. Cet esprit est, bien plus que le pétrole, notre source première irremplaçable d'énergie. L'esprit d'entreprise, c'est un cocktail d'envies : celles du pari et du risque, de l'autonomie et de la responsabilité, du profit et du capital, de l'innovation et de la différence. Toutes convergent vers le goût du changement, comme opportunité, comme levier, comme défi, comme méthode. Ceux qui ont l'esprit d'entreprise sont à l'opposé de ceux, hélas majoritaires qui redoutent le changement. Au contraire, ils le recherchent et l'exploitent. Ce sont les lecteurs de L'ENTREPRISE. Leur préoccupation est moins la connaissance que l'action. Par rapport à L'Expansion qui vise à mieux comprendre le monde et l'économie, L'ENTREPRISE se fixe d'aider ses abonnés dans l'acte le plus quotidien de leur vie professionnelle : décider. Ces décideurs, nos lecteurs, sont aux commandes, quel que soit leur poste. Patrons-propriétaires, cadres dirigeants, entrepreneurs ou PDG, ils ont les mains sur les manettes, et connaissent souvent la fameuse solitude du pouvoir. L'ENTREPRISE saura se mettre à leur place pour capter ce qui peut leur être utile : informations, exemples, idées ou encouragements. Qu'ils se reconnaissent dans nos pages et nous aurons gagné notre pari... et créé une nouvelle entreprise.

JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER

Ce nouveau magazine ne sera pas disponible chez les marchands de journaux.

Seuls les abonnés pourront le recevoir, pour un tarif de 197 F par an pour 11 numéros.

Toutefois, et à titre exceptionnel, si vous voulez prendre connaissance de ce premier numéro, vous le recevrez en adressant un chèque de 30 F et votre carte de visite à :

L'ENTREPRISE - Numéro 1 - 67, avenue de Wagram - 75017 PARIS

LE MAGAZINE DE CEUX QUI ONT L'ESPRIT D'ENTREPRISE.



société

Plus de cinquante morts dans l'incendie d'un stade de football en Angleterre Le gouvernement met à l'étude de nouvelles règles de sécurité

Londres. — Le ministre de l'Intérieur devait intervenir, lundi après-midi 13 mai, à la chambre des Communes, pour tirer les premières leçons de la catastrophe qui a eu lieu, deux jours auparavant, sur un stade de football de Bradford, dans le nord de l'Angleterre (Yorkshire), où cinquante-deux personnes au moins ont trouvé la mort dans l'incendie d'une tribune. On décomptait aussi cinquante-cinq blessés et vingt-quatre disparus.

Le gouvernement et les collectivités locales, dans l'ensemble du pays, doivent prendre des mesures provisoires pour éviter qu'une pareille tragédie ne se reproduise, et vont entreprendre une vaste enquête pour redéfinir les règles de sécurité dans des installations sportives souvent vétustes et inadéquates. M^{rs} Thatcher l'a laissé entendre en faisant savoir combien elle avait été « choquée » par l'impressionnant spectacle des images de l'incendie à la télévision.

Sous leurs différents aspects, la gestion et l'organisation du football britannique, en partie victime de son succès populaire (l'assistance sur les stades est actuellement plus grande en Grande-Bretagne qu'en France), sont de nouveau en cause, alors que, depuis le début de l'année, on discutait à l'échelle des moyens de contenir un regain de violence extrême de la part de certains spectateurs. Sur ce point, les méthodes d'encadrement, les mesures de sécurité, les règles, au prix d'une vive polémique dans tout le pays, devront, elles aussi, être complètement révisées.

Mais c'est un tout autre danger que celui du déchaînement endémique des « hooligans » (voyous), qui aurait dû être prévenu, le samedi 11 mai, sur le terrain du club de Bradford-City. C'était la dernière partie de la saison, des ouvriers devaient commencer, lundi matin 13 mai, des travaux d'aménagement importants, évalués à 240 000 livres (près de 4,5 millions de francs), pour améliorer l'accès et l'évacuation du public dans la grande tribune, dont il ne restait plus aujourd'hui qu'un anneau de poutres calcinées. Ces dispositions devenaient obligatoires, car l'équipe de Bradford-City, victorieuse en troisième division, était promise dans la catégorie supérieure pour la saison prochaine. De telles obligations ne s'imposent actuellement qu'aux clubs de première et

deuxième division censés accueillir un plus grand nombre de spectateurs; elles correspondent à des règles qui ont été renforcées par le gouvernement en 1973, deux ans après la mort de soixante-six personnes dans un stade de Glasgow. Depuis lors, les gradins des installations visées doivent pouvoir être évacués en moins de deux minutes et demie.

Une construction en bois

Si les travaux prévus à Bradford avaient été réalisés plus tôt, les conséquences du drame auraient peut-être été moins lourdes. Mais rien n'est moins sûr. « C'était du bricolage », déclarait un des dirigeants des pompiers qui sont intervenus samedi pour combattre l'incendie, alors qu'il était déjà beaucoup trop tard. La tribune, où se trouvaient environ trois mille personnes, était essentiellement faite de bois et sa construction datait de 1908.

A partir du moment où les premières flammes se sont déclarées à l'une des extrémités des gradins, le feu s'est étendu à la totalité de l'édifice, et notamment à la toiture, avec une incroyable rapidité, comme l'a montré le reportage de l'équipe de télévision qui était sur place pour faire le résumé du match. Le document est accablant: le sinistre, un départ très localisé, ne paraît pas très inquiétant et semble pouvoir être circonscrit, mais en moins de quatre minutes tout s'est écroulé.

Les occupants des rangées les plus proches de la pelouse ont pu gagner celle-ci en escaladant trois barrières ou murs destinés d'ordinaire à contenir les « supporters » trop enthousiastes ou en colère. Ces obstacles n'étaient toutefois pas aussi franchissables qu'ils le paraissent: les immenses grilles désormais dressées dans quelques-uns des principaux stades anglais pour y séparer les joueurs du public. Les personnes qui étaient dans la partie supérieure des gradins ont refusé vers les issues qui étaient toutes situées au sommet de la tribune et dont le nombre aurait dû être augmenté au cours des travaux que l'on s'apprêtait à entreprendre. Ces ouvertures donnaient sur un unique couloir longeant la tribune et débouchant sur des portes qui avaient été bloquées aussitôt

De notre correspondant

Après le commencement du match pour empêcher l'entrée des resquilleurs; une pratique qui s'avère être courante dans presque tous les stades, ainsi que l'ont reconnu des représentants de la Football Association, l'organisme qui réunit l'ensemble des clubs.

C'est là que la plupart des victimes ont été prises au piège, des enfants et des personnes âgées, en majorité. Cinquante-deux morts: ce chiffre était encore, lundi matin, loin d'être définitif. Plusieurs des cinquante-cinq blessés alors hospitalisés étaient dans un état « critique », et vingt-quatre personnes étaient toujours portées disparues. Quarante-huit heures après, le décompte des victimes demeurait approximatif, car deux corps seulement avaient pu être identifiés.

L'avertissement des pompiers

L'ensemble de la presse a souligné, lundi, qu'il y a six mois la municipalité de Bradford, sur un rapport des pompiers, avait averti les dirigeants du club de l'état inquiétant de la sécurité sur leur stade. Ces dirigeants se défendaient maintenant en faisant remarquer qu'ils avaient, depuis longtemps, réclamé une aide des autorités locales pour la rénovation de leurs installations. Comme d'autres responsables de clubs, ils se plaignent des conditions financières et fiscales qui leur sont imposées, et ils réclament une réforme de struc-

ture dans un sport où, admettent-ils, l'on dépense souvent beaucoup plus d'argent pour obtenir les services de certains joueurs (même amateurs) que pour l'accueil du public.

Le Daily Express estime à vingt-trois le nombre des stades de football qui sont encore équipés de tribunes datant d'avant la première guerre mondiale et six de ces bâtiments sont entièrement en bois. Le journal considère que le gouvernement devrait ordonner la fermeture immédiate de ces édifices.

M^{rs} Thatcher qui avait créé, le mois dernier, un « état-major » spécial pour étudier des mesures nouvelles afin de lutter contre les débordements de violence de plus en plus fréquents sur les terrains de football, va devoir demander une réorientation des recherches dans ce domaine, car elles vont actuellement à l'encontre de la sécurité des spectateurs comme tend à le prouver la catastrophe de Bradford. Le club londonien de Chelsea, par exemple, a déclenché récemment une très vive controverse en installant autour de la pelouse de son stade un haut grillage surmonté d'une ligne électrifiée pareille à celle que l'on utilise dans les enclos pour le bétail. La mise sous tension de ce dispositif a été incriminée, mais la défense n'en a pas moins à celle d'un camp de concentration. On a osé imaginer quel aurait été le bilan de la catastrophe de Bradford si le club local s'était inspiré de ce modèle.

FRANCIS CORNU.

LE DROIT D'ASILE DES RÉFUGIÉS POLITIQUES

Des médecins face à la torture

La quatrième réunion internationale des professionnels de santé participant aux soins pour les victimes de la torture s'est tenue le 11 mai, à Paris, sous la présidence de M^{me} Simone Veil. Elle a été l'occasion pour les représentants de neuf pays (1) d'étudier et de comparer les différents moyens mis en œuvre pour accueillir les victimes de la torture, apaiser leurs souffrances et rendre de nouveau possible leur insertion familiale et sociale. Une insertion sociale d'autant plus difficile, rappelle le docteur Jorge Barudy (du collectif latino-américain de travail psychosocial, Bruxelles), qu'environ 80 % des réfugiés politiques sont actuellement au chômage.

Pour les professionnels de santé, un des problèmes les plus difficiles posés par l'accueil des victimes de répression concerne la rédaction des certificats médicaux décrivant les séquelles de torture. « Dans la plupart des cas », souligne le docteur Hélène Jaffé, présidente de l'Association pour les victimes de la répression en exil (AVRE), les séquelles physiques sont insupportables. Et pourtant, nous avons la certitude que la personne qui se trouve en face de nous dit la vérité et qu'elle a bien été physiquement torturée. Dès lors, comment traduire par des mots ce qui n'est bien souvent qu'un sentiment subjectif ? »

Cu véritablement c'est du conscience, décrit par de nom-

breux médecins au cours du colloque, s'applique par l'importance que revêt ce certificat médical en vue de l'obtention du droit d'asile politique. Au cours de ces dix dernières années, l'OFFRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) a vu passer le nombre des demandes de droit d'asile de mille à vingt-quatre mille par an. Dans ces conditions, que faire ? En l'absence d'une preuve physique, visible, de la torture dont fait état le réfugié, le médecin peut-il dépasser son rôle purement descriptif d'observateur minutieux et objectif et faire état de « son intime conviction » ? Afin d'éviter ce recours à la subjectivité, les Américains ont essayé de définir des syndromes liés aux désordres psychologiques engendrés par la torture, mais ce type de démarche systématique, par trop réductrice n'est pas, de l'avis du docteur Hélène Jaffé, très satisfaisant. Faut-il alors suivre les recommandations du docteur Klein, de l'université de Jérusalem, qui a dit, un jour, que seule la poésie pouvait permettre de trouver les mots traduisant l'expression du visage de celui qui a été torturé ?

FRANCK NOUCHI.

(1) Allemagne de l'Ouest, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Hollande, Philippines, Royaume-Uni.

RELIGION

Le pape ouvertement critiqué

(Suite de la première page.)

Contrairement à son habitude, Jean-Paul II est resté enfermé dans sa « papamobile » pour éviter les poussoirs qui défilent dans leurs costumes traditionnels devant la cathédrale Saint-Jean récemment restaurée pour l'occasion. Le peuple a-t-il boudé le pape à cause de la psychologie de l'attitude empreinte par les médias ou pour exprimer son mécontentement devant la récente nomination de Mgr Ter Schure ?

Toujours est-il que dans son allocution prononcée dans la cathédrale, dont il venait de consacrer l'autel, Jean-Paul II a fait allusion à sa mission de réconciliation dans une Église divisée. « Le pape tente de comprendre le vie d'une Église locale », a-t-il dit, il s'informe et demande conseil comme cela est prévu dans le droit canonique et les traditions ecclésiastiques. Vous comprendrez bien que parfois les opinions exprimées sont divergentes. Finalement c'est un pape qui revient de prendre la décision. Croyez-moi chers frères et sœurs, cela me fait mal de savoir ces souffrances. Mais soyez convaincus que vraiment j'ai écouté, j'ai écouté, j'ai écouté. J'ai jugé le plus sage. C'est la première fois que Jean-Paul II se justifie ainsi en public de la nomination d'un évêque. Autre geste d'apaisement annoncé spontanément par le pape à ses proches dans l'avion: sa décision de rendre visite au cardinal Alfrink, ancien primate des Pays-Bas, à son domicile, car il est âgé et malade.

« Désobéir par fidélité critique »

Le même désert attendait le pape le lendemain matin dimanche à Utrecht. Là, Jean-Paul II a passé la journée à l'intérieur du Palais des expositions pour rencontrer différents groupes de croyants. Sa seule sortie — une traversée de la rue en « papamobile » pour se rendre à la messe où il a célébré la messe — fut perturbée par quelques centaines de manifestants. Des jeunes, pour la plupart, affichaient des drapeaux hostiles comme « En finir avec le pape », « Vive le Nicaragua », et « Cela nous coûte cher de croire », et lançaient des pétards ou des boules de feu, dont une se logea dans la roue du véhicule pontifical. Dans la ville, des manifestations plus violentes avaient eu lieu, et des jeunes, déguisés en prêtres ou en évêques, avaient été repoussés par des policiers avec casques et boucliers, qui lançaient des grenades lacrymogènes.

Dans le Palais des expositions cependant, le pape avait dû faire face à une offensive tout aussi déterminée, même si elle fut pacifique. Tout d'abord M^{me} Wasser, présidente du conseil des missions et membre actif de Pax Christi et du mouvement antinucléaire Femmes pour la paix, a prononcé une allocution sur l'action missionnaire néerlandaise, où elle citait comme exemple Mgr Romero (évêque assassiné au Salvador) et

Dom Helder Camara, louait les « Américains de base » en Amérique latine et plaçait en faveur de la théologie de la libération.

Puis, laissant son texte — tout comme la sœur Theresa Kane l'avait fait devant le pape aux États-Unis et Barbara Engel en Allemagne, — M^{me} Wasser a critiqué vertement « à titre personnel », l'attitude de l'Église face à la collaboration des jeunes, aux divorcés, aux homosexuels, aux prêtres mariés et aux femmes. « L'évolution récente en certains domaines de notre Église, a-t-elle conclu, a contraint nombre d'entre nous, par fidélité critique et par obéissance à l'Évangile, à désobéir aux instances ecclésiastiques. »

Jean-Paul II, visiblement mécontent, n'a pas répondu à ces critiques, se contentant de répondre que son discours qu'il « une Église particulière qui se convertit des autres Églises, oubliant le caractère universel de l'Église du Christ, s'appauvrirait dans sa dimension ecclésiale ».

La distinction entre prêtres et laïcs

Les deux dernières rencontres du pape avec les représentants des organisations sociales, puis avec les prêtres et les collaborateurs ont donné lieu à de nouveaux échanges accablés. La première avait été boycottée par plusieurs groupes, dont la Fédération nationale des religieuses et la Fédération néerlandaise des syndicates, en signe de solidarité avec M^{me} Catherine Halkes, théologienne féministe qui avait été exclue de la rencontre par M^{me} Simonis. Lors de la dernière rencontre avec les représentants des paroisses, Mgr Ernst, évêque de Bréda, n'a pas hésité à évoquer « ceux auxquels leur appartenance à l'Église apporte la souffrance, ce qui pousse certains à quitter l'Église », avant de faire un plaidoyer en faveur des « croyants, hommes et femmes, qui choisissent nombreux d'exercer un travail pastoral à temps plein et, après avoir reçu mission de l'évêque, d'aider les prêtres dans leur tâche. » « Ces personnes », a conclu l'évêque, portent le nom de « travailleurs pastoraux » et leur action est grandement appréciée par les croyants et les évêques. »

Sans reprendre le terme de « travailleurs pastoraux », Jean-Paul II a rappelé la distinction « de nature et non seulement de degré » entre prêtres et laïcs, avant d'affirmer que les laïcs « responsables de tâches pastorales » ne doivent ni « devenir de simples fonctionnaires de l'Église ni s'arroger des tâches réservées aux prêtres et aux diacres ».

Dialogue de sourds ? Pas vraiment. Jean-Paul II a écouté de nombreux discours souvent contestataires avant de rappeler les principes qu'il défend partout. Ce qui est nouveau cependant, c'est qu'il a accepté d'écouter avant de parler, même si le courant ne passe pas encore.

ALAIN WOODROW.

EN BREF

L'affaire du CHU de Poitiers

Les défenseurs du docteur Diallo ont déposé une requête en suspension légitime à l'encontre du juge hevrard.

Une requête en suspension légitime a été introduite par les avocats du docteur Bakari Diallo à l'encontre du juge d'instruction, M^{me} Pierre-Henri, dans l'affaire de la mort de Nicole Berneron au CHU de Poitiers, le 30 octobre dernier. Le docteur Diallo a été inculpé d'assassinat, comme le docteur Archambeau, en novembre dernier, après le décès de la jeune femme, qui venait de subir une intervention bénigne. Les deux anesthésistes avaient été écroués, puis remis en liberté provisoire le 13 décembre. La requête des défenseurs du docteur Diallo vise à obtenir de la Cour de cassation que le juge soit dessaisi du dossier.

Six mois après la mort de Nicole Berneron, une autre jeune femme, Marcelle Trifol, est morte, elle aussi, dans le même service ORL du CHU de Poitiers. Les causes de ce nouveau décès restent à éclaircir.

● Attentats en Corse. — Quatorze attentats à la bombe ont eu lieu dans la nuit du 10 au 11 mai, près de Bastia, dans le nord de la Corse. Ces attentats, qui n'ont pas été revendiqués mais que la police attribue au Front de libération nationale de la Corse (FLNC), n'ont pas fait de victimes; les dégâts matériels, en revanche, sont importants.

Dimanche 12 mai, en plein jour, le cabinet d'un kinésithérapeute, M. Lanfranchi-Quaranta, a été plongé au centre d'Alajaccio. Enfin, trois autres attentats à l'explosif ont eu lieu dimanche avant minuit contre les bureaux d'une société commerciale, ceux des douanes et ceux du Crédit agricole à Propriano (Corse-du-Sud).

● Agression contre un animateur de SOS-Racisme. — Le responsable régional de SOS-Racisme en Aquitaine, Abdou Chouli, vingt ans, affirme avoir été blessé à l'œil, le 10 mai à Bordeaux, par un inconnu se réclamant du Front national, et indique qu'il a déposé une plainte contre X pour coups et blessures et violence à caractère raciste.

(Publicité)

L'Association départementale de Paris du Mouvement français pour le planning familial convoque ses adhérents à son assemblée générale annuelle le mardi 28 mai 1985, 10, rue Vivienne, 75002 Paris, à 19 heures.

Peine aggravée en appel pour un gourou

Michel Ballias, quarante-quatre ans, plus connu sous le pseudonyme de « Suhridan Sarva Duktaman » (l'ami de tous les êtres), a été condamné à trois ans de prison par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui a rendu son arrêt le 10 mai dans la nuit.

Il était poursuivi pour non assistance à personne en danger, après la mort de l'un de ses adeptes diabétique et avait été condamné en première instance, le 17 janvier 1985, à deux ans de prison. Ancien représentant de commerce, le gourou imposait à ses fidèles une vie ascétique; et surtout un régime draconien composé uniquement de fruits et de citrouilles. Cette cure avait été fatale, le 10 juin 1980, à Thierry Villa, vingt-six ans, diabétique depuis l'adolescence.

Trois jeunes femmes dévouées à Michel Ballias étaient aussi poursuivies. Le tribunal correctionnel les avait condamnées à six mois de prison avec sursis, leur peine a été réduite à trois mois avec sursis.

● Manifestation d'insoumis à Paris: treize interpellations. — Une vingtaine de militants du Comité de soutien aux insoumis ont manifesté, samedi 11 mai, en début d'après-midi, devant le Palais de justice de Paris. Treize personnes ont été interpellées par la police.

Vers 14 heures, tandis que l'un d'eux s'enchaînait aux grilles du Palais de justice, d'autres militants déployaient une banderole où l'on pouvait lire: « Solidarité avec les insoumis », et distribuaient des tracts dénonçant « l'embarcadement des citoyens » et la nouvelle loi d'orientation militaire « qui maintient les réfractaires en prison ».

Les militants interpellés ont été conduits au commissariat central du Palais-Royal pour vérification de leur identité, puis ils ont été relâchés.

NOUVEAU

Formateurs, enseignants, acteurs sociaux... Des vidéos conçues par des spécialistes.

Thèmes:

- L'ENCYCLOPÉDIE DIBEROT
- LA DÉCENTRALISATION
- LES LOIS AUROUX
- LE RACISME

Documentation gratuite Projections à la demande

POLYNOME
27, rue du Pont-Neuf
75001 PARIS
Tél. (1) 221-47-67

LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Légers incidents dans plusieurs prisons de province

Quelques mouvements sporadiques ont agité les prisons de province au cours du week-end. A Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) la police et la gendarmerie sont intervenues, dimanche, dans la prison, où il ne restait plus aujourd'hui qu'un anneau de poutres calcinées. Ces dispositions devenaient obligatoires, car l'équipe de Bradford-City, victorieuse en troisième division, était promise dans la catégorie supérieure pour la saison prochaine. De telles obligations ne s'imposent actuellement qu'aux clubs de première et

Saintes (Charente-Maritime), une trentaine de détenus ont occupé le toit pendant quelques heures avant de regagner leurs cellules de leur propre initiative. Enfin, cinquante et un détenus de la maison d'arrêt d'Alajaccio ont observé, dimanche, une « grève de la gamelle ».

M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, a souligné, le 11 mai à Lille, en discutant avec des familles de détenus devant la prison de Loos, que « Les détenus puissent se constituer en associations qui dépassent le cadre culturel, qu'ils aient des délégués capables de parler de leurs problèmes ». M. Jouffé a encore proposé de multiplier les autorisations de sortir et de favoriser les contacts entre les détenus et leurs familles.

A MONTCEAU-LES-MINES

Les otages de la mosquée

L'homme s'est présenté comme journaliste du quotidien local *Le Courrier de Sedan-et-Laure*. Il est arrivé à l'heure de la prière à la mosquée du Montceau-les-Mines, et a demandé à interviewer les fidèles « pour calmer les esprits » après le meurtre par un Marocain, le 3 mai, dans un bureau de poste de la ville, du lu postière, M^{me} Christiane Baudot, et d'une cliente (le Monde daté 5-6 mai). « Pourquoi les immigrés n'ont-ils pas envoyé une délégation aux otages », a-t-il demandé. Et en corbeille: « Que pensez-vous de la peine de mort ? »

Puis le « journaliste » est sorti de la mosquée et est revenu avec une carabine 22 long rifle non chargée. « Désolé, les gens, vous êtes bien gentils, mais je vous prends en otage jusqu'à ce qu'il me livrent l'assassin et que le tue moi-même. » Deux de ses « otages » sont parvenus sans mal à le désarmer.

Patrick Magnin, trente et un ans, était, en fait, le mari de la sœur de Christiane Baudot. Il a été inculpé, le 11 mai, de vol de fait sous la menace d'une arme. Le meurtrier, Youssef Idries, vingt-cinq ans, qui a reconnu les faits, avait été inculpé d'homicides volontaires et de vol avec arme, et écroué à Chalon-sur-Saône.

L'ADOLESCENT BLESSÉ DANS UN SUPER-MARCHÉ

L'état de santé de Norbert Royer, quinze ans, blessé dans un supermarché d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle) le 4 mai « reste grave », selon un communiqué du procureur de la République de Metz. L'adolescent avait été soupçonné d'avoir volé un bouteille de whisky. Avec deux camarades qui l'accompagnaient, il aurait été roué de coups par le directeur de l'établissement, et tous trois ont été conduits au commissariat de Jœuf.

Le parquet a ouvert une double information pour coups et blessures volontaires et pour vol à la suite des plaintes contradictoires déposées par les parents de la victime et par le directeur du supermarché.

Celui-ci conteste les faits rapportés par les trois jeunes gens; il affirme qu'un quatorzième jeune s'était enfui en emportant des bouteilles volées et qu'il a « poussé un peu fort ». Norbert Royer qui est tombé sur le coin d'un bureau.

هكذا من الأصل

Deux avis du Comité national d'éthique

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a rendu publics, lundi 13 mai, deux avis importants. L'un concerne le dépistage du SIDA chez les donneurs de sang. Le groupe de trente-cinq sages, présidé par le professeur Jean Bernard, estime « indispensable » le dépistage du SIDA chez les donneurs

de sang, à condition que ces donneurs en soient « au préalable informés ». L'autre avis a trait à l'organisation des diagnostics anténatals. Le groupe recommande au gouvernement la création de « centres agréés de diagnostic prénatal », seuls habilités à décider, à partir d'examen

biologiques ou échographiques, de la légitimité des interruptions volontaires de grossesse pour raisons médicales.

Si le premier avis pose avant tout des problèmes de nature technique, le second, en revanche, par l'ampleur des questions qu'il soulève, devrait provoquer de nombreuses réactions.

● SIDA : le droit à la vérité

Le SIDA incite à la précipitation. Le Comité national d'éthique avait été saisi, le 6 février dernier, par la recherche systématique des anticorps (anti-SIDA) chez les donneurs de sang, recherche que le Comité estime « indispensable ».

An plan éthique, l'une des questions posées concerne le donneur de sang. A-t-il le droit de connaître une vérité (le fait qu'il ait été en contact avec le virus du SIDA...) qu'il n'a pas lui-même sollicitée ? Le Comité national d'éthique estime que « le donneur, en se présentant au centre de transfusion, sollicite, au moins implicitement, une vérité : sur la qualité de son sang. La réponse est un droit pour lui. On pourrait même soutenir qu'elle est un élément de son contrat avec le centre ».

En conclusion, le Comité écrit : « La réflexion éthique nous conduit à formuler l'avis qu'il convient de mettre le donneur de sang reconnu séropositif en face de toutes ses responsabilités à la fois personnelles et relationnelles (...). La démarche auprès d'un centre de transfusion doit le rendre moins vulnérable qu'un autre à une information de cette nature assortie de ses conséquences éventuelles. Devant la constatation d'une séropositivité, et compte tenu de la possibilité d'une grave évolution de l'infection et des risques de diffusion de la maladie, le Comité estime que le médecin du centre de transfusion doit observer une attitude de totale franchise à l'égard de l'intéressé, qui sera informé de ses responsabilités ».

● Avortements thérapeutiques : des centres agréés de diagnostic

Les malformations congénitales et les maladies héréditaires représentent dans les pays industrialisés une des premières causes de mortalité et de morbidité pendant l'enfance. Elles sont un malheur pour l'individu, une épreuve affective et un fardeau économique pour les familles et pour la société. Face à ce constat, le comité explique que, depuis une dizaine d'années, diverses techniques (comme l'amniocentèse ou les examens échographiques) permettent le diagnostic prénatal d'un nombre important et croissant de ces anomalies.

Pour l'essentiel, les questions naissent d'un véritable divorce entre le pouvoir diagnostique croissant et l'impuissance thérapeutique. Car, si le diagnostic prénatal, lorsqu'il permet de conclure à l'absence d'anomalie héréditaire, est de nature à dissiper les angoisses de certains parents, il peut aussi révéler l'existence d'anomalies qui sont actuellement hors d'atteinte des ressources thérapeutiques.

« L'application du diagnostic prénatal des anomalies génétiques du fœtus », rappelle le Comité d'éthique, « est donc étroitement liée aux problèmes moraux posés par l'interruption de grossesse. La décision de prendre, c'est-à-dire le choix entre l'interruption volontaire de grossesse et la naissance d'un enfant plus ou moins profondément handicapé, met en cause la conception que chacun se fait de la vie et de la personne humaine (1) ».

Au chapitre de l'utilisation qu'il conviendrait, selon lui, de faire du diagnostic prénatal, le Comité d'éthique recommande l'organisation de « centres agréés », afin de « conserver à ces diagnostics biologiques et échographiques la qualité de rigueur qu'ils ont déjà pu avoir ».

En pratique, aucune décision d'avortement thérapeutique ne pourrait être prise sans consultation préalable d'un centre agréé : l'accord signé des deux médecins, que requiert la loi du 17 janvier 1975, devrait comporter en moine la signature d'un médecin appartenant à un tel centre. Point important : « Les mêmes règles doivent être appliquées aux interruptions décidées après des diagnostics réalisés avant la douzième semaine de gestation ».

Le risque de banalisation

Que faut-il (que faudra-t-il) dépister avant la naissance ? « Il n'est souhaitable », estime le Comité, « de favoriser le recours au diagnostic prénatal que dans les cas où la probabilité d'erreur de l'examen est suffisamment faible pour entraîner une certitude ou une quasi-certitude sur l'existence d'une anomalie génétique. Il est recommandé que les pouvoirs publics ne financent le diagnostic prénatal que dans ces hypothèses. Ce financement devrait permettre l'égal accès de tous à cette technique souvent très coûteuse ».

« Le prix Galien de la recherche pharmaceutique a été remis, pour 1985, aux laboratoires Wellcome, pour la mise au point d'un médicament contre l'herpès, l'Acyclovir, et au professeur Luc Montagnier et son équipe de l'Institut Pasteur pour leurs travaux sur le virus LAV du SIDA ».

Soucieux d'émettre un avis tenant compte des fautes avancées techniques, le comité écrit : « Afin d'éviter les utilisations médicalement injustifiées et les erreurs qui pourraient résulter de l'utilisation généralisée de « trousses » permettant le diagnostic du sexe ou de maladie génétique dès la neuvième semaine de gestation, il est recommandé d'appliquer à ces « trousses » de réactifs à portée génétique une législation qui s'inspire des mêmes principes que celle qui s'applique à la mise sur le marché de nouveaux médicaments ou aux médicaments dangereux ». Et plus loin : « Pour préserver le secret médical et néanmoins aider aux diagnostics prénatals il est essentiel de créer des registres spécialisés, informatisés, mais dont l'usage devrait être rigoureusement soumis à réglementation ».

La résidie sans doute l'un des aspects les plus importants de cette difficile question. Tant que le diagnostic prénatal impose le recours à des techniques lourdes et sophistiquées (comme l'amniocentèse utilisée chez les femmes âgées pour le diagnostic des anomalies chromosomiques), le risque d'une banalisation de l'avortement pour raisons médicales est quasi inexistant. Il n'en est plus de même aujourd'hui, compte tenu de la mise au point de méthodes largement accessibles. Ainsi, les « trousses de diagnostic génétique », évoquées par le comité, existent déjà dans plusieurs pays, l'une d'elles permettant en particulier le diagnostic du sexe avant la dixième semaine de gestation. De la même manière, l'extraordinaire développement des techniques de biologie moléculaire permet, aujourd'hui, d'avoir accès à certaines régions du génome du fœtus à partir d'un prélèvement de placenta effectué par voie vaginale.

Les principales dispositions proposées par le Comité d'éthique

(création de centres agréés, recours obligatoire à ces centres) sont sans doute indispensables. Le risque majeur, en effet, parfois déjà d'actualité, est bien le recours systématique à l'avortement thérapeutique, dès lors que l'enfant attendu ne correspond pas à celui rêvé : soit, il présente une pathologie indiscutable ; soit, il « risque » de souffrir d'une maladie grave (diagnostic de prédisposition) ; soit encore, on a établi chez lui des caractéristiques biologiques (sexe, taille, anomalie mineure, etc.) jugées inacceptables. On peut pourtant penser que les propositions formulées ne prendraient pleinement leur sens que dans la mesure où leur isolement s'accompagnerait de sanctions. Mais comment sanctionner alors même que d'autres peuvent, en toute légitimité, avorter de fœtus normaux ?

JEAN-YVES NAU.

(1) On distingue deux types d'interruption volontaire de grossesse : celle autorisée avant la dixième semaine de gestation, et celle dite « médicale » ou « thérapeutique » effectuée à la demande des parents après diagnostic d'une malformation congénitale ou d'une maladie génétique. Ces dernières nécessitent l'accord de deux médecins dont un expert près les tribunaux.

« Un Japonais à bord de la navette spatiale en 1988. - La NASA a coutume de faire participer des astronautes étrangers à des missions de la navette spatiale américaine. Selon l'agence spatiale japonaise, la NASDA, un Japonais a été invité à prendre place à bord du « shuttle » en janvier 1988. Sept candidats astronautes - parmi lesquels une femme médecin - ont déjà été sélectionnés, et ils se rendront, cet été, au Johnson Space Center américain pour se prêter à divers tests de sélection. - (AFP.)

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Comme les Américains vous choisirez votre micro-copieur ATTACHÉ I

L'ordinateur personnel révolutionne l'environnement du poste de travail. Dans la foulée, ATTACHÉ I, micro-copieur sur papier ordinaire de conception française, innove et ouvre l'ère de la PHOTOCOPIE "A SA PLACE". ATTACHÉ I n'est pas un gros copieur "rétréci". Il a été conçu et pensé pour trouver sa (petite) place sur le propre bureau de l'utilisateur. ATTACHÉ I : une somme d'innovations que vous ne trouverez réunies sur aucun autre copieur.

LE PLUS DISCRET. Seulement 13,7 cm² d'espace d'utilisation (c'est 3 fois moins que tous les autres) grâce à la suppression du déplacement latéral de la vitre d'exposition et à l'absence de magasin papier et de réceptacle copie protubérants. On ne fait pas mieux. De plus, il ne dégage aucune chaleur et ne fait aucun bruit de fond constant de ventilateur de refroidissement.

LE PLUS SIMPLE. Grâce à son passe-document incorporé, l'original se positionne automatiquement sans avoir à manipuler un cache. Une seule touche à effleurer. Une seule main suffit.

LE PLUS ROBUSTE DE SA CATÉGORIE. Malgré sa taille et son prix, tout petit, il est passionné de performances : 500 à 800 copies par jour ne lui font pas peur ; par exemple, quand le copieur central est en panne.



LE PLUS DISPONIBLE. En "un temps, un mouvement", c'est-à-dire 8 secondes, sans préchauffage, sans déplacement et temps d'attente, ATTACHÉ I vous offre votre photocopie, sans marges techniques de non-impression, sur papier ordinaire, de la carte de visite au format 21,6 x 35 cm.

Portable et avec ses 7 modules longue durée interchangeables pour simplifier à l'extrême l'après-vente, ATTACHÉ I est le SEUL copieur répondant aux exigences de la photocopie "à sa place", aussi bien dans la grande société, les administrations, les services décentralisés, que dans la PME, pour le commerçant, l'artisan et le bureau à domicile.

SUR LE COIN DE VOTRE PROPRE BUREAU
POUR 10 F PAR JOUR - sans investissement -

L'ATTACHÉ I
TETRAS S.A.

BON À DÉCOUPER

☐ Veuillez me contacter pour une démonstration de l'ATTACHÉ I de TETRAS.

☐ Veuillez m'adresser une documentation complémentaire.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Téléphone _____

A adresser à TETRAS S.A. - Tour Quest Playel -
153, bd Anatole-France 93200 Saint-Denis.
Téléphone : 809.55.52, 53, 54 - 809.55.94.

Le Monde ECONOMIE

Dix ans de retraites : prime à l'ancienneté

MIEUX VAUT, c'est bien connu, être riche et bien portant, que pauvre et malade. Pour les retraités, la formule devrait aujourd'hui être un peu modifiée. Non sur la santé, évidemment, mais sur le niveau des pensions : ce ne sont pas les plus riches au départ qui ont le mieux conservé leur pouvoir d'achat, au contraire.

C'est ce que montre l'évolution des retraites, sur les dix années 1974-1984, pour les salariés du privé (soit les deux tiers des salariés, et la moitié des actifs) : pour les cadres, en particulier les cadres supérieurs, le pouvoir d'achat des retraites a plutôt baissé ; pour les autres salariés, il a progressé, puis s'est plus ou moins maintenu, jusqu'à ces toutes dernières années.

On peut retracer cette évolution en comparant année par année les revalorisations en moyenne annuelle des différents éléments des retraites avec la hausse des prix (à partir de l'indice des prix à la consommation de l'INSEE) et l'augmentation du salaire moyen ouvrier (calculée par le ministère du travail), réunies dans les tableaux ci-dessous.

Sur l'ensemble des dix années, les retraités non-cadres ont vu leurs revenus augmenter plus que les prix et même que la rémunération ouvrière : le gain moyen de pouvoir d'achat a été de 2,2 points

par an pour la retraite de base, de 1,6 point pour la retraite complémentaire ARRCO (1). En revanche, les retraites de cadres ont perdu en moyenne 0,3 point de pouvoir d'achat.

Différentes, ces évolutions n'ont pas été non plus régulières. La retraite de base (qui constitue pour les non-cadres la part la plus importante de la pension perçue) a été relevée de façon particulièrement forte au cours de la période 1975-1978 : de 14,3 % à 17,9 % selon les années. Cette revalorisation dépassait très largement la hausse des prix, qui se situait alors entre 9 % et 10 % par an - avec un gain exceptionnel de pouvoir d'achat en 1976 (8,2 points).

Les revalorisations ont nettement diminué ensuite. Sauf en 1980, elles sont restées supérieures à la hausse des prix, mais beaucoup plus faiblement (2,2 points au maximum, en 1982) que lors de la période précédente. Ce ralentissement général et ces fluctuations ont d'abord eu des causes « techniques » et économiques. Ils ont reflété avec un peu de décalage l'évolution des salaires, les pensions étant indexées sur le salaire moyen des assurés du secteur privé au cours des deux années précédentes (2).

Toutefois le freinage a été ensuite le résultat d'une volonté politique : pour suivre la « désin-

Ce sont les salariés partis avant 1978 qui ont surtout profité de l'amélioration du pouvoir d'achat des pensions. Les cadres ont été plus mal lotis.

flation » et y contribuer, à partir de janvier 1983, on a indexé les pensions sur l'évolution prévue des salaires et des prix au cours de l'année à venir (3). Ce mode de calcul a fait gagner plusieurs milliards à la Sécurité sociale, mais a été beaucoup moins favorable aux retraités que l'ancien. Il en fut surtout ainsi en 1984, année où la hausse des prix a nettement dépassé les 5 % prévus par le gouvernement, entraînant une baisse de pouvoir d'achat de près de 1 %. Pour que celle-ci ne s'aggrave pas en 1985, il faudrait que la hausse moyenne des prix ne dépasse pas 4 % : une hypothèse improbable.

Les retraites complémentaires des non-cadres ont suivi une évolution comparable à celle de la retraite de base, mais avec des fluctuations nettement moins marquées : le gain par rapport à l'inflation, supérieur à 2,5 points jusqu'en 1978 (avec un maximum de 5,2 points en 1976), est retombé à 0,8 point en 1978-1979, et 1,5 point en 1980-1982.

Cet inflexionnement est aussi dû à l'évolution des salaires. Pour maintenir l'équilibre des régimes de retraite face à la perspective d'un accroissement plus rapide des charges que des recettes, l'ARRCO a décidé de diminuer les rendements et de limiter la marge de manœuvre des différents régimes par rapport au « rendement de référence ». C'est à cette nécessité d'harmonisation qu'est due aussi la faible revalorisation de 1983 : pour y parvenir, certains régimes ont préféré ne pas toucher aux avantages annexes accordés aux retraités (ni aux fonds sociaux) et moins relever les pensions.

Le régime des cadres a adopté la même politique prudente. Mais il l'a fait plus tôt et de manière plus marquée pour préserver son équilibre à moyen terme. Celui-ci pouvait être menacé par une croissance plus lente du nombre des cadres, une hausse de leurs salaires plus faible que la moyenne et surtout par les relèvements successifs du fameux « salaire-plafond », qui, en fait, constitue le « plancher » des cotisations du régime. Dès 1977, les revalorisations des pensions ont été inférieures à la hausse des prix, le minimum étant atteint en 1980 aussi (avec une différence de 2,3 points).

A tout cela, il faudrait ajouter l'effet de la cotisation d'assurance-maladie imposée aux retraités par le gouvernement de

M. Raymond Barre (1 % sur la retraite de la sécurité sociale et 2 % sur les complémentaires à partir du 1^{er} juillet 1980), et maintenue par la suite. Ce qui a accru la perte de pouvoir d'achat cette année-là, et du coup rend totalement négative l'évolution des retraites sur les années 1980-1984 (- 0,9 point en moyenne annuelle pour le régime général, - 1,4 % pour l'AGIRC). Du coup, pour l'ensemble de la période, la progression annuelle réelle est ramenée à 2 points pour le régime général, 1,3 point pour les retraites ARRCO, et la baisse moyenne de la retraite « cadres » est portée à plus d'un demi-point par an.

Au total, on arrive à des situations bien différentes selon la rémunération initiale des retraités et leur date de départ :

Les retraités non-cadres ayant cessé leur activité avant 1978 ont vu leur pouvoir d'achat s'améliorer, malgré des fluctua-

tions importantes ensuite : les baisses des années 1980 et 1984 n'ont pas effacé les gains des années précédentes. En revanche, pour les retraités ayant cessé leur activité en 1979 et 1980, le pouvoir d'achat des pensions s'est dégradé (de 0,4 % par an en moyenne), les gains de 1982 et 1983 ne compensant pas les pertes intervenues. Il s'est à peine maintenu pour ceux partis à la retraite en 1981 et 1982.

Pour les cadres, deux cas se présentent :

Ceux qui ont reçu des salaires peu élevés, et ne tirant donc qu'une faible partie de leur pension de la retraite AGIRC, se

trouvent dans une situation proche des autres salariés s'ils sont partis avant 1981. Toutefois, pour les partants de 1977 et 1978, les gains ont été plus restreints, et les pertes accentuées pour ceux de 1979 et 1980. Enfin le pouvoir d'achat des retraités de 1981 et 1982 s'est effrité.

Les cadres supérieurs ou bien rémunérés, tirant une bonne partie de leur pension de la retraite des cadres, ont vu, eux, la valeur de leur retraite baisser. La perte de pouvoir d'achat a été d'autant plus forte que le départ était plus ancien et le salaire élevé : ceux qui ont cessé leur activité en 1976 ont été les plus touchés. Ainsi s'est accentué un phénomène souligné l'an dernier par un rapport de CERC : plus le revenu d'un salarié s'élève, plus faible est la part conservée à la retraite (4).

Dans tout cela, la crise a joué un rôle aussi important que les politiques gouvernementales, notamment en amenant les

Mieux que les prix

pour la plupart des bénéficiaires



trouvent dans une situation proche des autres salariés s'ils sont partis avant 1981. Toutefois, pour les partants de 1977 et 1978, les gains ont été plus restreints, et les pertes accentuées pour ceux de 1979 et 1980. Enfin le pouvoir d'achat des retraités de 1981 et 1982 s'est effrité.

Les cadres supérieurs ou bien rémunérés, tirant une bonne partie de leur pension de la retraite des cadres, ont vu, eux, la valeur de leur retraite baisser. La perte de pouvoir d'achat a été d'autant plus forte que le départ était plus ancien et le salaire élevé : ceux qui ont cessé leur activité en 1976 ont été les plus touchés. Ainsi s'est accentué un phénomène souligné l'an dernier par un rapport de CERC : plus le revenu d'un salarié s'élève, plus faible est la part conservée à la retraite (4).

Dans tout cela, la crise a joué un rôle aussi important que les politiques gouvernementales, notamment en amenant les

trouvent dans une situation proche des autres salariés s'ils sont partis avant 1981. Toutefois, pour les partants de 1977 et 1978, les gains ont été plus restreints, et les pertes accentuées pour ceux de 1979 et 1980. Enfin le pouvoir d'achat des retraités de 1981 et 1982 s'est effrité.

Les cadres supérieurs ou bien rémunérés, tirant une bonne partie de leur pension de la retraite des cadres, ont vu, eux, la valeur de leur retraite baisser. La perte de pouvoir d'achat a été d'autant plus forte que le départ était plus ancien et le salaire élevé : ceux qui ont cessé leur activité en 1976 ont été les plus touchés. Ainsi s'est accentué un phénomène souligné l'an dernier par un rapport de CERC : plus le revenu d'un salarié s'élève, plus faible est la part conservée à la retraite (4).

Dans tout cela, la crise a joué un rôle aussi important que les politiques gouvernementales, notamment en amenant les

AUGMENTATIONS ANNUELLES

	Salaire moyen ouvrier	Prix	Retraite régime général	Retraite ARRCO	Retraite AGIRC (cadres)
1975..	13,7	11,8	15	14,6	14
1976..	13,8	9,7	17,9	15	12,5
1977..	10,9	9,4	16,8	11,9	8,1
1978..	11	9,13	14,3	10	8,8
1979..	11,9	10,8	10,9	11,6	9,3
1980..	14,7	13,6	10,9	15	11,3
1981..	13,8	13,4	13,4	14,9	13,2
1982..	12,3	11,8	14	13,4	11,2
1983..	9,8	9,6	9,8	8,6	8
1984..	6,9	7,4	4,9	7,5	7

ÉVOLUTION EN INDICES

	Salaire moyen	Prix	Retraite régime général	Retraite ARRCO	Retraite AGIRC (cadres)
1974..	100	100	100	100	100
1975..	113,7	111,8	115	114,6	114
1976..	129,4	122,6	135,6	131,7	128,2
1977..	143,4	134,2	158,4	147,4	138,6
1978..	159,3	146,4	181	161,9	150,8
1979..	178,2	162,2	200,7	180,8	164,9
1980..	204,4	184,2	222,6	207,9	183,5
1981..	232,6	208,9	252,4	238,9	207,7
1982..	261,3	233,5	287,8	278,9	231
1983..	286,9	256	313,7	294,2	249,4
1984..	305,6	274,9	329,1	316,3	266,9

LE V^e CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

Le refus du néo-libéralisme

PARLER d'une seule voix de l'Europe, du syndicalisme, de la crise et de la flexibilité, cela relève de la gageure quand on est une organisation comme la Confédération européenne des syndicats (CES) regroupant parmi ses 35 adhérents des membres aussi différents que FO et la CGH, le TUC et le DGB, la CFTD et la CSC (syndicat chrétien belge).

Lors de son V^e congrès à Milan, du 13 au 17 mai, la CES va non seulement tenter de poursuivre un pari qui est sa raison d'être, mais essayer d'aller plus loin que le plus petit dénominateur commun qui la réunit. Dans son rapport d'activité, M. Mathias Hinterscheid, secrétaire général (CGT luxembourgeoise), souhaite que, dans les trois prochaines années, les adhérents de la CES « démontrent leur rejet des politiques actuelles en faisant en sorte que nos politiques alternatives soient crédibles ». Politiques alternatives ?

La CES entend d'abord renforcer son credo européen. Déjà, elle s'était prononcée favorablement sur l'élargissement de la CEE de dix à douze pays. Pour avoir,

Les 35 heures et le plein emploi. La défense du « modèle » d'économie mixte. Une recherche de dialogue avec le patronat.

selon l'expression de M. Hinterscheid, « une réelle influence dans le devenir européen », elle pourrait se prononcer plus clairement pour l'« union européenne », comme l'avait fait l'Assemblée de Strasbourg à propos du rapport de M. Spinnelli.

Déjà, en décembre 1984, son comité exécutif avait adopté une résolution - malgré les réserves des Nordiques - affirmant que « l'alternative à l'union européenne conduit à la survie dans la médiocrité ». Le texte soulignait que « l'utilisation du droit de veto devrait être strictement réservée à des problèmes vitaux d'intérêts nationaux. L'accord devrait se faire sur l'adoption de règles claires et limitatives concernant le droit de veto et son

utilisation ». Il est vrai que la CES avait durement ressenti ce qu'elle a appelé l'« échec » du conseil des ministres des affaires sociales du 7 juin 1984 où seule la Grande-Bretagne s'était opposée à une recommandation sur la réduction du temps de travail...

Tout le monde - et notamment les Britanniques et les Scandinaves - n'est peut-être pas décidé à marcher du même pas dans la voie européenne de la CES ; mais chacun semble aujourd'hui vouloir participer davantage, comme s'il apparaissait plus évident que les solutions à la crise ne pourront être qu'européennes. Au sein de la délégation de FO, où M. Bergeron défend l'idée des Etats-Unis d'Europe, M. Marc Blondel, secrétaire confédéral, entend « casser le mythe du modèle exté-

rieur ». Les pays européens, souligne-t-il, ont l'originalité d'être à économie mixte. On n'a pas besoin de projeter en Europe un modèle venu des Etats-Unis ou du Japon. La solution de nos problèmes est nationale et européenne.

Cette démarche se retrouve en large partie dans le projet de résolution, un copieux document de vingt pages, qui laisse peu de questions à l'écart. Il part d'un constat : « La situation s'est considérablement détériorée », le chômage en Europe de l'Ouest étant passé de 13 millions en 1982 à plus de 18 millions aujourd'hui. Mettant en avant l'objectif du plein emploi, préconisant des solutions « coordonnées au niveau européen », la résolution plaide pour « une politique de croissance non quantitative que qualitative ». Elle demande « des programmes d'investissements coordonnés au niveau européen », en augmentant de 1 % du produit intérieur brut le montant des investissements publics.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 20.)

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 28 juin 1985

Nom
Age
Diplôme
Adresse

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

HENRI LEPAGE

Pourquoi la propriété

Nous voici loin de Proudhon, plus loin encore du « libéral » Gorbachev et même à une certaine distance des ouvrages précédents du même auteur, plus économiques, plus « mobiles » que juridiques. L'esprit reste, mais le déploiement est plus statique et, on ne le dit, plus novateur. Le pèlerin du mont Pélérin, l'adversaire des idéovirus s'inspire ici de la société néolibérale américaine, plus que des concepts qu'on n'ose plus appeler « latins ».

« On croit savoir ce qu'est la propriété et on n'en a qu'une idée. » Au fil de la lecture, ne percevons-nous pas de mieux en mieux que la propriété, c'est l'habitude ? En fait, concept de propriété et concept de droit se distinguent surtout, est-il précisé, par le mode de cession.

Vient un parcours à travers les divers systèmes contemporains, le concept nazi (« toute propriété est collective, mais, par son contrôle, l'État n'a pas besoin de propriété »), le régime des managers (avec l'inévitable critique de J.K. Galbraith), l'autogestion « entachée de mathusianisme » (il faut le voir, est-il dit, à l'échelle macro-économique), le droit naturel des libéraux (laïques ou croyants). C'est là un des passages les plus dignes de réflexion.

Nous atterrissons, peut-être un peu brutalement, sur notre Hexagone, et ses lois Auroux, qui contiennent plus de pouvoirs que de responsabilités. Plus contestables, les vues sur l'environnement : peut-être les Hollandais, qui voient leurs canaux imprégnés de potasse, ne seront-ils pas convaincus de l'identité entre pollueurs et pollués.

Lecture pleine d'images, inégalement convaincantes. « Personne n'aurait l'idée de monter dans un avion et d'exiger que les passagers disent celui qui pilotera » (il s'agit, bien entendu, de l'entreprise). L'appât vient au mangeant, nous aurions aimé voir traiter les aventures de l'« amendement Wallon », un peu oublié, ainsi que la constitution des portefeuilles des caisses de retraite privées, aux États-Unis, en partie propriétaires de leur « maison ». Traitée en annexe, l'histoire n'a pas eu toute la place qu'il méritait, en particulier l'héritage de biens hérités.

Un ouvrage digne d'intérêt, qui, en explorant, définit et propose, nous transmet tant de richesses « en toute propriété »...

* Hachette - Pluriel, Paris 1985, 18 cm, 469 pages, 50 F.

FRANÇOIS EYRAUD

Travail et travailleurs en Grande-Bretagne

De temps à autre nous parvenons, des nouvelles d'outre-Manche, moins déformées directement que naturellement sélectionnées, par la télévision bien plus que par la presse. Cet ouvrage n'en est que plus utile, tant il nous renseigne fidèlement sur la monde du travail et au-delà. La révolution agricole ayant ouvert le chemin à l'industrielle, l'usine s'est, elle-même, trouvée en avant-garde par rapport à celle du continent, non seulement en technique, mais en protection du travail, comme aussi, d'ailleurs, en chômage.

La reconnaissance des syndicats a eu lieu là-bas un demi-siècle plus tôt qu'en France. Tout le conflit d'hier et d'aujourd'hui se déroule entre la productivité, nourissante mais sévère en soi, et la stérile rigidité. La souplesse est ici, comme dans nos débats nationaux, désignée par le lourd vocabulaire flexibilité.

Au ralentissement économique résultant de ces conflits s'est ajouté le retard hérité de la seconde guerre mondiale, de telle sorte que les trente années suivantes n'ont, dans les îles, été que « semi-glorieuses ». Si fondamentalement est le conflit entre patrons et syndicats sur le façon de travailler que la question des salaires a presque pris un aspect secondaire. La politique de Mrs Thatcher a abouti à une certaine reprise d'autorité par le chef d'entreprise.

Le chômage n'est guère vu, ici comme ailleurs, que sous l'angle quantitatif, confusion qui réduit encore les chances de réussite. Caractéristique aussi, mais inquiétante, l'absence de préoccupation de ce qui se passe dans le reste du monde. De cette description fidèle se dégage, une fois encore, le contraste entre les possibilités ouvertes par la technique et l'intensité des déperditions subies lors de leur utilisation.

En dépit de quelques incorrections importées (technologies, au pluriel, au lieu de technique, par exemple), le texte est heureusement exempt des si fréquents « francismes » que l'on pouvait craindre.

* Editions de La Découverte, Paris 1985, 18 cm, 124 pages, 31 F.

JOSEPH KLATZMANN

L'économie d'Israël

La vie politique et, plus encore, l'entreprise militaire ont classiquement primé, dans l'opinion, l'« intention » qui pourvoit à ces besoins. En particulier, toute humble, toute discrète, l'activité de ceux qui, selon Sully Prudhomme, « gratinent la terre et sèment ». Nul n'était, pour décrire cette économie, plus qualifié que l'agronome français, professeur à Tel-Aviv, auquel nous devons la fameuse « Note sur dix milliards d'hommes ». Notre nourriture va, cette fois, bien au-delà de la nourriture.

Si peu de Français ignorent le kibboutz, faible est, par contre, le nombre de ceux qui pourraient décrire le machav ou la machava, institutions bien différentes de nos coopératives et dont s'est un moment inspiré le gouvernement algérien. Depuis l'accession du Likoud au pouvoir, une certaine libéralisation a pris, bien insuffisante aux yeux de M. Klatzmann, car elle n'a pu

prévenir le fameux processus : dépenses-impôts-fraudes-contrôles, que nous connaissons bien.

Si édifiants que soient les résultats (plantation d'agrumes, voire de potagers, dans d'anciens déserts ; électronique un peu partout ; recherche intense), la situation est loin d'être brillante : lourds armements, balance des paiements déficitaire, poids de l'agriculture arabe, besoins intenses d'investissement (manque d'eau au premier rang, en particulier dans le Neguev, « canal des deux mers », etc.). Elle est bien loin, la dégalinisation.

L'arrêt des hostilités n'est-il pas générateur de bienfaits ? Prudence ! La guerre a bon dos : baisse de l'aide extérieure, troubles sociaux, inflation accélérée par l'indexation, fiscalité, mère de travail noir. Il reste, peut-on penser, les immenses ressources de la difficulté créatrice et de la volonté d'un peuple, poussé par sa propre histoire.

* Maisonneuve et Larose, Paris 1985, 21 cm, 156 pages, 82 F.

RENÉ MONTGRANIER

La clé de la crise

L'ouvrage vaut mieux que son titre, mais pourrait valoir bien mieux encore si l'auteur — que l'éditeur a oublié de nous présenter — avait une plus grande maîtrise de son sujet. A simplement parcourir cette liste de privilèges et d'abus, généraux des firmes, « privilèges obligatoires », nous nous rappelons, non sans mélancolie, qu'il y a tout près de deux siècles nos pères ont usé d'une manière forte pour obtenir la suppression des abus et l'abolition des privilèges.

Indulgents, modérés apparaissent en comparaison de ce réquisitoire les rapports de la Cour des comptes et même les révélations du consciencieux Asmodée François de Closets. Clairement dénoncée, sans peur, la « chandelle » de notre temps, nous voulons dire EDF à GDF. Rien n'est dit, cependant, sur les taxis, alors que, cette fois, la senté publique est en jeu.

A l'idée de ce que serait notre société besogneuse après l'épuration nécessaire, nous pensons à la Direction des dons et legs de Courtenay, qui, de maison misérable et dénuée, devient, sous les sollicitations de Charvax, une ruche débordante de richesses.

Un réquisitoire si étendu pose une question d'efficacité : chacun peut, là-dessus, donner son avis, notamment sur l'effet produit sur les hommes publics. Opinions, sondages, éruditions, élections ? Il y a, ici aussi, des précédents.

* Editions économiques, financières et sociales, Paris 1985, 20 cm, 161 pages, 65 F.

PHILIPPE FREMEAUX

et CHRISTINE DURAND

Comprendre l'économie soviétique

Le « rideau de fer » n'est-il plus qu'un grillage ou bien nos éclairés ont-ils acquis des vérités nouvelles de pénétration ? Quel qu'il en soit, nous pouvons, vous et moi, connaître, sinon comprendre, les rouages d'une économie géographiquement si proche et si éloignée dans la brume soviétique.

Eloignée ? Entendons-nous. L'excellent ouvrage de deux jeunes, l'un chercheur au BIPE, l'autre ensei-

gnante à Victor-Duruy, mettent, en évidence, contrastes et similitudes. Appeler « nouvelle forme de capitalisme » le système actuel, en raison de la distance qui le sépare du « modèle » conçu, sinon rêvé, par Marx et Engels n'est pas, nous disent les auteurs, exempt de manichéisme et d'oubli, en tout cas, les institutions politiques.

Des sept chapitres, également clairs, renaissent particulièrement celui qui est consacré aux tentatives de réforme : à l'inverse des nôtres, elles sont stimulées par le manque de main-d'œuvre. Des deux côtés, cependant, même point de mire : « augmenter la productivité » ; mais sans doute pourrait-elle être mieux comprise là-bas. Seulement, tant la réforme de Liberman (1966) et celle de Kossyguine (1979) que l'expérience de l'entreprise Scakino (1967) se sont heurtées à la résistance, dogmatique ou intéressée, du pouvoir. Pouvons-nous, dès lors, rappeler la fameuse phrase de Paul Valéry : « Le degré d'une civilisation se mesure au nombre de contradictions qu'elle accumule ? »

Peut-être le meilleur stimulant est-il la menace créée par le travail noir et l'économie parallèle ? A peine 0,5 % de la population est en cause, est-il dit, mais la proportion des incartades est, à population égale, six fois supérieure à la nôtre. Dès lors se pose la question : veut-il mieux mourir selon les règles ou en réchapper comme elles ?

L'URSS pourrait, est-il suggéré, être vue comme une sorte d'au-delà du capitalisme. Plus intéressant encore serait-il de savoir ce qu'il y a au-delà de cet au-delà.

Chronologie sommaire, mais bien utile.

* Syros, Paris 1985, 19 cm, 139 pages, 39 F.

NICOLE CORVI

et MARIE-CHRISTINE SALORT

Les femmes et le marché du travail

Excellent rassemblement au dépit de l'archaïsme du titre) de soixante-dix articles écrits par diverses personnes des deux sexes et couvrant un très large champ. Dès la présentation est contestée l'idée reçue selon laquelle la travail des femmes serait une nouveauté : 49,7 % de femmes actives en 1911 et 44,9 % aujourd'hui, est-il rappelé. Et, dit-on, de 1850 et avant ? C'est dans la bourgeoisie que l'activité professionnelle a augmenté.

De ce remarquable « dossier », retenons, sans exclusion, « L'activité féminine au Moyen Âge », de Régine Pernoud, « Une formation plus orientée vers le tertiaire que vers le technique » (Le Monde de l'éducation), « La scolarisation des femmes en Tunisie » (Le Monde), « L'employeur face à la maternité » (C. Del-sol), avec de remarquables observations de Marcelle Devaud et d'Eveline Sullerot, « Aux postes de cadres, les hommes mariés et les femmes célibataires » (Economie et Statistique), « Peu présentes dans les syndicats », de M.-H. Zyberberg-Hocquard, ainsi que diverses études de l'INSEE et de l'INED.

Nombreux tableaux dans le corps des articles. Thèmes de débats. Bibliographie où cette fois Esther Boserup n'est pas oubliée.

Un tour de force. Un ensemble précieux.

* Hatier, Paris 1985, 18 cm, 79 pages, 15,40 F.

Examens : pourquoi pas un ordinateur au Bac ? La triche autorisée... ?

16 F. EN VENTE PARTOUT.

EXPORTEZ EN ARABIE

Placements immobiliers, francs-espérance, implantation commerciale et industrielle ARABIE/SOULTE, le charge de vos missions, recherche vos meilleurs partenaires, etc.

SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-96-28

LES ENTREPOTS

La fonction de stockage, qui est une fonction « charnière » dans les processus industriels et commerciaux, est assurée par différents agents parmi lesquels les producteurs, les distributeurs, les organismes à vocation locale ou régionale, et par des prestataires de services dont l'activité est d'assurer la manutention, le magasinage et la gestion des stocks à titre principal. Ces derniers, dont la situation est très influencée par la conjoncture économique générale et surtout la conjoncture agricole, réalisent un peu moins de 20 % de l'ensemble du stockage des marchandises, soit une activité marchande d'environ 4,5 milliards de francs en 1983 et un peu plus de 5 milliards en 1984.

L'activité a été soutenue au cours des cinq dernières années, notamment dans les entreprises frigorifiques (sauf en 1982). Deux types de phénomènes influencent son développement :

- o la conjoncture agricole et la politique agricole européenne : le premier facteur a été à l'origine de la bonne croissance de l'activité en 1983 et surtout en 1984, tandis que le second peut dans un avenir proche freiner son essor ;
- o l'évolution de la structure des organisations de production et de distribution tend à privilégier, dans au surs de souplesse, le recours à des prestataires de services ; cela pourra être un facteur très favorable, dans les prochaines années, au développement de leur part du marché du stockage.

La profession des entrepositaires se caractérise par la diversité des entreprises :

- frigorifiques ou non frigorifiques ;
- spécialisées ou polyvalentes ;
- indépendantes ou filiales de groupes ;
- à vocation nationale, régionale ou locale.

Au-delà de l'apparente dispersion des entreprises, on peut remarquer que le groupe Compagnie industrielle maritime représente un peu plus d'un cinquième de l'activité des prestataires privés.

Avec une évolution des prix légèrement supérieure à celle de l'ensemble des prestations de services à caractère industriel, le secteur se caractérise par un bon niveau de taux de résultat (profit brut courant avant impôts/valor ajoutée) : un peu moins d'un tiers pour les entrepôts frigorifiques et d'un peu plus d'un tiers dans les non frigorifiques.

Les entreprises du secteur frigorifique ont un taux d'investissement important (la capacité des installations a doublé en quinze ans) et un taux d'endettement non négligeable.

Les entreprises du secteur non frigorifique ont, du fait de leur plus faible besoin de financement du cycle d'exploitation, des produits financiers qui contribuent favorablement aux résultats. On remarque que leur taux de résultat s'accroît avec leur taille.

L'analyse a porté sur une vingtaine d'entreprises parmi les plus importantes.

Le prix de cette étude est de 6 000 F HT - 6 420 F TTC

Cette étude est disponible à DAFSA, 7, rue Bergère, 75009 Paris. Tél. : 233-21-23

DECISION informatique

Au sommaire du N° 75

- La micro-informatique française à la loupe.
- INNOVATION : un disque optique numérique sur lequel, à partir d'un PC, on peut écrire 100 millions de caractères.
- LOGICIELS : cinq progiciels au banc d'essai.
- La Bibliothèque Macintosh s'étend de jour en jour.
- MATERIELS : le test détaillé de l'Olivetti M24.

Chez votre marchand de bureau

TRANSFORMATION

Analyse transactionnelle et conseil en organisation

Cabinet TRANSFORMATION

38, rue de Liège
75008 PARIS - Tél. : 293-08-29
Alain CARDON - François DAUVERGNE

Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur

TECHNOLOGIE ET STRATÉGIES INDUSTRIELLES

4 JUIN 1985

Amphithéâtre Poincaré - 1, rue Descartes, Paris (5^e)

COLLOQUE

organisé par le CPE (Centre de Prospective et d'Évaluation) et par l'OSI (Observatoire des Stratégies Industrielles)

L'accentuation de la concurrence et la nécessaire adaptation aux mutations technologiques conduisent les groupes industriels à reconsidérer leurs critères de décision stratégique. Le colloque a pour but de débattre avec un large public d'industriels des nouvelles stratégies possibles à partir de la valorisation des capacités technologiques.

Séance plénière le matin

sur le thème des stratégies de valorisation technologique

ANIMATION par diverses PERSONNALITÉS du monde de l'INDUSTRIE

Travaux en commission l'après-midi

- o Stratégie d'entreprise, choix technologique et gestion de la R & D.
- o Ruptures technologiques : opportunités ou menaces pour l'entreprise.
- o Savoir-faire technologique et ressources humaines.
- o Quelles stratégies technologiques pour l'Europe ?

Clôture par M^{me} CRESSON, ministre du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur

Participation : 1 150 F TTC incluant documents, repas et cocktail

Inscription auprès d'EUROCONSULT - 86, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 PARIS - Tél. : 633-02-48

ESSEC

« TECHNIQUES FINANCIÈRES »

L'ESSEC ouvre, en octobre 1985, un programme de formation, en un an, de spécialistes de techniques financières, comprenant notamment des enseignements en : trésorerie internationale, gestion du risque de change, nouveaux instruments financiers, informatique et micro-informatique appliquées à la finance, etc.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts financiers travaillant dans plusieurs grandes entreprises associées au programme.

Admission sur titre de titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'IEP, d'une maîtrise ou d'une grande école de commerce.

Informations et dossiers d'inscription :

M^{me} Elyane ROSELLO - Groupe ESSEC
BP 105, 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX

ESSEC - ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Lisez

Le Monde

dossiers et documents

Echec au Voleur

OFFRE EXCEPTIONNELLE jusqu'au 20-05-85

3.400 F TTC

Pose et dépt. compris

PARIS-BANQUE

Facilité de paiement

Matériel GARANTI 5 ANS

1 serrure de sécurité PICARD-BRACARD ou KESO (5 points de fermeture)

1 blindage EZ en 15/10

3 serrures antipanique anti-sec (avec vis rappel à l'intérieur)

Renforcement du batt bois par une cornière en L

4 goujons anti-dégorgement

1 base de porte

HABITAT PROTECTION

101, RUE DE L'ANNE GROLLET
75009 PARIS

7.530.12.35 (tous groupés)

1550 من الأما

LE V^e CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

Le refus du néo-libéralisme

(Suite de la page 17.)

Elle insiste sur la formation continue sur le maintien du pouvoir d'achat et affirme que « l'objectif des trente-cinq heures de durée hebdomadaire de travail sans perte de salaire doit être atteint rapidement, sans pour autant exclure les autres formes de réduction réelle de la durée de travail ». Formule d'autant plus ambiguë qu'il est écrit plus loin que « les délais de la réduction, ses formes et son financement doivent faire l'objet de négociations ».

Au-delà de ces desiderata désormais classiques, le congrès de Milan devrait se faire l'écho des débats sur la « flexibilité » de l'emploi qui, sous des formes variées, se met en place dans la plupart des pays d'Europe. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la méfiance domine : « Le mouvement syndical, souligne M. Hinterscheid, a toujours fait preuve d'une grande souplesse dans sa politique et aujourd'hui encore il préfère la négociation entre interlocuteurs à l'intervention trop poussée du législateur. (...) Nous ne sommes pas prêts à nous laisser imposer une politique de répression systématique, que ce soit sous les vocables de flexibilité, de compétitivité ou tout autre terme qui peut encore être inventé ».

Quant au projet de résolution, il engage les membres de la CES à combattre « de toutes leurs forces toute mesure qui aura pour but d'affaiblir le mouvement syndical, de diviser les travailleurs et de mettre en cause des garanties fondamentales que les travailleurs ont arrachées après des années de lutte ». Le projet limite par ailleurs le recours au travail à temps partiel, temporaire, à domicile ou à durée déterminée, en affirmant que « dans la mesure où ces formes de travail existent, il faut que la législation et les conventions collectives garantissent aux travailleurs concernés des droits similaires à ceux des travailleurs à temps plein ».

La CES est d'autant plus réticente à l'égard de la « flexibilité » qu'elle la sait désormais favorisée non seulement par le patronat, mais aussi par la plupart des gouvernements. Confédération à dominante social-démocrate — plus de la moitié des centrales adhérentes entretiennent des relations privilégiées, voire parfois organiques, avec les partis socialistes — elle avait accueilli avec espoir l'élection de M. Mitterrand en 1981. Aujourd'hui, elle s'inquiète du vent « néo-libéral » qui souffle sur l'Europe, l'assimilant à une « spirale descendante ».

Pragmatisme

Le rapport de M. Hinterscheid est émaillé d'expressions exprimant cette inquiétude. Il y est question de « coup de barre à droite », de « tournant conservateur », de « tendance majoritaire conservatrice », que l'on observe dans la composition des gouvernements des États membres ou du Parlement européen (dont la majorité est « très éloignée » des revendications de la CES). Bref, pour M. Hinterscheid, le choix est décisif : « Avons-nous créé un modèle de société en Europe de l'Ouest qui veut la peine d'être maintenu et développé, ou devons-nous l'abandonner en faveur d'un retour à la jungle politique fondée sur le libéralisme économique et le nationalisme du siècle passé et du début de ce siècle ? ».

Pour la CES, la réponse face à pareil choix ne fait guère de doute. Reste à savoir si une confédération qui se réclame du « pragmatisme » peut se contenter d'être sur la défensive, quitte à favoriser un certain immobilisme de la réflexion syndicale. Le congrès de Milan débattait sans que cela donne lieu à un vote ou une résolution, d'un rapport sur « Le rôle du travail, des travailleurs et de leurs syndicats dans la société de demain ». Après avoir décrit la situation actuelle de l'Europe et ses chances d'avenir, ce document de trente-deux pages s'interroge surtout sur la valeur du travail dans la société de demain et « les moyens de renforcer le mouvement syndical ».

Selon ce rapport, face aux attaques dont ils sont l'objet de la part du patronat et des gouvernements — « conservateurs » — et aux « nouveaux problèmes, nés de la crise, du chômage de masse et des changements dans la structure de l'emploi », les syndicats devront s'engager dans la voie d'une certaine adaptation : « Les syndicats ne pourront réussir dans leur stratégie que s'ils ne se contentent pas de défendre l'acquis mais recherchent de nouveaux moyens de renforcer l'attrait des organisations syndicales ».

Sont ainsi mis en avant un renforcement de l'action syndicale dans les petites et moyennes entreprises, une intégration à cette action des travailleurs « sous statut précaire », l'assistance juridique, etc. Le rapport suggère en fait un développement du syndicalisme « de services » notamment en direction des employés et surtout des chômeurs. Un sujet qui risque d'être très controversé.

La CES va également être amenée à s'interroger sur l'efficacité de ses propres interventions. Au-delà des traditionnelles passes d'armes sur l'action (mouvements de grève européens ou non ?), la question est de savoir, pour la Confédération, si

elle doit continuer à privilégier la voie de la « recommandation » ou si elle doit s'engager davantage dans la voie de la négociation contractuelle avec le patronat européen (UNICE).

Dans son rapport, M. Hinterscheid estime que la CES ne peut plus se limiter à définir des revendications communes, quitte à ce qu'elles fassent l'objet ensuite de négociations « simultanées » dans les différents pays. « Le moment n'est-il pas venu, demande-t-il, d'entamer avec le patronat au niveau européen un dialogue qui aboutisse à des engagements concrets sous forme de recommandations ou de déclarations destinées aux acteurs nationaux et pouvant avoir une influence réelle sur les discussions en cours ? ».

Dans cette voie, le projet de résolution réclame la négociation d'un accord avec le patronat au niveau européen pour rendre obligatoire la consultation et la négociation préalables à l'introduction de nouvelles technologies. La CES compte visiblement sur l'appui de M. Delors (qui s'adressera au congrès), et les contacts se sont plutôt développés récemment dans ce sens avec l'UNICE (Union des industries de la CEE). Mais celle-ci est-elle vraiment prête à négocier ? La CES elle-même est-elle unanime sur cette orientation ?

MICHEL NOBLECOURT.

M. Ernst Breit, futur président de la CES

Un ancien postier efficace et sérieux

Pfeiffer, n'avait « rien commis d'illégal » en achetant pour son compte des logements de la société immobilière du DGB, la Neue Heimat. Le problème, dit-il sans vouloir s'y attarder, était d'ordre « psychologique et moral ».

Cette froideur, cette assurance servie par une haute stature, toute de rigueur, M. Ernst Breit en a eu besoin à la tête d'une organisation qui compte près de huit millions de membres et a affronté, sous sa direction, des événements inconnus d'elle. C'est la crise économique qui sévit, le chômage qui augmente dans des proportions oubliées depuis l'après-guerre. C'est la coalition gouvernementale qui s'effondre et l'arrivée au pouvoir du chancelier Kohl, défenseur d'une politique écono-

mique et sociale contraire à ce qu'avait toujours recherché le DGB pour effacer les traces des « années noires ».

Bien campé sur ses convictions, M. Ernst Breit résistera, et le syndicalisme allemand avec lui, pour tant composé, ainsi qu'il le rappelle, « d'orientations politiques différentes qui s'accroissent sur un consensus ». Jamais il n'oubliera qu'il souhaitait un développement de la coexistence, étendue à de nouvelles entreprises allemandes. Il ne cessera de prôner une réduction du temps de travail que le syndicalisme européen retient parmi ses objectifs (10 % de diminution par pays), même si sa position de fédérateur l'empêche de monter en première ligne pour soutenir la grève de l'IG Metall ou des imprimeurs, au printemps 1984.

« Les voies empruntées peuvent être différentes ; mais seul l'objectif importe », affirme-t-il. « L'accord permet des adaptations selon les cas et les entreprises » et, ajoute-t-il en réalisme, « il y a toujours des confrontations ».



SOLAKOVIN

SZLAKOVIN

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagna alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révéla inflexible, capable d'appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

ORGANISATION AUTONOME OU NÉBULEUSE ?

35 centrales de 21 pays, 43 millions d'adhérents
La CGT n'a pas été admise

La Confédération européenne des syndicats (CES) regroupe actuellement, depuis l'affiliation en janvier dernier du DISK de Turquie, trente-cinq confédérations syndicales provenant de vingt et un pays et rassemblant, d'après les chiffres officiels, plus de quarante-trois millions d'adhérents. Vingt-quatre confédérations sont affiliées également à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), à laquelle appartient l'AFU-CIO américaine.

Depuis son quatrième congrès à La Haye, en avril 1982, la CES était présidée par M. Georges Deburne. Mais, celui-ci ayant abandonné peu après ses fonctions de secrétaire général de la FGTB belge — il a eu subitement sept ans le 12 mai —, un nouveau dirigeant va être élu à Milan, qui devra être M. Ernst Breit, président du DGB allemand. L'UGT portugaise a été affiliée en 1983, tandis que le rattachement éventuel des Comités ouvriers espagnols (CCOO) liés au Parti communiste restait en suspens. Le TUC britannique envisageait de présenter une résolution soutenant leur candidature, mais ses délégués pourraient être peu nombreux à Milan.

La CES a été créée lors d'un congrès extraordinaire à Bruxelles le 8 février 1973. Présidée alors par M. Victor Feather (TUC britannique), elle regroupait seize confédérations de pays membres de la CEE, de l'AELE ou du Conseil de l'Europe. A l'origine, la CES s'était substituée à la CISL. Confédération européenne des syndicats libres, branche « régionale » de la CISL.

Dans la foulée de son deuxième congrès, à Londres, en 1978, elle lança le 5 avril 1978 une grève européenne d'une heure sur l'emploi qui fut très peu suivie. A son troisième congrès, à Munich, en 1979, elle adopta l'objectif d'une « réduction de 10 % du temps de travail sans perte de salaire », le Hollandais Wim Kok succédant à M. Vetter à la présidence.

Entre-temps, le problème de l'ouverture de la CES se posait. Après la CFDT, c'est la CGIL, proche du PC italien, qui fait son entrée dans la Confédération européenne. Et la CGT frappe à la porte à partir de 1975.

Comme la DGB, FO s'y oppose, menaçant de perdre à la CGT entra. La CFDT, elle, soutient son « allié » de l'époque. Mais, le 13 juin 1980, lorsque la comité exécutif de la CES rejette la demande d'adhésion de la CGT — qui ne satisfait pas à deux critères principaux : « être une autonomie viable et équilibrée à l'égard de tous les partis politiques et avoir un statut démocratique », — la CFDT s'abstient de même que la CGIL italienne...

Ventre mou

Pour FO, la tentative de la CGT est un signal d'alarme. « Attention, lance M. Fournier, président de la CGT, la CES ne devient pas le ventre mou de la CISL en Europe occidentale. » Pour la centrale de M. Bergeron, la CES doit rester exclusivement européenne et ne pas pratiquer d'« empiètement » au-delà de l'Europe.

Certains dirigeants du bureau confédéral de FO voient même dans la CES une « nébuleuse » à l'égard de laquelle il faut marquer ses distances sous peine pour le « syndicalisme libre » de perdre son identité. Ils craignent aussi que la CFDT, qui a quitté la CMT en 1979 et qui a resserré ses liens avec la DGB, ne finisse par se présenter à la CISL. Dès la centrale de M. Maire est présente dans la quasi-totalité des écritures professionnelles internationales (SPI). Dans le dernier an date, les PTT, la DGB a fait modifier les statuts pour permettre à la CFDT d'y adhérer malgré l'opposition de FO... La centrale de M. Maire répète qu'elle n'entend pas entrer à la CISL.

Depuis son congrès de La Haye, la CES, qui, d'après certains responsables, a affirmé son autonomie vis-à-vis de la CISL pendant la période où l'AFU-CIO en était sortie, a pris plusieurs initiatives importantes. Elle a notamment organisé une manifestation contre le chômage à Stuttgart, le 4 juin 1983, qui a rassemblé de trente mille à cinquante mille personnes et une conférence sur l'emploi en avril 1984 à Strasbourg. Douze ans après sa création, elle commence réellement à prendre son envol.

M. N.

Ouverture

Des organisations comme la DGB et FO voulaient alors limiter la CES aux membres européens de la CISL. Le TUC plaiderait pour une plus grande ouverture. Cette thèse devait l'emporter. Lors d'un congrès extraordinaire à Copenhague du 23 au 25 mai 1974, douze organisations adhérentes à la Confédération mondiale du travail (CMT), d'origine chrétienne, dont la CFDT et la CSC belge, furent affiliées. Jusqu'au bout, et seule contre tous, FO s'y était opposée. M. Bergeron voyait dans cette ouverture à la CMT l'émergence en Europe d'une sorte d'« organisation autonome » qui s'écarterait de plus en plus de la Confédération internationale des syndicats libres ». M. Vetter (DGB) devint président.

Le congrès de Copenhague avait également permis à la CES de définir un certain nombre d'« objectifs généraux », comme « la promotion de la démocratie économique et culturelle pour permettre un pouvoir réel des travailleurs sur leurs conditions de vie et de travail » et « la réalisation du plein et du meilleur emploi dans toutes les régions de l'Europe ».

à partir de
3.590 F
aller-retour
ICELANDAIR
c'est
**DETROIT
CHICAGO**
aux
meilleurs prix

ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 PARIS ☎ 742 52 26

IFAM
INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY
une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U. (Conn.), Northeastern U. (Boston (Mass.)).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT.)

Renseignements : IFAM, 18, rue Capré, 75015 Paris. Tél. 734-38-23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____

PLACEMENT FINANCIER

A VENDRE

PROVINCE : UNE FERME + 150 HA
BELGIQUE : UNE FERME + 100 HA
UNE FERME + 50 HA
PAUL PONTIERE
42, rue de l'Ecole 5583 WANENNES
Tél : 32-2-82-71-31-87

nt de la CES

La chronique de Paul Fabra

Vivons tranquilles jusqu'à la fin du siècle

INTERROGÉ au lendemain du sommet de Bonn, Jacques Attali, le conseiller spécial du président, a parlé du « problème que posent les sommets lorsqu'on veut, un peu trop, les voir dériver vers des institutions, vers une sorte de directoire de l'Occident. Ce qu'il ne faut pas. Ces sommets ont été conçus — c'était très sage à l'époque — comme une excellente occasion, pour des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont la destinée des affaires de leurs pays et qui jouent un rôle majeur dans les affaires du monde, de mieux se connaître, d'approfondir leurs idées et même d'échanger des vues de façon informelle, sans être l'objet de sollicitations les amenant nécessairement à prendre des décisions ou à arriver à des consensus. C'est bien l'objet de ces sommets que d'avoir montré la grande difficulté de rester dans l'informel, quand il y a une telle pression médiatique sur ces chefs d'Etat (et de gouvernement) ».

M. Attali se posait moins de questions sur la nature et sur les fonctions des sommets, il y a trois ans, à la veille de celui de Versailles, lorsqu'il espérait y faire admettre l'idée d'une réforme du système monétaire international. Sans doute déçu par les résultats obtenus, M. Mitterrand, dès l'année suivante, en 1983 à Williamsburg, faisait allusion à la « dérive » ou à la « déviation » dont les sommets auraient fait l'objet, allant jusqu'à s'interroger publiquement sur l'utilité, pour la France, de continuer à y participer. Abstraction faite de leur caractère circonstanciel, les critiques du chef de l'Etat et de son fidèle conseiller sont-elles vraiment justifiées ?

Bien que plus fonctionnel que le sommet de Versailles, transformé à la nuit tombante en fête Grand Siècle, et que celui de Williamsburg, agrémenté dans les rues par un charmant spectacle de l'ère coloniale, la réunion dans la capitale fédérale allemande n'a pas échappé à l'aspect publicitaire.

Il ne s'agit pas seulement de discuter des questions souvent très importantes. La grande affaire, pour chacun, est de faire savoir qu'on y défend, « bec et ongles », s'il le faut — c'est l'expression que le porte-parole de l'Elysée a pronon-

cée au moins cinq fois en trois jours, — les intérêts nationaux dont on a la charge, sans sacrifier pour autant, bien entendu, la nécessaire solidarité occidentale.

Le Bundesausschuss, étiageant construit le long du grand fleuve aux courbes majestueuses, n'avait sans doute jamais vu pareille affluence : un millier de personnes pour les délégations, y compris les gardes du corps personnels et trois mille cinq cents journalistes.

Pompeux équipage, était-on effectivement tenté de conclure, pour un résultat qui n'est pas toujours probant. A y regarder de plus près, le tour qu'ont pris les sommets n'est pas tout à fait la « déviation » qu'on décrit après y avoir, non sans quelque satisfaction, contribué pour sa part. Les contacts personnels entre chefs d'Etat et de gouvernement seraient, assure-t-on, perdus toute spontanéité du fait d'une préparation très minutieuse et de la présence de nombreux experts. L'excès de moyens et de précautions ne serait-il pas, au contraire, une utile garde-fou pour se prémunir contre le danger de propos imprécis et d'engagements formulés en termes trop généraux, dont l'effet est plutôt d'embrouiller une négociation que d'en faire progresser le cours ?

Le souci des réactions des médias de la presse écrite et parlée, dit-on encore, aurait trop souvent le pas sur toute autre considération. L'argument n'est pas sans valeur, mais il n'est pas non plus sans réplique. C'est un fait que l'opinion publique et du mal à suivre les débats d'apparence technique qui ont lieu sein des institutions internationales spécialisées : GATT (tarifs douaniers et autres obstacles aux échanges), Fonds monétaire, OCDE, etc. Résultat : les lobbies intéressés ont la part belle pour faire sentir leur poids sans que la masse de citoyens en soient informés. Le fonctionnement de la

démocratie n'exige-t-il pas qu'une fraction aussi large que possible d'entre eux soient à même de connaître l'anju de négociations dont leur sort, peu ou prou, dépend ?

On peut, sans naïveté excessive, soutenir que les sommets, à cause, précisément, de la publicité qui les entoure, ont plus d'une fois contribué à d'utiles prises de conscience. Cela est vrai pour les « Sept », cela l'est sans doute encore davantage au sein de la Communauté économique européenne. Il est évident que les réunions triennales du conseil européen, composées des chefs d'Etat et de gouvernement des Dix (bientôt des Douze, avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun), attirent beaucoup plus l'attention que les débats du Parlement du même nom siégeant à Strasbourg.

C'est quand il fait « gros » pour frapper son public que le jeu de l'acteur est le plus facile à juger. Accessoirement, les sommets sont de bons postes d'observation pour saisir les qualités mais aussi les réflexes et les faiblesses d'une diplomatie. Ce qui caractérise trop souvent la nôtre est qu'instinctivement elle « fait le mouvement qui déplace la ligne ». Sans se prononcer, ici, sur le fond, le « non » mitterrandien à la fixation d'une date pour les négociations commerciales paraît typique d'une certaine attitude faite de méfiance devant le déclenchement d'une dynamique.

Un autre exemple a été fourni par les arguments exposés par le porte-parole de l'Elysée pour justifier le refus français de participer à ce qui n'est encore qu'un programme de recherche sur le « guerre des étoiles ». A écouter Michel Vauzelle, l'actuelle doctrine française de défense nucléaire prenait la belle ordonnance d'un jardin de La Nôtre : que rien ne vienne surtout prématurément bousculer cette belle construction militaire et intellectuelle (fondée sur la menace de destruction massive de populations civiles) ; qu'on nous laisse vivre en paix jusqu'à la

fin du vingtième siècle avec nos armes protectrices « qui nous ont coûté si cher » (l'argument a été employé), et avec nos certitudes, qu'il sera toujours temps de réviser au début du prochain millénaire !

MAIS que de chemin parcouru par ailleurs en France en un si court laps de temps ! Rien ne le mesure mieux que l'évolution constatée au sein de l'industrie automobile, où l'on vient de voir le CGT incapable de réunir plus de quelques milliers de personnes à la régie Renault pour défilé en commémoration du 10 mai d'il y a quatre ans. La gauche, alors triomphante, avait fait appel à l'ancien PDG de la Régie, Pierre Oreyfus, pour occuper les fonctions de ministre de l'industrie. Choix heurtant symbolique. Les symboles ont aujourd'hui changé de sens. La CGT cherche à mobiliser les « travailleurs » contre la politique de « cesse », dont Georges Besse, nommé par le successeur, à Matignon, de Pierre Mauroy, est soupçonné. Mme Edith Cresson, ministre de l'industrie, donne un exemple Jacques Calvet pour l'œuvre de redressement accomplie à la tête de Peugeot.

Les choses paraissent claires : Peugeot perd beaucoup moins d'argent, et Renault est obligé d'évoquer un énorme déficit. La firme privée mérite donc les louanges, tandis que, après avoir imité Bernard Hanon pour une gestion effectivement désastreuse (mais s'inscrivant dans le ligné d'une longue histoire) dans l'ex-entreprise phare du secteur nationalisé, on attend, non sans quelque impatience — si les licenciements ne sont pas acquis avant les vacances, ce sera bien tard... — que Georges Besse fasse connaître ses décisions. Mais il y a dix-huit mois, rien n'était encore joué. Ces extraordinaires retrouvailles avec les critères simples (c'est une qualité) et incontournables, comme on dit mainte-

nant, du capitalisme, ne se sont pas faites toutes seules. Quand Jacques Calvet présentait, en juillet 1983, ses premières demandes de licenciements, Pierre Mauroy, premier ministre, et Pierre Bérégovoy, ministre du travail, curent d'abord que l'ancien directeur du cabinet de Giscard d'Estaing montait une opération politique contre le gouvernement. C'est seulement à l'automne 1983 qu'ils se détrompèrent, comprenant que l'objectif du PDG de Peugeot était tout simplement de sauver une entreprise en voie de perdition. La réconciliation fut scellée quand Pierre Bérégovoy, pour « mouiller » les communistes, qui faisaient encore partie du gouvernement, chargea Jack Ralite, ministre délégué auprès de lui, du dossier de licenciements, tâche dont celui-ci s'acquitta avec compétence.

Ce qui incline à penser qu'un chef d'entreprise résolu e aujourd'hui plus de chances que jamais de rallier à son projet les salariés est que la mise en œuvre du programme énarque de Jacques Calvet s'est accompagnée, chez Peugeot et chez Citroën, d'une baisse de l'audience de la CGT, alors que la régie Renault, qui refusait la restructuration, est l'une des rares entreprises où la grande centrale a regagné du terrain.

Jacques Calvet reste très prudent, car il pense que la groupe Peugeot est encore fragile à cause notamment de sa structure financière. Mais il considère que l'industrie automobile est un secteur « formidablement porteur ».

Rien n'y est figé. Toute une série d'évolutions techniques sont actuellement en cours, et notamment chez Peugeot, qui intéressent les plastiques, l'électronique, l'électrique. Le résultat devra être, d'ici à 1990, on devrait déjà aboutir à une première série de modifications très sensibles concernant la conception et donc la fabrication des voitures ainsi que leur utilisation. Ces évolutions devraient faire sentir leur plein effet d'ici dix ans. Et après ? « Après », dit Jacques Calvet, on continuera, car dans la compétition économique on ne s'arrête jamais du court. »

Nixdorf, être le même et partout différent.



Être le même et partout différent. Choisir Nixdorf, c'est mettre en place une organisation informatique unique, homogène, harmonieuse où les informations circulent d'un poste de travail à l'autre, des micro-ordinateurs aux grands systèmes.

Les solutions informatiques Nixdorf apportent à tous les services, les filiales, les unités de production - quelles que soient leur taille, leur activité, leur distance - la puissance de traitement et toutes les données nécessaires à

l'optimisation de leur activité.

A l'origine de cette souplesse, il y a la volonté de Nixdorf de considérer l'entreprise dans une vision globale où chacun des utilisateurs doit obtenir une réponse concrète à ses exigences.

Avec Nixdorf Comet[®], par exemple, le logiciel leader de Nixdorf, près de 30.000 sociétés, dans 42 pays, ont choisi la souplesse, la facilité d'utilisation, les performances Nixdorf.

L'informatique Nixdorf, le pouvoir d'être unique et partout différent.

Nixdorf Computer S.A.
7-13, bd de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 747.12.70

Nixdorf Computer Lyon S.A.
2, avenue Georges Pompidou
69003 Lyon - Tél. : (7) 234.96.00

NIXDORF
COMPUTER

Je désire recevoir :

- ☐ la visite d'un ingénieur commercial,
- ☐ une documentation sur la gamme des matériels et logiciels Nixdorf

M. _____
Société _____
Activité _____
Adresse _____
Tél. _____

Chers disparus

La disparité des hommages rendus ce week-end par Cannes à ses chers disparus était troublante. Un salut furtif, samedi, un peu froid, pour Joseph Losey, et, pour Truffaut, un bel anniversaire dimanche, très dans le ton de ce Festival. Uniformes et foule massée au pied du grand escalier d'honneur. Surtout, un film spécial introduit par Jeanne Moreau et par les vingt, par les trente acteurs de toute une œuvre, groupée sur la scène.

Oui, déséquilibré en apparence, cet effort d'entretien de nos mémoires oubliées. Il a fallu attendre la fin de *Steaming* et la chaleur des applaudissements pour se dire que Losey avait préféré se rappeler à notre bon souvenir éternel par quatre-vingt-seize minutes d'émotion et trois géniales comédiennes.

Vanessa Redgrave eût pu, bien sûr, s'avancer sous la lumière d'un projecteur au nom des comédiens de tous les continents qui avaient abrité les exits cinématographiques du vieux lion. Le Festival eût pu aussi sélectionner *Steaming* pour la compétition et donner une chance pour le prix d'interprétation à l'abominable performance de Patti Love. Mais ce film à l'amour des femmes, le style de l'hommage nu et anonyme comme une chambre d'hôtel, convenaient bien à l'émigré qu'avait été Joseph Losey.



On l'a mieux compris, paradoxalement, avec la cérémonie vivante, presque joyeuse, selon les vœux mêmes de ses inspirateurs, préparée en l'honneur de François Truffaut. Pour que les orphelins oubliés l'absence du metteur en scène et puissent un réconfort dans l'héritage impressionné, il faut avoir une famille. Truffaut avait la sienne, très localisée, entretenue par la fidélité de toute une vie.

Lorsque, égrenant les titres d'une vie, Jeanne Moreau a fait apparaître Jean-Pierre L  aud et Gérard Depardieu, Catherine Deneuve et Fanny Ardant, Jean-Pierre Aumont et Jacqueline Bisset, c'est toute l'unité d'une oeuvre qui déroulait son film de corps et de visages. Le lien de cousinage à travers les méandres d'une filmographie était évident.

Les trente comédiens français se sont regroupés sur la scène, les hommes à genoux, les femmes debout derrière, comme pour une photo d'équipe de football. L'hommage, en souvenir de Truffaut, était des plus justes. Quel symbole aurait-on pu retenir pour Losey ? Quelle scénographie faudrait-il imaginer pour saluer les maîtres que le cinéma perdait encore ? C'est ainsi et c'est plutôt bien : les commémorations du Festival rassemblent à ceux qu'elles honorent. S'il existe un ciel pour les cinéastes, un ciel doté de la vidéo, Losey et Truffaut ont pu apprécier ce week-end un tel souci d'exégèse posthume.

PHILIPPE BOGGIO.

Cannes, trente-huitième

Compétition

   *BIRDY*   , d'A. Parker ;    *INSIGNIFICANCE*   , de N. Roeg, et à *PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES*   , d'E. Kusturica

Les rêves de petit garçon battent de l'aile

Suffit-il d'un seul plan, et tout le reste du film se recapture ? La fin de *Birdy* est tellement géniale qu'elle appelle un tonnerre d'applaudissements, et le public paraît ainsi porter le film en triomphe. On ne sait pas s'il est amn  si  , si l'inventivité de la chute a rej  illi sur les deux heures qu'elle couronne. A moins qu'il ait réellement aimé. Au food, c'est peut-être à. La moitié du temps, *Birdy* est d'un ennui profond, mais l'ennui, n'est-ce pas, rejoint les g  ts et les couleurs.

Al s'en revient de guerre. Le Vietnam lui a légué une mâchoire en acier, et une partie de la tête recouverte de pansements, soigneusement disposés pour que l'acteur puisse parler et garder son jeu de physionomie. Al vient voir son ami Birdy ; il le trouve blotti dans sa cellule d'hôpital psychiatrique, comme un oiseau. Il a enfin réalisé son rêve : quitter ses congénères pour écouter au royaume enchanté des fous volants.

Al le solide, le simple, est toujours tombé malade chaque fois que son ami singulier se cassait la figure ou partant dans les airs. D'après les r  tours    arrière (astucieusement amenés) qui démarquent de la cellule pour raconter l'  v  nement. Al a tout essayé pour maintenir Birdy à un niveau de vie normal, mais Birdy a été le plus fort. Al l'a plaqué le jour où il l'a découvert nu dans une cage, alors qu'il lui avait conseillé une nuit d'amour avec une femme du genre humain. La guerre a achevé de les séparer et les a détruits (brèves scènes du front, couleur locale). Mais Al, désormais, abandonnera plus jamais son copain.

Comment cette amitié ne nous toucherait-elle pas ? Nicolas Cage (Al), que l'on a vu chez Francis Coppola (*Rusty James*, *Cotton Club*), est merveilleux dans sa passion pour Birdy, dans son effort désespéré pour communiquer avec lui et le faire revenir sur terre.

Lorsqu'on voit se construire leur passé commun, lorsqu'il se couvre de plumes, pédale dans une décharge, reçoit une g  lle de son père, tout cela pour aider l'autre à planer, Nicolas Cage donne à cette partie du film sa densité, une densité qu'il était difficile de ne pas obtenir dans les séquences de l'hôpital.

Les   boses se gâtent quand Birdy est livré à lui-même, à sa mère, à son système D, à son amour des volatiles, à sa progressive identification. Le maquillage est parfait pour les traits aff  n  s de Matthew Modine (*Birdy*), mais, franchement, si l'on n'a pas une vocation d'ornithologue, ce ne sont pas les exco  ricit  s de Birdy qui donnent envie d'appartenir à la Société protectrice des oiseaux.

Malin Malik

Anglais, Alan Parker a su naviguer se couler dans le modèle américain (*Fame*). Ici, il ne dépasse pas les années 60 d'Epinal : les filles et les voitures, la virée au bord de l'océan, le papa italien et Philadelphie pas drôle quand on est pauvre. Il m  dise les clairs de lune chromés, la violence d'un abattoir, le réalisme j  tiste, les j  lissesses   cienelles et les travellings fluides (gr  ce à la caméra steadicam), mais - tant pis, il l'a voulu, cette métaphore, - *Birdy* ne décolle pas.

Les rêves de galopin battent de l'aile. A part Marilyn expliquant la théorie de la relativité    Einstein dans sa chambre d'hôtel (*Insignificance*), à part la collection d'images de son mari, champion de base-ball (il les trouve dans les paquets de chewing-gum), et les rictus de Tony

Curtis    sénateur du m  carthysme pers  cutant le savant, on ne comprend pas très bien les loufoqueries de Nicolas Roeg (auteur de *L'homme qui venait d'ailleurs*). Réunir à huis clos deux figures célèbres de cet   cabit est en soi amusant, comme d'être le machino au sous-sol qui envoie du vent dans les jupes de la star, mais les mythes ont la peau dure. Ils sont souvent plus forts, que les hommages à leur image rendus.

Ce n'est pas tout à fait le can en revanche, de *Papa est en voyage d'affaires*, charmant petit film d'Emil Kusturica (*Te souviens-tu de Dolly Bell?*), où un bambin de six ans dresse la chronique pittoresque de sa famille, tandis que la Yougoslavie des années 50 récuse contre Staline, tout en copiant ses procédés.

Papa est envoyé dans le mine par un beau-frère jaloux et court d'autres jupons que ceux de maman, pourtant j  lic. Malik Malook, doté d'un grand frère raisonnable, aime surtout à ballon de football, mais, heureusement, il tombe amoureux. Son malheur pas toujours innocent, il ira même, une nuit, rejoindre son amie dans son lit.

Par touches légères, avec un sens aigu des proportions et des détails doux-amers qui font rire d'attendrissement, Kusturica se souvient de notre enfance à tous. Une enfance à la Pagnol, que la mémoire rend mythique, et qu'il suffit d'un héros malin comme Malik pour rendre vraie, si non neuve.

CLAIRE DEVARRIEUX.

* *Birdy* : sortie à Paris le 15 mai.

   *LE Baiser de la femme araignée*   , d'Hector Babenco

L'audace des bons sentiments

Dans une prison sud-américaine, deux hommes confrontent leur manière de survivre et s'entraident. Molina se trav  st pour mieux raconter à Valeo un mélodrame des années 40, où l'héroïne chante comme Zarah Leander, et soccombe, elle,    la Française, aux charmes d'un blond nazi. Valeo, détenu politique, rejette ces f  dais  s d'une idéologie douteuse, mais l'héroïne et les traits de la femme qu'il aime.

Babenco, avec ce film dans le film, s'autorise une dérision qu'il s'interdit dans la pièce close où Molina, l'homosexuel, enseigne la tendresse    Valeo, le révolutionnaire, et apprend de lui la dignité. Il est libéré, le *Baiser de la femme araignée* - encore une histoire de

Molina    rêver debout à aide Valentin à souffrir seul, tandis que son compagnon affronte l'an-d  hors. Le nouveau film de Babenco (*Pixote*), d'après Manuel Puig, commence brésilien et finit américain, coproduction oblige.

Molina a été mis dans la cellule de Valeo pour lui soutenir des renseignements que la torture n'a pas obtenus. L'audace des bons sentiments que respectent Babenco et ses acteurs (formidable William Hurt co Molina) suffira-t-elle à sauver Valeo de notre opprobre ? Réponse à partir du 5 juin : le film sort à cette date, et l'on s'  voudrait de galvauder le suspense d'une oeuvre si généreuse.

Cl. D.

Quinzaine

Sourires à la japonaise

Pierre-Henri Deleau a déclaré ouverte la dix-septième édition de la Quinzaine des réalisateurs, plus gravement que d'habitude, puisque le Palais de la Croisette, où la manifestation a trouvé sa mesure, doit être détruit et remplacé par un hôtel. Se loger à Cannes est difficile pendant le Festival, mais quand même, cette vieille salle toute cour  e de souvenirs, où on s'entasse en désordre, est vraiment chaleureuse. Et si on regarde la liste des cinéastes passés par dix-sept Quinzaines, Bertolucci, Fassb  nder, Godard, Schroëter, Rivette, Straub... Ils y sont tous.

Ce n'est pas seulement la salle qui est menacée, mais la manifestation, en rivalité avec un   Un certain regard  . Pourtant, Pierre-Henri Deleau a dit qu'il lutterait et qu'il ne s'engagerait pas dans une bataille perdue d'avance. Pierre Viot, président du Festival, l'a soutenu clairement. Jérôme Clément, directeur du Centre national de la cinématographie, peu bavard, ne s'est pas prononcé.

A suivi le film *Fun  raill  s*, premier long métrage d'un acteur japonais, Juzo Itami. Il était là, accompagné de ses deux producteurs. Ils écoulent immobiles, mains croisées sur le ventre, et, d'un même geste synchrone, les décroissent pour s'incliner, bras en arrière. Attitude exotique qui collait parfaitement au propos du film : le décalage entre les rites du vieux Japon et les habitudes modernes, et, pour une fois, traité en comédie-vaudeville.

Le point de départ, est la mort brusque d'un vieux p  illard. Son génère doit conduire le deuil, cérémonial minutieux dont il n'a pas la moindre idée. Personne ne sait trop quoi faire, mais il y a des spécialistes pour guider, avec exemples à l'appui sur cassettes vid  es.

Nul ne songe à transgresser le code complexe de la politesse funéraire, mais il ne correspond plus à rien. La cérémonie devient un jeu d'enfance, une occasion de se rencontrer, de manger et de boire, moments inattendus de gaieté, compliqués par l'arrivée inopportune de la ma  trese du génère...

Juzo Itami juxtapose des situations convenues, mais avec une tra  cheur qui les renouvelle. Il laisse le plupart du temps sa caméra immobile. Il se contente de saisir des détails de comportement banal, et les déplace juste assez pour les rendre insolites. En contraste avec le for-

malisme des rites, les personnages ne manifestent aucun sentiment de circonstance. Ils ne sont pas cyniques, plutôt dépourvus de toute hypocrisie. Après tout, ce vieux *Itidam  *, personne ne le regrette. Seule sa veuve, à la fin, dans sa tristesse paisible, trouve les mots de l'émotion : *   Moi, encore vivante, à présenter je suis heureuse, avec toi   *.

On commence à voir beaucoup de cinéma japonais, à conn  tre autre chose que des œuvres prestigieuses. On découvre à un humour dans la veine de René Clair et d'Alec Guinness, inhabituel et plein de charme.

La mort d'un ange

Tournant aussi autour de la mort, mais sans en rire, *Lieber Karl* est le premier film de Maria Knill, douce glissée d'un adolescent hors d'une vie qu'il rejette. Il habite une banlieue pavillonnaire et propre. Ses parents se sacrifient pour qu'il suive des études de médecine, ils parlent peu, lui encore moins. Il est anorexique. Sa mère s'angoisse, son père joue aux échecs. Karl s'est réfugié dans une passivité in-guidée, un état de demi-éveil, d'attente indolore. Son corps vomit la vie, ses yeux transparents cherchent, appellent un geste, une chaleur qu'il trouve, une fois, dans les bras d'une fille r  use et maternelle, mais qui ne comprend pas. Qui pourrait comprendre cette insupportable vacance ? Karl s'est enfermé dans un silence ouaté, qu'a la mémoire br  te, la plus légère parole déchirant douloureusement, sans parvenir à l'entendre.

Lieber Karl porte un véritable défi : quoi de moins spectaculaire que cette tranquille noyade d'un ange. Mais Maria Knill, Autrichienne de vingt-six ans, qui travaille en Allemagne, maîtrise et son écriture, et les données techniques de son art. Les personnages ne ressemblent pas à des comédiens, les couleurs, le son - le son surtout - la nett  t  t   vide des images, l'utilisation des paysages, tout est parfait, parfaitement à sa place, à son rythme. Le film coule comme les larmes silencieuses, comme un souffle qui s'éteint durant le sommeil. Le visage transj  c   d'Ulrich Reinhold (Karl), ses yeux d'eau et de ciel, innombrables, donnent le d  cl   d'émotion qui risquerait de manquer à cette oeuvre si fermement maîtrisée.

COLETTE GODARD.

Bande à part

Good night mister Losey

LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

Dans *Steaming*, les femmes sont entre elles. Elles ne pensent qu'à    : l'homme. Sans ménagement. Elles disent qu'elles battent - elles en montrent les traces - qu'elles les violent, les humilient, les abandonnent, qu'elles veulent tout détruire. En particulier, ces baines où, dans la vapeur des saunas, les douches bouillantes, les eaux gl  c  es, elles se racontent, la pauvre et la riche, la vieille et la jeune, la vivante et la presque morte, elles s'expliquent, elles s'engueulent (il n'y a pas d'autres mots), mais surtout elles s'aiment. Elles veulent les   vaux, leurs beins-douches, leur vapeur (*steam*) qui va les envelopper d'un halo de lumière et de bonheur : ce qui est à la place du bonheur. Dans les dernières images, ce n'est pas sans rappeler le *Zéro de conduite* de Jean Vigo.

Ult  me paradoxe de Joe Losey : toutes ces femmes sans un seul homme, lui qui n'a raconté que l'homme. Elles eussent parlé que da à, ce sauv  ge dont son œuvre nous a montré toutes les facettes. C'est cet homme-là qu'elles repoussent et qu'elles désirent. Les Anna, les Elvira, les Zarline nous disent toutes l'horreur de ce Don Juan qui pourtant les fait jouir. Son dernier film est comme tous ses films : tendu jusqu'à l'inhumain. Derrière la vapeur, le banquier de ce monde sans prié : l'homme délaissé   fr  nt   à ce Dieu qui n'existe pas puisqu'il se tait.

Des grands metteurs en scène que l'on connût, Joe est celui qui n'a le plus demandé. A la fois père et fils, je devais, selon lui, le protéger à l'écouter. Il avait

sans doute raison puisque, aujourd'hui encore, notre *Don Giovanni* me nourrit de sa force et de son rayonnement. Tous les trois, Joe, le film et moi (les films sont des personnes), nous avons fait la tour du monde, affrontant les lieux de tous les publics (qui nous aiment) et de ceux, les autres, qui nous jugent. En Europe, c'est moi qui m'a soutenu, porté, encouragé. En Amérique, c'est moi qui l'ai réchauffé devant l'agression invraisemblable de la presse, la haine, trente ans après *Mc Carthy*, encore intacte : *   Are you still a communist ?   * (Etes-vous toujours communiste ?) lui a demandé une ravissante speakerine à la télévision de Los Angeles. Notre dernier voyage, nous savions tous les deux que c'était la dernière, nous l'avons fait sur le motocycle qui nous conduisait du Cipriani au Lido pour la première de *La Truite* au festival de Venise.

Quand Joe nous a rejoint  s à bord, le marin qui lui tendait la main l'a salué familièrement : *   Good night, mister Losey   *. C'était ce même Lucio qui, vingt ans plus tôt, les emmenait à l'eube sur le tournage d' *Eva*, Jeanne Moreau, Stanley Baker et lui. Dans les détails, parfois, le destin dit tout.

Ce dernier trajet était comme l'ult  me convoi de cet exilé qui, chassé de l'Amérique, n'avait plus nulle part de patrie. Per cela, il rejoignait la cohorte de ceux qui, comme lui, n'avaient trouvé de maison où vivre, de Dagilev    Henry James, de Wagner    Stravinski, les artistes du monde à morts à Venise   .

Après *RAMBO* et *RETOUR VERS L'ENFER* le nouveau film COUP DE POING de

TED KOTCHEFF

INSPIRÉ

L'ENVOUEMENT

IMAGE

MICHAEL D'ARSE
PETER YONDA
THOMAS CARLSON CONTI
LEONARD L. BROWN

KARLA ALLEN
L'AMOUR DE
LES AVENTURIERS DE
PI  RE PERDUE

JAMES ASHLEY
L'AMOUR DE
L'AMOUR DE
L'AMOUR DE

ELIZABETH SHAW
L'AMOUR DE
L'AMOUR DE
L'AMOUR DE

هكذا من الامم

ZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A.
v.f.) : Capri, 2° (508-11-69).

FESTIVAL

Mozart

ORCHESTRE DE PARIS

PARIS — 7 MAI - 13 JUIN 1985

PREMIER CONCERT

MERCREDI 15 MAI - SALLE PLEYEL - 20H30

DANIEL BARENBOÏM

direction et piano

MUSIQUE FUNEBRE MACONNIQUE EN UT MINEUR, K. 477
CONCERTO POUR PIANO EN RE MINEUR N°20, K. 466
SYMPHONIE EN UT MAJEUR N°36/ K. 425 «LINZ»

LOCATION : SALLE PLEYEL ET 563.07.96

SOLLERS'S STORE (A. v.): Mar-
garet, 87 (359-82-82) v.f.; Opéra
Night, 2 (296-62-62)

SQS FANTOMES (A. v.): Opéra
Night, 1 (296-62-62)

LES SPYCASTLES (Fr.): Berli-
z, 17 (742-00-33); Ambassade, 8 (359-
19-08); Hollywood Boulevard, 9 (770-
10-41); Mimirar, 14 (339-82-52)

SOLLERS/GODARD, L'ENTRETIEN
(Fr.): Berli, 17 (742-00-33); Studio 43,
9 (278-67-56)

STAALINE (Fr.): Studio Cujas, 5 (354-
89-22)

STAR WAR LA SAGA (A. v.):
GUERRA DEI COSPI, L'ESPRESSO
DE L'ATTACQUE, LE RETOU-
DU JEUN, Escour, 13 (707-28-04)
Espace Gâté, 14 (337-95-94)

STRANGER THAN PARADISE (A.
v.): Gaumont-Halles, 17 (742-00-
80-25); Rialto, 19 (607-87-61)

SUBWAY (Fr.): Gaumont-Halles, 17
(297-49-70); Berli, 2 (742-00-33)
Richelet, 1 (742-00-33); Ambas-
sade, 8 (359-19-08); UGC Co-
line, 10 (363-60-60)
Hautefeuille, 6 (633-79-38); Pa-
pote, 2 (702-12-15); Champse, 17 (339-
29-46)
Publicis, 17 (339-29-46)
Maurice, 17 (339-29-46)
Bastille, 11 (307-54-34); Athina, 12
(00-65); Faure, 13 (331-60-74)
Maurice, 14 (339-82-52)
maurice, 14 (339-82-52); Parmentis, 14
(333-21-21); Gaumont Convention, 15
(838-42-71); 14 Juillet Beaugrenelle, 15
(775-24-24); Pâché Chic, 19 (522-
46-01)

TERMINATOR (A. v.): Forum, 11
(297-55-37); Cine Beaubourg, 3 (371-
55-37); Gaumont-Halles, 17 (742-00-
80-25); Marignan, 8 (359-82-82)
UGC Emeric, 8 (563-16-16) v.f.
Rea, 2 (236-83-93); Parmentis, 14
(333-21-21)
9 (742-56-31); Bastille, 11 (307-
54-40); Nations, 12 (343-04-67)
Gare de Lyon, 12 (343-01-51); Parmentis,
14 (333-21-21)
Gobelins, 19 (336-24-34); Mimirar, 14
(339-82-52); Montparnasse Pathé, 14
(320-36-61); Montparnasse Pathé,
14 (320-36-61)
Charles, 15 (579-33-30); UGC Con-
vention, 15 (574-93-04); Murat, 16 (651-
99-75); Parmentis Maillet, 17
(339-29-46)
46-01); Secretan, 19 (241-77-99)
Gambetta, 20 (636-10-96)

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.): Cine-
ches, 6 (613-10-82)

LE THÉ A L'HAREN D'ARCHIMÈDE
(Fr.): Gaumont-Halles, 17 (297-
49-70); Richelet, 2 (332-56-70); Ste-
die de la Harpe, 5 (634-25-52)
Danton, 12 (225-10-30); Ambas-
sade, 8 (359-19-08); Français, 9 (770-34-
14); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81)
UGC Gobelins, 19 (336-24-34); Gau-
mont Sud, 14 (334-00-64); Gaumont
Paris, 15 (337-33-33)
Montparnasse, 15 (544-25-02); 14 Juil-
let Beaugrenelle, 15 (575-79-79)
Images, 18 (522-47-94)

THE BOSTONIAN (A. v.): For-
um, 11 (297-55-37); Haverelle, 6 (633-
79-38); George V, 8 (562-41-66)
Marignan, 8 (359-82-82); Parmentis,
14 (320-36-61) v.f.; Lumière, 9
(339-29-46)
14 (320-10-10); Montparnasse Pathé,
14 (320-10-10)

Lundi 13 mai

**EM
PRUNT
PTT
85**

SOUSCRIPTIONS
Bureaux de poste
Chèques postaux
Comptables du Trésor

20 h 35 **Cinéma : Pour sur la ville.**
Film français d'H.J. Verneuil (1974), avec J.-P. Belmondo, C. Denner, A.-M. Merli, R. Varré, H.-J. Huet, L. Massari.
Un film cabochard règle ses comptes avec un Irlandais et poursuit un criminel sexuel qui s'attaque aux femmes pour la morale ! Il paraît décevant. **Cinéma policier** - à l'américaine - par la mise en scène de l'action, la montée du suspense, et l'interprétation de Belmondo.

22 h 40 **Etoiles et toiles.**
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando, en direct de Cannes.
Avec des extraits de nombreux films, notamment - *Birdy* -, d'Alan Parker, les derniers films de Michèle Godard et Youssef Chahine.

23 h 40 **Journal.**

23 h 50 **Nuit des espoirs de Cannes.**
En association avec le journal "le Monde". Avec des films réalisés par d'anciens élèves de l'IDEEC et des scénarios présentés par de jeunes auteurs.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

17 h 35 **Emmenez-moi au théâtre : la Robe mauve de Valentine.**
De F. Sagan, réal. P. Bureau. Avec M. Merli, S. Flon, S. Freiss, D. Gém...
Imbroglios et rebondissements jalonnent cette comédie qui se veut "marivaudaise moderne". L'intrigue fautive, le dialogue, la mise en scène, à une réalité qui, de nos jours, apparaît bien dépassée.

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Robe mauve de Valentine.
De F. Sagan, réal. P. Bureau. Avec M. Meril, S. Fio, S. Freiss, D. Grém...

Mardi 14 mai

11 h 15 **ANTOPE 1.**
12 h 15 *La Une chez vous.*
12 h *Failliten : les Enquêteurs associés.*
12 h 30 *La bouteille à la mer.*
13 h *Journal.*
13 h 45 *A pleïne vie.*
17 h 30 *La chance aux chérsons.*
18 h *Le village dans les nuéges.*
18 h 15 *Méi-journal pour les jeunes.*
18 h 30 *Sérén : Cour d'assésment.*
19 h 20 *Jou : Anegram.*
19 h 40 *Expression directe.*
20 h *Journal.*
20 h 30 *D'accord pas d'accord (INC).*
21 h 35 *Les grands écrans de TF 1 : la Commissaire Moulén.*
De Paul Andrésta, réal. C. Grimberg. Avec Y. Rénier, C. Gaudin, C. Aulair, (Rédit).
Le courageux commissaire Moulén sur les traces de Nicolas Crescenti, dit « le Tordu », considéré comme l'ennemi n°1.
22 h 5 *Centre enquête.*
Magazine des faits divers d'Anne Houng.
23 h 5 *Sédocumentaire : Un violon pour l'été.*
Réal. S. Haisdorf. Avec Ivry Gittis.
Une vingtaine d'élèves présentent un morceau choisi de violon au grand artiste Ivry Gittis. Ce fou de musique privilégie une méthode tout à fait personnelle.
0 h *Journal.*
0 h 15 *Cast & Cannes.*

6 h 45 Télématin.

10 h 30 ANTOINE.
Journal et météo.

12 h 10 Jeu : l'académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilletton : *Sergeval et fils*.

13 h 45 Aujourd'hui la vie.

14 h 30 Série : *Drôles de dames*.

15 h 40 Reprise : *Le grand raid*.

16 h 35 *Le journal d'un siècle*, de L. Bérion.
Édition 1912 : la bande à Bonnot ; le Masfrage du Titanic.

17 h 30 Feuilletton : *Une femme reste une femme*.

17 h 45 Récro A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 *Le théâtre du Boulevard*.

20 h Journal.

20 h 40 Cinéma : *Coup de foudre*.
Film français de D. Kury (1982), avec Miou-Miou, L. Huppert, G. Marchand, J.-P. Bacri, P. Bouchau.
Adieu des années 30 à Lyon, l'amitié de deux jeunes femmes : deux amies contraintes à des mariages de circonstance. Ensemble, elles recherchent leur émancipation. Ce film tendre, émouvant, est une réussite d'étude psychologique et sociale.

22 h Mercredi cinéma.
Un « spécial » direct du Festival de Cannes, par Pierre Tchénard et Jacques Rouland.

22 h 30 *Mégarène* : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, réal. G. Pezzier. Avec Jane Birkin.
23 h 30 *Journal*.

TROISIÈME CHAÎNE - FR 3

20 h 35 *Cinéma (Clique Rions français)* : *Les Jumeaux*
verte
film français de C. Autant-Lara (1959), avec Bourvil,
S. Miel, F. Bessy, Y. Robert, Y. Lagrange, J. Rénal.
Aut. sous des années 1880, deux familles de paysans
sont dressées l'une contre l'autre à cause d'une affaire
remontant à la guerre de 1870. Une farce gaillardie et
pétillante, d'après le roman de Marcel Aymé. Le réalisateur
français de l'autant-Lara bien servi par Bourvil et
ses partenaires.

22 h 55 *Journal*.

22 h 35 *Théâtre à Cannes*.

23 h 25 *Série* : les Producteurs.
Réal. J. Méry.
Portraits de Jacques-Eric Strauss.

23 h 55 *Prélude à la nuit*.
interprété par B. Vodenitcharov au piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Première séance (Woody Woodpecker) : à 17 h 20 :
Compartment taxi, film de Costa-Gavras : à 18 h 50, Accusé
PIC : Yves Bailly : 19 h, Feuillettes : François de Picardie :
19 h 15, Informations.

17 h 5, Première séance (Woody Woodpecker) : à 17 h 20 :
Compartment tueur, film de Costa-Gavras) : 18 h 50. Atout
PIC : Yves Balu ; 19 h, Feuilletou : l'Homme du Picardie :
19 h 15, Informations.

20 h 30, Mesdames, messieurs... Bonsoir!, film de L. Comencini; 22 h 10, Boxe; 23 h 20, Tennis; 1 h 10, Cocoon, film d'A. Rapp.

20 h 30 Avez-vous lu Victor Hugo ? Choix de textes, par M. Butor.

20 h 30 Concert : œuvres de Mazzochi, Marescio, d'India, Monteverdi, Wilbye, Ravenscroft, Weelkes, Jeffries, Vautour, Lapwes, Ward par l'ensemble « The Consort of Music », dir. A. Rooley, sol. E. Kirby, E. Tubb.

22 ■ Les sources de France (Musique : concert G.A.W. (Denis Levaillant, Daniel Teruggi) ; à 23 h 5 Le musicien de minuit ; Petrika Ionesco.

4 mai

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**

17 h 55 **Dessin animé : Il était une fois l'homme.**

20 h **Les Joux.**

20 h 30 **D'accord pas d'accord (TNC).**

20 h 35 **Cinéma : Julia.**

Film américain de F. Zinnemann (1977), avec J. Fonda, V. Redgrave, J. Roberts, M. Schell, H. Holbrook, K. Suren.

Coucou, c'est en 1937, Lillian Hellman, intellectuelle juive américaine, découvre la réalité de l'Allemagne nazie en apportant, à Berlin, de l'argent à une amie de jeunesse engagée dans la lutte clandestine. Film dramatique qui évoque le cheminement moral d'une conscience.

Deux femmes dans l'histoire de l'Europe, deux actrices exceptionnelles pour des personnages vrais.

22 h 30 **Journal.**

22 h 55 **Série : les Producteurs.**

De J. Meny.

Portrait de Mag Bodard.

23 h 30 **Prétendu à la nuit.**

14 h. Affrontement, film de P. Newman; 15 h 40. Neige, film de J. Berto et J.-H. Roger; 18 h. Jeu 4 C +; 18 h 40. Jeu : Les affaires sont les affaires; 19 h 10. Zénith; 19 h 45. Tout s'achète; 20 h 5. Top 50; 20 h 36. Les Trois Jours du condor, film de S. Pollack; 22 h 25. Football : Laval-Bordeaux; 0 h 20. Tir groupé, film de J.-C. Messiaen; 1 h 45. Puce l'infaisable, film de D. Haudequin.

12 h, **PAORASSA** : en direct de Cannes ; 13 h 40, **Instantané** : magazine musical ; 14 h, **Un livre, des voix** : les *Rencontres* de Jan de Hartog ; 14 h 30, **Les repas de vent** : de Gilbert Leautier (rediff.) ; 15 h 30, **Les mardis du théâtre** : spécial centenaire de la naissance de Charles Dullin ; 17 h 10, **Le pays d'Ici** : à Bayonne ; 18 h, **Subjectif** : Agora (Thérèse Clerc) ; à 18 h 35, **Tire ta langue...** ; 19 h 30, **Perspectives scientifiques** : douze clés pour la biologie ; 20 h, **Musique**, **Jeunesse d'emploi** : Mozart ; 20 h 30 **Pour aller plus loin** : les poètes à l'étranger ; 21 h, **Entretiens avec...** : Raoul Uric ; 21 h 30 **Diagonales**, actualité de la chanson ; 22 h 30 **Nuits musicales** : Festival de Cannes

12 h 30, Concert : œuvres de Albrecht, Krenek, Gilles. Bach pour le Collegium musicum de l'université de Heidelberg
14 h 22, Répètes contemporaines ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Organisation de la génération du renouveau ; à 16 h 30, La musique médiévale ; 17 h 30, Les après-midi de France-Musique ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : Germanie Carner, mezzo-soprano chante des airs de Massenet, Lalo, Saint-Saëns ; 20 h 4, Les après-midi de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.
20 h 30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : variations sur un thème de Haydn de Brahms, pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur de Beethoven, Concerto pour piano n° 20 de Mozart de Régis par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. V. Afanassiev, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Ray Monjard, à 23 h 5, Jazz-Club (en direct du New Morning).

ROBERT REDFORD

20h30 : "Les 3 jours du condor".

De Sydney Pollack avec Faye Dunaway

Ah... Si vous étiez abonné

19h30

P R E M I E R E M O N D I A L E
VIVEZ A L'HEURE DE CANNES
MERCREDI 15 MAI

misshima

**SORT A PARIS A L'HEURE
DE SA PRESENTATION
OFFICIELLE A CANNES.**

SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE CANNES 1985

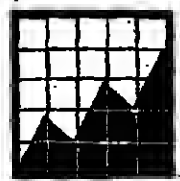
هكذا من الآمال

	Le Signe	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	68,00	81,83
AUTOMOBILES	68,00	81,83
AGENDA	68,00	81,83
PROP. COMM. CAPITALUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	Le mm/coll	La mm/TC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	53,37
IMMOBILIER	48,00	53,37
AUTOMOBILES	48,00	53,37
AGENDA	48,00	53,37

* Déterminés selon surface ou nombre de pages.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Premier fabricant français de rubans adhésifs et d'étiquettes autocollantes (300 p.), appartenant au groupe FOURNIER (1300 p., 700 MF), en pleine expansion, nous cherchons, pour Dijon,

notre directeur d'usine

Dépendant du D.G., vous avez autorité sur l'ensemble du personnel de production (240 p.), êtes responsable de l'organisation et de la coordination des services connexes à la production (ordonnancement, lancement, méthodes, entretien...).

Agé d'au moins 35 ans, vous avez une formation prouvée dans la mécanique (par ex. A.M.) complétée, si possible, de connaissances solides en chimie. Vous avez déjà une expérience réussie de direction d'usine (peut-être dans l'industrie du caoutchouc ou du papier carton). Vous avez le sens du commandement, du goût pour la création et l'innovation technologique et une bonne connaissance des techniques modernes de gestion. Venez nous aider à maintenir notre croissance.

Notre consultante, Mme F. BOYON, ingénieur ENSAM, vous remercie de lui écrire sous (réf. 1056 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Groupe de 2 Entreprises industrielles
140 millions F - 270 personnes

FILIALE D'UN GROUPE EUROPEEN
PRODUITS DE CONSOMMATION vendus à la Grde Distribution,
au commerce traditionnel et à l'industrie, recruté

DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER Futur D.G. - 300.000 F (+)

IL UNIFIERA LES SYSTEMES EN PLACE ET SERA RESPONSABLE
DE LA GESTION GENERALE (COMPTABLE, FINANCIERE ET ADMINIS-
TRATIVE) DES 2 SOCIETES. Basé en Région Parisienne Nord-
Est, avec présence hebdomadaire dans la Société de Province.

Expérience indispensable de
D.A.F. dans une P.M.I. performante

Par ses compétences et sa personnalité
affirmée d'organisateur et d'animateur
VOCATION A DEVENIR DANS LES 2 ANS
D.G. DU GROUPE

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie
d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé,
photo et rémunération) sous réf. 8240 à

SC sélection conseil
96, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

DIRECTEUR DU PERSONNEL

250 - 300 000 F.

Région Nord
Industrie Laitière

Un des premiers groupes laitiers français I.C.A. 1,3 Milliard-Effectif 800 personnes, qui développe une gestion des ressources humaines reposant sur une juste évaluation du personnel, sur un effort constant de formation et sur une circulation cohérente de l'information, recherche SON DIRECTEUR DU PERSONNEL. Il exercera ses fonctions sur l'ensemble des effectifs du siège et des différentes unités de production. Il sera l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale pour tout ce qui concerne l'aspect humain et social de l'Entreprise et, à ce titre, il fera partie du Comité de Direction. Ses responsabilités seront administratives (gestion générale du personnel, recrutement, paie, politique de rémunération...), légales (préparation et assistance aux réunions avec les partenaires sociaux), et humaines (participation à la définition de la politique sociale de l'Entreprise, mise en place d'une politique d'évaluation/formation, animation de la hiérarchie pour développer les capacités d'expression des salariés...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure juridique, sciences humaines ou gestion, ayant acquis une expérience professionnelle similaire dans une autre entreprise ou à tout autre cadre de direction de personnel désireux de développer ses responsabilités.

Ecrire sous référence 771/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur - 75007 Paris. Discretion assurée.

GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
opérant au niveau international
cherche pour sa filiale américaine (USA)

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

AUX CÔTÉS DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN
Après avoir fait ses preuves sur le terrain en France, il sera responsable

- du développement commercial aux USA,
- de la coordination avec les sociétés européennes du groupe.

Formation : INGÉNIEUR CHIMISTE + MBA.

Large expérience industrielle indispensable.

Escr. c.v. et pr. s/réf. 4 580 à PIERRE LICHOU S.A.,
B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

LILLE

Directeur marketing : un pro du tertiaire...



GROUPE CGI

Responsable à part entière des objectifs, plans, budgets, c'est aussi un homme de communication (interne et externe) qui se porte garant de la cohérence de la politique nationale de sa Division.
Ce poste s'adresse à un professionnel du Marketing opérationnel en milieu tertiaire : banques, assurances ou grandes sociétés de prestation de service (informatique, intérim, grands loueurs nationaux).
La maturité et l'expérience constituent les facteurs principaux de réussite, orientent cette recherche vers une personnalité de plus de 40 ans.

Alain SOMIA traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous réf. 1638 LM



DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

PARIS SUD OUEST

200 MKF
75 % VENTES EXPORT

Dans le domaine des équipements pour l'armement, la marine et le spatial
(asservissements de pointe : mécaniques, hydrauliques, électroniques)
vous pouvez prendre le poste de

Directeur commercial

occupé précédemment par votre futur patron avant sa nomination comme Directeur de l'une des divisions (170 collaborateurs) d'une société beaucoup plus importante en personnel.

Remplacez-le à la tête du service commercial (France et Export) en devenant son adjoint direct : votre action - celle d'un décideur - couvrira l'animation de 3 petites équipes déjà fortement motivées : projets, fonction technico-commerciale, administration des ventes.
C'est un challenge difficile car la compétitivité est impitoyable sur ces marchés très techniques. Il faudra donc vous battre et arracher des contrats rentables avec les yeux rivés sur la croissance du carnet de commandes, actuellement d'un montant de 200 MKF, dont 75 % à l'export.

Ce poste est pour vous si vous êtes Ingénieur Grande Ecole (mécanique et/ou électronique) ou équivalent et, si vous avez déjà dans une activité similaire, prouvé que vous êtes un professionnel de haut niveau dans la vente de matériels de haute technologie.

Français ou étranger, déjà frotté si possible à plusieurs cultures, vos compétences techniques et commerciales sont indiscutables. Bilingue franco-anglais, vous êtes naturellement ambassadeur mais vous êtes bien décidé à mettre tout en œuvre durant 3 ou 4 ans pour faire progresser les ventes. Très disponible, vous voyagez assez souvent dans le monde entier, en particulier aux USA et en Extrême-Orient, sans négliger pour autant le marché national français. Vous bénéficierez d'une rémunération réellement motivante.



Adressez votre CV avec photo, en précisant un numéro de téléphone, le niveau de salaire actuel et en rappelant la référence 220, à :
Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup.
Pour votre premier entretien, vous serez convoqué à Paris et bien entendu votre dossier sera traité confidentiellement.

Guy Postel



INFORMATIQUE

Unité d'une centaine de personnes, aux compétences riches et variées, dont les activités portent sur le Conseil, les Etudes et Réalisations, les Progiciels et la Formation.

Dans ce domaine, nous occupons une position de leader : nous offrons en effet plus de 80 titres de stages, en informatique, micro-informatique, organisation et bureautique, micro-électronique, en Inter et Intra-entreprises.

Directeur de la formation

Avec une équipe d'animateurs permanents et de consultants consacrant une part de leur temps à la formation, vous avez la charge de développer cette activité qui connaît un fort taux de croissance et qui est en pleine mutation. Vos principales responsabilités portent sur : la qualité, le lancement de nouveaux stages, la formation des animateurs, le budget. Vous êtes également à l'écoute du marché et menez des actions de promotion dans le domaine de la formation intra-entreprise.

Vous êtes un entrepreneur, connaissant parfaitement le milieu informatique et les activités de formation.

Veuillez adresser votre dossier de candidature à M. B. BROISIN DOUTAZ, Directeur de CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sévres, 92516 BOULOGNE cedex.
Les consultants de Séla-CEGOS INFORMATIQUE participeront au recrutement.

Concessionnaire CATERPILLAR
Afrique de l'Ouest
recherche un

DIRECTEUR PIÈCES DE RECHANGE

chargé de la gestion informatisée des stocks.

Aura à encadrer et animer 60 personnes.

35-45 ans.

Formation supérieure.

Expérience direction de service en milieu industriel ou TP.

Connaissance pièces détachées appréciée.

Anglais souhaité.

Expérience Afrique exigée, poste basé en Afrique de l'Ouest.

Adresser C.V., photo, rémunération actuelle

sous réf. 155 à

P.A. Service 20, rue Margaux

33000 Bordeaux qui transmettra

HESNAULT S.A.

Transitaire de dimension internationale recherche pour sa filiale au Japon

UN DIRECTEUR

Ayant une grande expérience du commerce international (transport, négoce...), chargé de développer les activités sur la zone asiatique ; il assurera l'ensemble des responsabilités d'un centre de profit, tant au plan de la gestion que de l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Rémunération motivante. Avantages liés au poste.

Adresser C.V. et références à :
STE HESNAULT S.A.
44, rue de la République
Z.I. des Gâtines, 78370 Palaiseau
sous réf. M.F./H.B.

Importante société
dans le domaine de la mode
cherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Age : 40-50 ans ;
- Son rôle : Gestion, Administration, Direction du Personnel ;
- Connaissance de l'Anglais indispensable ;
- Grandes Qualités exigées :
- Lien de l'activité : PARIS ;
- Salaire important.

Ecrire à REGIE PRESSE sous réf. 305.950 M
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

DFORD
du condor
CAVALI

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



SEMA METRA CONSEIL

recherche
pour soutenir le développement de ses activités
en stratégie et restructuration industrielle en France et au plan international

**Consultants en stratégie
dans le domaine des services**

Niveau :
junior (2-5 ans d'expérience)
senior (5-8 ans d'expérience)
Formation requise : HEC, INSEAD
Ingénieur, MBA ou équivalent
Secteur : Banques, assurances, distribution, commerce
international.

**Consultants
en productivité et analyse de
valeur administrative**

Niveau :
junior (2-5 ans d'expérience)
senior (5-8 ans d'expérience)
Formation requise : Grande Ecole Scientifique ou
commerciale
Secteur : Industries, services

**Manager en
stratégie et restructuration
industrielle**

Niveau : forte expérience (10 ans) en matière de
redressement d'entreprises en difficulté et en stratégie
industrielle
Formation requise : HEC, INSEAD
Ingénieur, MBA ou équivalent
Secteur : Industries de transformation (méca-
nique/construction électrique...)

La préférence sera donnée à des candidats maîtrisant bien deux langues (anglais/espagnol ou allemand) les outils micro et ayant une grande mobilité géographique.
Une rémunération stimulante et de réelles perspectives de carrière seront offertes aux candidats retenus.
Adresser CV - photographie récente en précisant la référence choisie à
SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris



SEMA METRA CONSEIL

recherche
pour ses activités internationales

**Experts comptables
et financiers**

Niveau : 5-8 ans d'expérience
Formation requise : Grande Ecole Commerciale DECS
ou Expertise Comptable.
Secteur : Développement rural/Energie/Infrastructure.

**Manager
"études économiques"**

Niveau : 10 ans d'expérience
Formation requise : Doctorat de Sciences Economiques,
Grande Ecole Scientifique ou Commerciale.
Secteurs : Etudes
• de développement régional
• de factibilité de projets industriels et d'infrastructure
• sectorielles

**Consultants
commerce international/
promotion export**

Niveau : 2-5 ans d'expérience
Formation requise : Grande Ecole d'ingénieurs ou
Commerciale
Secteur :
• promotion industrielle
• transfert de technologie
• études de diversification export.

La préférence sera donnée à des candidats maîtrisant bien deux langues (anglais/espagnol ou allemand), les outils micro et acceptant des séjours de longue durée à l'étranger.
Une rémunération stimulante et de réelles perspectives de carrières seront offertes aux candidats retenus.
Adresser CV - photographie récente en précisant la référence choisie à
SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris



emplois régionaux

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

RECRUTE

POUR SES AGENCES DE
Lyon, Montpellier, Toulon

**DES CONSEILLERS
DE CLIENTÈLE
PRIVÉE**

- VOUS avez un bon niveau de culture générale (Bac + 2).
- VOUS avez le goût du contact et une expérience commerciale même courte.
- VOUS êtes jeune et dynamique.
- VOUS recherchez au poste à responsabilité dans une entreprise en expansion.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à :
REGIE-PRESSE, sous n° 305.297 M,
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**Ingénieur
Arts
et Métiers**

MAINTENANCE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

IMPORTANTE ENTREPRISE NORD-OUEST DE
LA FRANCE recherche un INGENIEUR
A & M, débutant ou quelques années
d'expérience dans activités maintenance
d'ensembles industriels.

Cet ingénieur :
• animera une équipe de 4 Cadres
Techniques, 15 A.M., 100 ouvriers
tous corps de métier,
• établira marchés de travaux et devis,
• participera aux études Travaux
Neufs (engins de manutention),
• sera associé au développement de
l'activité Ingénierie.

**REMUNERATION MOTIVANTE
ET PERSPECTIVES DE
CARRIERE REELLES.**

Premiers contacts prévus à Paris en mai.
Adresser C.V. détaillé et présentations
sous réf. 3202-M à I.C.A., 3, rue d'Haute-
ville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A.

**2 CHARGÉS DE MISSION
COMMERCIAUX**

Pour des petites structures agro-alimentaires.

- De montage, vous assurerez :
- L'implantation commerciale de produits de qualité ;
- L'organisation, l'animation et la gestion de stands à cer-
taines manifestations ;
- Agé (e) de 25 à 35 ans, de formation et expérience
adaptées, vous avez du tonus et êtes motivé (e) par une
mission difficile exigeant des déplacements fréquents.
(Véritable défi).

Base : poste 1 TOULOUSE
Poste 2 PYRÉNÉES BASSES

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo à :
M.A.A.P.,
4, av. de la Gare, 31120 Portet-sur-Garonne.

Une carrière à grande vitesse,
c'est encore possible au Crédit Agricole.

Une grande banque régionale (Franchise-
Compte) recherche :

ANALYSTE FINANCIER

Au sein du service crédit, il aura la charge de
l'instruction des dossiers prêts agricoles et
d'une approche plus approfondie des besoins
de financement de l'Agriculture. Réf. P1

CHARGE D'ETUDES

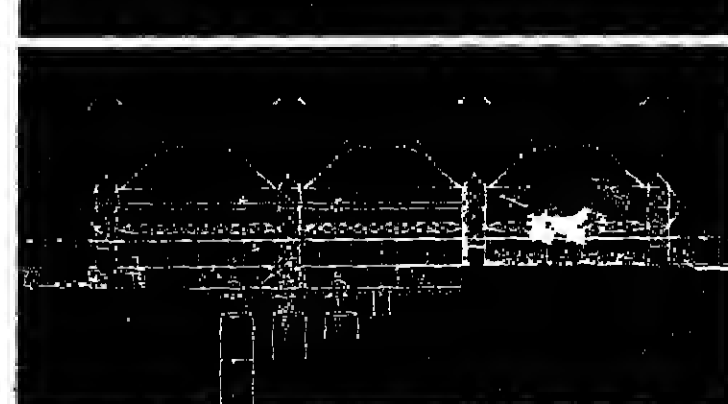
Il participera à la mise en œuvre et au suivi des
procédures d'application de la politique de
crédit. Réf. P2

Ces postes conviendront à des diplômés
d'études supérieures, ayant le sens de l'ana-
lyse financière, le goût de la micro-informa-
tique et de l'innovation.
Parce qu'ils devront évoluer très rapidement vers
des fonctions à responsabilité, les candidats
devront présenter un fort profil commercial et
des aptitudes à l'encadrement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions à notre conseil
J.-P. DORNIER, E.P. 2032,
25000 BESANCON.



**RESEARCH
MANAGER -
FLUID PHYSICS**



c.£35,000

Schlumberger Cambridge Research
was established in 1982 to initiate and
conduct research on behalf of the
Oilfield Drilling and Production Services
Companies within Schlumberger, which
is the world's leading service company
to the oil industry with a turnover of
\$6.4B.

Located on the outskirts of
Cambridge, the newly-established
laboratory carries out both applied and
fundamental research relevant to the
Company's field activities. Centred on
unique drilling test and
flow facilities, capable of simulating full-
scale drilling and multi-phase flows in
deep-hole oil and gas well conditions, the
laboratory amenities and resources
provided in support of each research
programme are impressive.

Since the oil industry requires
complex fluids in its drilling, cementing
and reservoir stimulation activities, one
area of expanding research involves the
investigation of various additives which
are employed to control the engineering
properties of these fluids (rheology, filtration
characteristics, reactivity) which include
particulate solids suspensions, emulsions,
polymer solutions, acids and foams.

Schlumberger Cambridge Research is
already heavily involved in research on the
phenomenological description of the various
processes in which those fluids are
employed, and now wishes to establish a
new Research Department, the charter of
which is to relate the phenomenological
properties of those fluids to the physical
chemistry of their constituents via statistical
physics. Hence, we are now inviting
applications from outstanding Scientists,
who are already established in physico-
chemical hydrodynamics or a related field,
to head this new department.

Schlumberger Cambridge Research offers
to the right individual a high level scientific
environment, outstanding facilities and an
opportunity to pursue scientific interests in a
frontier field, together with overseas career
development prospects in other
Schlumberger Laboratories.

An attractive remuneration package will
be negotiated, according to experience, to
include generous expenses for re-location to
Cambridge.

Please forward your CV to:
The Director of Research,
P O Box 153,
Cambridge CB3 0HG, UK.
Please quote Ref: FLP/1/LM

Schlumberger

SCHLUMBERGER CAMBRIDGE RESEARCH



CONSTRUCTEUR DE VÉHICULES
SOUS-MARINS TÉLÉCOMMANDES
et D'ENSEMBLES AUTOMATISÉS
recherche
pour son groupe d'Etudes de TOULON

UN INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

Expérience souhaitée dans la conduite de projet marine,
aéronautique, offshore ou automatisées industriels.
Adresser C.V. à Société ECA - Z.I. TOULON EST
83087 TOULON CEDEX.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

APRIL. LE PRINTEMPS DES AUTOMATES.

Ingénieurs commerciaux
Orléans, Nantes, Montpellier, Toulouse.
Ingénieur de formation (électronicien ou électronicien) vous avez 2 ou 3 ans d'expérience dans la vente de biens d'équipement électrique ou électronique. Vous connaissez bien le terrain et vous avez une énergie du battant pour créer ou développer une agence régionale ou nationale. Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout important pour une évolution nationale et internationale.
réf. 51 MO

Ingénieurs application
à Paris, Lille, Nantes.
Votre mission est double : vous apprenez à notre clientèle le support technique de qualité indispensable pour résoudre ses problèmes. Dans l'entreprise, vous serez conseil en « marketing industriel » en faisant évoluer les produits en fonction des besoins industriels, vous êtes donc ingénieur automatisé et informaticien industriel, vous êtes donc tout (ou presque) avec une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand, une évolution passionnante.
réf. 52 MO

Nous avons conçu ces recrutements à notre Conseil le Cabinet Roubicek DECISION. Merci de lui adresser une lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence du poste à 32, rue des Volontaires, 75015 Paris.

DECISION

april N° 1 français de l'automate programmable

Participez au développement de l'innovation avec FRAMATOME, devenez le

RESPONSABLE ÉTUDES MÉTHODES DE NOTRE CENTRE D'ESSAIS NON DESTRUCTIFS.

Avec votre équipe de 5 Ingénieurs et 10 Techniciens, vous définirez et piloterez les programmes d'Etudes et de Recherche en END tant sur le plan technique que financier.
Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais.
Poste basé à CHALON-SUR-SAÔNE.
Merci d'adresser votre dossier d'étude de candidature à FRAMATOME, département Affaires Sociales Emploi - B.P. 13, 71380 SAINT-MARCEL.

FRAMATOME
INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

**NÉE
DU FUTUR**

Une opportunité de carrière... au centre de l'hexagone !

Notre société, filiale du groupe ELF AQUITAINE est spécialisée dans la fabrication d'appareils de mesure et régulation, de produits de comptage et automates de conduite de process.
Situés au cœur de la France, nous recherchons pour notre Etablissement (400 personnes)

2 ingénieurs d'affaires position II

Diplômés INSA - AM ou équivalent, avec environ 5 ans d'expérience en Engineering, ils posséderont de bonnes connaissances en théorie du comptage industriel et en micro-informatique industrielle. Pour l'un de ces deux postes de bonnes notions de chimie fine, pharmacie et agro-alimentaire seraient appréciées.
Ils assisteront l'Ingénieur Commercial dans ses négociations avec la clientèle, la rédaction des devis, le planning de réalisation, son suivi financier et seront responsables du cahier des charges fonctionnel.
• Anglais courant.
• Déplacements ponctuels à prévoir en France et à l'Étranger.
• Bonne rémunération pour des candidats de fort potentiel.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 6257 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

responsable administratif

Marseille **Banque**
Ce groupe bancaire et financier, implanté nationalement, recherche pour sa Direction Régionale à Marseille son responsable administratif.
Rattaché au Directeur Régional, il aura pour mission d'assurer le contrôle de toutes les procédures internes. Il participera à la mise en place de nouveaux systèmes de traitement des opérations bancaires et financières. Il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de personnes.
Le candidat devra avoir impérativement une expérience d'inspection bancaire et/ou une expérience en agence importante d'une dizaine d'années. Avoir eu des responsabilités de commandement serait souhaitable, ainsi que de bonnes notions d'informatique. Rémunération en fonction de l'expérience.
Ecrire avec C.V. et prétentions, sous la référence E007/M, à A. Coffin, Sema-Selection : 5, rue Saint-Hermentaire 13008 MARSEILLE.

sema selection Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

Génie Chimique et Génie Alimentaire LILLE

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Nous sommes une importante société réalisant des usines et ateliers « clé en mains » mondialement connue.
Nous recherchons pour notre CENTRE DE RECHERCHES un Ingénieur - 35/40 ans - pour assurer et contrôler une équipe de développement composée d'ingénieurs et techniciens dans le domaine du Génie alimentaire et en particulier de la sucrerie.
Vous aurez pour mission d'étudier et de mettre au point des matériels et des procédés entrant dans le cadre des activités actuelles et futures dans le but d'obtenir les meilleures performances tant en coût matériel qu'en coût d'exploitation (en particulier rendement et consommation spécifique).
Une expérience industrielle en génie alimentaire est indispensable.
Ce poste nécessite des qualités de synthèse, une aptitude à traiter les problèmes théoriques et une ouverture intellectuelle sur toutes les techniques applicables en génie alimentaire.
Merci d'envoyer votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 60691 à CONTESSA PUBLICITE 16, place du Général de Gaulle, 59800 LILLE, q.r.

analyste fonctionnel gestion informatisée (prévisions, budgets, analytique)

Notre groupe (5 000 personnes, 2 milliards F de CA) se situe parmi les leaders français de l'électronique de pointe et de la mécanique de précision.
Notre direction financière recherche, pour l'intégrer au service informatique, un analyste fonctionnel rompu à la gestion d'entreprise. De formation supérieure, votre expérience (trois à six ans) vous aura mis en contact, dans l'idéal, avec la méthode Merise.
Nous vous proposerons de conseiller les utilisateurs dans la conception fonctionnelle des systèmes de conduite d'entreprise (gestion des prévisions, des budgets, comptabilité analytique d'exploitation), de participer aux choix d'organisation, de rédiger les analyses fonctionnelles, de réceptionner les applications informatiques résultantes et de participer à leur démarrage.
Ce poste est basé à notre siège à Valence.

Envoyer votre dossier de candidature sous référence FONC/LM au responsable du recrutement, Crouzet S.A., direction du personnel 26027 Valence Cédex.

Ouest France UN CHALLENGE AMBITIEUX POUR UN JEUNE CADRE COMPTABLE

Filiale d'un important groupe français, cette société, jeune et en pleine expansion (CA 850 millions de F), recherche son responsable comptable DAF dans 2 ans.
Rattaché directement au PDG, c'est un OPÉRATIONNEL qui prend en charge l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, le suivi de la trésorerie et les relations bancaires, les prestations fiscales et juridiques.
Il est responsable d'une équipe de 5 personnes. Ses responsabilités couvriront rapidement l'organisation administrative et l'exploitation informatique.
Pour ce poste particulièrement évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (ESF + DECS) possédant une première expérience réussie de la fonction comptable.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21000, à
EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15 rue Charles Moncalet - 44000 Nantes.

egor

هكذا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Vous êtes enthousiaste, autonome et volontaire ? Vous vous considérez bien armé pour l'existence ? Avec vous, foncez vers le succès. Animé du même esprit de conquête que nous, participez pleinement à l'essor de Dow Chemical. Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie (2^e US, 6^e mondiale). Nous occupons une position forte dans le domaine des produits chimiques de base et des progrès avec succès dans celui des spécialités (films et mousses plastiques, phytosanitaires, composés pharmaceutiques...).

Vous découvrirez un environnement humain vraiment stimulant : structures souples, rapports informels, équipes jeunes et motivées. La mobilité géographique et fonctionnelle vous plaît et vous pratiquez bien l'anglais pour évoluer à l'aise dans un milieu très international. Comme tous nos managers d'aujourd'hui, vous êtes fier, prenez maintenant différentes responsabilités dans notre organisation. Téléphonnez ou écrivez-nous en précisant la référence concernée pour recevoir un dossier de candidature.

Dow Chemical France
Direction des Relations Humaines
Parc de Sophia Antipolis
B.P. 31.06561 Valbonne Cédex
Tél. (93) 33.91.02, poste 305.

FONCEZ

DOW

Finances Comptabilité

Diplômé d'une Grande Ecole de commerce ou de gestion, vous avez si possible une première expérience en audit, comptabilité générale ou analytique. Sur notre site de Sophia Antipolis, vous prenez la responsabilité d'une partie de l'une de nos sociétés en France, après une courte période de formation à nos systèmes. Réf. M 101

Achats

Acheteurs. Vous avez 2 à 3 ans d'expérience des relations industrielles à haut niveau. Vous prenez en charge les achats d'un groupe de produits sur l'un de nos sites de production en France. Réf. M 102

Informatique

Avec nos outils IBM 4381 VM/DOS, bases de données, réseaux SNA, de nombreux développements et challenges vous attendent à SOPHIA-ANTIPOLIS. Autant homme de dialogue que technicien, vous savez recueillir les informations, les structurer et les traduire en langage informatique ainsi que conseiller les utilisateurs.

Chef de projet. De formation Grande Ecole ou MIAGE, la trentaine, vous avez une solide expérience de la conception et de la mise en place de projets informatiques. Réf. M 103

Ingénieur système VM/DOS. 3 à 5 ans d'expérience. Réf. M 104

Analyste-programmeurs. De formation supérieure, débutant ou 1^{re} expérience. Réf. M 105

Commercial

Ingénieurs commerciaux produits industriels. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous êtes débutant ou intermédiaire, avec eu pendant 2 ou 3 ans des relations commerciales à haut niveau. Vous prendrez rapidement des responsabilités directes en milieu industriel à Paris ou Lyon avant d'accéder à des fonctions de Directeur Régional, de Marketing International, Relations Humaines, Direction Financière. Réf. M 106

Recherche et Développement

Ingénieurs Développement. Au sein de notre groupe Recherche et Développement pour l'Europe, basé aux Pays-Bas, vous participerez au développement de nos gammes de produits Styreniques, Oléfines, Uréthanes ou Latex en traduisant les besoins du marché en nouveaux produits. Plus que votre formation d'origine, c'est votre expérience industrielle qui importe. Réf. M 107

Promoteur Constructeur

Lyon

Responsable des réalisations

Logements individuels et collectifs : notre société a dans ce domaine 20 ans d'expérience sur le secteur lyonnais. Nous réalisons l'ensemble des opérations, de la négociation des terrains à la conception des projets, de la construction à la vente. Nos clients : une structure souple (20 personnes) et un savoir-faire qui nous permet de mobiliser les professionnels les plus solides (architectes, BE, entreprises...).

C'est à vous que nous confierons l'animation et la coordination de l'ensemble des opérations techniques de nos activités. Vous vous occuperez sur une équipe de collaborateurs qui eux-mêmes assument la responsabilité des projets en cours. Votre préoccupation majeure : les coûts et, bien entendu, la qualité et les délais. C'est vous qui, à partir des budgets que vous avez préalablement définis, traiterez avec les interlocuteurs extérieurs et les entreprises.

Cette mission exige : • d'excellentes qualités de négociateur ; • une expérience confirmée de montage d'opérations d'investissement immobilières et de management de projets. Elle ne peut être confiée qu'à un professionnel de l'immobilier, Ingénieur EST, ENPE, INSA Génie Civil, ENSAS... Agé de 35 ans environ, il connaît parfaitement la région lyonnaise.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature sous référence 911 M à notre Conseil. Michèle GOMEZ qui examinera en toute confidentialité.



9 bis route de Champagne - 69134 ECULLY.

MEMBRE DE SYNTIC

Alsace

Ingénieur Chimie ou Textile : La technique au service du commerce international

ROLLIN - 350 pers - nous faisons partie du Groupe Chimique Américain GRACE (75000 pers dans le monde) implantés en Alsace, nous fabriquons des produits de haute technologie pour des marchés industriels diversifiés. Notre vocation (notamment exportatrice 70% du C.A.) et le développement technique de nos produits nous permettent de maintenir un taux de croissance continu et une position de leader sur nos marchés.

Pour participer à la conception, la mise au point et le suivi en clientèle de produits nouveaux, résoudre les problèmes d'application, assister les ventes en bref, pour assurer l'interface entre les besoins techniques des clients et le Marketing Développement, nous recherchons un INGÉNIEUR. De formation textile ou chimie, c'est un homme maîtrisant bien les techniques de fabrication de l'industrie textile (il vient dans l'idéal du finissage textile) et l'écrit ouvert aux relations commerciales. De plus, sa mobilité pour les déplacements et sa connaissance de langues étrangères (allemand et anglais) le préparent à assurer pleinement une corrélation internationale.

Le poste est basé au siège de l'entreprise en Alsace.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur dossier de candidature, en précisant rémunération actuelle sous réf. 900 à notre Conseil. Carole de CHILLY l'examinera en toute confidentialité.



9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTIC

Ingénieurs qualité

Bourgogne

Composants électroniques - Cette société de 1.500 personnes, filiale d'un important groupe international, produit et commercialise une gamme de composants électroniques destinés aux professionnels et au grand public. Dans le cadre de son développement important, elle recherche deux ingénieurs qualité. Responsable de section méthodes qualité, le premier aura pour mission la mise en place, et le suivi des procédures qualité et des cahiers des charges produits, la sensibilisation et la formation aux méthodes statistiques de la qualité, l'analyse des défauts et des coûts qualité, ainsi que la métrologie et la saisie informatique des données correspondantes. Responsable de section contrôle qualité, le second sera chargé de la mise en place du contrôle intégré sur les chaînes, de la saisie des données, de la mise en place des actions correctives et du suivi de leur mise en application. Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés, justifiant d'une première expérience significative dans des fonctions similaires acquise dans des secteurs de haute technologie. La rémunération sera fonction de la formation et de l'acquis professionnel des candidats retenus et de nature à intéresser des personnes de valeur. De réelles possibilités d'évolution existent au sein de la société et du groupe. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant le poste choisi et la référence A 38841.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société de SERVICE secteur MARITIME recherche son

cadre commercial H/F

Sous la responsabilité du D.G., il sera chargé de la prospection et du suivi de la clientèle. Il supervisera l'équipe administrative et collaborera avec le Directeur d'exploitation, afin d'assurer le bon déroulement de toute opération commerciale. Ses qualités de GESTIONNAIRE, ANIMATEUR et NEGOCIATEUR, lui permettront d'évoluer vers un poste d'adjoint du D.G.

Le candidat de formation supérieure commerciale maîtrise la langue anglaise et possède une expérience de 5 ans minimum dans la vente de service. La connaissance du secteur maritime est un atout. Rémunération motivante. Poste basé à MARSEILLE. Merci d'adresser CV + photo + prétentions sous réf. 408 / 85 à



IS CONSEIL - 34, cours Goutié
13286 MARSEILLE Cedex 6

PARIS - LYON - MARSEILLE

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

innover chez un leader européen

Nos produits : des biens d'équipements professionnels. Votre responsabilité : développer l'union des matériaux composites, faire évoluer les méthodes et les outils du B.E. (calcul de structure, etc...), observer ce qui se fait à l'étranger. Ape de 30 ans environ, vous êtes ingénieur mécanicien. Le know-how que vous avez acquis dans une entreprise performante vous permettra de jouer un rôle de premier plan au sein du B.E. et de la société. Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV, sous la référence 745.19, à notre Conseil.

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais
69411 LYON Cédex 1

Nous sommes une Filiale d'un Groupe français Leader Européen de sa spécialité. Pour participer à notre évolution technique, nous recherchons un

ingénieur

Production et Méthodes 230.000 F +

En prise directe avec le Directeur Général, vous êtes chargé de gérer les moyens de production et de "sortir" le C.A. en qualité, coût et délais. En parallèle, il vous revient la maintenance et l'optimisation d'un outil de plus en plus performant (machines C.N.C., asservissements et automatismes). Ce poste requiert un ingénieur A.M. (vous équivalant, possédant 8 à 10 ans d'expérience en organisation et gestion d'ateliers (secteurs automobile, mobilier métallique, électroménager...), ayant suivi au travail de la tête des connaissances en injection plastique seront appréciées). Votre sens aigu de la conduite des hommes, votre rigueur dans la poursuite des objectifs, votre capacité d'innovation, votre attachement aux performances sont autant de qualités personnelles que nous jugeons comme essentielles pour ce poste de grande responsabilité.

Nous sommes situés à la campagne à 2 heures de Paris, et 10 km de la mer. Notre conseil étudie confidentiellement votre candidature sous réf. 37 AM et vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre CV, salaires, tel. pers.) à



Hervé Le Baut Consultants
11, rue la Boétie - 75008 PARIS
Tél. 265.38.39

Nous sommes une Filiale d'un Groupe français Leader européen de sa spécialité (équipements industriels et grand public). Pour assurer une meilleure gestion des ventes et pour développer notre présence sur le marché européen, nous recherchons un

responsable commercial 200.000 +

PARFAITEMENT TRILINGUE ANGLAIS-ALLEMAND

En prise directe avec le Directeur Général, votre fonction comporte 3 volets : • L'administration des ventes : réception, traitement et facturation des commandes, règlements, statistiques (informatisation générale en cours). • La communication directe avec l'ensemble de la clientèle et l'information sur les produits. • La présence effective sur le terrain pour soutenir notre structure commerciale et tout particulièrement à l'Export. Il s'agit d'un poste d'avenir aux fonctions diversifiées et doté de larges responsabilités. Il requiert une formation supérieure au type ESC (sa possession EAP), une expérience commerciale des produits industriels, des qualités d'organisateur et de gestionnaire rigoureux. Vendeur de tempérament, vous êtes passionné par tout ce qui peut contribuer au développement des ventes et des résultats de l'entreprise. Poste basé à 2 heures de Paris et à 10 km de la mer.

Adressez votre dossier sous la référence 37 BM à notre Conseil. Nous vous remercions et vous garantissons une discrétion absolue.



Hervé Le Baut Consultants
11, rue la Boétie - 75008 PARIS
Tél. 265.38.39

BANQUE DE DÉPÔTS

530 personnes recherche sur BORDEAUX LA ROCHELLE REIMS TOURS

pour assurer le suivi et le développement d'une clientèle diversifiée (particuliers, associations, entreprises). Vous devez être âgé d'environ 28 ans, être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Maîtrise d'Eco., ITB, IUT). Justifier d'une expérience réussie de 3 ans dans un poste de même nature. vos résultats commerciaux vous assureront une évolution rapide au sein d'un réseau bancaire en plein développement. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 3541 en précisant à MEDIA P.A. 9 bd des Traverses 75002 PARIS qui transmettra.

emploi régional
responsable administratif
Banque

Genie Alimentaire
LILLE
INGENIEUR DE ECOLE

fonctionnel
informatisée
budgets, analytique

NGE AMBITIEUX
JEUNE CADRE
OPTABLE

eg



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM France

Pour son Département de Propriété Industrielle
situé à LA GAUDE, près de Nice
recherche

**UN JEUNE INGENIEUR
X, ECP, Mines, ENST, ESE
débutant ou ayant une courte expérience.**

Ce poste nécessite une bonne connaissance
de la langue anglaise, et une connaissance
de la langue allemande technique. Il implique
5 à 6 ans de formation en vue de la prépara-
tion des examens du diplôme en Brevets d'In-
vention et de mandataire agréé près l'Office
des Brevets Européens.

Des stages ou missions de longue durée en
France ou à l'étranger sont à envisager.

Envoyer candidature détaillée à
G. HOMMERY, Département Propriété
Industrielle - IBM France - 06610 LA GAUDE.

Attaché Commercial

**Attaquons ensemble
un nouveau marché**

Nous sommes une jeune Société, filiale d'un Grand Groupe leader sur le
marché des produits alimentaires dans le circuit traditionnel. Notre objectif
étant aujourd'hui de nous implanter auprès de la Grande Distribution, nous
recherchons un ATTACHE COMMERCIAL EST/SUD EST.

Mission :
Intégrer au sein de l'équipe que nous constituons en étroite collaboration
avec la Direction de la Société, vous participerez à la définition et à l'application
de notre politique commerciale.

Vous êtes responsable de la gestion de votre secteur et du développement
de nos ventes auprès des Hypers et Supermarchés.

Profil :
Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation BAC + 2 avec une
expérience minimum de 2 ans dans une fonction similaire.

La connaissance du réseau de grande distribution serait appréciée.

Une grande disponibilité, des qualités de dynamisme, d'initiative et d'auto-
nomie permettront à nos Attachés Commerciaux d'évoluer vers des fonc-
tions de Chef de Zone.

Résidence souhaitée (Lyon et environs).

Merci d'adresser, C.V., sous la référence 4/85 F M à notre Conseil Sieglinda
BOCH, Candi Profile, 128 rue de Rennes 75006 Paris.

**centi
profile**
Conseil en Recrutement

ITT

**COMPOSANTS ET INSTRUMENTS
DIVISION INSTRUMENTS METRIX**

recherche

**INGENIEURS
CONFIRMES**

Pour soutenir un programme de développement de haute technolo-
gie d'ambition mondiale, le Directeur des Recherches et Dévelop-
pements souhaite engager quelques collaborateurs professionnels :

- un spécialiste «software» pour définir la structure des logiciels
entrant en jeu dans des systèmes de mesure micro-informatisés et
en superviser le développement,
- un spécialiste de l'électronique analogique très bas niveau, fami-
lier des domaines du microvolt et du nano-ampère,
- un spécialiste de la conception de circuits VLSI analogiques et
digitaux en technologie CMOS.

Ces postes à fort potentiel offrent à leurs titulaires de larges pers-
pectives d'évolution dans un secteur en expansion rapide.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Michel CARRIER
(discretion absolue assurée) - ITT Composants et Instruments -
Division Instruments METRIX - B.P. 30 - 74010 ANNECY CEDEX.

Ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS

Une très importante entreprise du secteur tertiaire, basée dans le Sud de la France
(proche ville universitaire) recherche 3 ingénieurs informaticiens pour assurer le développement
d'applications nouvelles sur ordinateurs IBM de haut de gamme.
La haute technicité du secteur informatique de cette entreprise est un atout majeur dans la formation
et le potentiel d'évolution des candidats (qui devront être libérés des obligations militaires).

Envoyer lettre manuscrite, CV, et photo sous référence 6392 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Société d'autoroute A.P.E.L.
recherche, pour sa Direction (Région 51), son cadre

**RESPONSABLE
DU SERVICE PEAGE MF**

Par ses qualités relationnelles, il assurera
l'encadrement de l'activité péage qui regroupe
200 agents, ainsi que les contacts avec les
organismes extérieurs.
Il sera chargé de l'optimisation du système
informatique et du développement de nouvelles
applications pour la gestion du péage.
Ce poste s'adresse à un ingénieur de plus de
30 ans maîtrisant la gestion et l'informatique. Des
connaissances en électronique seraient un plus.
Rémunération 200 000 F et + annuels.

Veuillez adresser votre candidature + C.V. et prétentions + photo
d'identité sous référence 1027

Cabinet GENTILHOMME
CONSEIL EN RECRUTEMENT
9, place Godinot - 51100 REIMS
122, rue de la République - 75010 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.

CORNING FRANCE filiale du groupe CORNING GLASS WORKS, leader mondial sur le marché des verres
spéciaux, a toujours donné une place privilégiée à la Recherche et à l'Innovation technologique.
L'usine de Châteaurox spécialisée dans la fabrication des produits pyrex (cuisiniers et techniques) recherche un

**Ingénieur responsable
de fabrication CHATEAUXROUX**

Chef de l'atelier de fusion, vous aurez dans un premier temps à vous familiariser avec la technologie et les
problèmes spécifiques de la fusion du verre.
Dans un environnement dynamique où les hommes sont impliqués et solidaires, vous superviserez le personnel de
fusion et assurerez la coordination des projets de développement concernant votre atelier.
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ECP, A.B., M.I.N.S.A.), vous avez une première expérience
(environ 3 ans) de l'encadrement de production. Vos qualités personnelles : réflexion, autorité,
fiabilité, votre sens du concret et des contacts humains seront déterminants pour votre réussite et
votre évolution au sein de notre société.

La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. IF/M,
à Corning France
Direction Développement
du Personnel
44 avenue de Volvins
77210 AVON.

CORNING FRANCE

Grande Ville Nord de la France
(unité de 200 personnes)
Secteur des arts graphiques
recherche

**ingénieur responsable
de production**

• Spécialité mécanique et électronique.
Soucis de la productivité. Rigueur dans la
politique de qualité. Problèmes de mainte-
nance. Homme de terrain et d'action. 35 ans.
Expérience réussie dans fonction similaire
(5 ans minimum).

Envoyer Curriculum-Vitae s/réf. 75.510
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Beaumais - 75002 Paris

Oyonnax 01

Cadre ingénieuring



Nous sommes un groupe de 1200 personnes en fort
développement implanté en France et à l'étranger.
spécialisé dans la transformation des PVC et résines
de synthèse.

La promotion du titulaire du poste nous amène à recruter un jeune cadre
ingénieuring de niveau ingénieur électromécanicien et déjà expérimenté.
Rattaché à la direction ingénieuring, vous prendrez en charge la préparation,
la conduite et le suivi des travaux de construction et d'aménagement des usines
et des bureaux, avec leurs équipements (énergies, fluides, moyens de manutention,
de communication, réseaux informatiques...) en assurant les coordinations internes
et externes avec les entreprises, les administrations. Vous aurez aussi à implanter
les machines et assurer la gestion complète des énergies et des fluides.
La prise en charge de votre déménagement est comprise dans notre offre.
Si cette proposition vous motive, merci de nous transmettre votre dossier
de candidature rapidement.

Envoyer au Service du Personnel Grosfillex, BP 2, 01107 Oyonnax Cedex.

Grosfillex

LABORATOIRES A.C.I.

Société française de produits chimiques implantée depuis
10 ans dans : industrie, aéronautique, B.T.P., collectivités,
agriculture, recherche :

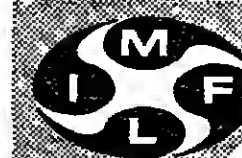
CHEFS DES VENTES (rel. 001)
sur toutes les régions de France.

Excellents vendeurs, combattifs, motivés, ils devront avoir
une solide expérience réussie dans la vente de produits
chimiques de maintenance. Leur rôle sera de recruter de
nouveaux vendeurs, leur formation, le rôle en route par
entraînement rituel sur le terrain, le suivi des vendeurs en
place. Nous leur offrons la position de cadres, un fixe impor-
tant + intéressement + frais, une voiture de société.

REPRESENTANTS (rel. 002)
sur toutes les régions de France.

Ils devront détenir une expérience réussie dans
notre domaine ou similaire. Après un stage de formation au
siège et sur le terrain, ils auront un statut de V.P.P. une promo-
tion au sein d'une équipe dynamique. Le salaire moyen de
notre force de vente : 140 000 F + mutuelle. Voiture person-
nelle sages.

Envoyer avec lettre manuscrite + C.V. + photo
en indiquant la référence souhaitée aux
LABORATOIRES A.C.I., 45, rue de la République 69007 LYON



**ETABLISSEMENT
DE L'OFFICE NATIONAL
D'ETUDES ET DE RECHERCHES
AEROSPATIALES (O.N.E.R.A.).** Nous sommes
spécialisés dans les activités de Recherche-
Développement. Nous disposons de plusieurs moyens
d'essais importants dont certains sont uniques en Europe.
Nous proposons aujourd'hui à :

**UN INGENIEUR de s'intégrer à nos
équipes travaillant en MECANIQUE du VOL.**

Formation souhaitée : Grandes écoles ENSAE, ENSICA, ENSMA,
ENSM, 3ème cycle universitaire...

Vous participerez au développement d'Etudes et Recherches
notamment dans le domaine de la dynamique des corps immergés.

Vous manifesterez de l'intérêt pour la confrontation calcul -
expérience ainsi que pour l'application concrète de vos
travaux. Lieu de travail : LILLE.

Pour ce poste la nationalité française est exigée.

Adresser C.V. détaillé et photo à : INSTITUT
DE MECANIQUE DES FLUIDES DE LILLE

5, boulevard Paul Painlevé

59000 LILLE

**UN
INGENIEUR**

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 14 mai 1985 - Page 31

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Futures connexions

Ingénieurs systèmes ou produits

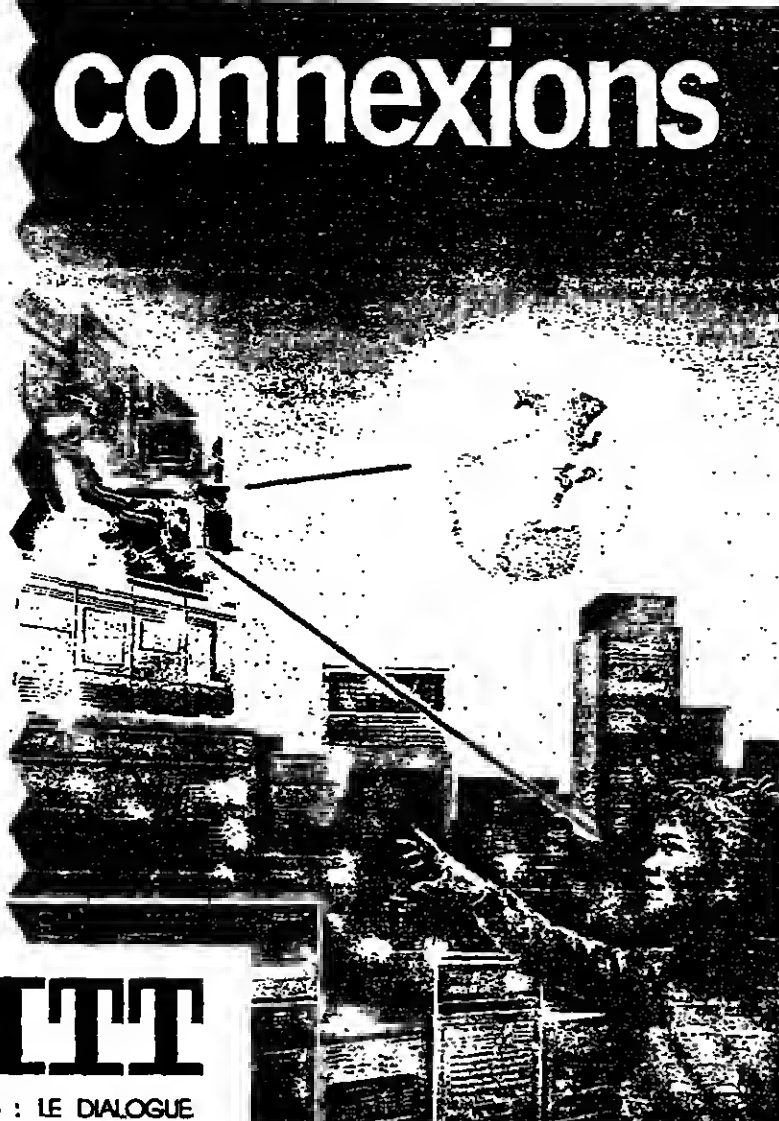
(XTRA; 380X; système IBM)

Gérer son produit comme un centre de profit en définissant le plan produit, c'est assurer la gestion technique du produit (logiciel, matériel, documentation, formation, services...) pour en maîtriser l'évolution et contrôler la base installée. Ils proposeront, après analyse de leurs résultats et performances, les améliorations envisageables sur les produits dont ils sont responsables; ils assureront la conduite de développement ou de lancement; ils définiront les méthodes de fonctionnement et participent à l'élaboration des spécifications techniques du produit. Le suivi de l'évolution des caractéristiques techniques du produit les amènera à participer à des réunions à l'échelon européen et international. Ils veilleront à la mise en place du plan produit en assurant une coordination permanente avec les responsables commerciaux chargés du marketing. Soucieux du maintien, de la mise à jour et du développement des connaissances techniques des services opérationnels, ils conduiront un programme permanent de formation sur le produit, ils établiront également les standards budgétaires (en définissant les coûts et tarifs) au sein du centre de formation. A la tête d'équipes d'ingénieurs, ils définiront leurs plans de travail et planifieront l'évolution des groupements en favorisant l'ambiance de travail adéquate au développement d'une volonté de perfectionnement des individus du groupe. De formation supérieure, après une expérience minimale d'environ 3 ans, ils maîtriseront cette fonction charnière: marketing technique. Leurs aptitudes à animer, former et diriger sont essentielles pour assurer ce poste. Didier Vandamme, Responsable du Recrutement, étudiera votre candidature envoyée, sous la réf. 07/PM, ITT Data Systems, 33 avenue du Maine, Tour Maine-Montparnasse, 75755 Paris. Cédex 15. 545.67.05.

ITT Data Systems

ITT

ENTRE VOUS ET NOUS : LE DIALOGUE



Nous sommes une jeune société, filiale d'un grand groupe industriel, spécialisée dans les radiocommunications civiles.

AUJOURD'HUI POUR LES COMMUNICATIONS DE DEMAIN

Nous investissons dans le développement d'importants projets à vocation nationale et internationale. Participer à cette entreprise, au sein de nos équipes, c'est ce que nous proposons à des:

INGÉNIEURS DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

INGÉNIEURS D'ÉTUDES Rét. 78631/DEM
Pour conception de matériels et de systèmes de radiocommunication. Programmation et mise au point de logiciels. Ingénieurs électroniciens spécialisés radio et/ou traitement du signal.

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT Rét. 78631/DEM
Étude et conception des parties non électroniques des matériels - architecture - mécanique - thermique - ... Ingénieur de formation arts et métiers.

INGÉNIEURS "AFFAIRES" Rét. 78631/AM
Elaboration de projets techniques et de propositions spécifiques, en liaison avec les services commerciaux. Ingénieur électronicien spécialiste radio. Déplacements France - Étranger.

CHEFS DE PRODUIT Rét. 78631/CPM
Responsables de l'évolution des services et fonctionnalités des produits. Suivi marketing des phases: développement - lancement commercial - vente du produit - ... Ingénieur électronicien avec expérience marketing ou commerciale. Tous ces postes sont à pourvoir au sein de notre établissement situé en proche banlieue nord-ouest.

Adresser C.V. photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris.

HAVAS CONTACT



emplois régionaux

La Division Européenne d'un groupe chimique mondialement connu, recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour les industries de la pâte et du papier.

Lieu de résidence: EST DE LA FRANCE

Rattaché à la filiale Allemande, il aura pour mission de développer l'activité du groupe dans cette région.

Le candidat recherché doit avoir une formation papetière ou chimique.

Une expérience professionnelle sera appréciée, mais l'important est, que le candidat ait l'ambition de se familiariser avec tous les aspects des problèmes que doivent résoudre nos clients de façon à utiliser tout notre "savoir-faire" pour déterminer la solution optimale. Il deviendra ainsi pour eux un interlocuteur compétent techniquement et commercialement.

Grâce à une formation poussée, il sera préparé à ce challenge et au développement harmonieux de sa carrière. Il devra parler couramment l'anglais ou parler couramment l'Allemand et lire l'Anglais.

La rémunération et les avantages proposés sont attractifs.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 87999 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Label 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Florian Mantione Institut

S.S.I.I. en pleine expansion
recherche un ingénieur-technico-commercial
INGÉNIEUR ANALYSTE
Adjoint du Chef d'Agence, il assurera une nouvelle structure informatique au sein d'une petite équipe autonome. Sa personnalité sera tout aussi déterminante que ses compétences techniques. Il devra avoir une expérience minimum de 5 ans et être capable de travailler avec des clients exigeants. Une détermination de l'orientation sera adressée aux candidats qui adresseront leur C.V. et photo sous la référence 18-585 à FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en recrutement, 10, rue de la Liberté - B.P. 555 - 14050 Montreuil Cedex. Direction et réponse assurées.

L'Orchestre philharmonique de Montpellier. Languedoc-Roussillon (170 musiciens) recherche un BIBLIOTHÉCAIRE, MUSICOLOGUE, rev. musicale. Soirée ou téléthon: a) Orchestre philharmonique de Montpellier. Languedoc-Roussillon. Pavillon populaire, 34000 MONTPELLIER. Tél.: 16 (67) 88-28-60.

FIGO FRANCE
Établissement de crédit en pleine croissance spécialisé dans le financement immobilier recherche pour son siège administratif de CAMBRAI (110 mn de Paris)

JURISTE
justifiant de plusieurs années d'expérience dans un établissement de crédit ou une étude de notaire. Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 8 885 à Madame GODIN, 88342 Cambrai Cedex.

STRASBOURG, capitale de l'Europe
SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche

COLLABORATEUR EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ, COMMISSAIRE AUX COMPTES
auquel seront confiées à brève échéance des fonctions de direction générale. Écrire avec C.V. et prétentions au CENTRE DE RÉVISION COMPTABLE DE LA RÉGION ALSACE, 10, avenue Molère, 67200 STRASBOURG

"Des études économiques et financières, de leur production et de leur marketing" par DAFSA.

Si les "analyses de secteurs" que nous produisons chaque année ont acquis leur réputation auprès des établissements financiers ou industriels qui constituent notre clientèle c'est probablement pour deux raisons majeures: - la qualité d'abord de la méthode, sa rigueur, son objectivité, le retour systématique aux sources primaires, - puis la valeur de la synthèse, élaborée à partir des données économiques et financières sur la branche d'activité étudiée, et qui est la touche spécifique du service que nous apportons.

Ceci est une base sur quoi vous pouvez vous appuyer, et nous vous demandons d'en maintenir la solidité.

Nous croyons par ailleurs que nos interlocuteurs acquis ou potentiels ressentent des besoins nouveaux et qu'ils nous font confiance pour imaginer avec eux et pour eux les produits originaux adaptés aux exigences des temps.

Cela est la part de création que vous trouverez chez nous, elle exige de l'imagination et une mentalité d'entrepreneur. Alors, c'est au premier chef votre compétence en matière économique et financière que reconnaitront chez vous les analyses financières avec qui vous travaillerez. Nous sommes à la jonction de la macro et de la micro-économie et vous avez dans ces domaines une bonne formation (Sciences-Po/Sup. de Co./Université) et une forte expérience: nous sortons des études lourdes dont il vous faudra assurer la lecture, les corrections, l'édition.

Le tout avec "l'esprit investisseur" qu'attendent de nous nos lecteurs.

Mais, vous l'avez compris, nous vous souhaitons aussi très relationnel, capable d'organiser un débat, de provoquer une conférence, d'avoir des relations avec les professionnels, la presse...

Alors, Madame, Monsieur, tenté par ce défi à votre compétence?

Prenez donc contact avec SEFOP en lui adressant votre dossier sous réf. AS 542.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Ingénieur technico-commercial, futur Directeur Commercial d'infomedia

INFOMEDIA, S.S.I.I. spécialisée dans le secteur Assurances et Banques, appartient à un groupe de 480 personnes (CA: 180 MF), leader en France dans le domaine du Marketing Direct. Aujourd'hui pour répondre à notre croissance, nous recherchons un Technico-Commercial confirmé diplômé d'une école d'ingénieur ou d'une école de commerce. Vous avez une expérience de notre secteur d'au moins 5 ans et vous avez une bonne connaissance des problèmes techniques et de la négociation commerciale.

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez chargé du développement: assistance technique en clientèle, forfait, énergie informatique, logiciels de Marketing Direct. L'évolution vers le poste de Directeur Commercial est prévue pour un candidat de valeur. Rémunération motivante. Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier de candidature à notre Conseil Michèle DAIN



ÉTUDES-CONSEIL-LOGISTIQUE-RECRUTEMENT 55, rue Hermet - 75018 Paris

MEMBRE DE SYNTec-Informatic

DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

à la Stratégie!

Le Service « Stratégie », rattaché à la Direction Générale d'un important Groupe du secteur tertiaire, recherche un(e) économiste de haut niveau (Doctorat ou équivalent) maîtrisant l'anglais et disposant d'une première expérience de l'analyse économique dans le cadre de l'entreprise. Sa mission consistera à suivre en permanence l'environnement économique et concurrentiel, à en analyser les

conséquences stratégiques pour le Groupe et à aider les différentes Directions dans l'établissement de modèles d'analyses et de prévisions économiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3545 à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA P.A.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

adjoint directeur commercial

Notre entreprise est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de transformation destinés aux secteurs alimentaire, hygiène, santé. L'une de nos divisions fabrique des produits destinés aux industriels des boissons, parfumerie, pharmacie et chimie. Le Directeur Commercial de cette division recherche un adjoint pour l'aider à faire face au fort développement de cette activité. Ce nouveau collaborateur participera à la définition de la politique commerciale et sera responsable d'un secteur professionnel (France-Europe) ; il supervisera également l'administration commerciale ; les négociations, compte tenu du montant important de la commande, se font à un niveau élevé. Ce poste convient à un homme de 30 ans environ, de formation supérieure commerciale, ayant 3 à 5 ans d'expérience de vente de produits industriels (de préférence produits alimentaires ou chimiques) ; l'anglais est indispensable, l'allemand souhaité. Nous serons attentifs au potentiel de ce collaborateur car nous aimerions le voir évoluer au sein de notre Groupe. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier, sous référence A 439.85 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

UN AUDITEUR INTERNE JUNIOR

débutant ou confirmé

EUREST

Nous sommes UN GROUPE INTERNATIONAL DE RESTAURATION (2,5 Milliards CA en 1984, 13.000 personnes, 20% de croissance par an).

Nous recherchons pour notre siège PARIS UN AUDITEUR INTERNE JUNIOR

débutant ou ayant une première expérience de l'AUDIT (1 à 3 ans). Vous aurez à assurer des missions de contrôle de l'application des procédures du groupe, d'évaluation de la fiabilité des informations de la Direction Générale ou d'Audits opérationnels.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Sup. de Co. (ou maîtrise de gestion, ou droit - I.A.E.). Vous parlez couramment l'anglais ou une autre 2ème langue et vous êtes disponible pour de nombreux déplacements 1 à 3 semaines en France et à l'Etranger.

Après un passage de 2 ou 3 ans à l'AUDIT interne, vous serez susceptible d'évoluer vers un poste opérationnel à l'intérieur du groupe.

Veillez adresser CV, photo au Service Recrutement EUREST - 14, rue d'Athènes 75009 PARIS

SENLS

Responsable des Services Administratifs et Comptables

Participez à la réalisation de nos performances.

Nous sommes une PMI de 270 personnes, C.A. 160 millions de francs, filiale d'un grand groupe industriel international, leader sur son marché.

Nous souhaitons accueillir dans notre équipe de Direction celui qui, d'une part nous procurera les documents financiers nécessaires à une gestion dynamique de notre outil de production et, d'autre part prendra en charge l'administration de notre société. Il aura d'entrée de jeu la mission de développer notre comptabilité industrielle et notre contrôle de gestion.

Vous avez nécessairement une première expérience industrielle dans un poste similaire, vous êtes diplômé d'une ESC, d'un IUT, ou similaire, vous avez le DECS complet, vous souhaitez trouver un cadre de travail motivant et des moyens d'action qui sont ceux d'un groupe puissant, n'hésitez pas à nous répondre. De plus nous vous offrons la possibilité de vous procurer un logement agréable.

Vous pourrez avoir ultérieurement d'intéressantes possibilités d'évolution au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV, et prétentions) sous réf. 35N116 à notre Conseil qui vous assure la plus totale discrétion. Mme GIACCHETTI, CPA 3, rue de Liège 75009 PARIS.



ENERTEC

Filiale du Groupe Schlumberger

Ingénieur études spéciales

Notre Division conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques de haute performance destinés au secteur aéronautique et spatial. L'ingénieur que nous recherchons sera chargé :

- de définir des systèmes adaptés aux besoins de la clientèle, à partir d'éléments standards,
- d'établir le dossier technique à partir du cahier des charges,
- d'animer une équipe technique,
- d'assister la production dans les procédures de lancement, fabrication, documentation.

Ingénieur, de formation électronique, vous avez des connaissances en mécanique et vous maîtrisez l'anglais.

Votre goût pour la conception technique sera un atout déterminant. Une première expérience en milieu industriel est souhaitée.

Le poste est basé à Vélizy.

Nous offrons à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4262 au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy.

ENERTEC

Schlumberger

Jeune organisateur en logistique

Au sein de la Direction de la Logistique, de l'Organisation et des Systèmes, vous serez rattaché à l'équipe dont la mission principale est de :

CONCEVOIR, DEFINIR, METTRE EN PLACE, en liaison étroite avec les Opérationnels, des nouveaux modes d'organisation physique et administrative ou de nouvelles unités logistiques dans un environnement informatique très présent et évolutif.

La logistique PRISUNIC, entrepôts et plateformes, est au service de plus de 300 magasins - un C.A. global de 13 milliards - d'une importante Centrale d'Achat, et offre donc des possibilités d'évolution certaines.

Pour ce poste très complet, une formation Grande Ecole, CNAM, et une première expérience réussie dans les domaines industriels ou de prestations de services sont nécessaires.

Votre sens de l'écoute et votre rigueur seront des qualités appréciées. Adressez votre candidature à Mme AMAR sous réf. LOG - B.P. 351.09 75426 PARIS CEDEX 09.

prisunic

Informet et Communiquer

Constructeur Informatique

Nous développons, industrialisons et assurons la maintenance de produits de pointe. Nous considérons la documentation relative à l'utilisation de nos produits comme faisant partie intégrante de ceux-ci. Nous voulons confier la phase conception et réalisation de documentation associée à nos produits bureautiques à des INGENIEURS ICF.

Ils auront à :

- acquiescer les connaissances techniques sur nos produits futurs,
- concevoir leur manuel d'utilisation ou de maintenance, y associant toutes nouvelles technologies de communication,
- adapter cette documentation au profil et aux besoins des utilisateurs,
- établir le planning de réalisation du document final,
- assurer la disponibilité et garantir la fiabilité des informations.

De bonnes connaissances techniques informatiques sont demandées. Une expérience de la programmation ou de l'électronique est vivement souhaitée. Nous recherchons des candidats désireux de faire évoluer leurs connaissances techniques dans un contexte stimulant, motivé par la communication et le partage des connaissances. L'anglais ou moins lu est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 4808 à l'agence DESSEN - 15 rue du Louvre - 75009 Paris, qui transmettra. Précisez le cas échéant le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas soumettre votre dossier.

AIR INDUSTRIE SYSTEMES

recherche

INGENIEURS DIPLOMES

SPECIALISTES EN EQUIPEMENTS INDUSTRIELS DE TRAITEMENT DE SURFACE

réf. 3633

CHEF DE BUREAU D'ETUDES EXECUTION

Chargé de superviser un B.E. d'environ 40 personnes, il s'assurera de la bonne exécution et des délais d'études.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs diplômés d'une grande école technique, âgés d'environ 35 ans. Outre une connaissance en traitement de surfaces indispensable, une expérience d'au moins 10 ans dans un bureau d'études est nécessaire.

Anglais indispensable, allemand souhaité. Lieu de travail : proche banlieue Nord Ouest, déplacements de durée variable à prévoir en France et à l'étranger.

Adressez C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 12 qui transmettra.

réf. 3634

TROIS CHEFS DE GROUPE BUREAU D'ETUDES

Ils assureront la coordination avec les responsables de la fabrication et des chantiers.

Sous-Directeurs d'Agences

Classe V ou VI

Pour ses agences de Paris et de sa proche banlieue, une importante banque française a vocation internationale recrute des Sous-Directeurs.

Ces postes aux nombreuses responsabilités conviendront :

- à des Diplômés de l'Enseignement Supérieur justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une banque de dépôt,
- à des Diplômés d'Etudes Bancaires (IB, CEB) possédant une expérience de l'exploitation, de l'analyse financière et du crédit.

Les candidats sauront faire preuve de leurs capacités à encadrer et animer une équipe. La fiabilité, le dynamisme et la volonté d'expansion de la banque garantiront aux meilleurs éléments d'intéressantes perspectives d'évolution dans le réseau national, ou international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3630 M et le nom des banques que vous ne souhaitez pas contacter à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

Filiale de production (200 personnes) d'un important groupe industriel, nous recherchons pour notre département composants électroniques implanté en région parisienne un

INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

France - Export

qui aura pour mission de commercialiser et développer les applications d'une technologie performante et novatrice dans les secteurs de la mécanique, l'électronique et l'électrotechnique.

Très disponible pour de fréquents déplacements de courte durée en France et dans les pays de la CEE l'homme que nous recherchons devra savoir allier la technicité à des qualités de contact et de relation et apprécier le travail en équipe.

Ce poste sera confié à un Ingénieur ENSAM, ECAM, INSA ou équivalent ayant de préférence une expérience similaire ou disposant d'une bonne connaissance des méthodes.

L'allemand courant est indispensable, l'anglais souhaité.

La fonction et les conditions financières sont de nature à intéresser des candidats impliqués et ambitieux.

Si ce poste vous paraît devoir être le vôtre, nous vous remercions d'adresser votre dossier avec photo sous réf. 205 UN à



CSCP
Conseils en recrutement
418, rue St Honoré - 75008 PARIS
Tél. : (1) 261.41.05

GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE DE MATERIEL INFORMATIQUE REGION PARISIENNE,

recherche

INGENIEURS SYSTEMES

Age : 30-35 ans.

Formation : Ingénieurs Grande Ecole spécialisés dans "Gros Matériel".

Postes : Responsabilité de la définition et de l'optimisation permanente de systèmes de taille importante.

Mise en œuvre et maintenance des matériels et logiciels. Assistance et conseil auprès des utilisateurs, des études et de l'exploitation dans l'utilisation du réseau.

Qualités : Esprit de synthèse, esprit d'équipe, créatifs et ouverts aux nouvelles techniques.

Rémunération : Elevée et suivant compétence.



Envoyer CV + photo obligatoire à :
ARCH MANAGEMENT
30, Rue de la Boétie - 75008 PARIS

هكذا من الامم

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Cadre comptable et financier

Les Services Financiers et Comptables de la Holding du Groupe Dumez basée à Nanterre (La Défense) recherchent pour remplacer un de leurs collaborateurs, un Cadre Comptable et Financier. Responsable de la comptabilité tenue sur informatique, des questions financières juridiques et fiscales de 2 sociétés du Groupe, il participe aux opérations de consolidation de l'une d'entre elles. Pour toutes ces questions, il est l'interlocuteur des membres de ces sociétés, notamment des responsables administratifs dont il reçoit et contrôle les informations comptables et financières dans les délais requis. De formation Ecole Supérieure de Commerce et titulaire du DECS, il aura une solide expérience comptable et de bonnes connaissances en consolidation acquises en Entreprise ou en Cabinet.

La connaissance de l'anglais et si possible de l'espagnol est souhaitée.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prétentions, sous la réf. LM/109, à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 Nanterre Cedex.

dumez

MULTIPLIER LES PERSPECTIVES

ESC - DECS

2 Jeunes Spécialistes Comptabilité Internationale

CONSOLIDATION ET REPORTING

Il sera responsable du reporting mensuel et des opérations de consolidation périodiques de l'ensemble des éléments de gestion pour une branche d'activité (17 sociétés dont 11 à l'étranger, C.A. : 9,5 Md de F).
Réf Y 12 M

ORGANISATION ET METHODES

Homme de développement et d'optimisation de l'existant, il interviendra plus spécifiquement sur les méthodes et procédures comptables des sociétés françaises tout en intégrant dans ses recommandations les impératifs liés à la dimension internationale du Groupe.
Réf Y 13 M

Ces deux postes sont basés à Paris, au sein de la Direction des Affaires Comptables du Groupe BSN - 38.000 personnes - 28 Md de F de C.A., leader français de l'industrie alimentaire. Ils s'adressent à de jeunes professionnels ayant déjà une solide expérience comptable (notamment anglo-saxonne), une bonne pratique de systèmes informatisés et de la langue anglaise. Par leurs qualités de rigueur, de vivacité, d'ouverture et de dialogue, ainsi que par leur "métier", ils contribueront à une gestion dynamique de l'entreprise. De larges perspectives d'avenir leur seront offertes dans les fonctions comptables, financières ou de gestion au sein du Groupe et de ses filiales, tant en France qu'à l'étranger.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. du poste choisi, en précisant rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Thévenaz, 75381 PARIS Cedex 08.

Responsable d'Application Ingénieur ou Miage

Développez un projet novateur vous formant à la gestion du personnel

Au sein d'un groupe international prestigieux, la Direction de l'Administration du Personnel apporte un soutien logistique constant aux unités opérationnelles, notamment en concevant et en mettant en place des systèmes élaborés de Gestion, d'Administration et de Paie. L'important développement de cette activité l'amène à rechercher un jeune Chef de Projet à fort potentiel.

Vous avez une formation de type Ingénieur ou MIAGE, une première expérience d'environ trois ans de la réalisation et de la programmation d'applications de gestion. Votre personnalité, votre capacité de travailler en équipe, votre sens du dialogue, seront les critères déterminants de notre choix. Basé à Paris, vous mènerez à bien, avec une large autonomie d'action, le développement d'un projet susceptible de concerner plusieurs milliers de personnes réparties dans une vingtaine d'établissements en France. Les matériels utilisés sont des minis et des micro-ordinateurs organisés en réseau. Vous valoriserez vos qualités de concepteur et d'animateur, acquerez un réel savoir-faire en gestion du personnel.

Si vous êtes motivé par la perspective d'une expérience enrichissante et de réelles possibilités de promotion interne, vous pouvez téléphoner ou adresser votre candidature sous référence 85 9301 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Audit Opérationnel

LE GROUPE BSN - 1^{er} groupe alimentaire français, 28 Mds de F de C.A. dont 30% réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés - recherche un auditeur confirmé pour son SERVICE CENTRAL D'AUDIT.

Il sera responsable de missions d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe tant en France qu'à l'étranger. Interlocuteur des Directions de Filiales, il contribuera à l'amélioration de leur gestion et de leur organisation. Il aura un rôle d'animation et de formation de jeunes auditeurs.

En abordant toutes les fonctions de l'entreprise dans des sociétés différentes par leur taille, leur structure, leur marché, il diversifiera ses compétences et acquerra une connaissance approfondie du groupe et de ses hommes. Cette expérience privilégiée lui permettra d'accéder dans 2 ans à des responsabilités opérationnelles de haut niveau.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience de 2 à 4 ans d'audit, et souhaitant faire évoluer sa carrière au sein d'un des tout premiers groupes français. Des connaissances en allemand et/ou en espagnol seront appréciées.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M25 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Thévenaz - 75381 Paris Cedex 08.

ETABLISSEMENT DE CRÉDIT SPÉCIALISÉ - PARIS

recherche

UN LEADER

POUR SON ACTION COMMERCIALE

afin d'assurer la diffusion de ses produits de Crédit et de Crédit-Bail d'Equipements Professionnels

Le poste, en liaison directe avec la Direction Générale, requiert :

- une grande expérience de l'action sur le terrain, de l'approche des relations commerciales et de leur suivi, notamment auprès des vendeurs de matériels ;
- un sens aigu des responsabilités et de l'organisation ;
- le goût des contacts humains ;
- de larges connaissances techniques acquises au sein d'un établissement de crédit.

Il conviendrait à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ayant fait preuve pendant quelques années de son efficacité dans une activité de même nature et souhaitant s'affirmer à un meilleur niveau.

Poste d'évolution possible pour élément dynamique et de valeur.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 7288 à M. André Pons, services ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

Formation Commerciale pour un homme de contact

Entreprise de renommée mondiale, leader dans son domaine sur le marché français

Chef de Département Gestion Commerciale

ESSEC, ESCP, Sup de Co...

Gestionnaire expérimenté dans les domaines liés à l'activité commerciale de biens d'équipement, vous serez pour une de nos Directions Commerciales le Responsable des budgets, des approvisionnements, des stocks, de la logistique et des procédures.

Rompant aux techniques informatiques, vous superviserez l'exploitation et participerez au développement des moyens mis à votre disposition. Bien entendu vous veillerez au respect des procédures que vous aurez conçues.

Vous êtes un meneur d'hommes et vous serez responsable d'une équipe de 30 personnes. Vous avez le sens du dialogue et vous saurez promouvoir auprès du réseau de vente des règles de gestion intégrant attitudes et contraintes commerciales.

Vous mettez en application depuis plusieurs années pratique de la gestion comptable, rigueur, ouverture d'esprit et conduite des hommes.

Ce poste est basé à Paris Nord et implique des déplacements en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 10290 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LA BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMES

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, le candidat participera aux travaux d'analyse et de programmation de projets nouveaux ou d'applications existantes. Il aura par délégation une grande autonomie.

De formation supérieure, DUT (3-4 ans d'expérience) ou MIAGE (1-2 ans d'expérience), il aura pratiqué l'environnement DB/DC, l'expérience QCS souhaitée, le système MVS/OS et le langage COBOL.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo à : LA BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE, Service Recrutement - 4, rue Gallien - BP 88 - 75080 PARIS Cedex 02.

JEUNE INGENIEUR

MECANIQUE AUTOMATISME

Dirigez à moyen terme un atelier de 100 personnes dans une grande entreprise leader !

EN CENTRALE LYON IDN

Mais si l'action est pour vous un moteur puissant, vous êtes également un homme de réflexion.

Analysier, étudier, concevoir et mettre en place des chaînes de production automatisées, c'est pour vous un challenge que vous êtes prêt à relever.

Enfin, vos qualités de contact et d'animateur à tous niveaux, votre sens de la négociation feront de vous notre futur chef de service adjoint.

Si vous êtes motivé par ce poste à pourvoir au sein d'une société performante en expansion de 1.850 personnes située dans une région verte de l'Est de la France, téléphonez à ALLO-CARRIÈRES du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h et de 14 h à 17 h au (1) 296.15.16 (précisez la réf. 327).

ou adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la réf. 327/UN, à ALLO-CARRIÈRES - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 296.15.16

RES D'EMPLOIS

Constructeur informatique

IPLOMES

d'Agences

INGENIEURS SYSTEMES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Mobil

recherche pour son Siège Social de PARIS-LA DEFENSE

AUDITEUR INTERNE

De formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP + DECS

Il est souhaité 2 à 3 ans d'expérience pratique dans un Cabinet d'Audit ou comme Auditeur Interne dans une grande entreprise internationale.

La fonction occasionnera des déplacements en France et éventuellement en Afrique.

Elle ouvre de réelles possibilités d'évolution pour une personne de valeur.

Anglais indispensable.

Adresser sous référence 10266, lettre manuscrite, CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.

Pour un ingénieur système, la responsabilité d'un atelier logiciel

Diplômé(e) d'études supérieures (Ecole d'Ingénieur ou Maîtrise d'Informatique), vous possédez déjà une première expérience d'environ 3 ans en développement de logiciel, qui vous permet de bien connaître UNIX et le langage C. Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité d'un atelier logiciel comprenant la gestion des archives logicielles d'un important projet et du fonctionnement d'un centre de calcul (PDP 1170 sous UNIX).

Vous devrez également assurer un support technique auprès des équipes de développement du projet, ainsi que les spécifications, la réalisation et la mise en place d'outils d'aide au développement.

Ce poste basé en proche banlieue ouest offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un grand groupe industriel. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 1894 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra

Organisme professionnel important, nous devons faire face au développement de notre champ d'activité et, pour cela, renforcer notre structure actuelle. Nous recherchons

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE 250 000 F -

Directement rattaché à notre Odelet Général, il aura pour mission l'animation et la supervision des services administratifs, comptables et personnels de notre Fédération. Une des tâches les plus importantes consistera à coordonner l'introduction et l'évolution de l'informatique dans l'activité de nos services. Son rôle s'enrichira très vite d'études économiques et statistiques à partir des documents comptables de nos adhérents ; enfin, sa participation aux Affaires Sociales fera de lui un véritable Secrétaire Général d'entreprise.

Ce poste polyvalent conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant acquis une expérience d'entreprise d'au moins dix années, l'ayant amené à exercer des responsabilités d'encadrement dans des fonctions proches.

Une formation juridique, des connaissances en droit social seraient appréciées. (Réf. AC/702/M)

CADRE DE FORMATION JURIDIQUE 200 000 F -

Il assurera la préparation, l'animation et le suivi de commissions et réunions techniques liées aux problèmes de la profession. Il sera en rapport quotidien avec les adhérents dont il sera le conseil pour toutes questions de réglementation.

Sa formation droit des affaires doit être renforcée par une pratique de 3 à 5 ans au sein d'une entreprise. Son mode de raisonnement doit bien s'adapter aux affaires juridiques ; ses qualités relationnelles sont développées ; enfin, son sens relationnel lui permet de se faire reconnaître et apprécier dans son rôle de conseil. (Réf. CJ/703/M)

Les postes sont à pourvoir à Paris.

LE MONDE DE L'EXPORT ET DES CARRIERES INTERNATIONALES

Mardi 21 Mai

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres d'emploi du journal

Le Monde

avec EUROPE 1

AUTOMATISER NOS PRODUCTIONS

C'est là le défi que vous propose la Française de Soins et Parfums (Signal, Timotei, Audace...).

Ingénieur Automatismes, rattaché au chef des services techniques, vous réaliserez l'automatisation des lignes de fabrication et de conditionnement de notre principale usine (80 millions d'unités / an).

Dans un contexte d'investissements soutenus, vous ferez appel aux technologies les plus évoluées et les plus fiables de l'électronique, de l'électrocinétique, de l'automatique, de la robotique. Vous serez notre expert dans la maintenance de ces installations.

Notre expertise technologique acquise dans le cadre de multiples sites de fabrication en France et à l'étranger vous permettra d'optimiser vos choix d'investissements.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur, ayant une expérience affirmée de l'automatique et capable de créer ce poste, nécessitant compétence technique, capacité d'écoute et de dialogue.

Les perspectives d'évolution sont à l'échelle du leader mondial des produits de grande consommation.



Merci d'adresser votre candidature sous la Réf. IV/85 M à P. LONGUECHAUD Recrutement des Cadres Unilever France Services S. avenue Delcassé 75384 Paris cedex 08.

Le luxe pour un ingénieur de production...

Leader mondial dans notre secteur d'activité avec un taux d'exportation très élevé et un effectif global supérieur à 1000 personnes, nous développons depuis une dizaine d'années une activité de produits de luxe mettant en jeu des techniques sophistiquées. Ingénieur de formation (Centrale, A.M ou équivalent) 35 ans environ, vous prendrez en main l'un de nos ateliers de fabrication. Ouvert à toutes techniques nouvelles de fabrication, vous serez le gestionnaire de votre budget et des moyens matériels, ainsi que le véritable animateur des équipes concernées. Votre objectif numéro 1 : respecter les délais, la qualité et le coût de la fabrication de nos produits. Une évolution dans l'entreprise est tout à fait possible pour un élément de valeur. Poste à pourvoir dans Région en plein essor avec environnement agréable.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 227 M ou transmettez-le sur votre minitel (1) 828.40.25.

Nous vous répondons rapidement et confidentiellement. CABINET JEAN CLAUDE MAURISE - 397 bis, rue de Valenciennes 75015 PARIS - Immeuble le Président - 3, av. Condorcet - 69100 VILLEURBANNE



JEAN CLAUDE MAURISE S.A. 10 rue de Valenciennes 75015 PARIS



BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS

Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 177 agences

Nous disposons d'un Centre Informatique équipé d'un système IBM 3084 bi-processeur sous MVS-XA et d'un réseau de 1 100 terminaux sous CICS-DL/1 dont 400 terminaux 360X répartis dans nos agences. Nous assurons une formation permanente et de qualité à tous nos collaborateurs.

Pour participer à la réalisation de nos développements informatiques et pour mettre en œuvre nos ambitions dans ce domaine, nous recherchons

UN RESPONSABLE D'APPLICATION

(3 ans d'expérience minimum, connaissances en matière de titres appréciées), Réf. 9040Z

DES FUTURS RESPONSABLES D'APPLICATION

(débutants à 2 ans d'expérience) Réf. 9040X

Titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une MAGE ou au minimum d'un D.U.T. informatique, vous aurez pour mission au sein de nos équipes de Développement de :

- participer à la conception et à la mise en place d'importantes applications bancaires,
- prendre rapidement des responsabilités concernant la conduite de projets (moyens de paiement, valeurs mobilières, comptabilité, etc...).

Les candidatures doivent être adressées par lettre manuscrite avec C.V. et photo en spécifiant la référence choisie à

BRED Direction de l'Informatique et de l'Organisation PEO 9040 93-95 Avenue du Général de Gaulle 94000 CRETEIL

Chef des études micro-inform

Carrières

Seita

Professionnel de la fiscalité et de la com

Bernard Juhan Psycos

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PA

Ingénieur confirmé électromécanicien

Paris - LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS recherche pour son service NOREX d'aide technique aux exportateurs un ingénieur électromécanicien, parfaitement bilingue français-allemand et lisant l'anglais pour promouvoir l'adaptation technique des produits français aux exigences normatives et réglementaires allemandes et aux procédures des marques. Il aidera les industriels français, sur la base d'essais et contrôles réalisés par le LNE, à rendre conformes leurs produits aux exigences de sécurité communautaires, allemandes et françaises. Par son action en RFA auprès des organismes officiels, des centrales d'achat, des industriels, il contribuera à la promotion des essais, contrôles et prestations effectués par le LNE. Diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une Technische Hochschule, il justifiera de compétences et d'une expérience polyvalentes acquises au contact des problèmes industriels ainsi que de qualités personnelles d'entraînement et de conviction. Déplacements de courte durée. Envoyer lettre en allemand motivant la candidature et CV à P. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6273M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PA

Jeune ingénieur mécanicien

Etudes hardware - Leader sur le marché français de l'informatique graphique, nous sommes mondialement connus pour la qualité et la fiabilité de nos produits. Les traceurs, digitaliseurs et écrans graphiques que nous fabriquons sont utilisés surtout par des industriels pour des applications de CAO/DAO. La conception de nos produits fait appel à des techniques aussi variées que la mécanique de précision, l'électronique et la micro-informatique. Nous offrons à un ingénieur Arts et Métiers ou ENSM, débutant ou ayant deux ans d'expérience dans les automatismes et la physique des matériaux, la possibilité de s'intégrer à une équipe d'ingénieurs d'études. Il développera des sous-ensembles mécaniques puis des projets complets qu'il suivra jusqu'à la réalisation du prototype. Un ingénieur créatif et désireux d'assumer des responsabilités évoluera rapidement au sein de notre société et dans le groupe international dont nous sommes filiale. L'anglais est indispensable. Le poste est basé en proche banlieue sud-est de Paris. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence S/8015M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PA

Adjoint au Directeur d'Usine

Notre Société transforme différents types de matières dans le domaine de l'emballage. Elle fait 366 MF de CA dans 4 unités de production en pleine évolution technologique.

Pour l'une de ces unités (200 personnes), nous recherchons un jeune ingénieur d'industrialisation type AM, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans une industrie de production de grande série et s'intéressant à la robotique et aux automatismes programmables.

Directement rattaché au Directeur de l'usine, il sera dans un premier temps, responsable de l'amélioration des moyens de production et de l'animation de l'équipe entretien-travaux neufs.

Dans l'évolution de ce poste, nous lui confierons des responsabilités globales comportant les relations avec les partenaires sociaux.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Nord de Paris.

Ecrivez à notre Conseil, D. Jaberil vous remercie de lui adresser votre CV avec photo, rémunération actuelle et prétentions sous référence 3083M.

CORT - 65, avenue Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTAC - Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Automatismes Ferroviaires

Le Service Recherche et Développement d'une Unité appartenant à un grand groupe industriel français à vocation internationale, spécialisée dans la conception et l'ingénierie d'équipements et automatismes ferroviaires de pointe (CA = 250 MF, 500 personnes), renforce son équipe d'ingénieurs et crée le poste suivant :

Chef des études micro-informatiques

de haut niveau. Répondant devant le Chef du Service, il aura pour mission :

- d'une part, de définir et proposer les orientations techniques et stratégiques relatives à la conception des nouveaux produits et systèmes micro-informatiques,
- d'autre part, de diriger une équipe d'ingénieurs chargés de la conduite des projets d'automatisation, depuis la réponse aux appels d'offres jusqu'à la réalisation et la mise en service des systèmes correspondants.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé Grande Ecole (Supélec, Télécom...), ayant au minimum cinq années d'expérience en micro-informatique industrielle. Sa personnalité lui confère une aptitude réelle aux contacts humains et commerciaux.

Adressez conf. C.V., photo et courte lettre manuscrite en précisant votre n° de M.I. et la réf. 865 LM à Rosale SCHWARTZ

A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

Futures connexions

Ingénieur marketing réseaux

ITT Data Systems France, filiale française informatique du groupe ITT, prépare le lancement de nombreux produits réseaux destinés à des tranches d'utilisateurs variées et développées dans l'esprit de l'indépendance des réseaux par rapport aux ordinateurs hôtes.

L'homme ou la femme de marketing que nous recherchons est de formation supérieure, âgée(e) d'environ 30 ans, et possède une expérience d'au moins 3 ans dans la vente de systèmes informatiques ou de solutions de télécommunication. Ses connaissances techniques (SNA/SDLC, BSC, X25, LAN, etc.) l'autoriseront à prendre des responsabilités importantes dans la vie d'un produit en liaison avec le chef de produit, la Direction marketing et le fournisseur.

(elle) participera à la mise en place de la politique de promotion et élaborera les outils d'aide à la vente, les annonces publicitaires, en étudiant la concurrence et ses produits, en réalisant des études de marchés et des analyses de besoins. Celles-ci pourront, ce sera aussi établir les commandes prévisionnelles, cibler les configurations types et suivre l'évolution du plan prospectif.

Pour promouvoir ses idées auprès des canaux de vente, il (elle) aura à cœur d'activer ses connaissances et de solliciter au plus près le marché des télécommunications et de la télématique afin de réaliser la formation des ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux, mais aussi d'élaborer des cours destinés aux clients et utilisateurs. Une action de soutien dans la négociation de haut niveau parachevera l'étendue de sa fonction. Les relations internationales, nécessairement entretenues par l'homme de marketing, imposent la maîtrise de l'anglais. Des aptitudes certaines au management l'orienteront vers la fonction de chef de produit.

Déclaré Vendeur, responsable du recrutement, étudiera votre candidature envoyée, sous réf. CO/MRS, ITT Data Systems, Tour Maître Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75705 Paris Cedex 15. (545.67.05).

ITT Data Systems

ENTRE VOUS ET NOUS : LE DIALOGUE.

SAFT

Leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel, SAFT participe au développement de secteurs d'activité de technologie avancée : communication, bureautique, électronique, aéronautique et spatial, ferroviaire, militaire.

Nous recherchons pour nos activités GENERATEURS SPECIAUX basées à ROMAINVILLE (proche banlieue est), un

INGENIEUR QUALITE

Vous serez responsable du suivi de l'assurance Qualité de projets de batteries et de piles pour applications spatiales et militaires.

A ce titre, vous aurez comme interlocuteurs : les différents responsables de la division, les chefs de projets, les homologues Qualité de nos clients français et étrangers.

Nous souhaitons confier ce poste à un Ingénieur Grande Ecole polyvalent en mécanique, électrotechnique, thermique, soit possédant une première expérience en milieu industriel, soit débutant ayant une formation dans le domaine de la qualité.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence GS 6.29 LM à SAFT, Direction des Ressources Humaines, 57, rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Seita

Entreprise nationale, nous employons 8500 personnes et réalisons 6,5 milliards HT de chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre organisation, le Département comptabilité et fiscalité recherche un

Professionnel de la fiscalité et de la comptabilité

Chargé de l'étude des problèmes fiscaux de l'entreprise, il élabore et diffuse les procédures en liaison avec tous les services de la Direction générale et les établissements extérieurs. L'ensemble des déclarations (droit de consommation sur les tabacs, TVA, IS...) s'effectue sous son contrôle et sa responsabilité. Ce poste conviendrait à un diplômé ESC possédant 2 à 3 ans d'expérience dans le service comptabilité et fiscalité d'une entreprise ou dans un cabinet fiscal ou un cabinet de révision comptable. Son intérêt pour les aspects informatiques liés à la comptabilité et à la fiscalité facilitera son intégration dans son emploi et son évolution dans notre entreprise.

Bernard Julhiet Psycrom vous assure une étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'envoyer sous référence 658/1M, 24 rue Eugène Flachet - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycrom

Membre de Syntac

SAFT

Leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel, SAFT participe au développement de secteurs d'activité de technologie avancée : communication, bureautique, électronique, aéronautique et spatial, ferroviaire, militaire.

Nous recherchons pour nos activités GENERATEURS SPECIAUX basées à ROMAINVILLE (proche banlieue est), un

INGENIEUR QUALITE

Vous serez responsable du suivi de l'assurance Qualité de projets de batteries et de piles pour applications spatiales et militaires.

A ce titre, vous aurez comme interlocuteurs : les différents responsables de la division, les chefs de projets, les homologues Qualité de nos clients français et étrangers.

Nous souhaitons confier ce poste à un Ingénieur Grande Ecole polyvalent en mécanique, électrotechnique, thermique, soit possédant une première expérience en milieu industriel, soit débutant ayant une formation dans le domaine de la qualité.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence GS 6.29 LM à SAFT, Direction des Ressources Humaines, 57, rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine.

MONETIQUE VENTE ET MARKETING

Au sein d'une entreprise de renommée mondiale

Responsable Produits Monétiques

ESSEC, ESCP ou équivalent + informatique

Choisir les produits, définir les marchés, proposer une politique commerciale spécifique et la mettre en œuvre après avoir établi les budgets prévisionnels, tel est le challenge que nous vous proposons. Vous serez bien entendu assisté des services techniques, publicité et ordonnancement commercial.

Ensuite, vous suivrez sur le terrain et auprès de nos agences la commercialisation de ces produits.

Vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la VENTE de BIENS d'EQUIPEMENTS ou d'INFORMATIQUE, voire de MONETIQUE.

Cette fonction vous conduira naturellement à vous déplacer en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et prêt, sous référence 10246 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur étude logiciel : faites vos preuves et prenez des responsabilités !

Diplômé(e) d'une Ecole d'Ingénieur, vous possédez déjà une expérience d'environ 4 ans en développement logiciel sur microprocesseurs. Si possible, vous avez des connaissances sur réseaux TELECOM. Nous vous proposons de participer à la conception, à la réalisation et à l'intégration de logiciels de télécommunications sur microprocesseurs I 8086 et I 8051, ainsi qu'aux études de définition du système. Vos travaux contribueront à la création d'un ensemble d'équipement permettant d'organiser un réseau télématique à exploitation centralisée. Vos compétences, votre forte implication personnelle, vous permettront d'évoluer au sein de l'un des plus grands groupes industriels français, vers des postes de responsabilité. Pour ce poste, basé en proche banlieue ouest, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 1893 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra

CRÉATION DE POSTE
YVES PRIGENT S.A. - TRAVAUX PUBLICS
recherche

COMPTABLE GESTIONNAIRE

L'expansion de notre entreprise nécessite de préparer les outils de gestion indispensables :

- A l'informatisation ;
- A la mise en place de la comptabilité analytique ;
- Au développement de la gestion de chantier.

Ce poste demande de créer les documents et le circuit de saisie de l'informatisation, de choisir le système informatique, le rendre opérationnel et l'exploiter. Nous souhaitons confier ces tâches à un collaborateur d'une trentaine d'années, titulaire d'un B.T.S. de comptabilité, position cadre, ayant déjà une première expérience dans ces mêmes domaines et capable d'accompagner la croissance déjà nettement engagée.

A POURVOIR RAPIDEMENT.

Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à :
YVES PRIGENT S.A.
allée de la Briarde, 77200 ÉMERAINVILLE.
V/correspondante, Madame M.-T. PRIGENT. Tél : 005-02-22.

ETABLISSEMENT FINANCIER de premier plan cherche pour son
SERVICE ORGANISATION PARIS

organisateur chef de projets HF

ECOLE SUPERIEURE OU MAITRISE DE GESTION

Il a 3 à 5 ans d'expérience d'organisateur en entreprise ou cabinet. Il connaît bien le fonctionnement de l'entreprise et les circuits administratifs. Il prendra en charge les missions de conception et réalisation d'organisation dans les divers secteurs de la Société.

Il doit être attentif aux besoins opérationnels et savoir leur apporter des solutions concrètes, donc être bon analyste, imaginatif et homme de contact.

organisateur débutant HF

De formation identique au précédent avec une ouverture à l'entreprise grâce à une première expérience ou à des stages opérationnels. Il s'insérera dans l'équipe existante.

Le Service Organisation permet d'acquérir une bonne connaissance des divers secteurs du Groupe ; une réussite dans ces fonctions ouvre donc des possibilités de carrière.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant le niveau de rémunération, sous référence 2373-M) seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
17, AV. ALBADE-LORRAINE
92000 ANTONY

Juriste affaires sociales

Assister dans sa mission la Direction du Personnel sur l'ensemble des aspects du droit social.

Assurer les relations avec les instances extérieures concernées. Accomplir toute mission d'assistance auprès des Directions opérationnelles. C'est la mission que vous propose ce très grand groupe du secteur tertiaire de dimension internationale.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur juridique en droit social et votre expérience d'environ 5 ans acquise en entreprise vous a familiarisé à la gestion d'importants dossiers.

Le poste est basé à Paris. Les conditions offertes et les perspectives de carrière concrètes sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 690 A à Christian Hollevet, OC Conseil 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOREM

BIAO
AFRIBANK

proposé à de jeunes diplômés (libérés des O.M.) HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP ecofi, ou équivalent, de les préparer à une carrière internationale en leur confiant dans un premier temps des postes de

Chargés d'Etudes

au sein de ses départements Analyse de crédits et Contrôle de gestion

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. + photo) devront être adressées, sous réf. 11, à la Direction du Personnel - BIAO 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

TRES IMPORTANT GROUPE FRANCAIS DE SERVICES

EN EXPANSION CONTINUE
(80 % DE SON C.A. A L'ETRANGER)
recrute pour l'un de ses Divisions France
basée à Paris (1,4 milliard de F.)

2 JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

ADJOINTS AU CONTROLEUR DE LA DIVISION

pour l'assister dans ses fonctions de C. de G. CENTRAL et d'animation (fonctionnelle) de 5 C. de G. de départements (directions régionales en France).

Vocation à devenir dans les 2 à 3 ans C. de G. de département

POSTES « TREMPLINS » pour

- Jeunes DIPLOMÉS Grande Ecole, I.S.G. (Finances/Compt.), I.S.G., etc.
- 1^{re} EXPERIENCE de 1 à 3 ans pour l'un des postes
- DÉBUTANT pour l'autre
- ayant les moyens de leur ambition

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 8232 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



LE CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

recrute pour son SERVICE DE CONTROLE

inspecteurs

- Diplômés de l'enseignement supérieur (droit privé, sciences po, ESC, maîtrise de gestion) et si possible titulaires d'un D.E.C.S. ou équivalent.
- Une première expérience d'environ 2 ou 3 ans dans un établissement du système bancaire, au sein d'un cabinet d'expertise comptable ou de commissaires aux comptes vous a familiarisé avec le contrôle sous ses formes les plus variées.
- Le Centre National des Caisse d'Epargne vous offre la possibilité de vous intégrer facilement à ses équipes d'inspection par un stage préalable dans un des nombreux établissements du réseau. Vous pourrez ainsi vous familiariser aisément avec les particularités de nos structures.
- Une rémunération et un profil de carrière attractifs vous sont proposés. La fonction nécessite de nombreux déplacements en province à partir du Centre National à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M.13 au Service du Personnel CENPEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

Nous sommes une Chaîne Hôtelière internationale en pleine expansion située en banlieue Sud de Paris. Pour renforcer notre structure nous recrutons le poste de

CHARGE DES RELATIONS HUMAINES ET DE LA FORMATION

Age d'au moins 28 ans, il est avant tout homme de terrain. Il doit mettre en place la gestion des Ressources Humaines et les moyens pour dynamiser la communication entre les Hôtels.

Il est conseil en recrutement, procède à des évaluations de climat social, analyse la politique sociale et participe à son évolution.

Il évalue les besoins en formation et prépare le plan de formation. Il anime les séminaires de Relations Humaines.

Il dépend du Directeur du Personnel. Il est amené à se déplacer fréquemment. Il a une formation supérieure du type psychosocio, une première expérience dans le domaine des Relations Humaines et les qualités indispensables à la fonction.

Il maîtrise parfaitement l'anglais. Sa rémunération sera de l'ordre de 170.000 Francs. Poste à pourvoir sur fin d'année.

Merci d'adresser votre candidature (lettre man. - CV - photo) à réf. UM 1305 à Madame LAUREL

CABINET PANISSOD-SUNNER
109, rue de Turénne 75003 PARIS

Une très importante société de services RECHERCHE

UN JEUNE CADRE RESPONSABLE DROIT SOCIAL

CE POSTE EXIGE :

- Une très solide formation juridique (maîtrise - DESS) complétée par une expérience professionnelle de quelques années (5 ans) dans une direction du personnel où le candidat aura, notamment, acquis la pratique des procédures contentieuses, le suivi des institutions représentatives... la gestion juridique des contrats de travail... etc.
- Des qualités relationnelles éprouvées car il conseillera les opérationnels et interviendra auprès des représentants du personnel.
- Un intérêt pour l'ensemble de la fonction personnel : car il pourra évoluer vers de plus larges responsabilités au sein de la direction du personnel.
- Le poste est basé en BANLIEUE OUEST.

Veuillez adresser C.V. et photo à :
REGIE PRESSE sous numéro 305.947 M
7, rue de Montessuy - 75007 PARIS.



D'ETUDES ECONOMIQUES

SCIENCES ECO. DEA - PARIS-ETOILE

L'évolution de la production sucrière est liée notamment aux différents mécanismes économiques, commerciaux et juridiques qui déterminent les règles du négoce international.

Après avoir assimilé le fonctionnement de l'économie sucrière, vous serez une force d'étude et de proposition auprès de notre Directeur Commercial : force d'analyse et de synthèse rigoureuses dans des domaines aussi variés que spécialisés (France, CEE, Monde).

Si, à 30 ans, votre expérience des statistiques acquise en Organisme ou Société d'Etudes (INSEE, SEMA, etc.) ou dans d'autres secteurs agro-alimentaires, produits de grande consommation, et votre pratique courante de l'anglais (espagnol, portugais si possible) viennent compléter une réelle compétence à aborder des problèmes concrets, vous pouvez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. avec photo, shet. LM/50, à M. CIBRON - Sté BEGHIN SAY - 12, r. J. Béghin - 92299 THAMERIES.

Béghin Say

Pour le leader de la distribution pharmaceutique, une avance technologique à la hauteur de ces chiffres.

INGENIEUR INFORMATICIEN

Votre mission : dans le cadre du développement informatique de notre établissement de Paris (750 personnes), vous participerez à l'étude, au développement et à la mise en œuvre d'une application sophistiquée de gestion des stocks en temps réel (18000 variétés de produits, 6000 commandes clients par jour, 1 hectare de magasin).

L'Environnement : grand système IBM (MVS, CICS, bases de données).

Votre profil : ingénieur grande école, option informatique (Centrale, Mines, Ponts...).

Débutant ou 1 an d'expérience ; intérêt pour les problèmes techniques et d'organisation.

Nous vous remercions de nous adresser lettre manuscrite + CV + photo à OCP Répartition, Service Recrutement, 24, rue des Ardenes, 75019 Paris.

OCP RÉPARTITION

Programme ARIANE

Ingénieur Structure mécanique et thermique

Le CNES recherche pour sa Direction des Lanceurs un ingénieur d'études et de développement, structure mécanique et thermique de formation grande école. Il aura acquis une expérience industrielle d'au moins 3 ans de préférence dans le domaine des matériaux composites.

Le candidat aura une bonne pratique de l'informatique. L'anglais LU-PARLE-ECRIT est nécessaire.

Lieu de travail : EVRY.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 85/DLA/11, à M. le Chef du Département Personnel/Moyens Généraux - CNES - Direction des Lanceurs - Rue Charles-Baudelaire - 91000 EVRY.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Jeunes ingénieurs études

Diplômés Grande Ecole

Nous recherchons pour notre département acoustique et détection sous-marine 2 ingénieurs études dans le domaine de l'acoustique théorique et de la propagation des ondes en milieu marin. Une expérience en mécanique des vibrations ou en hydrodynamique sera appréciée.

Merci d'adresser CV détaillé sous réf. 85/62 à Martine BIALOBOS Service des Relations Sociales et de l'Emploi 1, avenue Aristide Briand 94177 ARCUEIL



SINTRA

OFFRES D'EMPLOI

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

... de la ...
... de la ...
... de la ...

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de produit dans la distribution : la passion en plus !

Quand nous avons réfléchi au poste de chef de produit que nous allions vous proposer, aux exigences de la grande distribution, notre secteur d'activité, et aux qualités qu'il faut pour s'imposer dans un groupe de 20 000 personnes, nous avons dû bien vite conclure que c'est avant tout une personnalité que nous cherchions. Bien sûr, une formation spécifique indispensable : de l'Agro aux EBC, et une première expérience d'un marketing/vente opérationnel, très terrain, avec des hommes à convaincre, des clients à séduire, des objectifs à tenir. Mais surtout, surtout, l'ouverture aux autres, le goût, le sens, la passion de communiquer, de prendre des initiatives et du leadership. La simplicité et l'envie de ne pas tout connaître, le désir et l'ambition de tout apprendre pour saisir les opportunités d'une carrière où vous trouverez toujours : le management, le commerce, la gestion.

Dès le départ, nous vous confions une ligne de produits capitale pour nous qui représente un CA de 950 MF. Vous sélectionnez les fournisseurs, en faites des partenaires, définissez une politique et y faites adhérer vos patrons, vos clients, vos fournisseurs et les spécialistes de vos produits dans les hyper du groupe !

Etes-vous tenté par ce pari ? Alors faisons vite connaissance : votre personnalité nous intéresse et la nôtre ne devrait pas vous laisser indifférent. SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence CF 543 M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTHEC

Banque Internationale, Paris 8^{ème}, renforce sa Division Inspection Générale et recrute :

Un Inspecteur confirmé CI. VI, VII

Il sera particulièrement chargé d'apprécier la qualité des engagements des diverses unités du Groupe.

Un Inspecteur CI. V

Il sera chargé de vérifier la bonne application des procédures comptables et de traitement des opérations.

Ces postes exigent de leurs titulaires une grande disponibilité (France et Etranger) et débouchent à 2/3 ans sur d'importantes responsabilités au sein du réseau international.

Adressez lettre de candidature + photo sous référence 4806 à Dessen, 15 rue de Louvre, 75001 Paris.

jeune contrôleur de gestion
HEC, ESSEC, ESCP...
HF

Un grand groupe français (CA 7 milliards) ayant de nombreuses filiales à l'étranger, recherche un HEC, ESSEC, ESCP... pour renforcer le contrôle de gestion d'une de ses principales divisions et particulièrement celui des filiales étrangères.

Agé d'au moins 26 ans avec une expérience minimum de 18 mois dans un Cabinet d'Audit international ou dans un groupe industriel lui-même international, il est souhaitable qu'il ait une pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand.

Merci d'écire avec C.V. détaillé sous référence 3220-M à Mamrègès qui transmettra.

Mamrègès
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

EGOR INDUSTRIE ET EGOR INFORMATIQUE se regroupent et donnent naissance à

EGOR TECHNOLOGIES

Rassembler les cadres des secteurs de l'électronique, informatique, robotique... par une approche spécifique des candidatures et une connaissance approfondie de ces métiers est l'ambition de l'équipe EGOR TECHNOLOGIES dirigée par Jacques Scarfoff.

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Bercy 75001 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

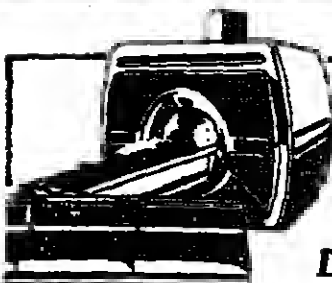
IMPORTANT ORGANISME d'ASSURANCE-VIE PARIS

recherche pour assister son Directeur :

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU (35 ans minimum)

Diplômé d'une grande école commerciale ou de gestion vous devez avoir une expérience de plusieurs années à un poste de responsabilité dans une grande entreprise du secteur tertiaire, une autorité naturelle et l'habitude des contacts à niveau élevé. Rémunération attractive. Poste évolutif pour candidat de valeur.

Adressez C.V., photo (restituée) et prétentions s/réf. 10314 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.



THOMSON-CGR
INGÉNIEURS, RÉUSSISSEZ MAINTENANT, DANS LA PROMOTION DE NOS PRODUITS

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé. Notre Direction Commerciale FRANCE souhaite renforcer son département MARKETING et recherche un :

CHEF DE PRODUIT Radiologie Numérique

Ingénieur Grande École, vous possédez une première expérience technique en électronique et/ou informatique. Vous pensez pouvoir réussir dans la fonction Marketing. Nous vous confierons la définition et la mise en œuvre de la politique de promotion des produits "Radiologie Numérique" et son animation au sein de notre réseau commercial. Réf. 1/M

INGÉNIEUR PRODUIT Scanner X - IRM

Ingénieur Grande École d'Électronique, vous êtes intéressé par le domaine technico-commercial en souhaitant évoluer vers le rôle de Chef de Produit. Rattaché au Chef de Produit "Scanographie X - Imagerie par Résonnance Magnétique", vous assurerez la formation et l'information de notre réseau commercial et participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de promotion des produits. Réf. 2/M

Ces postes basés à Paris 15^e comportent de courts déplacements en province.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi au Service Central du Personnel. - THOMSON-CGR - 33, avenue du Maine, BP 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Etre le 1^{er} quand démarrera la 1^{re} monte de ce produit d'ELECTRONIQUE EMBARQUÉE

FABRICANT FRANÇAIS (500 MF) en forte expansion et faisant du profit FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN diversifié de 10.000 personnes recruté pour base à PARIS

Ingénieur Commercial CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE FRANCE

L'OBJECTIF : Les Constructeurs français étendant la pose en chaîne du produit sous 2 ans, ÊTRE HOMOLOGUÉ ET LE 1^{er} A FOURNIR (étant déjà leader en 2^e monte)

LES MOYENS : DIALOGUE CONSTRUCTIF avec Bureaux d'Études et Achats 1^{er} monte des Constructeurs et COORDINATION avec la B.E. (très en pointe) du Groupe en Europe.

INDISPENSABLE

- ÉLECTRONICIEN de formation et/ou expérience
- PARLER ALLEMAND ou à défaut ANGLAIS COURANT
- EXPÉRIENCE DU CONTACT AVEC LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE FRANÇAIS

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération) sous réf. 8235 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

COMPAGNIE NOUVELLE DE CONTENEURS
Filiale de la S.N.C.F.

recrute

5 ASSISTANTS COMMERCIAUX

pour étayer sa force de vente

Résidences : NANTES, ROUEN, BORDEAUX, PARIS.
Niveau : ESC, DUT, STS, débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

1 ADJOINT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

Niveau : ESC, toutes écoles de gestion ou comptabilité, débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

1 FUTUR CHEF DE PROJET

Niveau : MAGE, INSA 2 à 3 ans d'expérience, vous évoluerez rapidement vers la fonction de chef de projet sur des applications gérées en temps réel sous base de données.

1 PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Niveau : DUT ou BTS d'informatique.
Expériences : vous avez travaillé au moins 2 ans comme programmeur en langage structuré. Vous connaissez éventuellement PAC ou FACBASS et les bases de données.
Notre matériel : SPERRY 1100 biprocesseur avec évolution vers 2 ordinateurs interconnectés, réseau de 150 terminaux utilisant Transpac.

Lieu de travail : PARIS (Proche Gare de Lyon)

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à : C.N.C. Monsieur le Chef du Personnel 20 RUE HECROIS MALOT - B.P. 55 75060 PARIS CEDEX 12

Dans le cadre de l'expansion de notre activité INFORMATIQUE DE GESTION, nous recherchons

ingénieurs informaticiens

ayant 3 à 5 ans d'expérience et connaissant le matériel DIGITAL (PDP VAX).
Merci d'adresser votre manuscrit, CV, photo et prétentions sous réf. M135 à GROUPE SYSECA Direction du Personnel 315, bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

SYSECA (280 MF de C.A. 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

SPHERE
INTERNATIONALE EN PLEINE EXPANSION

puisque nous aurons 150 HOTELS IBIS et URBIS ouverts en 1985 sur 4 continents. Pour assurer ce développement et renforcer son équipe nous recherchons :

UN CHEF DE PROJET

Ingénieur de formation, il a une expérience d'au moins 3 ans et possède dans le secteur du bâtiment, il prend en charge un certain nombre de projets de la conception jusqu'à la fin de l'ouvrage. Il a le sens du contact et des relations humaines, le sens de la polyvalence, du détail et de la synthèse pour répondre d'une part avec les différents services de la chaîne et d'autre part avec les entreprises architectes. Il est amené à se déplacer à l'étranger.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe motivée, très jeune, adressez votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) et vos prétentions à M. LABILLE, 30, rue M. Labille, Cabinet PANOSSE-SUNER, 109 rue de la Vierge - 75001 PARIS

INGENIEURS LOGICIELS

Proche banlieue Nord accessible par le métro

Une Société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électronique, la mécanique, l'électro-mécanique, l'opto-électronique et l'informatique, recherche des INGENIEURS LOGICIELS. Sous l'autorité d'un chef de groupe informaticien, ils participeront à l'élaboration des spécifications des logiciels intégrés dans les équipements fabriqués par la Société, rédigeront les dossiers d'analyse puis produiront et testeront les logiciels avant de participer à leur installation et leur recette sur site : ceci, dans le respect des normes de qualité et de délais. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'au moins 25 ans, titulaires d'un diplôme d'ingénieur INPG, ISEP, ISEN, INSA, IDN... option informatique et possédant impérativement une première expérience acquise dans la réalisation de systèmes temps réel chez un constructeur mettant en œuvre des techniques de pointe. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Ecrire sous référence 772/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

- 50 agences à Paris et en Ile-de-France
- une longue tradition de services et d'efficacité,
- une clientèle fidèle de PME/PMI,
- une structure légère à taille humaine...

Exploitants bancaires
CLASSE IV à VII

C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer. Votre expérience en exploitation, votre sens du contact et votre fort potentiel doivent vous permettre de prendre très rapidement au sein de notre réseau des responsabilités de : Directeurs d'Agence, Sous-Directeurs d'Agence, Fondés de Pouvoir Entreprises. Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 135 à : Claudine DELPLANQUE - Direction des Relations Humaines 22, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Union de Banques à Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Rowntree Mackintosh

Avec 1500 personnes et un CA de 1,2 milliard de Francs, nous sommes leaders sur le marché français du chocolat. Nous recherchons pour notre siège de NOISIEL (20' de Paris) un

**ASSISTANT
CONTROLEUR DE GESTION**

Vous serez chargé d'assister le Responsable du service de la fonction planning dans les domaines suivants : budget, plan, études de rentabilité et développement informatique. En fonction de votre réussite de réelles perspectives d'évolution vous serez ouvert. Vous êtes diplômé ESC, débutant et vous maîtrisez couramment l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et références à M. Denis MOITTEUX, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2

*Lion
Nuts
Folk
Kut Kat
Smarties
Alter Eight
Quality Street
Réve Noir
Lam'in...*

Cette société multinationale spécialisée dans les composants électroniques connaît un fort taux d'expansion, son développement l'amène à recruter tant en région parisienne qu'en province des

**INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX**

responsables du suivi et du développement des relations commerciales auprès de sa clientèle.

Ingenieur de formation (électronicien) débutant ou doté d'une première expérience professionnelle, vous avez un goût prononcé pour la technique et une grande aisance relationnelle, vous maîtrisez la langue anglaise et vous voulez mettre à profit votre dynamisme et votre efficacité.

Si tel est votre profil, adressez-nous votre dossier de candidature complet avec photo et références à PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. 11010 - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recherche

**EXPLOITANT(E)
GRANDES ENTREPRISES**

Le candidat, âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure, aura une expérience bancaire d'au moins 4 ans et devra posséder une très bonne expérience de l'exploitation bancaire, une parfaite connaissance des produits bancaires, domestiques et internationaux, le sens du risque et une très bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous référence 11 008 à Pierre LICHAU S.A. B.P. 220 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**INGENIEUR
COMMERCIAL**

Matériels industriels «Gaz»
35 ans min. Paris déplacements

Notre Société de dimension moyenne a pour objet la production en petite série de matériel professionnel concernant le gaz. Nous renforçons notre équipe en y intégrant un cadre à la fois technicien et commercial, expérimenté pour assurer l'interface avec nos clients et développer nos affaires dans la région dont il aura la charge.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 783 11 15 aux heures de bureau ref. 154. RH CONSEIL 65, avenue de Wagram 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL

**CENTRE NATIONAL DES CAISSES
D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE**

Deux jeunes diplômés I.R.F.

La Direction Financière du CENEP, organisme Central du Réseau des Caisse d'Epargne, renforce ses structures et recherche deux jeunes diplômés Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales ayant deux à trois ans d'expérience en milieu bancaire ou dans un organisme financier.

Réelles opportunités de carrière pour candidats de valeur.

Adressez nous votre dossier complet sous ref. 1389 M 397 ter rue de Valenciennes 75015 PARIS ou transmettez le au tél. 1988 40 25. Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement.

JCM JEAN CLAUDE MAUMONT S.A.

Société Chimique Pointet Girard

**REACTIF IBF
BIOTECHNOLOGIE**

recherche

**Jeune Technico-Commercial
Biochimiste**

pour une mission d'une année axée sur la promotion et la vente de produits de pointe auprès des scientifiques de haut niveau.

- Si vous avez une formation solide en Biochimie (BAC + 4 ou équivalent).
- Si vous êtes débutant ou presque...
- Si vous souhaitez acquérir une première expérience dans un créneau porteur, cette mission peut constituer une opportunité / tremplin, elle implique de fréquents déplacements de courte durée en Région Parisienne et Sud-Ouest de la France.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 5000 à

Publitéch Alain Lecoq
24, rue du Général Lecoq
94200 CHARENTON

Sûr française de produits chimiques, soucieuse de développer sur les marchés étrangers ses produits chimiquement définis destinés à de grandes utilisations recherche

CHEF DE MARCHE

INGENIEUR CHIMISTE pour prospecter une clientèle française et internationale. Il faut une expérience d'au moins 5 ans en commerce France et export, Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Ad. CV et photo, s/réf. 4577 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

LL.V. RECHERCHE

**PROF. D'ANGLAIS
TEMPS PARTIEL**

Exp. formation continue et audio-visuelle.

Entre s/réf. 324 M REGIE PRESSE 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

Société Houbigant
7, place Vendôme
75001 Paris

**ANALYSTE
PROGRAMMEUR**

pour développer les programmes

- Facturation.
- Comptabilité générale.
- Comptabilité analytique.
- P.A.S.
- Stratégies de ventes.

Bon salaire pour candidat sérieux.

Recrutement TRÈS URGENT

Ecrire sous pli au directeur de la société. (Envoyer C.V. et prétentions.)

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

recherche

**INGENIEURS
ÉLECTRONIQUES
TECHNICIENS
NIVEAU 4 ou 5**

Lieu de travail
Banlieue Sud-Est

Ecrire avec C.V., photo et prét. sous le n° 305 925 M REGIE PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

INFORMATIS

TEMPS RÉEL

Pour importer des logiciels de CAO, de PROCESSUS INDUSTRIELS, DE RÉSEAUX et de développement de microprocesseurs.

TEMPS RÉEL

**INGENIEURS SYSTÈME
MOTOROLA 68000 ASSEMBLEUR
INGENIEURS SYSTÈME
SOFTWARE DE BASE MONITEURS
INGENIEURS RÉSEAUX**

Exp. protocole de TMS320 et TRANSPAC

INGENIEURS DPS 8

Projet Réseaux et Vidéo

INGENIEURS APL

Projet CAO / VAX

Postes à responsabilité.

26 rue Daubenton, 75001 Paris, 337-38-22.

Association de logement social 500 pers., 80 millions C.A. recherche

**CHEF COMPTABLE
ADJOINT**

maîtrisant parfaitement l'ensemble des niveaux de comptabilité jusqu'au bilan et comptes de résultats capable d'organiser, contrôler et diriger efficacement et de façon autonome les travaux de 11 personnes. Le choix du titulaire du poste sera opéré sur la compétence, l'autorité, l'adaptabilité et la capacité de communication et de gestion des clients.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à A.D.E.F. 15 rue du Père Lachaise 75004 Paris

**SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES
AUX COMPTES (Paris) recherche**

**• Chefs de Mission
• Auditeurs débutants**

Les candidats retenus :

- devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.
- interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.

Envoyer CV manuscrit et prétentions s/réf. 54089 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

MICRO DATA

Leader de la MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE recrute

• INGENIEURS CCIAUX

(Bac + 4)

TECHNICIENS S.A.V.

(Niveau B.T.S.)

Vous avez 2 à 4 ans d'exp. chez un constructeur informatique ou un revendeur.

Vous connaissez les micros APPLE - IBM - SUN.

Vous savez comment passer la main à un client.

NOUS VOUS OFFRONS :

- Des objectifs précis.
- Une rémunération motivante.
- Une sécurité à la mesure de votre expérience.

Env. C.V. + prétentions à : MICRO-DATA 4, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

Institut Privé d'Enseignement Supérieur recherche pour ses ENSEIGNANTS VACATAIRES : Math. sup., Droit, analyse économique, Math. sup., Culture générale, Anglais, Allemand, Espagnol. Diplôme I.E.S., exigé.

Ecrire sous le n° 306 358 M REGIE PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

Institut Privé d'Enseignement Supérieur recherche pour ses ENSEIGNANTS VACATAIRES : Math. sup., Culture générale, Anglais, Allemand, Espagnol. Diplôme I.E.S., exigé.

Ecrire sous le n° 306 357 M REGIE PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT

RECRUTE

1 H.E.C. E.S.E.C. ou équivalent, débutant ou 2 ans d'expérience :

- Chargé du suivi financier d'opérations, de la gestion de la trésorerie et des moyens de financement.
- Connaissances en comptabilité analytique et financière.
- Expérience en aménagement et imm. appréciée.

Ad. C.V., photo et prét. à M. Pierre VIVIER Directeur adjoint et financier E.P.A.V. N.S.C.V. 78184 St-Quentin-en-Yvelines Cedex

**UN JEUNE
ORGANISATEUR
DE CLASSES
TRANSPLANTÉES**

Nationalité au choix de l'association

Il aura pour mission essentielle le montage complet des prestations destinées aux communes adhérentes (recherche d'implantations, choix des sociétés, etc.).

Il sera assisté d'un adjoint et soutenu par les services communaux à l'urbanisme des centres de vacances.

Une première expérience réussie de ce secteur est impérative.

Env. C.V., photo et prét. sous réf. 502 M REGIE PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

BÉNÉVOLAT

Compagnie humanitaire internationale - SURVIE 88 ch. prof. presse ou rel. publ. 12, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

IMPORTANT ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION

recherche un

INGENIEUR CONSULTANT

ORGANISATION ET INFORMATIQUE "GENERALISTE PONTU"

Objectif : être un acteur clé dans l'expansion de l'activité sur des marchés porteurs.

Ses caractéristiques de base :

- Aptitude à l'autonomie et aux responsabilités
- Capacité de conduire, d'animer et de contrôler
- Polyvalence (du schéma directeur à la réalisation)
- Concepteur et constructeur de modèles et de logiciels
- Ingénieur grande école ou universitaire de haut niveau
- Expérience minimum (de 3 à 4 ans)
- Pratique de MERISE
- Connaissance VAX, PICK systems et micro appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 351 à SWEETS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

**BANQUE
DÉVELOPPEMENT**

Vous êtes un ingénieur de cabinet, vous avez une expérience de 10 ans minimum, vous maîtrisez l'anglais, vous avez développé avec succès une clientèle de particuliers de haut niveau et vous êtes très bon technicien de terrain.

Restent donc à trouver une entreprise où vous pourrez mettre à profit vos compétences.

Banque privée - bien placée pour la gestion des particuliers, nous proposons une belle opportunité.

Il y a beaucoup de clients et les perspectives de carrière sont à la hauteur de vos ambitions.

A la suite de l'entretien, le candidat sera payé 100.000 F, C.V. + photo + lettre manuscrite à D. NÉLON, 75116 Paris sous réf. 307 M.

Important cabinet spécialisé COMMERCE AUX COMPTES recrute

COLLAB. (TRICE)

(diplômé D.E.C.S.)

pour effectuer des missions de conseil et d'audit contractuel.

Env. s/réf. 7288 le Monde Plus, service ANNONCES C.A.S.E.S.S. 5, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

INOYENSA

(transfert technologique) Les Champs Elysées, 85000 CERGY recherche

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

pour la conception et la réalisation de machines à 10 ans d'expérience. Ecrire

JOURNAL SPECIALISE

(Produits de placement, bourse, immo., vie pratique, etc.)

JOURNALISTE

- Excellente rédaction - écriture de presse - maîtrise parfaite de l'anglais - peut travailler rapidement à une équipe jeune et dynamique - Disposition assurée.

Ad. lettre manusc. cv, photo récente d'articles et prét. sous n° 305 254 M REGIE PRESSE 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

GENIOUS SYSTEMES recherche

INGENIEURS

LOGICIEL T.J. MITRA, 85000, P.O. VAX, SOLAR. Tél. : 605-35-80.

ENTREPRISE DE PRESSE

RESPONSABLE

Problèmes sociaux, politiques et financiers, avec expérience.

Ce poste conviendrait à une personne jeune ayant 2 à 3 ans de pratique ou à un spécialiste en fin de carrière sur la base d'un entretien.

Env. C.V. + photo + prét., 52, r. de la Chaussée d'Antin, Paris-8° Tél. 874-38-23

Env. s/réf. 12, rue de Valenciennes, 75002 Paris

CABINET DE RÉVISION

membre d'une association internationale de firmes d'Audit

recherche

CHEFS DE MISSION

et

JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., ESSEC, ESC, équivalent)

Les chefs de mission auront une expérience de 3 ou 4 ans dans un milieu international. Les jeunes diplômés seront titulaires du D.E.C.S. avec ou sans expérience professionnelle. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Env. REGIE-PRESSE, sous n° 303 922 M 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

BANQUE nationalisée recherche pour PARIS

Gestionnaire d'obligations

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de 10 ans dans le milieu bancaire et vous serez chargé :

- d'assurer la gestion des fonds communs de placement d'obligations,
- de gérer les comptes pour mandat de notre clientèle particulière,
- de développer une clientèle institutionnelle en liaison avec notre réseau d'exploitation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en rappelant sur l'enveloppe la réf. 54030 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

AGENCE DE PRESSE

recherche pour région parisienne

**• INGENIEUR ELECTRONICIEN
TECHNICO-COMMERCIAL**

pour suivi de chantier informatique. Expérience sur micro et communications nécessaire. Anglais indispensable.

**• INGENIEUR ELECTRONICIEN
DIPLOME**

Pour réalisation de projets à base de mini et micro. Expérience en vidéo, télécom, communications, matériel et logiciel. Anglais écrit et parlé indispensable.

Envoyer C.V. à REUTER MONITOR GIE 19-21, rue Polonois, 75002 PARIS à l'attention de Monsieur C. Flori.

**Pour ses 2 centres
TOULOUSE et PARIS**

PMI à grande productivité offre importante situation autonome

**2 INGENIEURS-MECANICIENS
AUTOMATICIENS**

AM, ICAM, INSA ou équivalent

Ambitieux, créatif mais réaliste, 10 ans d'expérience confirmée machines outils, auto etc

Responsabilités BE performant et mise au point.

Env. avec CV et prétentions sous n° 10.461 à PMP 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Société de Thermique Industrielle Paris

recherche un

Ingénieur Thermicien

diplômé Grande Ecole, ayant 2 ans minimum expérience dans le domaine de l'ingénieur.

Sous l'autorité d'un chef de division, il participera à des études en particulier pour la substitution de combustible, la récupération d'énergie, et pourra être amené à prendre totalement en main la réalisation de certaines affaires sur les plans négociation, technique et financier. Quelques déplacements à prévoir en France et à l'étranger (Anglais nécessaire).

Env. lettre manuscrite, CV, photo récente et prétentions sous n° 1081 M à

INTERCARRIERES
5 rue du Helder 75009 Paris

**Pour PMI Paris
à grande productivité**

**CADRE
VÉRITABLE RESPONSABLE
D'ATELIER OUTILLAGES**

grandes dimensions et précision
AUTO AÉRO - USINAGE - ASSEMBLAGE

10 ans d'expérience. Formation technique et pratique exigées.

Env. avec C.V. et prétentions à Contesse Publicité sous référence 10.462. 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01 qui transmettra.

مركز من الأصل

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
LES HALLES/SAINT-HONORE
doux immeuble rénové, ascen-
seur, magnifique double séjour
+ 3 chambres, 130 m².
GABRI 567-22-88.

2^e arrdt
BOURSE SOLEIL
IMMEUBLE ANCIEN RENOVE
59 m² et 55 m² refait à neuf
+ 2 ch, asc. chif. indiv.
SANTANDREA 661-90-81.
Sensier, bel imm. 4^e ét. 80 m²,
ascenseur, living + 3 ch.
1.250.000 F. 548-26-25.

4^e arrdt
MATIMO 272-33-25
SURFACES A RENOVER
10 000 à 11 000 F la m². Cha-
teau, asc. 5^e et 6^e ét. + bal-
con; 4^e et 5^e ét. 71 m²; pr.
pl. des VOZGES 55 m²; rue
de SEVINGE 60 m²; rue
Halle, original 120 m².

5^e arrdt
NEUF
JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION QU LUXE.
Reste 1 apt de 2 p. 116 m².
Vis. tous les jours 14-18 h
sauf mercredi et dimanche.
PRES VAL-DE-GRACE
SUR GRAND JARDIN
beau living, 3 chambres, grand
bail, ascenseur, parking, dble.
DORESSAY - 624-83-33.

6^e arrdt
CHERCHE-MIDI
150 m², salon salle à manger
+ 3 ch. imm. grand chif.
5^e et 6^e ét., asc. park. 667-22-88.

7^e arrdt
BOURDONNAIS 290 m²
Belle rénov., 4 ch., m. chif.
EXCLUSIVITE EMBASSY.
Tél. 152-16-40.

8^e arrdt
S/RUE ET-HONORE proximité
RUE ROYALE, 65 m², 6^e et
7^e ét., asc. 2 ch., 65 m².
+ 4 ch. 2^e v. 810 000 F.
BENO BALAZC 298-14-58.

PARC MONCEAU
Proximité imm. 1900, atd.
4^e et 5^e ét., asc. 260 m², excellent
état, triple réception, 4 ch.,
4 millions, 251-84-52 chif.

9^e arrdt
Part. vand studio 35 m²,
250.000 F. Haut. rue du P.
Poissonnière. Entrée, 2 ch.,
s. de b. cuisine, 4^e étage en as-
censeur. Porte blindée. Faibles
charges.
Tél. 848-58-73 après 16 h ou
lancer message sur répondeur.

13^e arrdt
QUARTIER MONTMARTRE
imm. 1875, GD STANDING
2 P., 48 m² + LOGGIA
P. 631 000 F. T. 542-40-90.

GOBELINS
Grand 4-5 P., 130 m²,
2 100 000 F. Entrée parée
style, asc. 5^e et 6^e ét.,
1 100 000 F. Cas. deux appart.
peuvent être réunis. IMM. P.
DE T. RAYALE - 526-99-04.

14^e arrdt
MONTMARTRE
Petit 3 P. N. chif. 650 m²,
600 000 F. Tél. 322-81-35.

ASC. TERRASSE
CADIX-140 m², sol. 705-32-31.

METRO COMMERCE
Imm. récent et chif. park. sé-
jour, 3 chambres, cuisine,
bain, dble, 2 v. asc. s/rue et
jdn. Tél. 544-21-97 le matin.

15^e arrdt
CADIX-140 m², sol. 705-32-31.

16^e arrdt
PORTE SAINT-CLOUD
Duplex chaudière, bois, récep-
tion, 3 chambres, 3 b. asc.
garage. Tél. : 502-13-43.

17^e arrdt
Etoile, bel immeuble rénové,
3 pièces, 68 m², 650 000 F.
Téléphone : 544-56-07.

18^e arrdt
Vente-Paris (5 pièces) 18^e.
M. Mercier, immeuble récent,
4^e et 5^e ét. Asc. part. état, très clair,
enclos, séjour, salle à
manger sur jardin, 3 chambres,
salle bain, salle douche, w.c.,
cuisine équipée et aménagée,
placards, loggia, portes blan-
ches, parking, cave.
1.100.000 F. 267-15-21.
(bureau) 257-23-53 (dom.).

19^e arrdt
BUTTES CHAUMONT
Sur parc, atelier d'artiste 90 m²,
renové, doublement aménagé.
1.050.000 F. 261-84-52 matin.

20^e arrdt
R. DE FONTARABIE, prop-
riété beau 2 P. asc. asc., cuis.,
s. de b. cave, 42 m², tr. b.
état, de 11 h 30 à 18 h 30.
300.000 F. Tél. 775-54-39.

92
Hauts-de-Saône
NEUILLY RESIDENT
2 p. asc. chif. 4^e et 5^e ét. asc. sur
place mardi 14, mercredi 15
de 11 h 30 à 18 h 30.
128, RUE PERONNET.

appartements
achats
Recherche 1 à 3 P. PARIS,
préférence Rive Gauche, avec ou
sans travaux, PSE CPT chez
notaire, 675-23-55 même le soir.

ACHETE COMPTANT
toutes surfaces
même à rénover Paris ou ports.
Tél. 252-51-82, même le soir.

GROUPE DORESSAY
3, rue Vieux-Colombier, 8^e
rech. POUR CLIENTELE
FRANCAISE ET ETANGERE
APPT 4 à 6 P. C. S.
et HOTEL PARTIC. ACHAT ou
LOCATION 624-83-33.

EMBASSY SERVICE
6, avenue de Messine
75008 - PARIS
Pour clientèle française,
étrangère et diplomatique.
APPT 4 HAUT DE GAMME
et hôtels particuliers.
562-16-40.

MICHEL BERNARD
42, av. V.-Hugo, Paris-16^e,
RECHERCHE POUR CLIENTS
gds appart. hôtels particuliers.
Tél. 502-13-43.

ACHETE COMPTANT
toutes surfaces
même à rénover Paris ou ports.
Tél. 252-51-82, même le soir.

hôtels
particuliers
PARC MONTMARTRE
RAVISSANT H.P., chif. asc. sol
anglais, r. de ch. surélevé +
146 m², sol. terrasse neuve
102 m² par niveau + maison
d'enfants. Beau jard. 480 m²
2.800.000 F. 563-94-59.

pavillons
PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SELECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
R.N.A.I.M. DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers
75017 PARIS. 227-44-44.

BOURG-LA-REINE 5^e Métro
beau pav. récent, 65 pièces
+ grand aménagement, jardin
1.200.000 F. Tél. 661-32-11.

locations non meublées offres

Paris
LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers
Paris-Banlieue
707-22-06

CENTRALES DES PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES
43, rue Jussieu-Gérard
Paris-5^e. Métro CENNER.
M. ROME, 3 p. s. de b., cuis.,
entrée, w.c. séparé, tr. chif.
Refait neuf. 5.400 F. 294-28-44.

RUE POLIVEAU, très agréable
studio, cuis. équipée dans imm.
moderne. 7^e étage asc.
2.300 F + ch. Tél. le matin
SEGESCO 522-68-62.

Région parisienne
78 MONTESON, dans quartier
calme avec verdure, libre im-
médiatement, gde villa neuve, ja-
rma habité 200 m² habita-
bles, édifié 70 m² avec
moderne, 7^e étage asc.
2.300 F + ch. Tél. le matin
SEGESCO 522-68-62.

locations non meublées demandes
Paris
Cadre supérieur recherche
vaste 6 pièces Paris ou Ver-
sailles. Possibilité louer élevé à
justifié. Téléphone heures
rapas au (01) 21-13-66.

Four cadres supérieurs et em-
ployés dédiés de province,
importants sociétés internatio-
nales informatiques rech. divers
appt 2 à 6 p., studios, villas.
Préférant Paris, banlieue.
Téléphone : 504-40-21.

Région parisienne
Fonctionnaire cherche studio 2
ou 3 p. asc. Gare de Lyon, Na-
tion ou centre de Paris.
Tél. 342-16-54.
ou (01) 38 53-96-70.

immobiliers
Marchand de biens, 3 p. s. s.
m. r. rén. 200 m² métro
RER, 20 app. 2 loc.
commerciaux, rapport 0,7 mil-
lion avantages fiscaux, prêt à
départir, voir urgent.
Téléphone : 335-41-90.

locations meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. appart. pour CLIENTELE
ETRANGERE et appt. de
STANDING pour DIPLOMATES et
MULTINATIONALES
Téléphone : 562-78-59.

OFFICE INTERNATIONAL
rech. Pour sa direction
Beaux appart. de standing,
4 pièces et plus. 238-11-08.

maisons individuelles
15^e P. de Bercy, VILLE-
GRENES, RER, 65 m², 150 m²,
St-Lager, pav. 1973, 180 m²,
habitable, asc. gar. 800 m²,
jard. 5/10 pièces, cuis. tr. chif.
exceptionnel. 1.178.000 F.
MAS IMMOBILIER. 348-88-63.

ST-MANDE STANDING
Gde maison style Mansard
Réception 5 CHAMBRES
Jard. d'été, terrain 350 m².
Gar. 2 voitures. P. justifié
ETUDE BEL AIR. 340-72-08.

propriétés
NÉRAULT-BEZIERS
Pays mar dans quartier résiden-
dal S.C.I. ch. fin de pro-
gramme au prix de revient.
Appt. garage, parking, cellier.
Entre BERNARD 6 P., 2062,
34312 Béziers, Cedex.

terrains
PLOUIGNEAU
Part. à part. (Nord-Finistère)
10 km de Morlaix, 12 km mar.
A VENDRE : 6 terraines viables
de 610 m² à 1.058 m².
Région. 8 m. villa et centre
coast. Prix : 125 F le m².
Tél. (01) 1244-22-17.

Ech. terr. Grèce, bord mer
10 km, immeuble récent, grand
appt. + terrasse, park. occupé
73/75 m², 40 000 F. 4 000 F.
Voyages P. Couc 251-18-00.
45 000 F + 1 100 F pour 3 p.
chif. bel imm. plans 18^e arrdt.
occupé, tme 68 s., 286-19-00.

viagers
Rueil / Mont-Vallier calme, so-
l. imm. rénové, grand
appt. + terrasse, park. occupé
73/75 m², 40 000 F. 4 000 F.
Voyages P. Couc 251-18-00.
45 000 F + 1 100 F pour 3 p.
chif. bel imm. plans 18^e arrdt.
occupé, tme 68 s., 286-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Ventes
VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau de domiciliation
TIME BUREAU (1) 346-00-65.

15^e EXCEPTIONNEL
A vendre H.P. de 260 m²
RER, 20 app. 2 loc.
commerciaux, rapport 0,7 mil-
lion avantages fiscaux, prêt à
départir, voir urgent.
Téléphone : 335-41-90.

Locations
VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Construction de Sociétés
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLES
TRÈS BEL MEUBLE
Salle de réunions,
SJOUD-ROCK
SECRÉTARIAT - TELEX
Tél. : (1) 727-15-55.

VOTRE SIEGE SOCIAL
Construction de Sociétés
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Construction de Sociétés
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50

locaux commerciaux
Ventes
LE PERREUX centre à vendre
10 km, immeuble commercial
1500 m² pour activités labo-
ratoire, petite industrie non clas-
sée. Sur surface protégée. Bât.
moderne équipé.
GERANT 233-04-30.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

TEMPS COUVERT

La journée du 13 mai devait être
marquée par un temps couvert avec
pluies orageuses de la Corse aux
Alpes, s'étendant aux Vosges et aux
régions du nord de la Picardie à la
Normandie à la Bretagne et près de
l'Atlantique, les pluies se localisant
progressivement près de la Manche
et sur les Landes.

Ailleurs, après des brumes ou
nuages bas matinaux, des éclaircies
devaient se développer toutefois en
soirée et des averses se produire sur
le sud du Massif Central et près des
Pyrénées.

Températures maximales pré-
vues : Cherbourg : 11 ; Brest :
12 ; Rennes, Limoges, Nantes :
13 ; Tours, Clermont : 14 ; Paris,
Bordeaux, Perpignan : 15 ; Dijon,
Biarritz : 16 ; Lille, Nancy, Nice :
17 ; Strasbourg, Lyon, Toulouse,
Marseille : 18 ; Ajaccio : 20.

Températures minimales à
l'étranger : Amsterdam : 20 ; Go-
tève : 13 ; Londres : 10 ; Lis-
bonne : 20 ; Madrid : 14 ; Mos-
cou : 24 ; Rome : 22. - (AFP, AP).

EN BREF

EXPOSITIONS

ORFÈVRES EN LA MATIÈRE -
L'artisanat, c'est la maîtrise la plus in-
dépendante de la fortune et des
hommes, selon la formule de
Jean-Jacques Rousseau, connaît
un renouveau certain depuis quel-
ques années. Le Salon de l'artisanat
et des métiers d'art de la
Nogent-sur-Marne (Val-
de-Marne), qui se tient du 10 au
19 mai au Pavillon Baltard, per-
mettra de le constater de visu.
Maîtres verriers, diaphanistes, obé-
nismes, souffleurs de verre, etc. :
ils seront cent cinquante artisans
d'art représentant une cinquan-
taine de disciplines manuelles.
Certains travailleront devant le pu-
blic.

* Ouvert de 11 h à 20 h. Nour-
ture jusqu'à 22 heures le vendredi.
Entrée : 15 F le week-end et jours
de fête ; gratuits en semaine. Reser-
vements : 873-73-97.

LES MOSAÏQUES DU CŒUR -
Les 14 et 15 mai, la tour Eiffel ac-
cueillera une exposition originale :
« Les mosaïques tricotées
cœur... ou l'art de tricoter vu par

LES DEUXIÈMES JEUX DE PARIS

Compétition entre arrondissements

Huit mille sportifs parisiens,
dont six mille écoliers de dix à
quinze ans, doivent participer aux
deuxièmes Jeux de Paris, série
d'épreuves sportives opposant
des équipes d'arrondissements
entre les quartiers de la capitale.
de faire connaître les équi-
pages sportifs de la ville à
l'occasion d'une journée « portes
ouvertes » et de commencer à
repérer les futurs compétiteurs
des Jeux olympiques de 1992.
Les finales des Jeux de Paris
auront lieu le mercredi 22 mai
pour le gymnastique, la gym-
nase rythmique, 10, rue Huy-
ghens (14^e, métro Raspail) ; pour
le volley-ball, au stade Géo-
André, 2, rue du Commandant-
Guillaud (18^e, métro Porte-
de-Saint-Cloud) ; pour le judo, le
handball et le basket, au stade
Pierre-de-Coubertin, 82, avenue
Georges-Lafont (18^e, métro
Porte-de-Saint-Cloud) ; pour le
football, l'athlétisme et la rugby,
au stade Suzanne-Lenglen,
2, rue Louis-Armand (14^e, métro
Place-Baillat) ; pour la natation,
à la piscine Henry-
de-Montherlant, 32, boulevard
Lannes (15^e, métro Porte-
Dauphine). Entrée libre et gra-
tuite.

PARIS EN VISITES

MARDI 14 MAI
« Un quartier de roture : Autueil
et son cimetière », 14 h 45, sortie
métro Eglise-d'Autueil (Vincent de
Langlade).
« Souvenirs de George Sand au
musée Renan-Scheffer », 15 h 30,
16, rue Chaplat (Anne Ferrand).

« La Seine et ses ponts », 15 h,
place du Châtelet devant fontaine
(Paris autrefois).
« La manufacture des Gobelins »,
14 h 30, 42, avenue des Gobelins.
« Les fouilles du Louvre », 15 h,
guichet Louvre côté Arc de triom-
phe du Carrousel.
« Le cabinet des médailles et an-
tiques à la Bibliothèque nationale »,
15 h 30, rue de Richelieu.
« Exposition Diderot de Segon-
zac et œuvres de Monet et des
impressionnistes », 14 h 30, 2, rue
Louis-Bouilly.
« L'Opéra de Paris », 14 h, dans le
hall (M^{re} Rojon).
« Tout sur le prestigieux Opéra de
Paris », 15 h, haut des marches.
« Le Marais : les intérieurs »,
15 h, métro Bastille, sortie rue
Saint-Antoine (C.A. Messier).
« La Sainte-Chapelle, caite des
reliques et propagande royale »,
14 h 30, grille Palais de justice
(D. Bouchard).
« L'Ecole des beaux-arts », 15 h,
17, quai Malaquais (Marion Rague-
neau).
« Les salons de l'Hôtel-de-Ville »,
14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie
Loban.
« De la place des Vosges aux
hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30,
métro Pont-Marie (Les Filaneries).

CONFÉRENCES

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie,
19 h 15, « Les Astronomes de l'ère
préhistorique ».
35, rue des Francs-Bourgeois,
18 h 30, « La Gravure en Europe.
Magie du noir et blanc »
(M. A. Jacquemin, de l'Académie
des beaux-arts).
78, boulevard Raspail, 15 h,
« Histoire de la musique de l'Ami-
quité à nos jours » (B. Casadesu).
1, rue V.-Cousin (Bachelard),
« L'argent n'est pas « sale » en lui-
même », Visio quinquennale. Visi-
onnelle (Armel Denolle).
26, rue Bergère, 20 h, « Les astres
et les rêves » (Frère Marie de Char-
rette).
5, rue Laffittière, 19 h 30, cycle
des philosophes d'Orient et d'Occi-
dent. Cours de préhistoire, « La
philosophie et le sens de la vie »
(D. Duquet).
« Maison Victor Hugo », 16 h 30,
6, place des Vosges (M. Brumfeld).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3964
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
I. N'aime pas perdre la boule,
mais aime bien faire perdre la
sève. - II. Célèbre journée de con-
combre. - III. Insensible dans
un sens, très sensible dans l'autre
sens. Participe passé. Abréviation.
- IV. Côté de paix pour la blanche
colombe. - V. On les fait jouer
quand on est à court de souffle.
- VI. Use charge pour un membre du
corps enseignant. - VII. Un peu de
teigne. Peut être faux. - VIII. Adverbe.
- IX. Petite construction destinée à la casse.
- X. Ne tient donc qu'à un fil. Con-
tribut l'islam avant d'en devenir son
farouche défenseur. - XI. L'éternel
féminin. Servent dans la marine
mais font leur service à terre.

VERTICALEMENT

1. N'est pas au plus mal, mais
c'est pas au mieux. - 2. Homme de
paille. - 3. Son métier l'oblige à être
souvent au bout du fil. Patrie de
Touqueville. - 4. Abréviation reli-
gieuse. A donc tout à craindre ou o'a
plus rien à redouter. - 5. On s'en
passe facilement. Figure hérauldique.
- 6. Arrive avec précipitation. Peut
donner une bonne larme ou recevoir
une pêche. - 7. Élément d'une
colonne. Projet de loi. Élément d'un
cercle. - 8. Une gorge souvent rin-
cée. Général de division. Un cran
pour une ceinture. - 9. Tentés de
disparaître ou essayés de faire ap-
paraître. Une addition ou une division.

Solution du problème n° 3963

Horizontalement
1. Amphitryon. Soue. -
II. Narine. Aliments. - III. Ire.
Sirene. - IV. Mates. Do. LA.
V. Antonie. Diables. - VI. Drill.
Poussière. - VII. Vénus. Co-
tume. - VIII. Evreux. Le. Ra. -

LOTO

N° 19 TIRAGE DU SAMEDI
11 MAI 1985

21 26 28 36 43 44 15

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 15 MAI 1985 ET
SAMEDI 18 MAI 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI POUR
LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NUMERO COMPLEMENTAIRE

BONNES DU SAMEDI 137 169
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 11 F x 2 = 22,00 F

LA SEMAINE PROCHAINE

UNE SUPER CAGNOTTE LE MERCREDI
UNE SUPER CAGNOTTE LE SAMEDI
LES 2 SUPER-CAGNOTTES DES BEAUX-JOURS !

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
555-91-82

555-91-82

COMMUNICATION

Le SNJ s'inquiète des « dérives déontologiques » de l'information

Le syndicat national des journalistes (SNJ), qui a réuni son congrès national à Mittelwiler (Haut-Rhin), a examiné en particulier les conséquences sur la profession des évolutions technologiques en cours dans l'univers médiatique. Le SNJ estime que ces « profondes modifications » entraînent « une crise d'identité ».

Pour le SNJ, « la maîtrise des nouveaux outils techniques et des mutations culturelles de la communication » doit permettre de « mieux informer les citoyens et de garantir l'information contre les dérives que sont le parrainage (sponsoring), la publicité clandestine et les pratiques contraires à la

« déontologie ». Le syndicat s'alarme notamment de ce que le service public de l'audiovisuel soit « de plus en plus perméable aux intérêts privés ». Il demande que les contrats de parrainage des chaînes soient communiqués aux comités d'entreprise des sociétés ayant leur négociation.

Ont été élus secrétaires généraux : François Boissario (*le Figaro*), François Aubry (*Midi libre*), Dario Geotot (FR 3), Claude Durieux (*le Monde*), Richard Sommer (*le Monde*), trésorier : Pierre Delmau (*le Monde*); secrétaire adjoint : Marin Gossio (*Revue politique parlementaire*).

Le retour des clips à la télévision

Un accord est finalement intervenu entre les trois chaînes de service public et le syndicat national des éditeurs phonographiques (SNEP), qui met fin à une guerre de trois mois au sujet de la diffusion des vidéo-clips sur les antennes. Désormais, les chaînes paieront 1 250 F par passage, exception faite pour la diffusion des clips produits depuis moins d'un mois qui, elle, sera gratuite.

Le SNEP avait provoqué un petit coup de théâtre, fin janvier, en annonçant sa décision soudaine d'interdire à ses adhérents de fournir gratuitement les clips (*le Monde* du 30 janvier). Conçus en départ

comme des produits de promotion des disques, ceux-ci avaient pris peu à peu une place de plus en plus large dans les programmes, permettant même aux chaînes de faire quelques émissions sans bourse délier (« Bonsoir les clips » sur Antenne 2, ou « Le nuit du clip » sur TF 1). Les trois sociétés nationales, qui se sont passées des clips pendant trois mois, se sont donc rangées, en partie aux arguments des producteurs, sensibles notamment au fait que la poursuite de la diffusion gratuite avantagerait considérablement les producteurs disposant de plus larges moyens.

Un nouveau magazine sur l'image : De visu. De visu, nouveau magazine consacré à l'industrie et à la création audiovisuelle, est apparu dans les kiosques depuis le 29 avril. Il s'adresse à tous les professionnels et gens d'images : auteurs, réalisateurs, techniciens, producteurs, etc. Chaque numéro sera consacré à un dossier, et on trouvera chaque fois l'interview d'un producteur, réalisateur ou responsable des programmes, ainsi que des rubriques régulières sur les questions juridiques et techniques. Dirigé par Christian Jacquemart et réalisé par une équipe de journalistes issus de *Sonovision*, De visu paraîtra chaque trimestre au prix de 38 francs.

De visu, 15, rue d'Abovitz, 75002 Paris.

Seize d'une radio privée de Saint-Etienne. Le matériel de TNT (Toussaint-tendresse), une radio locale privée de Saint-Etienne (Loire), a été saisi, vendredi 10 mai, par la police, sur ordre de

procureur de la République de Montbrison. Il lui était reproché d'avoir dérogé à son cahier des charges en changeant de point d'émission, son émetteur ayant été transféré de Saint-Etienne au Guizay, un site plus élevé situé dans la commune de Planfoy.

La Revue du Minutiel. Le premier numéro du bimestriel *la Revue du Minutiel* (25 F, 84 pages), sorti en avril, a été tiré à 80 000 exemplaires. Le nouveau magazine, dirigé par Patrick Bernard, se propose d'intéresser ses lecteurs « aux applications tant privées que professionnelles » de cet appareil.

La Revue du Minutiel, 5, rue Coq-Héron, 75001 Paris.

Mort du créateur de « Dick Tracy ». Le dessinateur américain de bandes dessinées Chester Gould est mort, le 11 mai, dans sa maison de l'Illinois, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. C'est en 1921 qu'il avait créé le personnage de Dick Tracy, détective privé dont les enquêtes criminelles étaient plus efficaces que celles de la police qui échouait face à des criminels hors du commun. Chester Gould ne dessinait plus depuis 1977. (AFP.)



SICOB : comment aller à l'essentiel ? Comment poser les bonnes questions ?

16 F. EN VENTE PARTOUT.

LE CARNET DU Monde

Décès

Marie et Annie Averbuch ont la douleur de faire part du décès de

Michel AVERBUCH,

leur époux et père.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 mai, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

2, rue Jacques-Mawes, Paris-15.

M^{me} Tahar Ben Amar, ses fils Mustapha, Khaled et Chedli, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Tahar BEN AMAR, ancien premier ministre de Tunisie.

25, rue Ras-Ed-Darb, Tunis (Tunisie).

(Lire nos informations page 4.)

M^{me} Marie Sylvie Buisson, M. et M^{me} Christian Treguier, Raphaël et David Treguier, M. Stéphane Buisson, ses enfants et petits-enfants, les familles Buisson et Hervoy, font part du décès de

Jean BUISSON, ingénieur général de l'armement de 1^{re} classe, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de l'Aéronautique.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle du Val-de-Grâce, mercredi 15 mai, à 10 h 30.

9, rue de Dantzig, 75015 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Etienne CROUSLÉ, ingénieur ECP (23 B),

endormi dans la paix du Seigneur le 8 mai 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

De la part de

M^{me} Etienne Crouslé, née Madeleine Cotte, M. et M^{me} Thierry Crouslé, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Dominique Crouslé, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bruno Crouslé et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Bruniaux et leurs enfants, Docteur et M^{me} Alex Michaud et leurs enfants, Jean-Paul et Sébastien Soubeyrand, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute sa famille.

Les obsèques religieuses auront lieu dans l'intimité en l'église de Belmont (Aisne), suivies de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Une messe sera dite en l'église Saint-Léon, au parvis, place du Cardinal-Aucourt, à Paris-15^e, le mercredi 22 mai, à 18 heures, célébrée par le chanoine Mathé.

Le proviseur, M. et M^{me} Elise de la Haye-Boncher, Ses collègues, ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Constance DEFAYE, professeur de sciences naturelles, le 9 mai 1985 à l'âge de quarante-six ans.

Lyette H. Bouchier, M. et M^{me} de Vincennes, 75020 Paris.

Sa famille, Et ses amis, L'université de droit d'économie et de sciences sociales de Paris, L'Association littéraire et artistique internationale, La Ligue internationale contre la concurrence déloyale, L'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois, font part des obsèques célébrées, à sa demande, dans l'intimité de

M. Henri DESBOIS, professeur honoraire à l'université de droit d'économie et de sciences sociales Paris-II, doyen honoraire à la faculté de droit de Grenoble.

Une messe sera dite à son intention à Saint-Etienne du Mont, le 23 mai 1985, à 18 h 45.

M^{me} Alfred Fallot, M^{me} Françoise Fallot-Bouillot, M. Jean-Pierre Bouillot et leurs enfants, M^{me} Florence Fallot et ses enfants, M^{me} Evelynne Fallot et M. William Johnston, M. et M^{me} Jean-Paul Escande et leurs enfants, Ainsi que toute leur famille, ont la tristesse de faire part du décès de

pasteur Alfred FALLOT, survenu le 12 mai 1985, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

« Bon et fidèle serviteur, entre dans la joie de ton maître. » (Matt. XXV, 21).

Le service religieux aura lieu le mardi 14 mai, à 14 heures, à la chapelle de la Maison de santé protestante de Nîmes (3, avenue Franklin-Roosevelt).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence les Eyglades, bât. B, 116, rue Edmond-Carrière, 30000 Nîmes.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Robert FAURE, née Françoise Trapeznard,

survenu le 7 mai.

De la part de M. Jean-Robert Faure, M. Alain Arel Faure, M. Denis Faure, ses fils, M^{me} Michelle Trapeznard, sa sœur, M. et M^{me} Alain Trapeznard, son frère et sa belle-sœur.

L'inhumation a eu lieu à Bordeaux dans la plus stricte intimité.

Un service religieux sera célébré à son intention le mercredi 15 mai, à 12 heures, en la chapelle de Marie-Immaculée, 58, rue Saint-Didier, Paris-16.

66 bis, rue Saint-Didier, 75116 Paris.

Le docteur Marie-Anne Levy Alcover, Marie-Françoise Levy et Elvire, Anne-Marie et Claude Elmaleh, Dominique Ouzilleau et Emmanuel, Catherine et Dimitri Davidenko et Simon, M^{me} Albert Catz, Gilbert et Michèle Catz et Mathilde, ont le chagrin de faire part de la mort de

docteur Roger LEVY, croix de guerre 1939-1945, chargé d'enseignement au CHU Paris-Ouest, survenue le 9 mai 1985.

Les obsèques ont eu lieu le 10 mai, dans la plus stricte intimité.

11 bis, passage de la Visitation, 75007 Paris.

M. et M^{me} Gabriel Méar, leurs enfants et petite-fille, M. et M^{me} Gérard Paubert, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Lagny, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Guy Méar et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves MÉAR, leur père, grand-père et arrière-grand-père,

survenu, muni des sacrements de l'Eglise, le 12 mai 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 mai, à 15 h 30, en l'église Sainte-Geneviève, rue de l'Eglise à Asnières-sur-Seine, où l'on se réunira. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Pierre Messiqua et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel MESSIQUA, née Diane Setton,

leur chère mère, belle-mère et grand-mère, survenue subitement le 5 mai 1985, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille.

11, rue Maspéro, Paris-16^e, 1295 Nies (Suisse).

Les amis d'Ida Nudel ont la douleur de faire part du décès de

M. David PODLIACHOUK, survenu le 10 mai 1985.

Les obsèques auront lieu mercredi 15 mai. On se réunira à 8 h 30, à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux.

(Car à 8 heures, face Holiday Inn, 8, place de la République).

M^{me} Auguste Pommier, ses neveux, nièces, cousins et cousines, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Auguste POMMIER, ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, fondateur et président d'honneur du Syndicat national des industries d'équipement MTPS, fondateur et président d'honneur du Comité européen des matériels de génie civil, premier vice-président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, ancien vice-président du Comité national des conseillers du commerce extérieur, survenu le 8 mai 1985.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 15 mai, à 8 h 30, à Saint-Thomas-d'Aquin (Paris-7^e) et l'inhumation à 14 heures, dans la sépulture de famille à Moutins (Allier).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ozolles. M. Anicet Senechal, ses enfants et petits-enfants, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Madeleine SENECHAL, née Bolo,

survenue dans sa soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 15 mai 1985, à 15 heures, au cimetière d'Ozolles (Savoie-et-Loire). Le présent avis tient lieu de faire-part.

Verquillieux, 71125 Ozolles.

Remerciements

M^{me} Claudine Delton, M. et M^{me} Francis Delton, Brigitte et Joëlle Delton et leurs enfants, Parents et alliés,

profondément touchés par les très nombreux témoignages de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de

José DELTORN, prient tous ceux qui se sont associés à leur grande douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements très émus.

Anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel brutal à Dieu de

André BLONDEAU, une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et restent fidèles à son souvenir.

Il y a un an, le 16 mai 1984, disparaissait brutalement

Charles-Louis DONIUS, ENA 18-Juin.

Que son souvenir demeure et ceux qui croient prient pour lui. M^{me} Charles Donius, née Desvignes, Colbert, 4 A, rue de la Ceinture, 78000 Versailles.

Soutenances de thèses

Institut d'études politiques de Paris, mercredi 29 mai, à 14 heures, salle A-Siegfried, M. James Steel : « Le refus de l'angoisse (biographie politique de Paul Nizan (1905-1940)). »

Université Paris-V, vendredi 31 mai, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Abdallah Baroudi : « Le Maroc à la recherche d'une révolution. Impérialisme et émigration. Idéologie, savoir et pouvoir. L'ordre de la science. »

CONFÉRENCES

Dimanche 12 mai, 60, boulevard de Latour-Maubourg, à 14 h 30 : « Singapour » ; 16 h 30 : « Le Maroc » ; 18 h 30 : « La Tunisie » (M. Brumfield).

Un débat sur la solidarité entre juifs et arabes. « Racisme et antisémitisme en France. Quelle solidarité entre les juifs et les arabes ? » Un débat autour de ce thème réunira, le 14 mai, à 20 h 30, au centre Israël Joffroykio, 68, rue de la Folie-Méricourt à Paris-11^e, MM. André Azoulay, président d'Identité et dialogue ; Harlem Désir, président de SOS racisme ; Driss el Yazami, journaliste à *Sans frontières* ; Eric Gheballi, président de l'Union des étudiants juifs ; Nasser Ketan de Radio-Bear, et Jacques Tarnero, animateur du Centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme.

JACQUES GAUTIER



Boucles d'oreilles enaïx blanc et noir 38, rue Jacob, Paris-6 - 260-84-33

2298^F

1370^F

1129^F

962^F

650^F

Compte à intérêts progressifs:

profiter d'un intérêt qui grandit chaque année, ça tombe sous le sens.

Des intérêts perçus chaque année, dont le montant s'accroît tous les ans, c'est une excellente façon de faire fructifier votre épargne. « Harmoniques », c'est un compte à intérêts progressifs ouvert à tous. Avec un taux de rendement actuariel brut de 12 %, sur cinq ans, il vous permet de percevoir chaque année des intérêts de plus en plus élevés. C'est aussi une formule souple, puisque au bout de trois mois, votre argent est disponible, selon le barème de remboursement en vigueur à l'ouverture du compte.

Vous êtes intéressé par une épargne constructive ? Poussez la porte du Crédit Agricole, ça tombe sous le sens. Remboursement en cinq échéances au 16 août 1984. Intérêts bruts versés chaque année pour 10 000 F placés sur 5 ans.



Le bon sens près de chez vous.

économie

REPÈRES

Dollar : nouveau repli à 9,43 F

Le dollar s'est, à nouveau, replié sur les marchés des changes, revenant, lundi 13 mai, de 3,1160 DM à 3,09 DM et de 9,52 F à 9,43 F environ. Le repli est imputable au vote du Sénat des Etats-Unis sur une réduction du déficit budgétaire, qui pourrait être votée, à son tour, par la Chambre des représentants. En ce cas, la diminution relative des besoins du Trésor pour combler le déficit allégerait la pression sur les marchés financiers, ce qui permettrait aux taux d'intérêt de baisser, d'où le moindre attrait pour le dollar.

Crédit : le Japon est un grand prêteur

Le Japon a devancé, l'an dernier, les Etats-Unis pour devenir le premier créancier net des pays industrialisés, et-t-on appelé de sources gouvernementales à Tokyo. Le Japon possédait plus de 60 milliards de dollars d'avoirs nets sur l'étranger — une fois le passif déduit des actifs — contre seulement 37,3 milliards en 1983. Au monde, l'Arabie saoudite est le premier créancier net, avec plus de 60 milliards de dollars de créances nettes en 1984, suivie par le Koweït. Le Japon avait été débiteur net jusqu'en 1968. Les Etats-Unis, qui sont devenus, cette année, débiteurs nets (le Monde du 7 mai), possédaient encore 106 milliards d'avoirs nets à l'étranger à la fin de 1983. L'augmentation rapide de crédits du Japon est due à une importante hausse de ses exportations et de ses investissements à l'étranger, hors de l'archipel en 1984, sur fond de croissance économique mondiale et de dollar fort. — (AFP.)

Conservatoire National des Arts et Métiers

Ecole nationale d'assurances

JEUNES DIPLOMES (BAC + 2), Ecole Nationale d'Assurances vous prépare aux métiers de demain, dans un secteur en pleine évolution: l'ASSURANCE CYCLE COMMERCIAL.

La formation (un an à temps plein) se compose: d'un enseignement théorique dispensé par des professionnels; d'un stage pratique de 2 mois en entreprise. Gratuité et possibilité de bourses.

Pour de plus amples renseignements, contactez: Yolande Lebrun, Ecole Nationale d'Assurances, 292 rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03. Tél. 271.24.14.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES
ET DE TOPOGRAPHIE
32, QUAI GALLIENI,
92151 SURESNES CEDEX

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON

Classement dans la voirie départementale des avenues Victor-Hugo et du Maréchal-Juin entre la N 190 et N 13 sous l'immatriculation chemin départemental N° 39.

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 24 avril 1985, il a été prescrit une enquête publique concernant le projet susvisé sur le territoire de la commune de RUEIL-MALMAISON.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant 32 jours consécutifs du 28 mai 1985 au 26 juin 1985 inclus à la mairie de Rueil-Malmaison, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 30 ainsi que le samedi de 9 h à 12 h.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. Pierre Melin, ingénieur principal hors classe honoraire SNCF, 1, rue Pissarro, 75017 PARIS, nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairie de Rueil-Malmaison et à la préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, accueil du public niveau + 1, aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R.114 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL IGP

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires
d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 28 JUIN 1985

Nom _____
 Age _____
 Diplôme _____
 Adresse _____
 IGS souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut de gestion de personnel
 63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
 établissement privé d'enseignement supérieur

ALORS QUE PATRONAT ET SYNDICATS SE RENCONTRENT A NOUVEAU

La négociation sociale est-elle encore possible ?

Est-il encore possible pour le patronat et les syndicats de négocier à moins d'un an des élections législatives ? La perspective d'un accord sur l'interdit, le 13 mai, réintroduisant un des thèmes de la « flexibilité » de l'emploi pourrait être le signe d'une réponse positive à

la veille de la réunion « exploratoire » entre le CNPF et les centrales syndicales sur l'extension des congés de conversion.

M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, expliquait lui-même le 7 mai que les nouvelles règles pour l'utilisation du travail

temporaire, définies par la voie contractuelle, seraient autant de garanties qui ne pourraient être balayées par un changement de majorité en 1986. Une négociation parallèle ? Ce qui est valable pour l'interdit le sera-t-il sur d'autres sujets, encore plus sensibles ?

Tout le monde défend la politique contractuelle assouplie de plus en plus à un rempart contre les interventions intempestives de l'Etat dans le domaine social. Mais depuis l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi, les partenaires sociaux ont peut-être fait le moindre pas pour s'en débarrasser par leurs troupes. Encore aujourd'hui, la CFDT a du mal à s'en remettre, et elle n'est pas la seule.

Les partenaires sociaux ont les uns et les autres de bonnes raisons de choisir l'immobilisme. Les syndicats ne sont pas — c'est le moins qu'on puisse dire — en position de force. Non seulement ils n'arrivent pas à mobiliser, mais encore ils n'ont pas l'initiative des propositions alternatives ce qui reste de dialogue social. Sur les salaires, on leur impose, bon gré mal gré, la loi des pouvoirs publics. Sur la « flexibilité », ils ont dû, comme auparavant sur l'assurance-chômage, négocier les revendications du CNPF. Et même sur les contrats formation recherche d'emploi (CFRE), ils ont à mettre en musique un projet d'origine gouvernementale. Ils doivent ainsi jouer une pièce dont ils n'ont pas accepté le scénario.

La « chouannerie »

Les syndicats sont d'autant plus réservés, qu'échaudés par l'échec sur la flexibilité ils sont devenus d'une prudence extrême. Ils ont le sentiment qu'on ne leur demande plus désormais que de négocier des reculs sociaux au nom d'un néolibéralisme qui s'est fixé comme objectif une déréglementation tous azimuts. Ils ont donc tendance à se replier sur eux-mêmes pour tenter de protéger, avec d'autant plus de difficultés qu'ils sont affaiblis, de fragiles acquis. L'offensive du patronat sur l'emploi, sur le SMIC, sur le monopole syndical, sur la protection sociale, bref, sur les droits sociaux dans leur ensemble, les rend plus inquiets qu'elle ne les pousse pour négocier. Le patronat, actuellement, affirme un dirigisme de force ouvrière, c'est la chouannerie !

M. MAIRE AU « GRAND JURY RTL-« LE MONDE »

« Le patronat semble céder à une dérive pré-électorale »

« Nous avons l'impression que l'assouplissement (...) n'est pas à un nouveau dynamisme économique, que les suppressions d'emplois, même quand elles sont ici ou là nécessaires, ne conduisent pas à une amélioration de la situation. Nous avons l'impression que nous sommes dans une sorte de déclin, qu'on ne voit pas où se trouve l'avenir, le dynamisme », a déclaré M. Edmond Maire, le 12 mai, au « Grand Jury RTL-Le Monde ». Pour le secrétaire général de la CFDT, cette anémie « ne peut qu'engendrer une atmosphère de morosité, qui, au-delà du mécontentement, est lourde d'inquiétude ». Il a reproché à M. Fabius d'oublier, dans la restauration des grands équilibres, « l'équilibre social » et, qui est celui de l'emploi.

M. Maire s'en est pris vivement au CNPF : « Nous nous trouvons actuellement devant un patronat qui nous semble en train de céder à une dérive pré-électorale. (...) Nous sommes maintenant devant une série de prises de position ou d'attitudes du côté du CNPF qui nous semblent tout à fait dommageables et qui nous semblent refléter, d'une part, un durcissement de ses positions et, d'autre part, traduire la volonté d'attendre le plus possible ou lieu de rechercher des solutions à l'emploi ». Soulignant qu'il y a « moins de dix mille contrats en alternance pour les jeunes, et que le patronat s'est engagé à trois

cent mille pour l'année », il a insisté : « Si (...) nous ne commençons à formuler de plus en plus clairement l'hypothèse qu'il s'agit d'une mauvaise volonté du côté patronal... »

Pour M. Maire, la réunion exploratoire du 14 mai, entre le CNPF et les syndicats sera « une épreuve de vérité ». « Si, à nouveau mardi, on voit le CNPF continuer à prolonger les choses, à dire : « Je reporte à une prochaine réunion », il faut que je réexamine avec les ins- » tonnes « il les a consultées dix fois, ces l'assouplissement, au cours de ces dernières semaines. (...) éventuellement nous pourrions voir à telle ou telle condition », ce sera clair. Nous serons partis dans une attitude de refus de toute négociation du CNPF, une attitude de durcissement qui consistera à dire : « Au fond, tant pis pour le chômage ! », ou même, j'ose dire : « Tant mieux pour la monnaie du chômage si cela peut servir nos intérêts politiques ! » Nous n'en sommes pas là, mais nous formulons l'hypothèse. Réponse mardi. »

M. Maire s'est prononcé pour l'inclusion des salariés en contrats formation recherche d'emploi (CFRE) dans les statistiques des demandes d'emplois. Il est prêt à discuter « à la fois des congés formation reconversion un an et des détails de licenciement ».

tout besoin d'un gouvernement « légitime, fort et surtout durable ».

Or si l'opposition victorieuse refuse la cohabitation, il s'ensuivra une nouvelle période de hautes turbulences pendant laquelle tout pouvoir sera incapable de mettre en œuvre une nouvelle politique. Si, au contraire, l'opposition joue la carte de la cohabitation, l'interrogation porte sur l'attitude de M. Mitterrand. La nouvelle majorité composera-t-elle avec lui ? Le président de la République s'y prêtera-t-il, et pour combien de temps ? Autant d'incertitudes qui peuvent pousser le CNPF à ne pas miser tout sur le changement politique.

« Limiter la casse »

Le CNPF peut également avoir besoin, pour des raisons internes cette fois, de montrer à ses troupes qu'il est encore le chef d'orchestre de la politique sociale. L'offensive actuelle d'Ethic et d'Entreprise et Progrès sur un retour à la négociation d'entreprise, avec mise en veilleuse de la dimension interprofessionnelle nationale (Le Monde du 3 avril 1985), ne l'inquiète pas. Il relève que le nombre d'accords « dérogatoires » à la législation du travail est extrêmement faible et qu'au bout du compte les entreprises auront besoin du CNPF pour qu'il les pousse en charge afin de négocier des modifications législatives.

Mais le CNPF en tire la conclusion qu'une négociation nationale ne doit pas fixer des « normes » s'imposant à tous, mais plutôt définir un cadre général favorisant des discussions dans les branches et les entreprises. Négocier est donc un moyen de prouver sa raison d'être, d'autant que ce qui sera éventuellement engrangé sur le plan contractuel ne sera plus à faire par le futur gouvernement. Qui ne manquera pas de « priorités »...

On entend ainsi de plus en plus dans le monde patronal le raisonnement selon lequel si les syndicats sont inquiets par les revendications du patronat et les projets de l'opposition, leur intérêt est bien de négocier pour de leur point de vue « limiter la casse ». Après tout, ajoute-t-on, c'est ce qu'a fait le CNPF en 1981 et en 1982 lorsqu'il n'a négocié la semaine de 39 heures et la retraite à 60 ans auxquelles il était opposé... Argument un peu pernicieux, mais qui ne manque pas d'habileté.

Les syndicats peuvent en effet être tentés, selon le raisonnement de M. Jacquier mais aussi d'autres responsables, d'avancer le plus possible par la voie contractuelle pour éviter de reculer, contraints et forcés, par la voie législative. Mais la négociation en 1985 peut-elle encore leur permettre des « avancées » ? Le patronat est-il disposé à pratiquer un « donnant-donnant » qu'il n'aurait pas à monnayer avec un pouvoir de droite ?

La réunion du 14 mai sera bien à cet égard un test de la volonté des uns et des autres, même si dans une large part l'engagement de négociations dépend d'abord du CNPF. Il répète chaque jour qu'il a « la volonté d'aboutir ». Mais s'il place la barre trop haut pour les syndicats, il prendra la responsabilité du gel du dialogue social qui en résultera.

M. Chotard devrait accepter une négociation sur l'extension des congés de conversion en espérant aboutir avant les congrès d'été, mais seulement dans la mesure — ce qui lui permettrait alors de répondre sans attendre l'aval du conseil exécutif — où ses conditions seraient acceptées.

Or c'est là que le jeu devient serré. Le patronat entend obtenir — même si cela ne fait l'objet d'une négociation qu'après les CFR — des assouplissements sur les procédures et les délais de licenciement. Il considère que l'autorisation préalable administrative de licenciement devrait d'ores et déjà être supprimée pour les salariés mis en congés de conversion. « Inacceptable », a déjà répondu la CFDT, qui s'interroge sur sa participation aux négociations, tandis que FO et la CGC haussent le ton. Le patronat n'accepterait un éventuel surcoût pour les entreprises que dans la mesure où elles gagneraient du temps pour licencier. De plus, les CFR devraient être une option et non une obligation pour les employeurs, les bénéficiaires étant comptabilisés comme chômeurs.

Toute la question est donc de savoir si la volonté politique de négocier des uns et des autres sera suffisante pour permettre l'engagement d'un tel dialogue avant... 1986. Le contenu même du thème proposé par les pouvoirs publics peut gripper le mécanisme. Ce qui garantirait un long immobilisme (si on excepte la nécessité de négocier sur l'assurance-chômage à l'automne). Il n'est cependant pas certain que les pouvoirs publics, qui ont facilité la discussion dans l'interim (sur le point d'aboutir), resteront totalement inactifs. Ne murmure-t-on pas que les entreprises nationalisées pourraient être incitées à négocier l'une après l'autre des systèmes de CFR...? Un bon moyen de faire la nique au CNPF et de se prémunir, le plus qu'il est possible, de l'« alternance ». Si alternance il y a...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) « Les chances de voir reprendre une négociation sur les flexibilités entre les syndicats et le patronat avant les élections législatives de mars 1986 sont incertaines », écrit M. Raymond Soube dans le numéro d'avril de Droit social. Pour l'ancien conseiller social de M. Barre, « au fur et à mesure que la date des élections législatives approche, engager un dialogue sur un tel sujet, passionnel et quasi théologique, est hors de portée des partenaires sociaux ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ lib. + lib.	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-U....	9,400 9,420	+ 162 + 180	+ 230 + 230	+ 730 + 830
SE-m....	6,343 6,370	+ 30 + 31	+ 46 + 83	+ 31 178
Yen (100)...	3,731 3,736	+ 131 + 142	+ 238 + 256	+ 714 + 763
DM.....	3,411 3,457	+ 125 + 135	+ 230 + 245	+ 647 + 711
Flarin.....	2,630 2,660	+ 74 + 82	+ 138 + 151	+ 441 + 476
F.R. (100)...	15,153 15,126	+ 83 + 154	+ 121 + 295	+ 645 + 982
F.S.....	3,626 3,637	+ 149 + 184	+ 313 + 334	+ 987 + 970
L.C. (800)...	4,708 4,705	+ 115 + 94	+ 226 + 183	+ 780 + 787
F.....	11,689 11,745	+ 266 + 228	+ 460 + 385	+ 1.199 + 1.630

TAUX DES DÉREMBOURSEMENTS

	8 3/8	8 1/4	8 1/8	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 5/8
SE-U....	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 11/16	5 13/16
Flarin.....	6 5/8	6 7/8	6 13/16	6 15/16	6 13/16	6 15/16	6 15/16	6 15/16
F.R. (100)...	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
F.S.....	2 1/2	3 1/4	4 1/2	4 5/8	4 3/4	4 7/8	5 1/8	5 1/8
L.C. (800)...	12 1/4	12 3/4	12 1/2	13 1/2	12 5/8	13 1/8	13 1/2	13 7/8
F.....	12 3/8	12 5/8	12 11/16	12 13/16	12 11/16	12 13/16	12 13/16	12 13/16
F. Imp.	9 7/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8

Ces cours pris sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

COMMUNIQUE

« Au sein de PATHE MARCONI EMI, l'activité de PATHE MARCONI « LA VOIX DE SON MAITRE » poursuit son développement dans le domaine des Editions Musicales, disques, cassettes, vidéos et toutes autres activités paramusicales.

C'est ce que confirme THOMSON GRAND PUBLIC et PATHE MARCONI « LA VOIX DE SON MAITRE » plaçant ainsi en perspective les informations qui laissaient erronément prévoir

une disparition de la marque PATHE MARCONI « LA VOIX DE SON MAITRE ».

A cet égard, Jeanne MAS, Daniel LAVOIE, TALK TALK, LIMALH, DURAN DURAN qui se situent au sommet des hit parades ainsi que les nombreux autres artistes du catalogue PATHE MARCONI « LA VOIX DE SON MAITRE » qui ont été aux hit parades et le seront de nouveau.

هكذا من الأصل

Core possible

Mardi dernier, 7 mai 1985,
était inaugurée la "base de données nationale" de

permettant à tout abonné disposant d'un Minitel d'obtenir, 24 heures sur 24, les coordonnées de n'importe lequel des 23 millions d'abonnés au réseau téléphonique.



qui a assuré la coordination de l'ensemble du projet et qui a réalisé les Centres de Gestion et les Centres de Documentation (régionaux et national) :

- remercie le Ministère des PTT et la Direction Générale des Télécommunications d'avoir choisi de confier la maîtrise d'œuvre d'un projet d'une telle envergure à une "Société de Services et de Conseil en Informatique"
- remercie les industriels français qui ont accepté de faire partie du "consortium" constitué alors par CAP GEMINI SOGETI et qui ont fourni en temps voulu les matériels nécessaires à la réalisation de ce programme :
 - BULL : calculateurs Mini 6
 - COPERNIQUE : bases de données Diram 32
 - TRT : calculateurs frontaux CP 8
- remercie tous les ingénieurs et techniciens de CAP GEMINI SOGETI qui en 5 ans ont consacré 180 hommes/années de travail à ce projet et l'ont mené à bien.

Elle associe à ces remerciements les sociétés de l'autre consortium (CIT' ALCATEL et SESA) avec lesquelles elle assure depuis deux ans - dans un Groupement dont elle est le mandataire - l'extension à l'ensemble du territoire national du système Annuaire Electronique.

L'ANNUAIRE ELECTRONIQUE c'est

le plus grand système d'informatique répartie au monde, avec :

- 23 millions d'abonnés représentant une base de données de 25 milliards de chiffres et de lettres
- une moyenne de 50.000 "mouvements" par jour (nouveaux abonnés, transferts...)
- la possibilité de gérer 6.000 communications simultanées
- 700.000 terminaux minitel installés (et 2,8 millions commandés au total à ce jour)
- une moyenne prévue de 500.000 interrogations par jour
- la réponse à chacune de ces interrogations en moins de 2 secondes
- plus de 1.200 services annexes accessibles par le réseau Télétel, ce qui en fait aussi le plus grand serveur vidéotex au monde
- des logiciels parmi les plus sophistiqués au monde, représentant au total plus de 300 hommes/années d'ingénieurs et de techniciens en informatique.

CAP GEMINI SOGETI c'est

la plus grande "Société de Services et de Conseil en Informatique" en Europe (et l'une des premières au monde), avec :

- 4.600 ingénieurs et techniciens (dont 2.300 en France et près de 1.000 aux États-Unis)
- 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires consolidé hors taxes en 1984
- 96 millions de francs de bénéfice net après impôts (soit 5,3 % du C.A.)
- une présence significative (via 18 filiales opérationnelles) dans 10 pays dont le marché représente au total 80% du marché mondial de l'informatique
- 22.000 références dans le monde sur les 10 dernières années (dont l'Annuaire Electronique)
- 5 % de son chiffre d'affaires consacrés aux efforts de recherche et de développement dans les techniques nouvelles (carte à mémoire, intelligence artificielle, traitement des langages, vidéotext, génie logiciel...).



LEXPERTISE INFORMATIQUE

Direction Générale : 17, avenue George V - 75008 Paris Tél. : (1) 723.61.85

EMPRUNT PTT 85

TAUX NOMINAL
11,70 %
TAUX DE RENDEMENT
ACTUARIEL BRUT
11,77 %

VALEUR NOMINALE : 2000 F
PRIX D'ÉMISSION : 1992 F
DURÉE : 14 ANS
AMORTISSEMENT EN 2 TRANCHES ÉGALES
A LA FIN DES 7^e et 14^e ANNÉES
DATE DE JOUISSANCE : 28 MAI 1985
REMBOURSEMENT AU PAIR SOIT 2000 F
COTATION : BOURSE DE PARIS

SOUSCRIPTION
Bureaux de poste
Centres de chèques postaux
Comptables du trésor

AFFAIRES

VERS L'ÉPILOGUE DE L'« AFFAIRE » BOUSSAC ?

Le concordat sera présenté aux actionnaires le 24 mai

Une assemblée générale extraordinaire de la Société foncière et financière Agache-Willett (SFFAW), clé de voûte de ce qui fut l'empire Boussac, a été convoquée pour le 24 mai. Les actionnaires - c'est-à-dire essentiellement le groupe immobilier Ferret-Savinol avec une participation de 42,10 % rachetée aux frères Willett et son droit de jouissance provisoire sur les autres titres appartenant à ces derniers (le Monde du 21 novembre 1984), la Belle Jardinière (une des filiales de la constellation Boussac) avec 18,77 %, et la SFFAW elle-même (7,77 %) - devront se prononcer sur l'entrée des nouveaux associés apporteurs de capitaux frais. Ces associés sont les compagnies pétrolières ELF et Total, chacune pour 47,5 millions de francs, le groupe Worms (80 millions), Lazard frères (90 millions), Ferret-Savinol (90 millions), le groupe financier britannique Charterhouse (5 millions) et le holding de capitaux libano-syriens Finial (40 millions).

Après quoi, ils mettront au vote la décision d'augmenter le capital de 400 millions de francs, de reconstruire le conseil de surveillance de la SFFAW et auront à approuver le pacte concordataire, c'est-à-dire le

document définissant les modalités de remboursement des créanciers. Le montant de ce concordat sera de l'ordre de 2,8 milliards de francs. Il s'agit de dettes à rembourser (dont 1,34 milliard de francs à l'Etat), non plus sur douze ans mais sur huit. Afin de trouver l'argent nécessaire, l'introduction en Bourse des actions Conforama serait accélérée et aurait lieu courant 1986. Pseudo-cote (couches pour bébé) pourrait faire également son entrée sur le second marché (ce qui concentrerait environ 20 % du capital).

L'épilogue du long feuilleton Boussac n'est désormais plus très éloigné. Dans les premiers jours de septembre, le concordat sera présenté aux créanciers chirographaires (1), à savoir un certain nombre d'organismes sociaux et parapublics, des banques et des fournisseurs du groupe, et, en principe, la restructuration de Boussac devrait être complètement achevée pour la fin de l'année.

L'échéancier fixé par M. Bernard Arnault, le nouveau président du groupe, serait ainsi à peu près respecté. Il ne restera plus ensuite qu'à rechercher les moyens de simplifier les liaisons financières très complexes tissées entre les diverses filiales. Ce sera le travail des

juristes, une tâche ardue dans la mesure où cinq des filiales sont cotées à la Bourse de Paris (SFFAW, Belle Jardinière, Bon Marché, Compagnie commerciale d'investissements, Saint Frères).

« Terminer le ménage »

M. Bernard Arnault, PDG de Boussac, devra auparavant « terminer le ménage » entrepris pour assainir les bases financières du groupe Boussac et d'abord se débarrasser de toutes ses activités déficitaires. Celles-ci représentent environ 1 milliard de francs de chiffre d'affaires sur un total de 5,5 milliards, mais aussi 130 millions de francs de pertes en 1984. Ou plutôt représentaient, car une partie a déjà été revendue : Pigeon Voyageur (impermeables), Ted Lapidus (prêt-à-porter), France-tapis et Filets de pêche (Saint-Frères-Filets). Restent encore à céder les fabrications de bicyclettes (usine de Flacourt de Saint Frères dans la Somme) - Dickson Constant et un autre groupe paraissent intéressés, - de cordes (des négociations sont en cours avec trois entreprises dont deux étrangères) et de tentes (société Raclet). S'agissant de Raclet, Trigano Camping était intéressé, par personne interposée, mais les ponts sont coupés. Un autre candidat au rachat est sur les rangs.

L'assainissement consiste également à redresser l'activité textile, à elle seule déficitaire de 90 millions de francs en 1984. L'idée de M. Arnault est de rationaliser « l'organisation au niveau logistique industriel » (un investissement de 28 millions dans les Vosges a déjà été décidé). Il veut également agir au niveau commercial en concentrant les réseaux de vente et en accentuant l'effort à l'exportation. Ainsi, selon lui, la situation devrait s'améliorer en 1986.

Enfin le PDG de Boussac veut s'efforcer de restaurer la compétitivité de Jalla (tissus éponge), sérieusement amoindrie par des fournitures de fils inadaptes à la performance des machines (un approvisionnement extérieur au

groupe est envisagé), en rapatriant sur l'usine de Noisy (Vosges) l'activité fils de Théo (Vosges) avec le personnel. L'économie obtenue serait de 25 millions de francs. Cependant cette usine restera encore déficitaire (15 millions de francs), mais moins que l'an dernier (40 millions). M. Arnault songe à s'implanter sur le marché américain.

Toutes les actions entreprises pour restructurer le groupe s'apparentent-elles à un démantèlement ? M. Arnault s'en défend : « Je suis non plus au pied de la lettre » (le Monde du 1^{er} février). A l'accusation lancée contre lui de vouloir brader le ling de maison à DMC, il répond : « Vous diriez-on le faire que DMC n'en voudrait pas, qui perd déjà beaucoup d'argent avec Descamps. Il y a dans cette activité un gisement d'amélioration considérable ». Quant aux réductions d'effectifs (trois mille personnes environ), elles procèdent, selon lui, pour l'essentiel, des réductions d'activité (deux mille six cents personnes). Comme prévu, le nombre des emplois devrait être ramené à douze mille personnes à la fin de 1985. Les départs naturels permettront ensuite d'en abaisser encore le niveau. Si le cap est tenu, M. Arnault a bon espoir de rééquilibrer les comptes de Boussac en 1986. Le rendez-vous est pris.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Se dit de toute créance qui s'est pas garantie par une hypothèque ou un privilège.

Des triporteurs italiens pour les Chinois. - Piaggio, premier fabricant italien de deux-roues, va vendre dix mille cinq cents triporteurs APE à la Chine. La livraison s'échelonnait entre le mois de juillet prochain et mars 1986. Le triporteur « APE » est équipé avec un moteur quatre temps fonctionnant à l'essence ordinaire. Grâce à ce premier contrat, Piaggio espère élargir la vente de ses produits sur le marché chinois et conclure un accord de coopération industrielle pour la construction de triporteurs dans ce pays. - (AFP.)

ÉTRANGER

Au Japon

M. Nakasone envisage une réduction de l'impôt sur le revenu

Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, a déclaré au Parlement, le 12 mai, qu'il était en faveur de substantielles réductions d'impôts sur le revenu dès l'année prochaine, rapporte le Financial Times du 13 mai. Avant le sommet de Bonn, il y a dix jours encore, il déclarait que l'économie japonaise n'avait pas besoin de stimuler sa croissance.

M. Nakasone a insisté sur le fait que ces réductions fiscales - si le gouvernement arrive à vaincre l'opposition de la puissante bureaucratie japonaise - devraient compenser les inégalités existantes, et non relancer la demande intérieure. Il a cependant admis que de telles réductions avaient encouragé la croissance économique aux États-Unis, et, en conséquence, provoqué une augmentation des importations.

Pan Am ouvre l'autoroute céleste France/USA.



Printemps 1985, la nouvelle flotte Pan Am décolle sous le ciel de France.

Pas moins de 29 nouveaux vols par semaine vous ouvriront la route des USA de la côte Est à la côte Ouest. C'est un événement.

Au départ de Roissy-Charles de Gaulle Pan Am vous offre les destinations suivantes :
New York. 2 vols quotidiens.
Washington sans escale. 4 fois par semaine.
San Francisco via Londres. 1 vol quotidien.
Los Angeles via Londres. 4 fois par semaine.
Et chaque jour au départ de Nice, un vol pour

New York sans escale.

Jamais les hommes d'affaires n'avaient eu tant d'occasions de goûter aux services de Pan Am.

Le Worldport®, terminal privatif de Pan Am à Kennedy Airport, qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

L'enregistrement unique à Paris quelle que soit votre destination finale.

L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre

de Manhattan ou à Wall Street.

Et les mille petits « plus » Pan Am qui font de chacun de nos passagers un voyageur privilégié.

Pour en savoir plus sur l'autoroute céleste Pan Am, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

هكذا من الامم

LOGEMENT

POUR MIEUX ASSURER SA VOCATION SOCIALE

Le mouvement HLM s'engage dans la voie de l'efficacité économique

De notre envoyée spéciale

Le quarante-sixième Congrès national du mouvement HLM s'achève, ce lundi 13 mai, à Nancy, sur le traditionnel discours du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, M. Paul Quilès. Axé sur le thème de l'adaptation des organismes aux nécessités du temps, intitulé « Moderniser pour mieux vivre », ce congrès est pour les dirigeants sociaux, qui gèrent trois millions de logements locatifs, celui d'une prise de conscience.

Nancy. — Ancien ministre de l'urbanisme et du logement et aujourd'hui président de l'Union nationale des HLM — c'est son premier congrès depuis qu'il a pris la succession de M. Albert Denvers, — M. Roger Quilès n'a pas ménagé ses mots : « L'essentiel c'est le lien permanent entre l'économique et le social. » Et d'insister sur la responsabilité des constructeurs d'HLM dans la mise en œuvre de la politique sociale du logement. Il leur fait améliorer leurs méthodes financières, leur gestion, comprimer les coûts de production, rendre le fonctionnement des organismes plus efficace. Les responsables des différentes familles d'organismes (1), qui sont politiquement à l'image du pays tant logement et politique sont indissolublement liés, tiennent ce langage de la rigueur.

La dureté des temps aide fortement à cette prise de conscience. La baisse de l'inflation se traduit par des contraintes financières qui ne feront que s'alourdir. Les prêts locatifs aidés (PLA) coûtent très cher au budget de l'Etat en subventions et en bonifications d'intérêt (114 000 francs par logement), sans que les organismes qui paient aujourd'hui les annuités des emprunts contractés depuis 1978 parviennent à en équilibrer l'exploitation. Une simulation portant sur la construction annuelle de soixante mille logements locatifs aboutit à un déficit de 1 milliard de francs en 1987, puis de 2 milliards de francs dans les années

suivantes, soit un total de 29 milliards de francs en 1999. Du côté de l'accession à la propriété financée grâce aux FAP (prêts à l'accession à la propriété), l'inquiétude est d'une autre nature. Les ménages épargnent moins, dirigent leurs économies vers des produits financiers plus attractifs (comme les SICAV), le livret A de la Caisse d'épargne, qui finance, via la Caisse des dépôts et consignations, à la fois les prêts locatifs aidés et les FAP, est concurrencé par les CODEVI (comptes de développement industriel). De plus, les HLM, qui jouent le rôle de gestionnaires des prêts, sont, depuis 1978, concurrencés par les banques.

Les HLM demandent donc à leur ministre de tutelle les moyens de faire face à leurs engagements financiers en ajustant, par exemple, à la déflation les taux d'intérêt des emprunts déjà contractés et en leur conservant un domaine réservé en matière d'accession à la propriété. Les responsables des organismes HLM s'engagent dans la voie de la compétitivité et de l'efficacité économique. Tout en cherchant à conserver, chaque fois que cela sera possible, des structures locales qui sont leurs racines : dans les milieux des élus locaux et des professionnels, le mouvement HLM admet qu'il ne faut pas « maintenir artificiellement en vie des organismes structurellement déséquilibrés ». Il s'agit bien, cette fois, de restructuration au sens où on l'entend habituellement dans le monde industriel. Elle pourrait toucher, à des degrés divers, cent cinquante organismes sur le millier existant. Accords de coopération technique ou financière à l'échelon local ou régional, rapprochements d'organismes complémentaires, regroupements d'entités trop petites. Les solutions sont multiples... et urgentes.

JOSÉE DOVÈRE.

(1) Sociétés anonymes, sociétés de crédits immobiliers, sociétés coopératives d'HLM.

AGRICULTURE

LA REPRISE DU CONSEIL AGRICOLE A BRUXELLES

Dans l'attente de la réaction allemande

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Double suspense ce lundi 13 mai, à Bruxelles, où se retrouvent les ministres de l'agriculture des Dix : comment se présentera la proposition de compromis de la Commission européenne ? Comment y réagiront les Allemands ? La principale difficulté à surmonter pour parvenir à un accord, c'est-à-dire pour rendre possible l'adoption de la nouvelle grille de prix, demeure le niveau des prix des céréales.

Après les propos tenus il y a une semaine à Luxembourg par M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles, il y a de bonnes raisons de croire qu'il proposera une baisse de l'ordre de 2 %, soit un effort sensiblement inférieur à celui demandé aux producteurs dans les propositions initiales de la Commission (- 3,6 %). Personne ne s'attend que M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand, applaudisse : il paraît assez difficile qu'il puisse accepter au lendemain des élections régionales ce qu'il a toujours catégoriquement refusé jusqu'alors.

L'interrogation, au moment où s'ouvre la réunion, porte sur la nature du refus de M. Kiechle. Après avoir bougonné, protesté, laissera-t-il la présidence italienne organiser un vote sur la proposition de la Commission ? Autrement dit, se laissera-t-il battre ? Ou bien, pour éviter une telle issue, évoquera-t-il l'« intérêt vital » de son pays ?

Deux mots magiques qui, depuis que les Français pratiquèrent, les six derniers mois de 1963, la politique de « la chaise vide », ont un sens bien précis : ils signifient que, sur une question jugée essentielle par un gouvernement membre, les règles du traité prévoient que certaines décisions qui sont prises à la majorité qualifiée ne s'appliquent pas et que l'unanimité est requise.

Un tel recours ouvrirait une crise aux multiples aspects et au prolongement imprévisible. Crise de confiance d'abord. Quel crédit

accorder en effet à un gouvernement qui, s'affirmant soucieux de progresser vers l'union européenne, plaide avec constance pour un retour aux règles du traité et pour l'abandon de l'obligation d'unanimité, et qui, à la première traversée, oppose son veto à une solution jugée nécessaire par ses neuf partenaires ?

Le doute serait d'autant plus vif que le cas est mauvais : il est certain qu'une baisse de 2 % du prix du blé serait mal accueillie outre-Rhin, mais elle n'y provoquerait assurément pas, en termes de revenus, les catastrophes en chaîne que l'insistance de M. Kiechle peut laisser pressager. Une nouvelle défaillance du conseil secouerait gravement le monde agricole. Les producteurs de lait, sérieusement bousculés par la politique de limitation de la production pratiquée depuis un an, attendent avec une impatience légitime un relèvement des prix — il devrait être de l'ordre de 4 % en France, — auquel ils ont droit depuis le 1^{er} avril dernier. Même les producteurs de céréales auraient de bonnes raisons de s'inquiéter des nouveaux atterrissements du conseil. Pour eux une baisse de 2 des prix est un moindre mal.

Les Britanniques expliquent, non sans raison, que si l'on s'en tenait aux décisions prises jadis par le conseil, les prix, compte tenu de la progression de la production, devraient être réduits de 5 %. Si rien n'est fait cette année pour freiner la course aux excédents, les producteurs peuvent redouter que des voix ne s'élèvent au sein du conseil pour préconiser, à l'instar de ce qui est fait pour le reste, une politique de contingentement de la production. C'est une orientation à laquelle les Français, si elle était suggérée, s'opposeraient avec énergie. Voici donc en puissance, si les Dix ne se mettent pas maintenant d'accord, une nouvelle et grave source de conflit.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉNERGIE

STAGNATION DE LA CONSOMMATION DE PÉTROLE, FAIBLESSE DES PRIX

Jours moroses pour les pays de l'OPEP

De notre correspondant

Tandis que la chute des cours du pétrole brut et surtout des produits raffinés sur les marchés au jour le jour semble s'accroître, les milieux pétroliers commencent à douter de la capacité de l'OPEP à défendre le niveau actuel de ses prix officiels. « Si l'OPEP veut éviter une nouvelle crise, il lui faudra ramener son plafond de production de 16 à 14 millions de barils par jour (1) », estime le responsable des achats d'une grande compagnie européenne, estimant qu'un certain nombre de qualités de bruts sont actuellement « surcotés de 3 à 4 dollars par baril ». Compte tenu du niveau des prix des produits pétroliers, un raffineur ne peut actuellement tirer plus de 24 à 26,50 dollars d'un baril de brut « arabe léger » par exemple, alors que le prix officiel de celui-ci reste fixé à 28 dollars.

Les statistiques récemment publiées par l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel ouvrent des perspectives peu favorables à l'OPEP. Elles confirment en effet le ralentissement de la consommation mondiale de pétrole, qui, après avoir diminué de 1 % au cours du premier trimestre de l'année, devrait stagner au second et troisième trimestres pour ne progresser que de 2 % au cours des trois derniers mois. Globalement, sur l'année, la hausse ne dépasserait pas 0,2 %, soit 300 000 barils par jour. En outre, la progression attendue de la production pétrolière des pays non membres de l'OPEP, et notamment la reprise des exportations nettes des pays de l'Est, devraient réduire encore la part du marché de l'OPEP. Ainsi, seule une reconstitution importante des stocks par les compagnies au second et au troisième trimestre pourrait permettre à l'OPEP d'éviter une nouvelle baisse de sa production, si elle veut préserver l'équilibre du marché.

Au premier trimestre, cette production a déjà été fort basse

(16,2 millions de barils/jour, soit 9 % de moins que l'année précédente à même époque) et à peu près conforme au plafond fixé par l'organisation (16 millions). Toutefois, le plus gros de l'effort a été supporté par l'Arabie saoudite, qui n'a extrait que 3,7 millions de barils/jour au premier trimestre, soit nettement moins que son quota (4,35 millions). La production saoudienne a encore diminué en avril, à 3,4 millions de barils par jour, tandis que celle de tous les autres pays membres de l'OPEP avoisinait, voire dépassait largement (pour le Nigeria, l'Équateur, l'Indonésie, le Koweït, le Venezuela et les Émirats arabes unis), le niveau des quotas officiels. Ainsi, pour la première fois en avril, la production de pétrole brut en mer du Nord (3,6 millions de barils/jour) a-t-elle dépassé celle du royaume wahabite.

En dépit de ces perspectives peu favorables, plusieurs ministres du pétrole des pays membres de l'Organisation, participant à la troisième conférence arabe de l'énergie, qui s'est tenue du 4 au 9 mai à Alger, ont exprimé leur optimisme à court terme. « Le marché mondial du pétrole brut ne peut pas se dégrader davantage. Nous sommes décidés à ne pas laisser le prix tomber en dessous de leur niveau actuel », a déclaré Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, tandis que M. Nabi, ministre algérien de l'énergie, assurait qu'« il n'y aura pas de variation brutale du prix du baril dans les mois qui viennent ».

V. M.

(1) 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

Montpellier la surdouée.

Surdouée en recherche médicale et pharmaceutique

Secteur public, secteur privé, à Montpellier pas de chagres : on confronte les expériences, on échange les résultats pour le plus grand bénéfice des entreprises (SANOFI, CHAUVIN-BLACHE, ELSCINT...), qui profitent ainsi sur le champ des progrès les plus récents réalisés dans les unités de recherche telles l'INSERM ou le Laboratoire National de la Santé.

Surdouée en recherche agronomique

En l'an 2000 quatre hommes sur cinq auront faim. Refusant cette fatalité, Montpellier est devenue le 1^{er} pôle mondial de recherche en agriculture méditerranéenne et tropicale avec plusieurs milliers de chercheurs travaillant dans onze centres internationaux. Un immense foyer d'espoir pour plus de trois milliards d'hommes.

Surdouée en recherche électronique et technologies de pointe

Le premier exploit de Montpellier a été de séduire le « Géant » IBM, puis, plus récemment, INTERTECHNOLOGIE. Une foule de sous-traitants a suivi (IMORARI, GELBON, SEMY-ENGINEERING, DATASUD...). une infrastructure ultra-performante s'est créée autour de centres de recherche tels le CNUSC, le CNAM ou le CNRS. Aujourd'hui Montpellier s'illustre encore en étant le seul centre français, avec Paris, relié au réseau international EARN, la seule ville au monde qui sera, dès 86, entièrement câblée en fibres optiques.

...Et passionnée par la création artistique

L'architecture avec BOFFIL et VASCONI, la danse avec BAGOUET, le théâtre avec SAVARY, la musique avec DIEDERICH, MAJER ET KOERING... à Montpellier toutes les formes d'art sont brillamment représentées ; le Député-Maire Georges FRECHE a su entourer de créateurs les plus réputés et faire germer les talents locaux, Michel TOURAILLE, Jackie TAFFANEL... qui ont acquis aujourd'hui une réputation nationale.

Ainsi quand Montpellier quitte la blouse blanche, c'est pour revêtir l'habit de gala... Festivals et Rencontres rythment les saisons, les étoiles du monde entier brillent en permanence dans le ciel bleu de Montpellier.



Pour recevoir un dossier complet sur les possibilités d'implantation de votre entreprise, retournez ce coupon à :
M. le Directeur du District de Montpellier
14, rue Marcel-de-Serres - 34000 MONTPELLIER-FRANCE
Tél. : (67) 52 18 19 - Télex : 490531 F

M/Mme : _____
Société : _____
Adresse : _____
Fonction : _____
Téléphone : _____



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LA KUWAIT-FRENCH BANK CRÉE FRANKOBAIL

Le ministère de l'économie, des finances et du budget vient d'accorder son agrément à Frankobail, une nouvelle Sicom créée à l'initiative de la Kuwait-French Bank, banque franco-koweïtienne fondée en 1980, dont 20 % du capital est détenu par le Crédit industriel et commercial et 80 % par une holding luxembourgeoise à capitaux koweïtiens, Pearl Holding (Luxembourg) SA.

L'actionnaire majoritaire de la nouvelle Sicom est la Kuwait Real Estate Investment and Management Company qui, avec le Kuwait Real Estate Investment Consortium, détient 77,5 % du capital.

Du côté français, la Mutuelle générale Française-Vie, le Crédit industriel et commercial, le Crédit foncier et immobilier (filiale de la compagnie La Hénin), une société industrielle, la Société des produits chimiques d'Harbomères, et la Kuwait-French Bank, détiennent 22,5 % du capital. Le capital initial de Frankobail s'élève à 200 millions de francs.

La création de cette Sicom constitue un événement particulièrement significatif. Elle reflète en effet l'intérêt de plus en plus vif que portent les Koweïtiens à l'investissement immobilier d'affaires et d'entreprises dans notre pays. On trouve associés dans ce projet franco-koweïtien des partenaires de tout premier plan. La constitution de cette nouvelle société s'inscrit donc tout naturellement dans le développement du courant d'échanges industriels, commerciaux et financiers entre la France et le Koweït.

Le secteur d'activités qui sera privilégié par la nouvelle Sicom, tout en ce qui concerne les opérations à caractère locatif que celles relatives au crédit-bail, sera pour l'essentiel celui des bureaux et autres locaux à usage commercial et industriel. Frankobail apportera ainsi sa contribution à la politique de relance de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics.

M. Fahad Al Rajean sera appelé à la présidence de Frankobail.

Deux vice-présidents ont été désignés : M. Robert Bertain, en tant que président de la Mutuelle générale Française, et M. Hamad Al Hamad, président de la Commercial Bank of Kuwait et administrateur de la Kuwait-French Bank.

Les administrateurs sont :
M. Fahad Al Rajean,
la KRIMCO représentée par M. Faisal Al Shayaas,
la KREIC représentée par M. Awwad Al Khalid,
la MGF-Vie représentée par M. Robert Bertain,
la Kuwait-French Bank représentée par M. Hamad Al Hamad,
le groupe CIC représenté par M. Patrick Thuillier,
le Crédit foncier et immobilier représenté par M. William Sénéchal,
MM. Ezzat Jaafar, Majed Al Ajeel, Dr Mohammed Khouja, M. Philippe Dujardin.

M. Jean-Claude Empereur, directeur général adjoint de la Kuwait-French Bank, a été nommé directeur général de Frankobail.

Patrimoine-Retraite a mis en paiement le dividende de l'exercice 1984, le 25 avril 1985, contre remise du coupon n° 2; le montant de ce dividende a été fixé à 15,59 F, assorti d'un crédit d'impôt de 1,13 F par action, par l'assemblée générale des actionnaires réunie le 29 mars 1985.

Il est rappelé que les actionnaires ont la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes, pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 25 juillet 1985.

PR
PATRIMOINE
RETRAITE
SICAV

Société pour la gestion de
l'épargne en vue de la retraite.

GRUPE TOTAL

TOTAL Compagnie Française des Pétroles

Comptes consolidés au 31 décembre 1984

Au cours de sa séance du 9 mai 1985, le conseil a examiné les états consolidés du groupe Total au 31 décembre 1984 (en millions de francs : MF).

	1983	1984
Chiffres d'affaires	139 866	158 778
Marge brute d'autofinancement	8 142	8 718
Résultat	429	1 307
Part de groupe CFP	774	1 708
Part des minoritaires	254	401
Effet de stock estimé	300	1 400
MBA hors effet de stock	7 842	7 318

La marge brute d'autofinancement est presque entièrement réalisée par les activités de production pétrolière, notamment en mer du Nord. Malgré une amélioration, dans un marché déprimé, des activités de raffinage et de distribution à l'étranger, le secteur reste déficitaire du fait de l'aggravation de sa situation en France.

Les résultats sont calculés selon la méthode FIFO. L'effet de stock, provenant de la hausse de la parité du dollar, et calculé sur la valeur de remplacement, a été estimé à 1 400 MF.

Les investissements bruts ont été de 9,7 milliards de F contre 10,1 milliard de F en 1983. Compte tenu des cessions, les investissements nets se sont élevés à 7,1 milliards de F contre 6,8 milliards de F en 1983. Ces investissements ont été

réalisés pour la plus grande partie dans le secteur de l'exploration et de la production pétrolière.

Le ratio d'endettement à moyen et long terme du groupe est resté stable à 0,28.

société nationale elf aquitaine

Société anonyme au capital de 1 801 266 300 F

Tour Elf, place de la Coupole,
quartier la Défense 6, Courbevoie (92)

Messieurs les actionnaires de la société nationale Elf Aquitaine sont convoqués le :

jeudi 30 mai 1985 à 15 heures

au HILTON INTERNATIONAL PARIS
18, avenue de Suffren, 75015 PARIS

I. - EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1° Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 1984 et rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice. Approbation de ces comptes et quitus aux administrateurs ;
- 2° Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 ; approbation de ce rapport ainsi que des conventions qui s'y trouvent visées ;
- 3° Affectation du bénéfice et fixation du dividende ;
- 4° Ratification du changement de siège social ;
- 5° Ratification de la cooptation d'un administrateur ;
- 6° Nomination de commissaires aux comptes suppléants.

II. - EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Option d'achat d'actions au bénéfice de certains membres du personnel :

- A. - Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 10 F qu'il possède, nommément ou au porteur, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Toutefois, pour être admis à assister à ces assemblées, ou à s'y faire représenter, les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

- a) Si leurs actions sont nominatives, par l'inscription en compte desdites actions cinq jours au moins avant la date de cette assemblée.
- a) Si leurs actions sont au porteur par le dépôt au guichet de la banque PARIBAS, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS, ou 80, avenue du Général-de-Gaulle, 94009 CRETEIL L'ÉCHAT, cinq jours avant la date de l'assemblée d'un certificat de l'intermédiaire habilité, prévu par le décret n° 83-359 du 2 mai 1983, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Le service des assemblées de la banque Paribas tiendra des formules de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.

- B. - Le mandataire, désigné par un actionnaire, en vue de le représenter aux assemblées générales doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la banque Paribas trois jours au moins avant la date des assemblées.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions de 10 F, soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués aux assemblées générales seront tenus à la disposition des actionnaires à la Direction financière, Service des actionnaires, tour Elf, place de la Coupole, quartier la Défense 6, Courbevoie ou envoyés aux actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le conseil d'administration a décidé de verser à chaque actionnaire qui assistera aux assemblées générales un jeton de présence de 30 F, et ce, quel que soit le nombre d'actions qu'il représente tant pour lui-même que comme mandataire.

Le conseil d'administration.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS CHIMIQUES ET INDUSTRIELS DU SUD-EST

Le conseil d'administration, réuni le 17 avril 1985 sous la présidence de M. Gérard Worms, a arrêté les comptes de l'exercice 1984, qui se traduisent par un bénéfice net de 65 676 891,91 F.

Le niveau exceptionnel de ces résultats s'explique par les importantes plus-values enregistrées lors de la cession des titres Lorilleux LeFranc International, intervenues dans le cadre du plan de restructuration de la chimie française, arrêté par les pouvoirs publics en 1982.

Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires, convoquée pour le 25 juin 1985, de fixer le dividende net à 5,50 F par action, correspondant, compte tenu d'un avoir fiscal de 2,75 F, à un revenu global de 8,25 F contre 3,75 F au titre de l'exercice précédent.

Dans une seconde séance, tenue le 6 mai 1985, le conseil a approuvé les projets de traités de fusion comportant l'absorption, par la Compagnie française de produits chimiques et industriels du Sud-Est - PCSE -, de la société Suez Développement industriel SDI et de la Compagnie de développement industriel et financier CODIF.

Fin 1984, en effet, les groupes Suez, Institut de développement industriel IDI et Crédit lyonnais, avaient pris le contrôle de PCSE - devenu holding financier - dans la perspective affirmée d'utiliser cette société comme pivot d'une opération de regroupement des activités similaires de holding financier exercées par SDI et CODIF, déjà dans la mouvance de Suez et de l'IDI.

Il reviendra aux actionnaires de PCSE, convoqués en réunion extraordinaire à l'issue de l'assemblée ordinaire, de décider de cette double fusion-absorption, ainsi que du changement de la dénomination sociale.

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS ASTORG

En cas d'approbation de cette fusion, plusieurs grands investisseurs institutionnels, précédemment associés au Suez et à l'IDI au sein de la CODIF, participent à un capital de cette nouvelle structure. En particulier, le groupe de l'Union des assurances de Paris UAP, ayant acquis récemment sa part dans la CODIF, détient 10 % des actions PCSE.

Ainsi, l'UAP se trouvera à égalité avec le Crédit lyonnais, tandis que Suez et l'IDI posséderont chacun, au départ, un peu plus du tiers du capital.

Avec un tour de table de tout premier plan et quelque 550 millions de francs de fonds propres, la Compagnie d'investissements Astorg - cotée au comptant à la Bourse de Paris - développera sa politique de prises de participation dans des sociétés, cotées ou non cotées, relevant de l'industrie, de la distribution ou des services, en vue de faciliter leur croissance ou la valorisation de leurs actifs. Les montants unitaires de ces participations seront, en général, compris entre 5 et 50 millions de francs.

L'expérience et la taille des principaux partenaires, l'esprit qui préside à leur association, ainsi que leur souhait de voir le capital de la Compagnie d'investissements Astorg de plus en plus ouvert au public, seront, pour les entreprises, le gage des capacités d'intervention du nouvel ensemble, qui aura par ailleurs, vis-à-vis de ses actionnaires, le souci de leur assurer une rémunération satisfaisante et équilibrée.

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



Obligations rétractables en Francs Français 1985-2000

comportant

une tranche initiale de FF 500.000.000

et

une deuxième tranche d'un montant maximum de FF 250.000.000

à émettre en échange des

Obligations Gaz de France en Francs Français 13 3/4 % 1981-1986

Les obligations sont remboursables au gré de l'emprunteur ou de l'investisseur le 10 mai 1990 et le 10 mai 1995. Échéance finale : le 10 mai 2000

Taux d'intérêt : 11 1/4 % jusqu'au 10 mai 1990

Un nouveau taux d'intérêt sera fixé par l'emprunteur le 10 mai 1990 et le 10 mai 1995.

Inconditionnellement garanties par la

La République Française

Crédit Commercial de France

Caisse des Dépôts et Consignations • Morgan Guaranty Ltd

Amro International Limited • BankAmerica Capital Markets Group

Banque Bruxelles Lambert S.A. • Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris • Banque Paribas Capital Markets

Baring Brothers & Co., Limited • Commerzbank Aktiengesellschaft

County Bank Limited • Crédit Lyonnais

Credit Suisse First Boston Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Kreditbank International Group • Morgan Stanley International

The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd. • Nomura International Limited

Salomon Brothers International Limited • Shearson Lehman Brothers International

Société Générale • Société Générale de Banque S.A.

Swiss Bank Corporation International Limited • Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Nouvelle Emission • le 10 mai 1985

هكذا من الأصل

VALEURS	Cours prix	Dernier cours
---------	---------------	------------------

.....	221	239 60.
-------	-----	---------

.....	110	.....
.....	508	505
L (L)	70	3 50
.....	51	.....
.....	202	.....
Tubers East	1 52	.....
.....	130	.....

.....	36 10	....
no N.V.	121 50	123 50
Monitor Corp.	70	....
.....	166	164
et Mulhouse	97	....
C.F.N.	36 40	....
.....	167	....

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachats net
0/5		

Japan	272.9	212.98
Chile	140.7	134.53
Placements	114189	14075.12
Rand	187.7	179.11
Tokyo	932.17	889.50
Associations	11281.2	11281.24

.....	22,400.00	22,344.51
.....	59,781.30	59,169.80
.....	481.00	457.38
.....	334.00	334.87
.....	58,128.10	58,128.10
.....	427.38	407.88
.....	111.73	106.66
.....	8,229.26	8,267.33

Epargne	12508 55	12484 70
Intér.	909 83	888 57
Obligations	458 98	438 17
Placements	61480 85	61480 65
Valuatz	534 84	510 59
God. Développ.	1089 07	1020 59
Aut. Sûreté	1189 12	1146 20

1131 38	1080 08
153 93	151 88
113 80	108 45
593 85	586 92
13208 31	13165 69
525 31	501 49
1348 90	1322 45

Placements	237 19	236 01
Investments	508 35	485 30
Grant CT-terms	58349 31	58349 31
St-Honoré	299 91	298 31
Association	21176 51	20216 24
ce Investors	316 93	316 33
ce Transports	5571 35	5489 02

le West	1029 96	1029 96
North Pacific ..	413 35	394 64
North Queensland ..	12606 78	12544 04
North Technical ..	571 93	641 46
North Wales	369 19	391 09
North Western	11369 86	11305 07
North Devon	335 57	327 39

...-Harden, ...	173 31	189 09
... Vol. Franc. ...	224 58	214 41
... Association.	58558 49	58558 49
... court farms	56738 78	56738 78
... Obliquin.	53086 85	53656 85
... Associations	1210 50	1208 08
... at fac.	485 78	444 54

.....	580 18	553 87
5000	240 18	229 28
.....	390 48	372 79
.....	325 86	310 89
.....	214 30	204 58
.....	334 25	319 09
.....	1085 41	1038 19

.....	785 17	749 22
.....	1059 01	1010 99
.....	443 86	423 73
.....	363 28	340 51
.....	864 80	815 85
.....	1074 63	1025 90
.....	410 55	391 83

Investment	1101 32	1051 38
Associates	348 37	332 57
Spice	110 01	110 01
Other	298 27	285 70
Other	844 21	806 93
Other	1250 27	1224 55
Other	682 58	651 64

1002 82	1043 32
1873 22	1788 28
1839 97	1778 98
152 78	152 78
1142 31	1104 82
388 71	371 13
1278 28	1277 28

* : droit détaché;
endé: ● : prix précédent.

Rank	COUNT	SCORE	+	-
860	98	98 60	....
940	336	336	+ 2	
8	55	55 20	+ 0 34	
4	992	992	+ 0 81	
1	790	790	+ 2 58	

7	303 60	309	+ 0 65
320	24890	24850	+ 2 17
9 10	119	119 50	+ 0 33
5	1060	1058	+ 0 28
7	850	850	+ 1 55
9 70	152 50	152 50	+ 1 87
9	272	272	- 0 36

7 50	296	296	- 0 50
4 50	365	373	+ 2 33
3	1049	1049	+ 1 54
8	568	568	+ 1 61
5	75 65	76	+ 1 33
2 80	178	178 50	- 2 35
5 40	387	387	+ 3 09

30	86 55	86 55	+ 0 28
0	1725	1727	+ 1 58
0	160	160	---
7 80	210	210	+ 1 05
5 10	15 20	15 30	+ 1 32
8	969	969	+ 2 16
8	375	374	+ 1 63
8	948	950	+ 1 00

348	350	+ 1.05
435	439 50	+ 2.44
50 331	827	+ 0.15
3 452	460	+ 3.83
1 96 1 97	2	+ 2.55

REVISES	COURS préc.	COURS 10/5
.....	96500	96100

.....	57200	96050
.....	571	570
.....	345	.....
.....	553	559
.....	558	553
.....	709	707
.....	555	555

.....	3905	3890
.....	2012 50	2012 50
.....	1400	.....
.....	3605	3600
.....	585	580

11

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. PRISONS : « Remplacer l'incarcération ? Mais par quoi ? », par Denis Poirier-Daville ; « Des cellules ou des palais ? », par Daniel Charrier, (L) : Une épidémie d'amour, d'A. Rojo et G. Nahes.

ÉTRANGER

3. EUROPE
4. DIPLOMATIE
- Le président nicaraguayen reçu à Paris.
5. AFRIQUE
6. AMÉRIQUES
7-8. ASIE
- INDONÉSIE : des écoles de fibres, mais une gestion prudente et un régime solidement tenu en main par le président Suharto.
8-9. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

- 10-11. La comité directeur du PS.
SOCIÉTÉ
14. Plus de cinquante morts dans l'incendie d'un stade en Grande-Bretagne.

CFM 89

à Paris

232-14-14

et 720-52-97

Lundi 13 mai, à 18 h 45

La presse

à la conquête

de la jeunesse

FREDERIC GAUSSEN

et DELPHINE PINEL

répondent aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par FRANÇOIS KOCH

SPORTS

16. Les championnats d'Europe de judo.
LE MONDE ÉCONOMIE
17. Dix ans de retraite : prime à l'ancienneté.
21. LA CHRONIQUE DE PAUL FABRA : « Vivons tranquilles jusqu'à la fin du siècle »

CULTURE

22. CANNES, TRENTA-HUITIÈME
23. EXPOSITION : Jacques Gheyn l'académisme à l'Institut néerlandais.
ÉCONOMIE
42. SOCIAL : les négociations patronat-syndicats sont-elles encore possibles ?
44. AFFAIRES : vers l'épilogue de l'affaire Boussac ?

RADIO-TÉLÉVISION (24)

INFORMATIONS

« SERVICES » (40) :

Météo (40) : Mots

croisés ; Loto.

Amorces classées (25 à 40) ;

Caract (41) ; Programmes

des spectacles (23-24) ; Marchés

financiers (47).

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD

+ d'autres marques

Matériel

GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier

15/10°

+ 4 goulons d'acier

anti-dégorgement

+ 3 cornières

anti-pince

à l'extérieur sur le

pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3600 F TC

Pose et dépt. comp.

PAPIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.

11, rue Minard

92130 Issy-les-Moulineaux

☎ 554.58.08

554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

A B C D F G H

Au Liban

M. Walid Joumblatt qualifié de « mensongère » l'ouverture faite aux Syriens par la milice chrétienne

De notre correspondant

Beyrouth. — En attendant que Damas se prononce sur les avances du nouveau chef des milices chrétiennes, M. Hobeika, la situation ne cesse de se compliquer et de s'aggraver à Beyrouth. Les combats de la nuit le long de la ligne de front y deviennent plus violents, et les accalmies diurnes se font précieuses. Ainsi, la voie de passage marginale entrebâillée entre les deux secteurs dits Massalch, a été fermée dimanche 12 mai. Il faut maintenant emprunter une voie de secours, à travers la banlieue sud, dite de Mayra, que, même parmi les habitants, très peu de gens connaissent et osent utiliser.

Depuis deux semaines que les troubles ont repris à Beyrouth, ils ont fait officiellement 86 morts et 459 blessés. A l'acte de quasi-allégeance des Forces libanaises, la Syrie a, jusqu'à présent, répondu par des gestes à l'égard du président Gemayel, qui a reçu dimanche un message du président Assad. On a l'impression que ce dernier attend la mise en place d'une nouvelle structure représentative dans le camp chrétien — peut-être le « rassemblement » en cours de constitution — pour agir enfin sur la base du manifeste des Forces libanaises, mais avec d'autres interlocuteurs.

Cette expectative syrienne est aussi celle de la milice chiite Amal, qui s'est retranchée dans un mutisme remarqué. Elle n'a pas empêché l'autre grand nœud de Damas, M. Walid Joumblatt, chef du PSP druze, de lancer l'anathème

contre les Forces libanaises de leur ancien et de leur nouveau chef. « Si Geagea, a-t-il dit, est un philosophe du crime, Hobeika en est un professionnel (...). Il n'y aura jamais de réconciliation ou d'entente avec la rébellion numéro 2, pas plus qu'il n'y en eut avec la première. L'appel de Hobeika est un tissu de mensonges destiné probablement à gagner du temps, parce qu'il a reçu de nouvelles armes (...). Je suis encore disposé à traiter avec Amine Gemayel. C'est peut-être l'offre de la dernière chance (...), mais quelle est aujourd'hui son importance, et que peut-il ? »

Sur un ton sarcastique, le dirigeant druze s'en prend aux chefs civils, mais aussi religieux, des chrétiens, notamment au patriarche grec catholique, Mgr Hakim. Il se montre à la limite de l'irrévérence à l'égard du pape, en lui promettant de lui rendre — et à lui seul — les joutes du couvent de Saint-Sauveur, occupé par ses hommes, quand il adoptera une position « impartiale » sur le Liban.

Faut-il voir dans les propos de M. Joumblatt un avant-goût de ce que sera l'attitude de Damas, ou, au contraire, habile tacticien, le chef druze a-t-il placé la barre le plus haut possible en prévision de l'entrée en scène des Syriens et des concessions qu'ils vont demander aux uns et aux autres pour instaurer, au terme du retrait israélien au début de juin prochain, une nouvelle version de la « paix syrienne ».

LUCIAN GEORGE.

ANNONCÉE PAR M. CHEVÈNEMENT

La participation des parents sera renforcée dans les établissements scolaires

M. Jean-Pierre Chevènement a annoncé, le lundi 13 mai, des mesures destinées à renforcer le rôle des parents dans la vie des écoles, collèges et lycées.

Dans les écoles primaires, la composition du conseil d'école est modifiée de façon à établir la parité entre le nombre d'instituteurs et celui de parents. Jusqu'à présent, en effet, le conseil d'école rassemblait le conseil des maîtres (tous les instituteurs de l'établissement) et le comité de parents (deux à cinq élus).

Le nouveau conseil se réunira obligatoirement une fois par trimestre et sera consulté sur les questions de fonctionnement matériel et financier de l'école, les projets d'action éducative, l'intégration des enfants handicapés et les rythmes scolaires. Il sera informé de la composition des classes et du choix des manuels. Aux côtés des parents et des maîtres, les municipalités seront représentées au conseil d'école.

Dans l'enseignement secondaire, les membres des conseils d'administration se répartiront en trois parties égales : équipe de direction et collective territoriale ; équipe éducative ; usagers (parents et élèves). Cette mesure implique une augmen-

tation du nombre de parents dans les conseils des collèges où, ils passent de cinq à six dans les collèges de moins de six cents élèves et à sept dans ceux de plus de six cents.

Dans les lycées, il y aura, comme auparavant, cinq représentants des parents au conseil. Le rôle des conseils est accru puisqu'ils auront pouvoir de décision — et non plus seulement délibératif — sur le budget de l'établissement et le règlement intérieur, de même que sur l'utilisation des dotations en heures d'enseignement, l'organisation du temps scolaire ou la signature de conventions.

Les parents siègeront d'autre part dans trois nouveaux conseils. Deux d'entre eux ont été créés par la loi de décentralisation : le conseil départemental de l'éducation nationale, à qui il revient notamment de définir les schémas prévisionnels de formation et de décider de nouveaux investissements pour les collèges et les lycées.

Une troisième instance est créée par la loi : le conseil de secteur scolaire, le conseil de secteur destiné à assurer une meilleure liaison entre collèges et écoles d'un même secteur.

M. Marchais invite les jeunes à refuser la « camelote social-démocrate »

M. Georges Marchais s'est adressé, le dimanche 12 mai, à quelque cinq cents personnes parmi les participants au festival organisé à Bobigny (Seine-Saint-Denis) par le Mouvement de la jeunesse communiste. « Ces temps-ci, a déclaré le secrétaire général du PCF, et de plus en plus, que vous présente-t-on quand on évoque la politique ? Du spectacle. Le président de la République connaît le verlan, Jack Lang s'habille sans cravate, Barre parle de Colloro, Léotard se prend pour une vedette du hit-parade... Quels efforts pour vous séduire ! »

Dénonçant « ces technocrates, ces politiciens, ces patrons qui font la loi chez nous », M. Marchais a déclaré : « Toute cette propagande, ce conformisme, cette débauche envahissante, toutes ces opérations de séduction des Barre, des Giscard, des Fabius et des Tristram, tout ce cirque politique concocté par des experts en marketing, vous ne supportez plus. Vous voulez du neuf. Pas un nouveau look pour mieux vendre la camelote, qu'elle soit social-démocrate, qu'elle soit de droite ou qu'elle soit les deux à la fois. » Citant les paroles d'une chanson du groupe de rock Téléphone, M. Marchais a ajouté : « Vous voulez, vous réclamez une autre vie, un autre monde. »

Selon M. Marchais, « dans les administrations publiques, les hôpitaux, les mutuelles, l'enseignement et, de plus en plus, dans les entreprises elles-mêmes, par l'intermédiaire d'associations ou de comités d'entreprises (...), on remplace un emploi à plein temps qui existe ou

qui devrait être créé par deux TUC », dont le coût est égal à un peu plus de la moitié du SMIC. « On veut faire revenir la législation sociale des dizaines d'années en arrière, a-t-il dit, et créer une nouvelle catégorie de travailleurs : les jeunes, qui connaîtront en alternance des périodes de surexploitation et d'emploi sous-payé et des périodes de chômage. »

Le numéro du « Monde » daté 13 mai 1985 a été tiré à 403 363 exemplaires

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Si vous êtes petit, fort ou mince, vous n'êtes plus condamné au sur-mesure pour être bien habillé. Au 167 rue Saint-Honoré, Roland Eveline, maître-tailleur, explique : « Pourquoi dénigrer l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? J'ai créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, un rayon spécial "prêt-à-porter". »

POUR LE PRINTEMPS
Je suggère, dans ma collection, un costume léger en laine et mohair (2347F), une veste pied de poule en pègne anglais (1627F), un trench pur coton (2625F), etc.

ROLAND EVELINE

167, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS TEL. 01 260.47.26
(PLAQUE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)

EXPLOSION DANS UN LYCÉE A NOUMÉA : PLUSIEURS BLESSÉS

(De notre correspondant.)

Nouméa. — Une forte explosion a endommagé, lundi soir 13 mai vers 19 h 30 (10 h 30, heure de Paris), dans le centre de Nouméa, un internat protestant, le lycée Do-Kamo, la seule institution à conduire les Mélanésiens au baccalauréat. D'origine criminelle, cet attentat a fait plusieurs blessés, seule une femme, toutefois, semblait très grièvement atteinte. Selon les premiers témoignages, il semblerait que quelques secondes avant l'explosion, le passage d'une voiture ait lancé par-dessus la haie de l'internat, qui est fréquenté en majorité par des Mélanésiens, un paquet contenant une bombe dont la déflagration a brisé les vitres sur deux cents mètres à la ronde.

Tout de suite après l'explosion, les pompiers sont intervenus ainsi que des ambulances qui ont transporté les blessés, au nombre de cinq environ, à l'hôpital. Mais les agents de la police municipale ont dû faire appel à un renfort de CRS pour contenir les jeunes Mélanésiens du lycée, qui s'en prennent à la foule des badauds. Des pierres ont même été lancées, sans toutefois atteindre leurs objectifs.

Le lycée Do-Kamo est réputé, au dire des habitants du quartier, pour être fréquenté par de jeunes Calédonnais souvent proches du mouvement LKS (Libération Kanak et socialiste, indépendantiste modéré). Le parti de M. Nidoish Naiseline avait tenu un congrès à cet endroit, en 1983.

C'est la première fois en Nouvelle-Calédonie qu'un établissement scolaire est ainsi visé par un attentat à la bombe.

F. F.

M. MAZEYRAC AMBASSADEUR A STOCKHOLM

Le Journal officiel du 14 mai annoncera la nomination de M. Robert Mazeyrac au poste d'ambassadeur en Suède, en remplacement de M. Pierre-Louis Blanc.

[Né en 1924, licencié en droit et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Mazeyrac a été intégré dans les cadres des affaires étrangères en 1958. Il a été notamment au poste à Lomé, Phnom-Penh (1966-1970) et Addis-Abeba (1970-1972). Après avoir été chargé de mission au secrétariat général pour la communauté et les affaires africaines et malgaches, puis, en juillet 1974, au cabinet de M. Chirac, premier ministre, il a été ambassadeur à Bamako de 1975 à 1979. Jusqu'à la fin de l'année dernière, il était ambassadeur à Yaoundé.]

Le tenor italien Luciano Pavarotti, victime d'un malaise et contraint de se reposer, vient d'annuler sa participation à sept représentations du Bal masqué de Verdi, prévues à l'Opéra de Paris du 18 mai au 4 juin. La reprise de cette production sera toutefois assurée avec le ténor japonais Yaro Ichihara, qui devait initialement chanter le rôle de Riccardo pour une seule des représentations.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

Le numéro du « Monde » daté 13 mai 1985 a été tiré à 403 363 exemplaires

Sur le vif

Papa gâteau

Vous êtes au courant pour Barbe ? Vous avez vu le rapport des pays ? Stupéfiant, non ? Remarquez ! Moi, c'est pas compliqué, quand j'ai appris ça, je suis tombée par terre. Scène ! Rien, rien de rien, non, il ne regrette rien. Sentiment de culpabilité : néant. Remorde, connaît pas. Comment vous écrivez ce mot-là ?

C'est pas bizarre, ça ? Après deux ans de détention dans le quartier chic de la prison Saint-Joseph, deux belles pièces sur cour, chouchouté par un ribambelle de gardiens qui lui servent de valets de pied, on s'attendait à ce qu'il craque, le boucher de Lyon, à ce qu'il s'effondre, à ce qu'il se noie dans un torrent de larmes. Et cette sa coupe. Et réclame un clic et des verges pour sa faire fustiger.

Pas du tout. Il persiste et signe. Il n'a du caractère, ça, il faut le reconnaître. Il a le sens du devoir. Et une haute idée de la morale. Ce sont des valeurs qui se perdent, hélas ! aujourd'hui. Quand il dit que Wally Brandt et le président de la Bolivie, des enfants naturels, des bâtards, des mal-ades, devraient perdre leur statut d'homme, ne pas avoir de rôle social, ni jouer des

mêmes droits que nous, on applaudit.

Non, c'est vrai, c'est pas comme lui. Lui, son père était un homme admirable, très intelligent, très pratique, très organisé. Il a de qui tenir ! Et sa mère donc ! Une épouse fidèle, très popote, très famille. Ah, la famille ! Ce n'est plus ce que c'était, la famille. Savez-vous pourquoi l'humanité va à sa perte ? C'est à cause de la division des familles.

Il sait de quoi il parle. Qu'est-ce qu'il n'a pas fait pendant l'occupation pour les boches et le bien-être des familles juives ! C'est vraiment touchant ! Les parents avaient des soucis, à l'époque. Alors, pour les aider, pour les soulager, il s'occupait de leurs gosses. Il les envoyait respirer le bon air de la campagne en Allemagne.

Ce, c'est des choses qu'on n'oublie pas. D'ailleurs les nazis qui ont défilé hier à Paris sous une large banderole « Les amis de Barbe » à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, sainte de la Patrie, ont rendu un juste et vibrant hommage à ce bon papa gâteau.

CLAUDE SARRAUTE.

A LA SYNAGOGUE DE LA RUE BUFFAULT

De nombreuses personnalités ont célébré l'anniversaire de la libération des camps

De nombreuses personnalités ont assisté à la cérémonie organisée à la synagogue de la rue Buffault, à Paris, pour célébrer le quarantième anniversaire de la libération des camps d'extermination nazis. Le président de la République, dont la présence avait été annoncée (le monde du 11 mai), était représenté par M. Gilles Ménage, directeur-adjoint de son cabinet. Le gouvernement était représenté par MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes, notamment MM. Raymond Barre et Michel Rocard ; MM. Claude-Gérard Marcus et Gabriel Kasperoit, députés (RPR) de Paris ; M. Didier Bariani, conseiller (UDF rad.) de Paris, maire du vingtième arrondissement. Les autorités militaires étaient représentées, de même que les différents cultes, ceux-ci notamment par le cardinal Jean-Marie Lustiger.

Un Sepher Torah (rouleau de la loi) à la mémoire des six millions de juifs victimes du nazisme a été introduit dans l'arche sainte de la synagogue, M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, a évoqué la mémoire de ceux qui sont morts dans le combat contre le nazisme et celle des juifs et des tziganes victimes de la persécution raciale. Puis il a dit, conjointement avec l'officiant et avec la communauté, le Kaddich (prière pour les morts).

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé.
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Micro-informatique : les occasions perdues. Où en est la micro en France ?

16 F. EN VENTE PARTOUT.

BAUME & MERCIER GENEVE 1830

montre pour Dame, en acier et or 18 carats - étanche - mouvement à quartz ultra-plat. Modèle pour Homme disponible

FF 9'350.-

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette